24me Année N° 7 1er Avril 1917

MAY 2 1917
UNIV. OF MICH.
LIBRARY

# LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

## SOMMAIRE

| | | Pages |
|---|---|---|
| Y | *L'Odyssée d'un Transport torpillé.* — I | 449 |
| Hector Berlioz | *Lettres* (Le Musicien errant). — II | 489 |
| Gabriel Millet | *Les Zemstvos à la Veille de la Révolution* | 525 |
| Marc Elder | *Thérèse ou la bonne Education* (3e partie) | 547 |
| Albert Mathiez | *La Mobilisation générale en l'An II* | 581 |
| Pierre Villetard | *Après lui* (fin) | 603 |
| Auguste Gauvain | *Encerclement et Hégémonie* | 639 |
| Joseph Reinach | *A propos de Cartes allemandes* | 666 |

Copyright 1917, *Revue de Paris*.

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1917

# LIVRES NOUVEAUX

### DOCUMENTS RELATIFS A LA GUERRE

**Rapports et procès-verbaux d'enquête de la commission instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi. — V.**

On sait qu'une commission composée de MM. Payelle, Mollard, Maringer et Paillot a conduit, dans les régions françaises envahies par les Allemands, une enquête méthodique sur les violations du droit des gens commises par l'ennemi. Le cinquième rapport, rédigé en termes sobres, avec l'unique souci de préciser la vérité, est appuyé par un volumineux dossier de dépositions, qui constituent le plus accablant réquisitoire dressé contre l'armée allemande. Nulle publication n'est plus convaincante que ce recueil de faits désormais historiques établis sur des témoignages véridiques. Toutes les affirmations de la propagande allemande seront impuissantes à le réfuter.

### TAMBOUR, PROFESSEUR DE CIVISME,

par **H. Rosnet**.

Une vingtaine de croquis pleins de verve, d'une sûreté d'observation exquise, évoquent la vie à la campagne pendant la guerre. La langue populaire, vigoureuse, imagée, légèrement patoisante, est maniée à la perfection. Rien de faux dans ces pages ; tout y témoigne d'un sens profond de la vie rurale : et c'est pourquoi ce livre est un remarquable instrument de propagande à l'intérieur. Ces petites scènes, lues à l'école ou à la mairie, feront comprendre, autrement mieux que toutes les affiches blanches, les réalités de la guerre, la nécessité de produire, de s'entr'aider, la bêtise de l'égoïsme routinier. Nous avons des romanciers régionalistes pleins de talent; il est à souhaiter que chacun dans sa province suive l'exemple si utile donné par H. Rosnet.

---

*Dans son prochain numéro, la* REVUE DE PARIS *commencera*

# HILDA LESSWAYS

**Roman**

par ARNOLD BENNETT

---

### GUILLAUME II ET FRANÇOIS-JOSEPH,

par **Ernest Daudet**.

Après avoir précédemment montré dans Bismarck l'initiateur de la politique qui aboutit à la guerre européenne, M. Ernest Daudet expose avec clarté les origines immédiates du conflit, telles que les documents diplomatiques actuellement publiés nous permettent de les connaître. Les complaisances des ministres austro-hongrois pour l'Allemagne, leurs intrigues balkaniques ont préparé la crise que fit éclater le drame de Serajevo ; mais deux hommes surtout portent la lourde responsabilité de la guerre : Guillaume II, qui disposait du pouvoir nécessaire pour la conjurer, et François-Joseph, qui par faiblesse fut un complice docile. L'histoire ratifiera sans doute ce jugement dont elle approuvera la sévérité.

### SOUVENIRS D'UN TRAGÉDIEN,

par **Mounet-Sully**.

Cet art du tragédien, que Mounet-Sully posséda à un degré si éminent, est quelque chose de personnel et d'incommunicable, où le tempérament et, comme on dit au théâtre, le « physique » de l'artiste entrent pour une part prépondérante. Aussi est-il assez malaisé à l'acteur lui-même de le définir et de l'analyser. On ne devra donc point s'attendre à trouver dans ces *Souvenirs* les recettes du sublime théâtral ; Mounet-Sully a emporté ces hauts secrets avec lui. Mais l'on sera charmé plus d'une fois, en feuilletant le volume, par l'idéalisme si sincère et la foi artistique qu'il témoigne, par la noble ingénuité d'un enthousiasme toujours prêt à s'émouvoir et à frémir.

# L'ODYSSÉE

# D'UN TRANSPORT TORPILLÉ[1]

Newcastle (Angleterre), 8 avril 1915.

Eh bien! mon vieux, nous venons de prendre quelque chose de bien comme mauvais temps, là-haut dans le nord de l'Écosse. Tu dois te demander ce que nous sommes allés faire par là, alors que je t'avais écrit d'Égypte que le *Pamir* était pour prendre du monde aux Dardanelles. Comme tu vas voir, c'est simple.

On est resté à Alexandrie juste le temps de s'y trouver bien et de prendre quelques petites habitudes : cinéma, bars, etc. Fourgues et moi nous avons été ensemble au Caire et aux Pyramides. Tu n'as pas idée comme il m'a raconté des choses sur tout cela. Je ne sais pas où il a pu en apprendre autant. Et pas des blagues, tu sais ! J'ai acheté un guide après, pour voir si c'était vrai. Les Pharaons, les Turcs, Bonaparte, il m'avait tout raconté comme c'était dans le guide. A ce propos je te remercie des bouquins que tu m'as envoyés. Tu es un frère. Je les ai reçus, ici, avant-hier, et j'ai commencé l'histoire maritime de la France. C'est très intéressant. Je n'ai pas honte de te l'avouer, je n'y connaissais pas grand'chose. Seu-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mars 1917.

lement, d'après ce que j'ai lu déjà, ça m'a tout l'air d'être toujours la même histoire : frégates ou cuirassés, voiles ou vapeur, on dirait que ça recommence. Enfin je te raconterai à mesure ce que j'en pense.

A Alexandrie, notre équipage a dépensé ses économies en quatre jours, et il a plutôt fait de la musique dans les rues et les caboulots ; la police en a ramené quelques-uns, mais Fourgues n'a pas voulu sévir.

— Laisse-les, petit. Les marins ne sont pas des archanges ; ils n'ont qu'à venir un peu à bord du *Pamir* pendant seulement trois mois, les flics, et on verra un peu s'ils boiront de l'eau de seltz après ce bout de temps. Quand nos lascars n'auront plus le sou, eh bien ! ils resteront tranquilles et on leur fera donner un bon coup de souque.

Voilà comment il est, Fourgues. A la mer, il fait marcher son monde, à coups de poing si ça ne barde pas assez ; mais quand il n'y a rien à faire, il fiche une paix royale. Il faut croire que c'est la bonne manière, puisque tous les réservistes sont au pli ; et qu'il n'y en a pas un qui voudrait laisser le *Pamir* où pourtant on travaille sec.

Après huit jours d'Alexandrie, on a reçu l'ordre d'aller à Port-Saïd. C'est à cause d'un cargo chargé de soldats des Indes qui arrivait de Bombay pour le front, et qui avait ses condenseurs dans le sac. Comme il fallait que les bonshommes partent et que le bateau en avait pour quinze jours de réparations, on a pris le vieux *Pamir* qui se trouvait libre et il a trimballé les six cents hommes. En fait de confortable, c'était un peu maigre. Pour transporter de la camelote, le *Pamir* n'a pas peur de trois mille tonnes, et même un peu plus si on bourre dans les coins. Mais des voyageurs ! Il y a tout juste le pont et les cales, et puis débrouille-toi avec ça. Fourgues a mis deux officiers supérieurs dans chacune des chambres de Blangy et de Muriac, et je ne sais pas comment les quatre ont pu vivre. Tu connais les chambres du *Pamir* : comme tiroirs, on ne fait pas mieux. Les autres officiers, les « subs » comme disent les youms, on les a installés dans les planches qui avaient servi aux Boches l'an dernier, avec les sous-officiers. Quant aux autres, liberté de manœuvre pour se fourrer n'importe où, suivant les préférences : cale ou pont.

Fourgues et moi n'avons pas eu le temps de rien arranger pour les pauvres bougres. On nous a donné vingt-quatre heures pour les prendre, pour charbonner, et faire des vivres. Tu vois ça. Recevoir six cents hommes quand on en nourrit trente-cinq, et puis ne pas savoir si on les gardera dix ou vingt jours, parce qu'on n'a pas pu nous dire s'ils iraient à Marseille ou au Havre, ou en Angleterre. Les autorités de Port-Saïd, à terre, ont dit à Fourgues qu'il recevrait des ordres en mer par radio. Quand il a répondu qu'il n'avait pas la T. S. F., ça été la cérémonie habituelle et il s'est attrapé avec les autres. Enfin on lui a dit de toucher à Marseille et que là, on lui dirait quoi faire. Fourgues en a profité pour télégraphier au patron et demander d'urgence qu'on lui installe la T. S. F., parce qu'il en a assez de se faire dire des choses comme si c'était sa faute à lui. Mais tout ça ce sont des histoires. Nous avons pris à bord du cargo qui venait des Indes toute la provision de riz des six cents hommes, ainsi que les provisions de whisky des officiers. Ceux-ci avaient aussi avec eux des caisses de porto et de divers alcools. C'est tant mieux pour eux, car tu sais que, sauf le vieux marc et le rhum, en petite quantité, Fourgues n'aime pas qu'on boive. Il a fallu leur donner Fafa pour les servir spécialement et leur faire des coktails pendant toute la traversée.

Le soir que nous sommes restés à Port-Saïd, Fourgues et moi nous sommes allés acheter quelques victuailles, confitures, conserves, etc., pour nourrir tous ces officiers. Ça n'a pas été commode à trouver et à des prix ! Ce qui mettait Fourgues le plus en colère, c'est qu'il fallait tout payer en or, et qu'on ne rendait jamais que de l'argent. Comme la même chose s'était passée à Alexandrie, au Caire et partout où on a été depuis le début de la guerre, Fourgues m'a affirmé que c'était encore un coup des Boches.

— Tu vois, mon petit, nous payons tout en or et pas moyen d'en revoir une pièce. N'aie pas peur. C'est pas perdu pour tout le monde. Ils ont des agents partout . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Fourgues a ajouté d'autres choses, mais autant vaut ne

pas te les dire, parce que tu t'imaginerais que je deviens trop rouspéteur, et tu sais pourtant si je n'aime pas ça. Le *Pamir* a fait route pour Marseille d'abord. On a eu assez beau temps, du roulis et du tangage de père de famille, parce qu'on était plutôt léger. Mais ça a suffi pour mettre sur le flanc cinq cents Indous sur six cents. Presque tout le riz nous est resté. Ils n'ont guère mangé. Ça a mieux valu ainsi parce que je ne sais pas comment aurait fait notre cuisinier, avec six cents bonshommes à nourrir. Il n'a pas perdu son temps, d'ailleurs. C'est facile à entretenir les Indous : du riz et de l'eau. Il y en avait une dizaine qui avaient emporté une flûte ou un tambour. Ils n'ont pas arrêté de jouer depuis Port-Saïd jusqu'au Havre ; ils se relayaient deux par deux. Ils s'étaient installés juste au pied de la passerelle pour que tous ceux de la cale avant qui avaient le mal de mer puissent les entendre, et tout le temps, la nuit comme le jour, ils tapaient sur la peau et jouaient de la flûte. Tu n'as pas idée de ce que ce peut être cette musique orientale. On croirait qu'ils jouent toujours les mêmes notes, et puis pas du tout. Ça va et ça vient comme une pensée. Quand j'étais de quart la nuit, j'avais des fois envie de dormir en les écoutant, et d'autres fois envie de pleurer. Par moments, je voulais leur dire de se taire parce que je trouvais que c'était trop stupide de se sentir comme cela le cœur gros. Mais cela me devenait nécessaire, et j'écoutais tout de même. Je te raconte des bêtises, mon pauvre vieux.

A Marseille, on n'a fait qu'entrer et sortir. Un officier de la mission anglaise est venu nous dire d'aller au Havre avec les Indous ; mais les officiers supérieurs qui en avaient assez d'être dans les tiroirs de Blangy et de Muriac, et qui avaient depuis un jour fini leur porto et leur whisky, ont demandé à partir tout de suite. Comme c'étaient des lords, ou bien des types à la hauteur, ils ont débarqué sans attendre et les « subs » ont pris leur place.

Le *Pamir* a fait tout le tour de l'Espagne et l'Atlantique avec les six cents Indous qui ont été malades pour de bon, et sont arrivés comme des chiffes au Havre . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Ils étaient trop fatigués. Beaucoup ont failli mourir, ils rendaient du sang. Et puis comme ils ont eu froid, les bronchites et les fluxions de poitrine ont commencé. Pour tout médecin il y avait Fourgues, un point c'est tout ! Il leur a donné du rhum dans de l'eau chaude, comme remède car notre coffre à médicaments a été vite vidé. Nous en avons eu trois qui sont morts, ce qui n'est pas beaucoup disaient les officiers.

On les a débarqués dans l'Atlantique, avec un sac à charbon au pied pour les faire couler. Nous tous Français, ça nous a fait quelque chose . . . . . .

. . . . . .

Tout le monde a été content de les laisser au Havre. . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . D'ailleurs on avait un peu peur qu'ils n'aient laissé le choléra dans le *Pamir* et Fourgues n'aime pas beaucoup ça, depuis qu'il en a vu une vraie épidémie en Chine, aussi il a été très content quand on nous a envoyés faire du charbon à Sunderland, parce qu'il prétend que le charbon de terre quoique sale, est encore le meilleur antiseptique connu contre la plupart des maladies.

A Sunderland, on a embarqué trois mille tonnes bien pesées, et on y a pas mis longtemps. Qu'est-ce que ça va coûter à la France, toutes ces centaines de mille tonnes de charbon qu'il faut acheter à l'étranger. Ça ne sera pas dans les prix doux. Je sais bien que les Boches nous ont raflé les bassins du Nord, mais il y en a d'autres en France, ils ne suffiraient pas à tout, évidemment ; cependant si on les exploitait, en mettant une économie du quart dans les achats, ça ferait toujours autant qui ne sortirait pas, et notre change ne monterait pas comme il fait. C'est tout de même vexant pour un pays, riche comme le nôtre, de donner de cet argent français, et de voir qu'on vous rend la monnaie avec cinq ou dix pour cent de perte. Ça sera du propre si ça continue. J'ai demandé à Fourgues pourquoi on laissait en terre le charbon qui serait bien mieux en soute ou dans des cheminées ; il m'a répondu que c'est à cause d'une loi de salut public sous la Révolution faite pour empêcher les gains illicites, et que le salut public ne permet pas actuellement de se servir des richesses du sous-sol. « C'est

comme à H***, a-t-il ajouté, le sous-sol de la France forme un stock intangible, il paraît qu'il vaut mieux se ruiner que d'y toucher. »

Ce charbon qu'on a pris à Sunderland, ce n'est toujours pas les bateaux français qui l'auront eu, parce qu'on nous a envoyés à la grande flotte anglaise. Les youms préparaient des expéditions pour l'Afrique, la Mésopotamie et les Dardanelles ; il n'y avait plus de bateaux disponibles et comme la flotte de Jellicoë demandait du charbon à grands cris, nous avons été expédiés d'urgence. Je ne te dirais pas où le *Pamir* est allé pour trouver la grande flotte, parce que c'est archi-défendu. Les journaux anglais n'ont pas le droit d'en parler, et tu peux être sûr que ma lettre serait censurée, on ne veut pas que les Allemands sachent où sont les bateaux anglais.

Le *Pamir* a fait deux fois le voyage de là haut, à partir de Sunderland. Tu peux dire qu'il y en a, des cuirassés, des croiseurs et tout le reste. Qu'est-ce que c'est, ce que j'ai vu près de Fano à côté de ça? Rien du tout, mon pauvre vieux. Si les youms n'ont pas encore démarré pour la guerre sur terre, je te prie de croire qu'ils ont quelques bateaux et des beaux.

Seulement, ils ne les éreintent pas. Les escadres restent bien tranquilles au mouillage, et, de temps en temps, quand on décide une sortie vers les Boches, ou que les Boches sortent, on leur saute dessus. Comme cela les machines et le personnel ne sont pas en loques, ainsi que dans l'armée navale française. Tu penses si les officiers anglais, qui s'ennuient ferme entre parenthèses, nous ont invités et questionnés, Fourgues et moi, pendant le charbonnage parce que nous arrivions de l'autre bout de la guerre. Sans blague, ils ont cru qu'on se payait leur tête quand nous leur avons dit que vous vous baladiez la queue en trompette, les croiseurs et contre-torpilleurs surtout, pendant des quarante et cinquante jours de suite, histoire de boucher l'Adriatique. Ils nous ont demandé si c'était aussi l'habitude dans l'armée française, quand un régiment ne se battait pas, de le faire promener derrière les lignes des quatre ou cinq semaines de suite. Et puis des tas d'autres questions où l'on voyait bien qu'ils n'y comprenaient goutte.

Ça ne veut pas dire qu'elle ne fasse rien, la grande flotte. Les croiseurs et contre-torpilleurs surveillent les côtes d'Angle-

terre et tiennent la croisière jusqu'en Norvège. On a pitié de voir les tempêtes où ils marchent et l'état dans lequel ils reviennent. Dame on les laisse reposer. On les envoie dans un port, avec des permissions pour tout le monde, et, tu sais, ça fait une riche différence de turbiner près du pays natal, de sentir qu'on le protège et que quand la faction est finie on va passer vingt-quatre ou quarante-huit heures en famille.

Ils sont tous gaillards, sauf que ça les fait un peu bisquer de n'avoir pas pu se donner la grande frottée avec les Allemands. A part ça ils trouvent que la flotte anglaise fait son devoir et ne peuvent pas comprendre qu'on nous fasse trimer comme nous leur avons dit. Ce n'est pas pour te chiner, mon vieux, maintenant que tu travailles dans la marine de guerre et que, comme me disait Fourgues, tu es infecté de son esprit, mais les marins anglais sont un peu plus frais que les tiens. Et puis il faut voir la différence d'âge. Quand tu vas d'un bateau anglais à l'autre avec ton charbon, et que tu causes avec l'un et avec l'autre, on dirait qu'on parle à des copains même quand c'est un amiral. Sur les croiseurs français le commandant a toujours les cheveux et la barbe blanche, ça le fatigue de grimper les échelles, et il a toujours peur d'en dire trop. Fourgues affirme que les grands chefs c'est encore pire, mais je ne les ai pas vus. En tous cas pour les contre-torpilleurs ici, on les donne à de tout jeunes de vingt-cinq à trente ans, tandis que là-bas tous ceux que j'ai vus avaient la bonne quarantaine, et le poil poivre et sel. C'est comme ça du haut en bas : dix ou quinze ans de différence. L'entrain est à proportion. Je ne sais pas comment je serais à quarante ans, mais il est certain que je la trouverais saumâtre, avec des rhumatismes ou une bonne maladie de foie d'être planté sur un contre-torpilleur où on est rincé du 1er janvier à la Saint-Sylvestre et de commander pour tout potage à soixante-dix hommes. Tandis que si on me le donnait maintenant, tu parles si je serais content, et si j'irais de l'avant, et je m'en moquerais d'être trempé jusqu'aux os, puisque je saurais qu'entre quarante et cinquante, si j'ai bien servi, je commanderais à une escadre, à des milliers d'hommes, à des tas de bateaux... J'ai peut-être tort et les Anglais aussi, mais je voudrais bien que tu

m'expliques pourquoi ce n'est pas pareil chez nous et chez eux.

Je t'ai dit que le *Pamir* avait fait deux voyages entre Sunderland et la grande flotte. Au deuxième on nous a envoyés au diable vauvert tout à fait au Nord au beau milieu des îles où il y avait un temps de chien, et le *Pamir* a charbonné des flottilles de destroyers et d'éclaireurs. Ceux-là sont tout le temps en route (avec tout de même des repos en Angleterre) vers les eaux allemandes, et ils disent que les Boches ne sortiront jamais pour une vraie grande bataille, mais que ce n'est pas la peine d'essayer de les tirer de leurs trous, parce que leur côte est pourrie de mines et de sous-marins, et que le jeu n'en vaut pas la chandelle, puisqu'on sauterait avant d'avoir pu approcher. Quoique ce ne soit pas ce que disent les journaux anglais et français, je pense qu'on peut les croire ceux-là qui en viennent. « S'il y a une bataille sérieuse disent-ils, ce sera une surprise et pas autre chose, mais pas parce que nous l'aurons voulu. » Les Boches, paraît-il, seraient renseignés d'Angleterre même, où il reste un tas de leurs compatriotes en liberté, et dès qu'un bateau anglais sort au large, Berlin est prévenu. Tandis que quand les Allemands viennent bombarder les côtes anglaises, on le sait quand les obus tombent.

Ils disent aussi que l'Entente est trop bonne de respecter les eaux territoriales neutres, et que les Allemands ne se gênent pas pour se faufiler de Kiel à Ostende ou à Bruges, à emprunter les eaux danoises ou hollandaises. Ça me rappelle ce que j'ai vu sur les côtes d'Italie, à notre premier charbonnage de l'armée navale française. Pendant que nos croiseurs et contre-torpilleurs arrêtaient les bateaux au large, le *Palmir* a croisé, a touché la côte italienne des flottes de bateaux qui remontaient à Trieste ou par là, et ils étaient bien chargés, tu peux m'en croire.

Si c'est ça le blocus qu'on fait contre les Boches, ils ne sont pas près de crier « Kamerad ». Je voudrais bien que tu me dises aussi combien de cargaisons de contrebande l'armée navale a saisies? Je te pose des tas de questions, mais c'est parce que tu m'as écrit dans ta dernière que cela t'intéressait de savoir ce qui se passe hors de ton *Auvergne*.

Comme tu as ajouté que mon esprit se forme avec la guerre,

je m'adresse à mon ancien enseigne de vaisseau, s'il vous plaît, pour me former la jugeotte. Quant à moi, je te raconte tout ce qui me vient sous la plume, tout comme je faisais quand tu disais que je te parlais à la coche. C'est déjà bien joli que j'ai appris à écouter. Bon Dieu ! Ce que je pouvais être stupide, il y a seulement deux ans. Mais Fourgues prétend aussi que je me forme. Il m'a tout de même joué un sale tour ce farceur-là. Depuis qu'on est revenu à Newcastle, il m'a vissé à bord et est allé prendre l'air à Londres. Il faut te dire que nous avons reçu, en revenant d'Écosse, un de ces petits ouragans de printemps qui a mis deux chaudières en bottes, et desserré les manchons de notre arbre cassé, qu'on trimballe depuis le mois d'août. Alors, comme le *Pamir* n'avait pas dételé depuis Alexandrie, Fourgues a dit qu'il ne marchait plus, qu'il voulait qu'on fasse passer le bateau au bassin qu'on visite sa coque, qu'on retube les chaudières et qu'on change l'arbre de couche. Les youms voulaient le renvoyer encore une fois là-haut, avec trois mille tonnes de charbon pour la flotte, mais Fourgues a répondu qu'un vieux renard comme lui savait quand un bateau en a sa claque, et qu'il ne tenait pas à ce que le *Pamir* reste en panne, comme un idiot, attendu que c'est lui Fourgues qu'on attraperait et pas les autres.

Pour qu'on lui fiche la paix, il a pris le train le soir même. Pendant qu'il faisait sa valise, il m'a appelé dans sa cabine :

— Tiens, petit, voilà un papier. Je te laisse le commandement du *Pamir* et de toute la boutique. Tu le feras rentrer au bassin et remettre à neuf. Je verrai si tu sais te débrouiller. On m'a fait le même coup à Melbourne sur mon bateau d'alors, quand j'en savais moins long que toi. Quand la coque sera repeinte, les chaudières retubées et l'arbre remplacé, tu me télégraphieras au *Charing Cross Hotel*, à Londres. Je te donne dix jours. Débrouille-toi.

— Mais, commandant, à qui faut-il que je m'adresse?

— Tu as une langue et tu es commandant. Moi je vais faire du raffût à Londres pour avoir la T. S. F., et si l'armateur ne veut pas, j'irai à Paris. Mais tu m'entends, je ne veux pas entendre parler du *Pamir* avant de recevoir le télégramme : « Paré ». C'est compris !

— Bien sûr, commandant, mais...

— Tara-tutu ! Voilà les clefs, les papiers, les chèques et tout. Si tu es paré dans dix jours, je m'arrangerai pour te faire passer capitaine au long cours, parce qu'alors on pourra te donner une barque à toi tout seul. Sinon, mon petit, barka !

Il m'a serré la main et est parti. Alors depuis quatre jours, je me débrouille, mon vieux. C'est comme si on t'avait donné le commandement de l'*Auvergne*. Ce n'est tout de même pas la même chose d'être le maître ou bien d'obéir. Il y a des tas de trucs où il faut prendre des initiatives, au lieu d'écouter et d'exécuter. Avant, c'était moi qui disais que Fourgues avait parfois la main un peu dure, mais je crois bien que pour que ça marche, il faut avoir l'œil partout et ne pas rater les gens. Je suis tout le temps en bleu de mécanicien à fouiner près des chaudières et dans le tunnel de l'hélice. Ça avance. Le *Pamir* a été gratté et on passe aujourd'hui la deux ème couche de peinture. Il y a déjà une chaudière et demie de retubée. Fourgues a bien calculé son affaire. Ça peut être fini en dix jours, en ne perdant pas une heure. On en met. L'équipage va bien. Tu sais ce que c'est un bateau qu'on a dans le sang. Et puis quand on voit qu'on sert à quelque chose... Ah ! mon vieux copain ! Si on est paré en dix jours, le roi ne sera pas mon cousin.

Malte, 17 juin 1915.

Mon cher ami,

Je crois que le *Pamir* est enclenché pour de bon cette fois-ci dans l'affaire d'Orient. Nous y voilà depuis bientôt un mois et demi et ça n'a pas l'air de vouloir finir tout de suite. Je ne demande pas mieux, parce qu'en ce moment il n'y a guère que par ici qu'on fasse des choses intéressantes. Fourgues est content lui aussi ; on remue, on transporte du matériel. Ce n'est pas nous qui faisons le grand travail, mais enfin la marine marchande fait tout ce qu'elle peut et le vieux *Pamir* ne perd pas son temps.

Il va tout seul maintenant, depuis qu'on lui a remis un arbre neuf et des tubes. Autant dire qu'il est tout à fait requinqué. A Newcastle, je n'ai pas été paré en dix jours, mais en onze. Comme c'était bien avancé tout de même le dixième jour, j'ai envoyé à Fourgues ce télégramme : « Paré ». Mais

j'avais un peu la frousse qu'il arrive sans que ce soit tout à fait terminé, alors j'ai fait travailler nuit et jour le dernier jour, et l'équipage n'a pas flanché. Bref, quand Fourgues est arrivé, on mettait de l'eau dans le bassin et une heure après le *Pamir* était le long des quais. Fourgues a bien vu que j'avais un peu carotté, mais il n'a rien dit parce que son petit voyage l'avait mis de bonne humeur.

— C'est très bien, petit ; je vais envoyer un rapport au patron, et dire qu'on peut te donner un bateau quand il y en aura un de disponible — ce qui n'est pas tout de suite, d'ailleurs.

J'ai plutôt fait la tête, car tu devines si j'aurais été content de commander un rafiot pendant la guerre. Mais Fourgues m'a expliqué. Il avait eu le temps de pousser à Paris et de rapporter des tas de renseignements. Il paraît qu'en France on a complètement suspendu toutes les constructions neuves, parce que la guerre sera finie avant la fin de l'année et qu'il ne faut penser qu'au travail de guerre et de munitions. Comme tous les bateaux marchands sont pris à l'heure présente, ce n'est pas tout de suite que je pourrai en commander un. Fourgues a vu l'armateur et l'affaire a été chaude, parce qu'il n'a pas voulu payer la T. S. F. Il dit que le *Pamir* a marché comme cela depuis bientôt dix mois et que ce n'est pas la peine de faire la dépense, et que la T. S. F., c'est bon pour les journaux illustrés qui racontent de belles histoires là-dessus, mais qu'au fond ça ne sert pas à grand'chose. Il n'y a rien à faire avec l'armateur et Fourgues est allé au ministère de la Marine, où on lui a répondu à peu près la même chose. Il paraît qu'on est tout à fait tranquille sur mer, qu'on a la maîtrise, que les sous-marins allemands c'est du bluff, et que les Allemands n'en ont pas. Fourgues n'est pas tout à fait de cet avis. Il dit que les Allemands ne sont pas si bêtes que de nous laisser tranquilles sur mer et qu'ils nous préparent un chien de leur chienne. Mais tous les gens officiels ne veulent pas entendre parler de ça. En résumé, il n'y a rien à faire et le *Pamir* est parti comme avant. L'armateur avait dit de ne rien ajouter, pas même une barrique en tête du mât pour la vigie. Mais Fourgues l'a fait installer sous prétexte que cinquante francs de plus ou de moins, ça ne ruinerait pas l'armateur ni

les actionnaires. Ils ne perdent pas leur temps, ces messieurs. Le *Pamir*, qui a bientôt vingt ans d'âge, leur est payé aux environs de mille francs par jour de location, sans compter le charbon, les avaries, les assurances, le fret, et tout. Les actionnaires n'ont qu'à ouvrir les poches, ça tombe dedans. A ce train-là ils auront de quoi se payer en un an deux ou trois autres *Pamirs*, mais ça ne leur suffit pas pour allonger les quelques milliers de francs de la T. S. F. Ah ! j'oubliais une autre histoire. Tu te rappelles qu'on a tapé dans le croiseur *Lamartine*, à notre premier charbonnage en mer et que nous nous étions démoli une embarcation et ses bossoires. Ce n'était pas la faute à Fourgues, tu t'en souviens, et il avait dit qu'on répare tout cela à Newcastle. Mais l'armateur a refusé net de rien payer, disant que ce genre d'avaries n'était pas compris dans le traité. La marine a refusé aussi sous prétexte qu'elle n'est pas responsable désormais sur un bateau où il y a un capitaine qui n'est pas de l'État. Elle a demandé un rapport à Fourgues et elle va en demander un au *Lamartine*. Tout ça ça va faire des tas de papiers et des histoires à n'en plus finir. On part tout de même avec les deux embarcations de sauvetage et Fourgues préfère payer la neuve de sa poche plutôt que de ne pas l'avoir fait mettre.

A Newcastle, le *Pamir* a chargé des canons de campagne pour le corps expéditionnaire anglais des Dardanelles, et des obus pour les gros canons de leurs cuirassés. Ce n'était pas le même calibre ; on a mis les canons dans la cale avant et les obus derrière. Il nous restait pas mal de place dans la cale arrière, parce que les obus de douze pouces sont plutôt lourds et n'encombrent pas. Alors on nous a dit de passer à Gibraltar où nous prendrions le matériel et le train d'une compagnie de soldats qui s'en allait à Gallipoli, et qui partirait en même temps que nous sur un autre bateau. Tout cela c'était un peu compliqué, mais on en a vu d'autres depuis la guerre. D'ailleurs les Anglais ne se frappent pas. Les officiers chargés de l'embarquement des munitions, venaient cinq minutes par jour, regardaient et s'en allaient. C'est la première fois que le *Pamir* chargeait des obus, et des vrais, chargés en cordite, et tu penses si on avait peur que l'un d'eux ne tombe à fond de cale en faisant tout sauter. Fourgues en a profité pour faire changer tous les câbles

des treuils et les ferrures des mâts de charge, en disant qu'ils étaient un peu vieux et qu'il ne garantissait pas leur solidité. Les Anglais n'ont pas fait tant d'histoires et nous ont passé du beau câble tout neuf, en bel acier. Nous avons même deux ou trois cents mètres de rabiot. Quand je te dis que le *Pamir* est parti complètement retapé !

On a mis dix jours pour arriver à Gibraltar. Ce qui est plutôt long, mais comme on a rencontré pas mal de brume et qu'avec cette cargaison-là, Fourgues ne tenait pas à attraper une collision, il avait fait diminuer de vitesse. Pense donc, nous avons le chargement de munitions de deux grands cuirassés anglais, et si le *Pamir* était allé par le fond, les deux cuirassés en auraient eu au moins pour deux mois avant de pouvoir lancer un seul obus sur les Turcs. Vraiment Fourgues sait naviguer. Quand on transporte de la camelote quelconque, ça lui est égal de piquer dans la plume, et d'y aller comme un sourd, mais là il faisait tout le temps des rondes dans la cale pour voir si l'arrimage était solide et s'il n'y avait pas de caisses de gargousses crevées ou des obus en balade.

Les Anglais nous avaient arrimé ça proprement d'ailleurs, avec du beau chêne et du sapin tout neuf ; il n'y avait pas de danger que ça remue. Le *Pamir* est riche, tout ce bois-là n'est pas perdu, et Fourgues espère bien qu'on lui donnera encore à transporter des munitions, puisqu'il est arrangé pour en recevoir et parce qu'on à l'impression de mieux travailler pour la guerre.

A Gibraltar, la compagnie de soldats dont le *Pamir* devait prendre le matériel nous avait attendus jusqu'à la veille. Mais comme on a eu du retard à cause de la brume et que la compagnie était appelée d'urgence en Orient, elle était partie en empilant son matériel sur le pont de son bateau. Mais les Anglais n'ont pas voulu perdre les cent tonnes disponibles du *Pamir* et on y a vidé un grand tas de confitures, de conserves, de chocolat, qui attendait sur les quais. Ils se nourrissent bien les soldats anglais et ça doit coûter chaud à l'Angleterre, cette guerre-là. Nous avons acheté à Gibraltar du tabac, des cartes et des vins d'Espagne. Ce n'est pas cher et c'est de bonne qualité. Seulement on s'ennuie ferme dans ce pays-là. Il paraît que c'est à cause de la guerre. Il n'y a que

le paysage de bien, avec le rocher. Pour le reste on dirait une colonie.

Le *Pamir* est allé droit sur Moudros, où on lui avait dit de se rendre et de recevoir les ordres sur place. En Méditerranée le temps n'a pas été trop mauvais, mais tout de même Fourgues avait bien raison. On ne sait jamais ce qui va arriver comme temps. Le vent change sans qu'on sache pourquoi et la mer grossit en une heure. Le *Pamir* a été ballotté pas mal, d'autant plus que Fourgues ne voulait pas aller trop vite, toujours à cause des explosifs qu'on avait dans le ventre. D'ailleurs ce n'était pas la peine d'emporter ces obus, parce qu'arrivés à Moudros, on nous a dit que sur les deux cuirassés qui devaient les prendre, l'un avait été coulé la semaine passée par un sous-marin devant les Dardanelles, et l'autre, après avoir failli y passer, était retourné à Malte pour se faire réparer. C'est tout de même un peu idiot de n'avoir rien su de tout cela à cause de la T. S. F. qu'on n'a pas. Nous avons eu l'air de tomber de la lune avec nos obus pour le... et le... et tout le monde s'est moqué de nous.

Si on avait été renseignés, Fourgues serait entré à Malte pour savoir quoi faire des munitions, parce qu'elles sont d'un modèle modifié et ne peuvent pas être employées sur les autres bateaux anglais qui sont là. Alors nous avons gardé les munitions et débarqué les confitures et conserves. Pour ça il n'y a pas eu de difficultés, car tout le monde voulait les prendre ; le débarquement n'a pas fait long feu. Quant aux canons de campagne, personne n'a voulu les débarquer parce qu'il paraît qu'ils appartiennent à la guerre et que les billets de destination n'étaient pas assez clairs. Nous avons perdu deux jours à attendre des ordres d'Égypte et du quartier général anglais. On nous a dit alors d'aller à Alexandrie, où ces canons seraient attribués à une brigade en formation. Pendant ce temps les troupes de Gallipoli demandaient des canons à cor et à cri et nous n'avions qu'à les y porter puisque le *Pamir* était tout près. Mais notre ordre était impératif et nous sommes allés à Alexandrie. Arrivés là on nous a dit que la brigade anglaise était déjà partie et qu'il fallait la rejoindre dare dare à Gallipoli, sans quoi elle aurait des munitions et pas de canons. Nous sommes repartis aussitôt et le *Pamir* est arrivé

devant la côte où vont les troupes qu'ils appellent *Anzac*, et on a débarqué les canons comme on a pu. La brigade avait été plutôt canonnée depuis son arrivée, et sans pouvoir répondre puisqu'elle n'avait pas de canons, et on a un peu fait la tête au *Pamir* qui n'en pouvait mais. On est resté là pendant cinq jours, parce que les moyens de transport sont plutôt rares et la côte plutôt raide. Les Turcs ont tiré sur le *Pamir* des gros obus qui tombaient un peu partout tout autour, mais aucun ne nous a touchés. Fourgues était content comme un Dieu. Il était avec sa jumelle appuyé sur le bastingage et regardait le départ des coups :

— Tiens, petit, celui-là trop court... Celui-là trop long... Ils n'auront pas le vieux *Pamir*.

Il y avait à côté le vapeur *Terre de Feu*, qui transportait du fourrage et près duquel on est resté pendant deux jours. C'est le père Plantat, un ami de Fourgues, qui le commande, et il est venu manger à bord. Plantat a fait la mer Égée depuis le début des Dardanelles et il nous a donné tous les tuyaux ; je crois que tu le connais, il m'a dit qu'il se rappelle de toi ; il est toujours aussi je m'en fichiste. Il a dit que toute cette affaire d'Orient est cuite, qu'on n'ira jamais à Constantinople parce qu'on n'a pas fait ce qu'il fallait au début et que c'est trop tard maintenant, que les Turcs ne se laisseront plus surprendre, et envoient tout le temps des mines et des sous-marins.

Il a dit aussi qu'au commencement, quand on a perdu le *Bouvet* et les autres bateaux, il n'y avait qu'à pousser dur sans regarder derrière soi, qu'on aurait passé dans un fauteuil et qu'alors en un jour Constantinople aurait été réduite par nos canons, mais qu'il y a eu des tas de retards diplomatiques avant et des tas d'indécisions pendant, et que ce n'est pas la peine de s'exciter là-dessus désormais. On y perdra du monde et de l'argent et des bateaux, et on sera obligé de s'en aller sans avoir rien fait.

Je te raconte tout cela comme Plantat l'a dit. Mais je passe toutes les raisons qu'il a données, et que tu dois connaître mieux que moi sur ton *Auvergne*, où tu reçois tous les T. S. F. C'est la première fois que Fourgues et moi entendions quelque chose de sérieux sur l'affaire d'Orient, parce qu'on n'a que les

journaux ou bien des histoires de personnages officiels qui disent tous que c'est pour demain la prise de Constantinople. Depuis que j'ai commencé l'histoire maritime que tu m'as envoyée, je me disais tout le temps, en lisant les rapports des amiraux et des ambassadeurs de jadis, « quels tas de blagueurs ». Mais j'oubliais qu'on ne s'en est aperçu que cent ou deux cents ans après, quand on a fouillé les archives, et que sur le moment ils avaient l'air d'être des types épatants. Maintenant que je réfléchis et que j'écoute des gens comme Fourgues et Plantat, qui ne se laissent pas mettre le doigt dans l'œil, je vois bien que pendant cette guerre c'est la même cérémonie. Plus il y a de journaux, moins on sait la vérité. Ce n'est pas le *Pamir* qui fera gagner la guerre, bien sûr, mais je veux être pendu, si nous savons jamais pourquoi ni comment on l'envoie ici ou là, et de là, ailleurs.

Quand il est dans un endroit, les chefs disent qu'évidemment il y a un peu de pagaye dans cet endroit-là, mais que ça va se tasser bientôt, et qu'en tous cas ça va bien partout ailleurs. On est content, et quand le *Pamir* arrive ailleurs — il se promène pas mal, comme tu as pu le constater — on entend la même antienne. Alors, quoi? Tout le monde ment. C'est les poilus et les marins qui trinquent.

D'ailleurs on ne peut pas penser que tout va pour le mieux quand on a eu une corvée comme la nôtre après Gallipoli. Je t'ai écrit à l'autre feuille que cette brigade sans canons avait été pas mal canonnée en deux jours ; la côte est dure comme du marbre, les canons turcs sont sur les hauteurs et il n'y a pas moyen de s'abriter contre eux. Quand ils ont réglé leur tir et que ça commence à tomber un peu trop près, il n'y a qu'à changer de place si on peut, ce n'est pas avec la main qu'on arrêtera les crapouillots. Bref il y avait pas mal de blessés sans compter ceux qui avaient attrapé la fièvre ou la cliche en quarante-huit heures et étaient à moitié morts. Pas un bateau-hôpital sur rade. Comme le *Pamir* était en partance pour Malte à cause des obus qu'il devait porter à ce cuirassé en réparation, on nous a embarqué une centaine de bras et de jambes démolis et autant de malades. Heureusement qu'il nous restait les planches des Boches du Maroc et l'arrimage des canons de campagne. On a pu fabriquer toute une série

de cadres sur le pont et dans la cale avant. L'équipage a travaillé, c'était splendide. Mécaniciens, soutiers et matelots de pont, tout le monde a cloué, vissé, tapé pendant quatre jours. On peut faire ce qu'on veut avec des gars pareils. Fourgues avait beau chanter et dire que ça n'allait pas assez vite, il avait tout de même la larme à l'œil. D'autant qu'à peine un cadre était fini, il arrivait un pauvre bougre qu'on fourrait vite dedans, avec une pauvre tête de moribond et un sourire aussitôt qu'il était tranquille. Des fois il en arrivait trois ou quatre à la fois, qu'on posait où on pouvait pendant qu'on clouait les dernières planches de leur lit ; les coups de marteau leur faisaient mal à la tête, mais ils attendaient en souriant. Enfin le *Pamir* est parti avec ses explosifs dans la cale arrière et ses malades devant et un peu partout. On a pu nous passer un jeune médecin et deux infirmiers ; je ne sais pas comment ils ne sont pas morts de fatigue avec leurs deux cents malades et blessés. En fait de remèdes et d'antiseptiques, on avait une seule caisse qui a été vidée avant Matapan. Les fiévreux et les coliquards se sont remis assez vite, et comme il fallait les remettre d'aplomb, l'équipage du *Pamir* m'a demandé de leur passer son vin et sa viande si on n'en avait pas assez pour tout le monde. Comment veux tu qu'on punisse des oiseaux pareils quand ils font du chahut à terre? Pendant quatre jours les hommes du *Pamir* ont bu de l'eau et mangé des fayots ou du riz qui nous restait des Indous, et rien de plus, car la cambuse était raclée. Fourgues a donné tout son rhum, son marc, ses cigarettes et ses cigares. Moi qui n'avais rien, j'ai passé des mouchoirs et des chemises pour les pansements. On a eu la veine que personne n'est mort dans la traversée, parce qu'il a fait beau tout le temps, et que Fourgues avait fait mettre à petite allure afin de ne pas secouer les blessés. C'étaient presque tous des gens d'Australie ou de Nouvelle-Zélande : des os, de la stature et pas beaucoup de graisse. Ceux qui allaient mieux nous ont raconté un peu leurs affaires. Ils croyaient partir des Antipodes pour défendre la vieille Angleterre sur le front de France, et ce n'est pas tout à fait ce qu'ils attendaient, de se battre contre les Turcs dans un pays où il n'y a rien à faire. On a beau les payer des cinq et six francs par jour et par simple soldat, ils trouvent que ce n'est pas chic de leur donner une

besogne *without any chance*, comme ils disent. Mais tout ça se règlera plus tard, pour le moment ils sont assez contents, parce qu'après Malte ils espèrent aller visiter Londres qu'ils ne connaissent pas.

A Malte, ils ont tous été rapidement débarqués à terre. On ne peut pas dire le contraire, les Anglais gaspillent l'argent et considèrent la guerre comme un sport, au lieu d'une question vitale ainsi que nous, mais ils ont des services d'arrière absolument princiers. Chez eux, à Gibraltar, à Malte, en Égypte, on est forcé de le reconnaître. A peine amarré, le *Pamir* a été envahi par des médecins et des nurses à la douzaine, et si nous n'avons pas pu les soigner beaucoup à bord, je suis bien tranquille sur leur compte à Malte. D'ailleurs je ne me suis guère amusé dans ce pays-là, et je ne comprends pas que tous les camarades s'excitent dessus. C'est peut-être qu'après cinquante ou soixante jours de mer on se trouverait bien en Patagonie ou à Tombouctou. Toute l'île est en pierre, pas de végétation, à peine deux promenades et le soir un sale bouibouis, où on est serré comme des harengs. Tu dois connaître cela mieux que moi, car tu es avantageusement connu par les garçons du beuglant à qui tu as cassé quelques soucoupes et qui ont ri quand je leur ai demandé si tu étais passé par là. Il est probable que je ne te rencontrerai jamais, car il y avait dans le port pas mal de gros bateaux français, mais pas plus d'*Auvergne* que sur la main.

On m'a dit que vous aviez hissé le pavillon amiral à cause que le cuirassé amiral est allé au bassin, et que vous vous promenez du côté de la Crète.

A la prochaine fois, mon vieux.

Quant à nous, nous avons laissé nos obus, quoique le cuirassé anglais soit reparti pour Portsmouth où on va le désarmer, parce qu'il lui faudra bien six mois avant de pouvoir tirer un coup de canon. Il a été bien touché. Les youms voulaient qu'on retourne avec les munitions en Angleterre, mais Fourgues n'a pas voulu marcher. Il a dit qu'avec la chaleur et sans rien pour ventiler les soutes, il ne voulait pas garder des obus sur le *Pamir*, parce qu'un de ces quatre matins ça sauterait sans crier gare. Les autorités ont regimbé parce qu'elles disent que ces munitions leur resteront sur les bras à

Malte, puisqu'aucun autre bateau n'a des canons du modèle qu'il faut. Mais quand Fourgues a quelque chose dans la tête et qu'il est sûr d'avoir raison, il n'y a ni Dieu ni diable pour l'en faire démordre, et on a bien été obligé de vider les munitions. Maintenant nous sommes à vide, mais il est probable qu'on va nous réexpédier dans le Levant où tout le monde prétend que des opérations décisives vont être faites, et qu'on arrachera le morceau cette fois-ci. Fourgues n'en est pas sûr, et pour te dire ce que je pense, moi non plus. Il faudrait qu'on sache mieux ce qu'on veut faire. Voilà le *Pamir* qui est là depuis huit jours à gagner mille francs par jour sans rien faire. Crois-tu que ce n'est pas du bel argent gaspillé? Et puis il fait un de ces sirocos qui nous met tous sur le flanc. Fourgues et moi passons notre temps sur la passerelle à nous éventer en regardant les manœuvres des grands patouillards qui viennent et qui sortent. C'est du joli travail, il faut s'incliner. Fourgues est enthousiasmé et pourtant il manœuvre bien, lui. On dirait qu'on est à Paris devant la gare Saint-Lazare, tellement il y a de petits et de grands bateaux, jamais une collision.

Pour te parler de moi, j'ai reçu une lettre de la Rochelle où ma fiancée m'écrit que puisque la guerre a l'air de se tirer en longueur, il n'y a pas de raison pour attendre la fin, et qu'on pourrait se marier à la première occasion. Moi, je veux bien, mais je te demande ton avis, si tu crois qu'il ne vaudrait pas mieux attendre la paix et ne pas se marier en coup de vent. J'ai mis de côté un millier de francs, quoique l'armateur ne nous donne pas un radis de plus qu'en temps de paix, et avec ça on pourra toujours s'installer. On tâcherait que tu sois en France pour être là au mariage. Écris-moi ce que tu en penses. Par moment, j'ai un peu de cafard d'être toujours en route et de ne jamais savoir quand ça finira. Je voudrais bien être comme Fourgues. Quand il broie du noir, il engueule tout le monde et ça passe. Mais moi ce n'est pas mon genre. Il est parti à terre tout à l'heure, parce que l'attaché français veut lui donner des ordres. Peut-être que ce soir on saura où on va. Mais le courrier de l'armée navale part tout de suite et je ne veux pas le manquer. Porte-toi bien, mon vieux, écris-moi.

Arkhangel, 15 septembre 1915.

Mon cher ami,

Si tu as bien reçu les trois ou quatre cartes postales que je t'ai envoyées depuis bientôt trois mois, tu as dû te demander où le *Pamir* allait s'arrêter : Gabès, Brest, Trondhjem, ce n'est pas tout à fait sur le même parallèle. Nous voici encore plus haut, mais il n'y a plus rien au-dessus et tu n'as pas à craindre que nous essayions de redécouvrir le pôle Nord. D'ailleurs tout ça s'enchaîne très bien, comme tu verras. On a vu des choses intéressantes ; ici il ne fait pas trop chaud en été, le vieux *Pamir* et toute la bande sont très contents de leur balade.

Fourgues est revenu à Malte avec ordre de partir tout de suite pour Sfax en Tunisie. Il a voulu savoir pourquoi, mais on lui a répondu d'exécuter les ordres sans s'inquiéter du reste. Alors on a poussé les feux et on est sorti du barrage à la nuit. Les Anglais savent installer leur protection de rades et de ports. Partout où il y a des navires de guerre au mouillage ou des navires de commerce chargés, ils ne les obligent pas à veiller contre les sous-marins : des filets, des bouées, un bon réseau de chalutiers en surveillance, et les gens qui sont à l'intérieur n'ont qu'à dormir sur leurs deux oreilles. Ça ne veut pas dire que ça suffise pour écarter les sous-marins, mais tout de même on ne contraint pas les gens à une veille inutile. En tous cas, il vaut mieux s'assurer contre les sous-marins en reconnaissant qu'ils existent, plutôt que de dire publiquement qu'ils n'existent pas et de tenir en fait tous les marins sur le qui-vive.

Tout ça c'est des idées en l'air. Le *Pamir* a fait route pour Sfax. Au matin, il a croisé deux navires de guerre français qui devaient arriver de Bizerte. Fourgues a remarqué qu'ils allaient tout droit leur chemin, et que c'était le bon moyen pour se faire attraper par les sous-marins. Je lui ai rappelé que dans la flotte de guerre on ne croyait pas aux sous-marins et que ce n'était pas la peine de faire des embardées pour retarder la marche. Alors il m'a demandé pourquoi, si on ne croyait pas aux sous-marins, on laissait tout le monde

au poste de veille, avec les canons braqués, les quarts doublés et tout le tremblement ; qu'il fallait tout de même choisir. S'il y en a, qu'on ne dise pas qu'il n'y en a pas. S'il n'y en a pas, qu'on n'embête pas les gens de mer. Je te passe le problème... A Sfax, on a trouvé un bataillon de tirailleurs algériens, turcos et autres négrillons, qu'il fallait transporter dans le Sud tunisien, avec leurs chevaux et tout leur barda. Il paraît que depuis que l'Italie est entrée en guerre, cela ne va pas très fort en Tripolitaine ; les Touaregs leur sont tombés dessus et les ont poussés jusqu'en Tunisie. Alors la France constitue là-bas, dans le Sud, un corps expéditionnaire pour apprendre à vivre aux arbis. Comme cela fait un endroit de plus où il faut du transport, on prend les bateaux qui passent à portée, et le *Pamir* a été appelé de Malte. On commence à s'y faire d'embarquer n'importe quoi, là où on se trouve, et de ne rien trouver là où on nous envoie. Mais cette fois-là nous sommes partis pour de bon et arrivés de même. Les arbis ont été sages comme des images dans leurs gros uniformes jaunes et bleus, et ils se fichaient de tout ça comme de l'an quarante. Leurs officiers sont des durs à cuire, qui boivent sec et fourrent tout le monde à la boîte dès qu'on a l'air de grogner. Ils auraient bien voulu aller en Champagne voir ce qui s'y passe, et ça ne les amuse pas trop d'aller dans le désert pour tirailler contre des chameaux.

Mais ceux-là aussi ne s'en font pas, et pourvu qu'on tape contre quelqu'un, ça leur est égal où ça se trouve. Les Touaregs trouveront à qui parler.

Gabès n'est pas le rêve comme rade, et il y avait là-haut une lune à faire suer les cailloux. Je me demande comment les arbis peuvent supporter ça avec leurs vêtements de laine et de poil de chameau. Mais ils prétendent que plus c'est lourd et moins on a chaud. J'aime mieux les croire sur parole et comme j'étais à moitié fondu, j'ai trouvé plutôt assommant de rester les quatre jours en attendant des ordres. Personne n'a mis les pieds à terre, pas même Fourgues, qui pourtant aime se dégourdir là où on va. Rien qu'à l'idée de se balader dans cette fournaise, chacun préférait rester à bord à moitié nu. Enfin on a reçu l'ordre de filer pour Brest. Fourgues a cru que c'était une blague et qu'on avait mal transmis le

télégramme. Mais c'était bien Brest. Fourgues pense que le patron est derrière tout ça et qu'il essaye de faire faire au *Pamir* des tas de circuits compliqués parce que ça augmente l'argent qu'il touche. Je crois qu'il a raison.

En route pour Brest, et bien contents de quitter la Méditerranée au moment où on y cuit. Et puis il y avait un bout de temps qu'on n'avait pas vu le pays ni lu des journaux. Tout le monde croyait qu'on y resterait quelque temps, histoire de se remettre un peu à la coule et d'avoir des nouvelles. Tu ne peux pas t'imaginer comme ça pèse à la longue de ne jamais rien savoir. Sur ton *Auvergne* vous recevez tous les radios de France et d'ailleurs, et il y a des tas de télégrammes qui passent et qui expliquent les choses. Sur le *Pamir* on est comme des bourriques, puisque les journaux ne disent rien sur la marine. On voit bien la rubrique « marine », et puis un blanc. Les gens du pays croient qu'on ne fait rien. Déjà qu'ils ne la connaissent pas la marine, ce n'est pas pour lui faire comprendre ce qu'on peut turbiner sur les barques comme la tienne ou le *Pamir*. On parle de la marine de guerre, encore un petit peu. Mais nous du commerce, tout ce que nous avons dans les feuilles, c'est quand un cargo se fiche au sec ou fait naufrage ou bien rentre dans un autre; alors le public s'imagine que les bateaux de commerce passent leur temps dans les ports ou bien à additionner les catastrophes ; pourtant nous sommes au moins aussi utiles que les postiers, les cheminots, les fabricants d'obus, dont les journaux et les ministres parlent tout le temps. Seulement ceux-là sont sur place et se font entendre. Nous, on est bien certains de ne pas nous voir arriver avec nos bateaux sur la place de la Concorde, et on caviarde ce qui nous concerne. Tout de même, c'est pas juste. Mais voilà que je fais de la politique. C'est Fourgues qui déteint sur moi, et aussi que je ne suis pas allé à la Rochelle. A peine arrivés à Brest, on nous a bourré de fusils pour les Russes, qui se battent avec des morceaux de bois en Pologne, à ce qu'il paraît. Jamais je n'ai vu tant de fusils de ma vie, et il y en a des chargements entiers qui partent comme cela d'Angleterre et d'ailleurs. Le *Pamir* a pris aussi des revolvers, des mitrailleuses, toutes les petites armes, quoi ; les cartouches sont parties sur un autre bateau. Toutes les autorités nous

pressaient et on venait d'heure en heure voir à bord si nous étions prêts à partir, parce que nous devions aller rapidement devant Trondhjem, en Norvège, pour y attendre des cargos arrivant d'Amérique et d'Angleterre et faire course avec eux jusqu'en Russie, sous la protection de croiseurs britanniques. Bref, c'était archi-pressé, les Russes attendaient leurs fusils et c'était une question de minutes. Tu penses si au milieu de tout cela on a eu le temps d'aller à terre, sauf Fourgues pour les affaires de service. Plus on embarquait, plus il en arrivait; on a mis des caisses partout, sur le pont, sur le gaillard, dans les chambres disponibles, et il n'y avait plus moyen de circuler. Un incendie là-dedans, et ça aurait été du propre, toutes ces caisses en bois et ces ustensiles bien graissés. Mais Fourgues dit qu'il a la veine et il faut reconnaître que c'est vrai.

Le *Pamir* est parti sans même que j'aie eu besoin d'acheter un indicateur des chemins de fer, et ça m'a fait cœur gros depasser le Goulet. Ma fiancée va croire que je ne veux pas, parce qu'elle est comme tous les civils qui s'imaginent qu'on fait ce qu'on veut... Et puis, tu sais ce que c'est, après deux ou trois jours, on est repris par le métier et on se dit que tout cela se tassera. Comme le pas de Calais n'est pas sain, on nous a donné l'ordre d'aller à Trondhjem par le canal d'Irlande, et nous avons vu des contre-torpilleurs anglais qui croisaient à l'endroit où, il y a un an, ils nous avaient annoncé la guerre.

« C'est peut-être les mêmes ! a dit Fourgues. Hein ! petit, on a bouffé quelques milles depuis ce temps-là, et le *Pamir* est toujours solide au poste. » Ça, c'est vrai. Il ne fait jamais très beau vers la Norvège, mais le *Pamir* était tellement lourd que le cambouis lui passait dessus sans qu'il bronche. Il se traînait comme une tortue, par exemple, mais malgré ça on était en avance devant Trondhjem. Comme on continue à n'avoir pas de T. S. F., Fourgues n'a pas pu savoir si on était devant ou derrière le convoi, et, après avoir roulé tout un jour en vue de la côte, il est allé dans le fjord parce que ce n'était pas la peine de brûler du charbon, et de fatiguer la barque pour rien. Le sémaphore nous a signalé qu'il n'avait pas vu passer de convoi au large et qu'il nous préviendrait. Alors Fourgues a été plus tranquille et est allé mouiller dans le

fond parmi d'autres bateaux qui attendaient aussi. On a attendu deux jours et on se serait plutôt ennuyé, malgré les nuits claires et le soleil de minuit et les eaux calmes et tout ce que racontent les terriens qui n'ont fait qu'une traversée dans leur vie et n'ont jamais reçu un vrai coup de tabac sur la figure, mais ce sacré Fourgues ne peut mettre l'ancre quelque part sans rencontrer une vieille connaissance. A Trondhjem, c'était un vieil Américain avec qui il avait fait la bombe dans le temps sur les côtes du Chili, et qui depuis la guerre fait les États-Unis, la Norvège et la Russie. Ils se sont reconnus à la jumelle parce que les deux bateaux étaient mouillés l'un près de l'autre, et l'Américain, Flamigan ou Flannigan, a pris son canot pour venir à bord. Les deux compères se sont sauté au cou ; ça faisait dix ou douze ans qu'ils ne s'étaient pas vus, et pendant qu'on est resté dans le fjord, Fourgues, Flannigan et moi n'avons pas dévissé d'être ensemble. Il y avait aussi le second de Flannigan, mais celui-là fume sa pipe, boit du whisky et ne parle jamais. Mais si jamais tu rencontres Flannigan, tu peux y aller carrément ; il a la langue bien pendue, et n'a pas peur de dire ce qu'il pense. Fourgues lui a tout de suite demandé s'il était allé en Allemagne, mais l'autre a juré ses grands dieux que non, quoiqu'il transporte des marchandises pour là où sa compagnie lui donne l'ordre, sans avoir à demander chez qui ça va. Il a affirmé qu'il n'avait pas dépassé la Hollande, ni le Danemark, mais ça n'est pas tout à fait sûr, et il a dû dire ça pour ne pas nous faire de peine. D'ailleurs, il aime bien la France et un peu moins l'Angleterre, . . . . . , mais par-dessus tout il est Américain et il nous a raconté des tas de choses dont on ferait bien de faire son profit en France. C'est tout de même amusant d'avoir entendu celui-ci sur les affaires du Nord et Plantat dont je crois t'avoir parlé sur celles d'Orient, dans l'intervalle de quatre mois. On a comme ça des idées sur les à-côtés de la guerre et sur ce qui se pense un peu partout. Tu ne m'en veux pas de te dire ce que j'entends ici et là, n'est-ce pas? Tu n'es pas forcé de rien croire quoique je ne t'écrive que ce que je vois ou j'écoute. Et puis, que veux-tu, des types comme Plantat et Flannigan, c'est comme des journaux qui ne sont pas censurés, alors il y a plus de chances qu'ils disent la vérité.

Flannigan assure que les Allemands ne naviguent plus beaucoup, parce qu'ils ne veulent pas risquer les navires de commerce sur l'eau où les bateaux de l'Entente finissaient par les crocher, mais tout ça c'est une astuce pour avoir après la guerre des bateaux qui ne seront pas fatigués et quasiment tout neufs pour reprendre le commerce universel, tandis que toutes nos marines marchandes seront sur le flanc. Et au fond, Flannigan ne doit pas avoir tort, car si on fait trimer tous les bateaux comme le *Pamir*, ça durera ce que ça durera, mais les bateaux boches seront autrement en état que les nôtres. Fourgues ajoute que ce n'est pas la peine d'essayer de lutter contre cela, car les nations alliées ne fabriquent plus un seul bateau, et qu'un bateau ça ne se construit pas en cinq minutes, comme un régiment. Donc de ce côté-là, si nous ne nous y prenons pas à l'avance, nous sommes sûrs d'être raclés à la paix par les Boches, qui reprendront du coup tout leur trafic antérieur et même tout celui que nous aurons perdu. Les Allemands disent tout cela chez les neutres, et ce qu'il y a de mieux, d'après Flannigan, c'est que leurs grandes maisons de commerce et d'industrie, en Saxe ou en Westphalie, envoient dans le monde entier des catalogues de produits livrables pendant la guerre, à quatre ou six mois après la commande. Ça, c'est le bouquet ! Fourgues a dit à Flannigan que c'était un bluff des Allemands, mais pas du tout. Flannigan est allé chercher à son bateau la copie des connaissements de marchandises prises à Rotterdam, ou à Bergen ou ailleurs en pays neutre, et nous a prouvé pièces en mains qu'il avait transporté des cargaisons de produits faits en Allemagne depuis la guerre, et qu'il n'était pas le seul. Tout ça va au Brésil, aux États-Unis, et partout où il y a des acheteurs. Il a même affirmé qu'il y avait quelques centaines de mille tonnes qui étaient passées en France par les pays neutres, et que nous avions payées avec notre bel argent. Qu'est-ce qu'il faut croire, après, mon vieux de l'*Auvergne*, quand les journaux nous chantent, en même temps que les ministres et les autres, que l'Allemagne est ruinée économiquement et qu'elle meurt de faim? Flannigan ne doit pas raconter des histoires, car il faut bien que les neutres trouvent leurs marchandises quelque part, puisque la France ne produit plus rien et que l'Angleterre

commence à en avoir assez à elle toute seule. Quant à la nourriture, Flannigan dit que la famine en Allemagne est une bonne histoire, et qu'il faudra que nous nous mettions à faire un peu mieux le blocus si nous voulons qu'elle se serre le ventre. Tout cela n'est pas très amusant à entendre, mais quand c'est quelqu'un de sincère qui le dit, et quelqu'un qui a vu les choses, on n'a qu'à regretter que cela ne se sache pas au pays et qu'en tout cas on ne fasse rien pour y remédier. Ce n'est pas tout de dire qu'on aura la victoire, il faut tout de même empêcher les Boches de se payer notre tête.

Ils ne s'en privent pas d'ailleurs, et nous l'avons bien vu dans les journaux allemands que Flannigan a cherchés sur son bateau et qu'il nous a traduits pendant des heures, vu que ni moi ni Fourgues ne savons cette langue. Tu dois savoir tout ce qu'il raconte, puisque l'*Auvergne* attrape leurs communiqués de T. S. F. et je ne te raconterai pas ça. Mais à des tas de petits détails, on voit qu'ils tirent les ficelles et que nous marchons après. Ça nous est défendu par exemple de dire où est la flotte anglaise ; eh bien, les journaux illustrés à un sou donnent aux Allemands les photographies de la flotte anglaise, le nom des bateaux, des mouillages, le nombre des canons et tout... Personne ne sait, en France, le nom des généraux français qui commandent les armées, ni le numéro des secteurs, mais les journaux allemands servent ça tous les matins à leurs lecteurs. Quant à l'espionnage maritime, Flannigan a répété cent fois que les Allemands en savent plus que n'importe quel amiral de l'Entente, et qu'avant que la nouvelle d'un mouvement de cargo ou de cuirassé allié arrive à Paris ou à Londres, on le sait déjà à Berlin et on donne des ordres en conséquence.

Ça ne serait rien si on en restait là, mais Flannigan dit que les Allemands ont compris que l'affaire maritime se résoudrait pour eux avec les sous-marins. Il a donné des détails tellement précis qu'on a bien vu qu'il était allé là-bas et avait entendu parler les Allemands chez eux. Alors il s'est un peu ressaisi, mais ce qui est certain, c'est que les Allemands construisent un type sérieux de sous-marins avec canons, mines, etc., qu'il leur faut du temps pour en fabriquer une série, mais qu'ils nous préparent en temps voulu quelque

chose de salé comme guerre sous-marine. Fourgues a répété à Flannigan comme on s'est moqué de lui en armée navale et à Paris quand il avait parlé de sous-marins, et l'autre a répondu que ça nous regardait si nous attendions que la fête commence, que les Allemands ne se gênaient guère pour l'annoncer, et que quand nous serions dans le pétrin ça ne nous avancerait pas de dire que ce sont des pirates, pendant qu'ils nous couleraient des bateaux. Pour cette affaire de piraterie, Flannigan, qui est pourtant partisan de la liberté des mers, puisqu'il est neutre, dit que tout le monde se moque de nous, Alliés, avec nos scrupules de la Haye, et que les Allemands ne se gêneraient pas plus sur mer qu'ils ne se gênent sur terre, s'ils en avaient les moyens, vu que c'est le vainqueur qui fera les nouvelles lois internationales, et qu'avec les sous-marins les Allemands montreront bien que les anciennes ne comptent plus. Il a tenu un bon raisonnement, Flannigan :

— Vous avez établi une frontière avec l'Allemagne par le traité de Francfort, et vous l'avez fait connaître diplomatiquement au monde entier. Est-ce que cela a empêché l'Allemagne de vous envahir par où elle a pu et vous d'entrer en Alsace que vous aviez reconnue comme possession allemande? Donc, quand la guerre sévit, les traités ne comptent plus, puisque votre premier effort a été de les détruire. Alors qu'est-ce que vous venez chanter avec les traités internationaux? L'Allemagne s'en moque et compte sur la victoire pour les changer à son avantage? Pourquoi n'en faites-vous pas autant? Tout ce qui vous lie à l'Allemagne est déchiré. Sa signature ne vaut plus rien, mais vous continuez à vous empêtrer là-dedans, et tout le monde trouve que c'est l'Allemagne qui fait la guerre, et vous qui suivez avec six mois ou un an de retard. C'est comme ces cartes de viande, de sucre, ces recensements et tout, dont vos journaux se moquent tant qu'ils peuvent en disant que l'Allemagne est à bout et que l'hiver prochain, elle est morte. Vous y viendrez aussi si la guerre dure. Mais l'Allemagne, qui a préparé la guerre pendant la paix, prépare la paix pendant la guerre. Elle fait tout de suite, avant d'avoir l'air d'y être forcée, ce que vous serez obligés de faire, contraints et forcés par les circonstances. De même pour les gaz asphyxiants, les liquides

enflammés et toutes les horreurs dont elle se sert. Quand vos poilus en auront assez de crever comme des mouches, vous comprendrez qu'il est aussi naturel de tuer le monde avec du feu et du poison, qu'avec des obus et des balles. Bref, mes garçons, si vous voulez ne pas en avoir pour des années et avoir la victoire, remuez-vous un peu, parce que l'Allemagne ne ratera pas un seul moyen de vous embêter.

Je n'en finirai pas de te raconter tout ce qu'a dit Flannigan. D'ailleurs, tout ce qu'il a dit a été confirmé pendant une promenade qu'on a fait à terre avec lui ; on a causé à des Norvégiens qui étaient allés en Allemagne. Ils nous ont parlé des zeppelins qui parcourent tous les jours la mer du Nord et la Baltique, tandis qu'il n'y a pas un ballon autour de l'Angleterre ou de la France.

Alors, ce n'est pas la peine de raconter qu'on aura les Allemands sur mer. Dès qu'un contre-torpilleur anglais arrive en mer du Nord, les zeppelins l'annoncent dans les ports, et il n'y a plus personne dehors que des sous-marins ou des mines. Sans blague, la guerre sur l'eau n'est plus ce qu'elle était avant, mon vieux, mais il n'y a que les Boches qui ont l'air de s'en être aperçu. Les Norvégiens et les Suédois qui étaient là n'ont pas dit grand'chose d'autre, parce que nous étions Français, par politesse, mais on comprend qu'ils croient que l'Allemagne a le bon bout, et qu'après avoir choisi de faire la guerre, elle la fait mieux que nous.

Fourgues et moi nous nous sommes rappelé tout ça quand on est parti et on en a parlé jusqu'à Arkhangel. Le *Pamir* a rattrapé le convoi allié à dix milles au large de Trondhjem et on a fait ensemble le tour de la Norvège. Il y avait deux croiseurs anglais, quatre destroyers pour accompagner quatorze bateaux de commerce. C'était du beau convoyage, et toutes ces barques ressemblaient à une escadre de guerre. Mais les gens qui décident la formation des convois feraient bien de ne pas mettre ensemble des bateaux filant quinze nœuds avec d'autres qui en font tout de suite sept ou huit en cassant tout. Après deux jours de navigation, le *Pamir*, qui tenait la bonne moyenne, commençait à ne plus voir ceux qui étaient le plus en avant, pas plus que ceux qui étaient à la traîne. Les convoyeurs couraient du Nord au Sud pour mettre de l'ordre dans

tout ça. On s'est rassemblé tant bien que mal. Mais après le cap Nord, il y a eu une petite séance de clapotis bien tassée, avec roulis et tangage et pas plus de vue que dans un tunnel. Ça a duré une vingtaine d'heures. Quand le beau temps est revenu, nous n'étions plus que six sur quatorze. Les rapides s'étaient trottés, les culs-de-jatte avaient disparu on ne sait où. Naturellement, les absents n'avaient pas la T. S. F. et les convoyeurs ont passé trois jours à les chercher. Il y en avait un qui avait eu une avarie de gouvernail et s'était collé sur des cailloux pointus qu'il y a par là ; il s'est ouvert en deux ; les convoyeurs ont pu repêcher son monde, mais sa cargaison ne risque pas d'arriver au front russe.

Enfin, le convoi est arrivé à Arkhangel à la queue leu leu, par paquets de trois ou quatre. C'est le bon moment. Avant un mois et demi ou deux, tout sera gelé, au propre et au figuré. Ce n'est tout de même pas avec des quatorze cargos, ni des cinquante, ni des cent, qu'on pourra leur donner aux Russes tout ce qui leur manque. La flotte du monde entier n'y suffirait pas. Mais enfin on fait bien de leur passer tout ce qu'on peut. Ça leur apprendra, à eux comme à nous, de laisser les Allemands s'introduire partout. A la déclaration de guerre, il paraît que les trois quarts de leurs usines ont été arrêtées parce que c'étaient des Boches qui les conduisaient. La mécanique ne s'apprend pas en quarante-huit heures, j'en sais quelque chose avec le tourne-broche du *Pamir*, et si tu ajoutes que les Boches leur ont chipé toutes leurs usines de Pologne, tu vois d'ici pourquoi le *Pamir* et les autres copains rappliquent à Arkhangel avec du matériel de guerre. On nous avait embarqués à Brest, sans même me donner quarante-huit heures pour aller à la Rochelle, sous prétexte que les Russes nous attendaient comme le Messie. Mais ici, ça ne presse pas. On a déjà mis vingt jours à débarquer une partie des quatorze barques, et ce n'est pas près de finir.

Au moment où je t'écris, le *Pamir* a seulement sa cale avant de vidée et la cale arrière peut attendre. On nous a enlevés des quais, à cause d'un autre convoi qui est arrivé pendant ce temps, et qu'on a commencé à vider. Quand tous les bateaux sont à moitié déchargés, on est sûr qu'ils ne repartiront pas et on les laisse moisir dans un coin.

D'ailleurs, qu'on se presse ou non, c'est la même chose. Les affaires restent sur les quais, en pile, sous la pluie et au vent et il arrive de temps en temps un train qui prend ses aises, qui charge un petit tas sans se presser et repart dans deux ou trois jours. Quand il arrivera aux Carpathes, c'est que le chemin de fer se sera mis en pente. Partout ici c'est la même chose. Ils disent que la Russie est grande et qu'elle est invincible. Que cela durera dix ans, que les Boches arriveront à Moscou... *Nitchvo* ! Napoléon en est reparti, et l'affaire russo-japonaise n'a pas été une défaite. Voilà, mon vieux, le pays où je me trouve en ce moment. Fourgues ne tenait plus en place au début, de voir que le *Pamir* croupissait sans rien faire. Maintenant il a trouvé des camarades, des officiers de marine et de guerre russes qui viennent à bord et avec qui il déjeune à terre. Quand je lui demande ce qu'on va rester de temps ici, il me répond : « *Nitchvo* », avec son accent du Midi, et les Russes se tordent. Ils boivent sec et essayent d'entraîner Fourgues, mais lui ne bronche pas sur l'alcool, et il en profite pour les empiler au poker. Puisqu'on s'empoisonne ici, il en profite pour se faire des rentes, le malin. Le matin, pendant la propreté, il me raconte ce qu'ils lui ont dit pendant qu'ils étaient à moitié pleins : il y en a pas mal qui sont germanophiles, dans la noblesse surtout. Il paraît qu'il y a eu des histoires formidables à la cour et dans les ministères. Quand j'essaye de pousser Fourgues, il me répond que ce n'est pas à dire, mais que tout de même on est plutôt content d'être Français, parce que chez nous, si on fait des bêtises à la pelle, personne n'y travaille pour le roi de Prusse. Comme Fourgues ne blague jamais sur ces affaires-là, je crois qu'il en a entendu des vertes, en particulier sur les chemins de fer. Les wagons se perdent en Russie, et même les trains entiers, sans qu'on sache jamais ce qu'ils sont devenus. Qu'est-ce qu'ils diront, ceux de Brest, quand on leur racontera qu'on est resté plus de vingt jours avec leurs fusils.

Enfin hier Fourgues a dit qu'il en avait plein le dos d'Arkhangel, de la vodka et du poker. Peut-être qu'il y avait perdu. Il a attrapé l'officier du port qui arrivait la bouche enfarinée, et on lui a promis que demain le *Pamir* serait vidé. Ça veut dire encore huit jours. A tout hasard, comme un des croiseurs

anglais repart ce soir pour la Youmanie, je lui passerai cette lettre, où je vais avoir fini mes vingt pages. Tu n'as pas à te plaindre, hein, vieux? D'ailleurs tu es gentil, tu m'envoies des nouvelles tant que tu peux, et puis il y a tes livres. J'ai fini le premier volume de l'histoire maritime. Je t'en parlerai si j'y pense. A part la lecture, je m'ennuie ferme, car au train dont va le *Pamir*, je me demande où on va bien nous envoyer la prochaine fois, et pendant ce temps-là que devient la Rochelle? Enfin espérons que ce sera pour la fin de l'année, la paix ou le mariage. Ne te moque pas de moi, mon vieux, j'en ai ma claque.

Moudros, 18 décembre 1915.

Nous voilà tout de même revenus dans le Levant, mais ce n'est pas sans aventures, et on ne peut pas dire que ce soit très drôle d'avoir fait tout le tour de l'Europe, depuis Arkhangel jusqu'aux Dardanelles pour tomber dans le pétrin où nous sommes. J'ai reçu à Toulon ta longue lettre de fin septembre, en réponse à la mienne d'Arkhangel, et je te remercie beaucoup. Je t'en parlerai si j'en ai le temps, mais pour le moment je vais te raconter les aventures du vieux *Pamir* depuis trois mois. Nous voilà devenus comme qui dirait des Juifs errants. Plus ça va et plus on croche les bateaux marchands où ils se trouvent, et on leur met n'importe quoi sur le pont pourvu que ça parte. Et aïe donc !

Fourgues a fini par faire débarquer son matériel à Arkhangel et il a réussi à partir en dehors d'un convoi. Il dit que ce n'est pas la peine de perdre du temps avec des bateaux qui ne marchent pas et que quand on est trop de patouillards et pas assez de convoyeurs ça fait une trop belle cible pour les sous-marins. Tout de même partout où on a touché à terre, je me suis aperçu que Fourgues n'avait pas si tort de dire au début que les sous-marins finiraient par compter. Les officiels trouvent qu'ils commencent à être gênants. Qu'est-ce que ça serait si les ronds-de-cuir étaient obligés de circuler sur l'eau ; ils trouveraient peut-être autre chose à dire que : « Bah ! il ne faut pas croire tout ce qu'on raconte là-dessus, et puis on coule tellement de sous-marins que bientôt il n'en restera

plus. » Après cela il n'y a plus qu'à tirer l'échelle. Motus dans les journaux et ailleurs. Je te raconterai mes petites remarques au fur et à mesure.

Le *Pamir* avait ordre d'aller à Newcastle pour recevoir des ordres et au cas qu'il n'en trouverait pas pour charger du charbon. Nous avons été assez secoués parce qu'on avait le ventre vide. Pendant le retour, le *Pamir* a croisé pas mal de bateaux qui allaient à Arkhangel. Ils feront bien de se presser, parce que la glace va commencer bientôt. Si les Russes ne se sont pas mis au travail sérieusement ce n'est pas avec ce qu'ils ont reçu cet été qu'ils pourront enfoncer les Boches. A quoi cela sert-il de ne pas dire la vérité au public, puisque tôt ou tard il doit la connaître? On lui raconte que dans quinze jours, dans trois mois, tout va marcher d'une façon épatante. Et puis trois mois après comme ça va pareil ou un peu plus mal, à qui est-ce que le public doit s'en prendre? A ceux qui l'ont trompé. Ou bien on savait que ça n'irait pas bien et ce n'était pas la peine d'annoncer que ça irait bien, et le public est obligé de croire que c'est la faute des dirigeants qui n'ont pas su se débrouiller. Il n'y a pas moyen d'en sortir, mais ce sont les gouvernants qui font fausse route.

A Newcastle on nous a dit d'aller à Southampton pour charger du matériel pour le corps expéditionnaire anglais en France. Nous avons juste pris du charbon pour cette traversée et le *Pamir* a descendu la mer du Nord et le pas de Calais. Les journaux racontent partout que le pas de Calais est complètement fermé aux sous-marins allemands avec des filets et une foule de systèmes perfectionnés, et que les sous-marins qui voulaient aller en Atlantique ou en Méditerranée seraient obligés de faire le grand tour par l'Écosse, et qu'ils n'ont pas assez de rayon d'action, et qu'il n'y a plus rien à craindre des sous-marins. Je ne connais pas grand'chose à la question, mais rien qu'à voir ce que font les Allemands ailleurs, on peut s'attendre à ce qu'ils trouvent le moyen de franchir les trucs perfectionnés et à construire des sous-marins pour aller au bout du monde. Ça crève les yeux et c'est faire l'autruche de raconter le contraire. Fourgues dit qu'on aura un réveil pénible, mais qu'on mettra tout sur le dos des Boches au lieu de reconnaître qu'on n'a pas pris ses précautions. Il se met

dans de belles colères; mais moi, pourvu que j'aille à la Rochelle, c'est tout ce que je demande.

A Southampton on a embarqué des automobiles et des tracteurs pour l'armée anglaise, et on est allé les porter au Havre. J'ai eu le temps d'aller faire un tour à terre, où c'est plein d'affiches pour prier les gens de s'enrôler. Les Anglais ont tout de même l'air de se remuer un peu plus que l'an dernier, quand ils regardaient tout cela comme une guerre coloniale. Ça ne veut pas dire qu'ils soient encore touchés comme nous. Il y a chez eux des tas de Boches en liberté, les maisons de commerce continuent à expédier des cargaisons chez les neutres voisins de l'Allemagne, et puis ce n'est pas de suite qu'ils auront refait une armée prête à se battre. La plupart des officiers de carrière ont été tués déjà, et on est obligé de faire des capitaines, des commandants avec de bons joueurs de cricket ou de golf. Il leur faudra le temps de se former. Pour le matériel, c'est la même chose, ils ont à peine commencé à mobiliser leurs usines pour la production de guerre, parce qu'ils ne voulaient pas arrêter les exportations britanniques. Mais là, il n'y a pas grand'chose à dire puisque nous avons fait pareil et qu'il y a à peine quelques semaines que la France commence à prendre des matières là où il y en a, c'est-à-dire en Angleterre, en Amérique et en Espagne. Les Allemands s'y étaient pris de meilleure heure et ça fait une bonne année de perdue.

Il y a un bel encombrement au Havre, et on raconte que c'est la même chose à Rouen. C'est tout de même étonnant que les gens responsables laissent s'empiler les wagons, les marchandises, et tout, dans les ports. Cela provient sans doute de l'ignorance générale en France sur tout ce qui touche les questions maritimes, et aussi de ce que les grands chefs de la marine de guerre qui commandent dans les ports de commerce ne connaissent rien au trafic. Toujours est-il que Fourgues a dû se battre pour faire débarquer sa marchandise au Havre. On l'a fourrée en tas sur le quai, et nous étions déjà partis qu'elle était encore là, sous la pluie. Pendant notre séjour, on nous a donné ordre d'aller à Marseille pour chercher du matériel pour l'armée d'Orient. Le *Pamir* aurait pu prendre sur le quai du Havre quelques centaines de tonnes qui étaient

destinées à Toulon ou Marseille, ça aurait coûté moins cher de trafic, mais elles étaient prévues pour y aller par chemin de fer et nous sommes partis sans rien. On a encore fait à l'œil la tournée d'Espagne, et on est quand même arrivé en avance, parce que notre chargement n'était pas tout à fait arrivé à Marseille, — toujours à cause des trains qui ne marchent pas. Les journaux peuvent raconter monts et merveilles sur les dispositions qui sont prises, et tous les succès qu'on doit remporter sur tous les fronts au prochain printemps, nous qui faisons le travail de transporter le nécessaire, nous voyons bien que ce n'est pas en continuant comme cela qu'on gagnera les Allemands de vitesse.

Ce n'est pas moi qui pèche par admiration des Boches, et puis même sans cela, je leur en voudrais encore davantage pour le métier de cheval qu'ils nous font faire depuis un an et demi, et parce qu'à cause d'eux, je ne vois pas trop quand je pourrai aller au pays.

Mais tout de même il y a des choses qu'ils font mieux que nous et qu'on pourrait leur prendre si on ne veut pas perdre des mois et des années de temps. A quoi ça nous avance de ne pas les imiter dans ces choses, elles sont aussi bonnes pour nous que pour eux; ce n'est pas devenir des sauvages que de prévoir l'avenir. Nous serons bien avancés quand nous serons forcés de les imiter. Dans le livre d'histoire maritime que tu m'as passé, j'ai lu récemment que les coalisés ont battu Napoléon lorsqu'à force d'être battus ils ont imité Napoléon. Ça leur a tout de même pris quinze ou vingt ans, et s'ils s'y étaient pris plus tôt, ils n'auraient pas attendu aussi longtemps. Pourquoi est-ce que nous conservons en France des trains rapides et des trains express comme j'en ai vu arriver au Havre et à Marseille? Il y a longtemps qu'en Allemagne, comme nous ont dit les Norvégiens et les Suédois, tous les trains vont à la même vitesse, les voyageurs entre les marchandises. Comme cela le trafic va sans s'arrêter. Tandis qu'en France, avec l'idée de faire croire aux gens de l'arrière que la guerre se gagnera comme une partie de manille, on met des tas de trains rapides qui ne servent guère qu'aux embusqués et qui obligent les obus et le matériel de guerre de s'arrêter à toutes les stations. Alors comment veux-tu que les choses arrivent? . . . . . .

. . . . . .

J'ai ruminé tout cela pendant que le *Pamir* avait été envoyé au mouillage de l'Estaque près de Marseille pendant cinq ou six jours, parce qu'il n'y avait pas un seul mètre de quai disponible dans les ports de Marseille et à cause de l'encombrement des chemins de fer. Un jour nous avons été vingt-quatre bateaux à rouler et à tanguer sous le mistral ; un autre jour on a été trente-deux vides ou pleins qui gagnaient des mille ou deux mille francs par jour à ne rien faire. Tu parles que si un sous-marin boche était venu dans cette rade ouverte, et pas de protection, vers les une heure ou deux du matin, il aurait envoyé au fond une bonne demi-douzaine de bateaux comme le *Pamir*, et serait parti de même sans qu'on ait eu le temps de dire : Pipe ! Mais les *restaterre*, avec ou sans galons, ont dit que c'était une bonne plaisanterie, et que les sous-marins n'oseront jamais approcher les côtes de France, ici ou dans l'Océan. Avec ça il n'y a plus qu'à se ramasser et à attendre la torpille les bras croisés.

Enfin on nous a remorqués de l'Estaque à Marseille, et alors que les autorités nous avaient fait poser pendant près d'une semaine sans rien faire, il a fallu que nous embarquions trois mille tonnes de marchandise dare dare, sans dételer ; la patrie était en danger si le *Pamir* ne fichait pas le camp dans les quarante-huit heures. On nous a fait dégouliner dans les cales la

valeur d'une trentaine de trains, ils arrivaient à la queue leu leu, le jour, la nuit on n'a pas débridé. Le *Pamir* était au diable vauvert dans le bassin d'Arenc, et toute la camelote était pour Moudros : des voitures, des vivres, des obus, des canons, des chaussures, de tout, je te répète.

Ça tombait comme ça arrivait, et il fallait que j'arrime tout. Tu vois comme c'était facile. Fourgues n'a pas cessé d'écumer, disant que si on trouvait du mauvais temps, toute la cargaison se mettrait à danser. Mais on l'a prié de se taire, et proprement ! Il y a eu un train qui est arrivé avec des caisses pour Milo. On avait dû se tromper et ce n'était pas pour le *Pamir*, mais pour un autre bateau. Ça est arrivé vers minuit, la deuxième nuit, et j'ai dit au contrôleur militaire qu'il devait y avoir erreur. Qu'est-ce que j'ai pris? Il m'a attrapé comme une morue disant que : Moudros, Milo, et toute la boutique c'était l'Orient, qu'il avait ordre de mettre dans le *Pamir* tous les trains qui arrivaient et que je n'allais pas faire retourner celui-là. alors qu'on était déjà en retard. En voilà un qui ne doit pas trop savoir ce que c'est que la géographie. Moi, j'ai embarqué les affaires pour Milo, puisque le bonhomme de la guerre m'en donnait l'ordre. J'ai raconté ça à Fourgues le matin, et il l'a dit au type de la marine qui est venu pour nous donner les ordres de route. Alors le type de la marine s'est mis en colère, et a dit que nous étions trop andouilles d'embarquer des affaires pour Milo quand tout le fourbi était pour Moudros. L'autre de la guerre était parti pour prendre son café. Celui de la marine l'a cherché, et ils se sont dit des gentillesses. Enfin il a été entendu que le *Pamir* s'arrêterait en route à Milo et y débarquerait ses caisses pour Milo et puis qu'il irait après à Moudros. On boucle les cales, on met en place les panneaux et on était prêt à démarrer du quai, quand arrive un autre train avec douze caisses d'avions, qui s'arrête devant nous. Le sous-officier convoyeur saute à bord et demande le commandant :

— C'est vous le *Pamir*?

— Un peu, dit Fourgues.

— Eh bien, voilà douze avions que vous devez prendre.

— Ça mon vieux vous les mettrez à la remorque si vous voulez, mais quant à prendre douze avions à bord c'est midi passé, nos cales sont pleines.

— Pas du tout. Voilà deux jours que j'attends à Miramar et j'ai reçu cette nuit l'ordre d'embarquer les douze avions sur le *Pamir*. *C'est de première extrême urgence.*

— Ah ! oui, et depuis quand est-elle partie de Paris votre première extrême urgence?

— Depuis vingt-trois jours !

Qu'est-ce que tu veux, mon vieux, ça vous désarme des coups pareils ! Quand Fourgues a entendu que ce pauvre bougre était depuis vingt-trois jours avec douze avions sur les bras sur les grands chemins de France, il a dit qu'il allait essayer de prendre ce qu'on pourrait. Nous avons pu en caser six, trois devant, trois derrière. Ce sont des petits monuments de caisses et quand ça se trimballe au bout du treuil, il faut veiller à ne pas recevoir un coin dans la mâchoire ! Et puis ! pour arrimer ça ! Il y avait juste la largeur, et on a fourré des ficelles par-dessus pour les amarrer à bâbord et à tribord. Elles montaient jusqu'à la passerelle, les caisses. Mais le bonhomme de la guerre est revenu à la charge et a dit que puisque le *Pamir* avait ordre de prendre douze caisses, il fallait embarquer les six qui restaient, quitte à faire une deuxième rangée au-dessus de la première. Alors Fourgues à lâché la grande bordée ; il a sorti des jurons que je ne connaissais pas encore, mais qui sont bien, je te le garantis. Il a dit que son bateau était plein comme un œuf, que ce n'était pas l'habitude d'empiler de la cargaison jusqu'au haut des mâts ; qu'il avait besoin d'y voir pour naviguer ; qu'il n'était déjà pas sûr que les six premières caisses ne ficheraient pas le camp à l'eau au premier coup de tabac, et que les six autres iraient peut-être là-bas par la voie des airs, mais sûrement pas par le *Pamir*. Là-dessus il a donné l'ordre d'appareillage et on s'est cavalé, pendant que les trois citoyens, le convoyeur, le militaire et le marin, s'attrapaient comme des putois sur le quai.

Heureusement qu'on n'a pas eu le grand mauvais temps de Marseille à Milo. Rien que du roulis et du tangage ordinaires, juste assez pour nous donner la frousse sur l'arrimage de la cargaison. On entendait des bruits sourds de colis qui se promenaient dans la cale, et il doit y avoir de la camelote dans un bel état. On n'a pas encore ouvert... Mais ce sera du propre, et c'est nous qui serons empoignés. Mais Fourgues fera de la

musique, car il n'aime pas encaisser quand c'est la faute des autres. Je ne sais pas trop comment seront les avions emballés dans les caisses. Comme elles étaient sur le pont, elles avaient de grands mouvements, et nous avons eu beau raidir les ficelles d'amarrage les caisses se promenaient un peu et ça faisait « boum » à chaque coup de roulis.

A Milo, personne n'a voulu débarquer nos colis qu'on avait pris sur le mauvais train, parce que le chef de l'unité militaire à qui ils étaient destinés et qui devait se trouver là était parti depuis plusieurs jours. Nous n'avons pas encore pu savoir où il faudra le trouver. Dire que c'est tout le temps la même chose. Il y a de quoi rager. Sur cette rade de Milo, il y avait un tas de navires de guerre, français, anglais, russes et italiens, parce qu'il paraît qu'on est prêt à bondir sur les Grecs s'ils continuent à continuer. Les Anglais qui sont arrivés les premiers n'ont pas fait long feu pour installer des filets et un barrage contre les sous-marins. C'est très gentil de dire, dans les journaux et à la tribune, que les sous-marins n'existent pas... mais il vaut mieux prendre des précautions, parce qu'ils commencent à caramboler des bateaux un peu partout. Fourgues dit qu'il aurait préféré avoir eu tort, mais que tout ce qu'il pensait commence à se réaliser sur mer, et que c'est fichant d'avoir été Cassandre à ce point-là. Pendant ce temps, le *Pamir* continue à ne pas avoir la T. S. F. ni des canons, ni rien pour se protéger contre les sous-marins. Il n'est pas seul. A Milo et à Moudros, où nous sommes maintenant il y a sept ou huit bateaux sur dix qui n'ont pas la T. S. F., et je te prie de croire qu'il faut entendre les commandants et les officiers de ces cargos-là. Mais qu'est-ce que ça peut faire tout ce qu'ils disent et qu'ils pensent. On sait bien qu'ils marcheront toujours. S'ils sont culbutés par un sous-marin on mettra dans le journal : « La piraterie boche.—Tel bateau a été coulé. Il ne transportait pas de personnel militaire. » . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . Tiens ! c'est trop idiot la manière dont on conduit les affaires de mer.

Le *Pamir* est allé tout droit sur Moudros. Il n'a rien débarqué du tout. Tu ne peux pas avoir une idée du déballage qu'il

y a dans tout le pays. On évacue partout. Adieu Constantinople et la fin de la Turquie ! Adieu Gallipoli, les Dardanelles, la côte d'Asie ! Adieu tout ! Tout ça s'en va à Salonique, le matériel et le personnel qui na pas claqué ! On va sauver la Serbie s'il n'est pas trop tard. Suvla c[illegible] vidé. Les Anglais y ont laissé des millions de matériel, auquel ils ont fichu le feu. Seddul-Bahr, Kum-Kulé, Gaba, on emballe tout pour former une armée d'Orient, et ce n'est pas trop tôt qu'on ait pensé à mettre du monde à Salonique, sans quoi je me demande où les Boches se seraient arrêtés. Il paraît que c'est une idée de notre président du Conseil. C'est rudement chic qu'il ait mis le doigt là-dessus, car il y a plusieurs mois que l'affaire des Dardanelles était cuite. Avec une armée à Salonique et une armée franco-anglaise, on empêchera les Boches de descendre. Qu'est-ce qu'ils pourraient nous embêter en Méditerranée s'ils avaient la Grèce et le Péloponèse. Je me le demande? Mais tout ça, c'est encore de la politique.

Le *Pamir* attend à Moudros. On prend tous les bateaux vides pour évacuer à tour de bras. Nous, nous sommes pleins comme une huître, et on nous laisse ici parce que toute la place est prise à Salonique. Où est-ce que nous pourrons bien débarquer notre marchandise, nos avions, notre boustifaille? Je n'en sais pas plus long que toi. Ce qu'il y a de certain c'est que rien de ce que nous avons pris à Marseille n'arrivera à destination. Oh ! cela pourra toujours servir à l'un ou à l'autre, mais tout est chambardé dans ce pays-ci et tout ce que le *Pamir* pourra faire, c'est de débarquer nos cales sur le quai où on lui dira, sans s'occuper de ce que ça deviendra. Tout ça, mon pauvre vieux, n'est pas très gai.

Combien de temps va-t-on rester ici? Fourgues se démène, mais cela n'avance à rien. Les autres bateaux vont et viennent, le *Pamir* ne reçoit pas d'ordres. Je souhaite qu'il aille à Salonique, histoire de voir ce qui se passe de ce côté-là. Mais depuis le début de la guerre rien n'est arrivé de ce qu'on attendait. Alors, je m'en contrefiche, aussi longtemps que je ne vais pas à la Rochelle.

Au revoir, vieux, j'ai reçu ta dernière de Bizerte, où l'*Auvergne* était au bassin. Tu me racontes pas mal d'histoires de l'armée navale. Je voudrais bien te dire ce que j'en pense, mais

un bateau va partir pour Malte et je vais lui passer cette lettre-ci. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il me semble que cela ne va pas plus fort sur les navires de guerre que sur les patouillards genre *Pamir*. Dieu veuille que sur terre, et dans la politique, et dans la diplomatie ils soient plus malins que nos chefs de mer. Ce qui me console, c'est que les Allemands sont encore plus courges que nous ; sans quoi étant donnés leur préparation et nos ratés du début, il y a longtemps qu'ils auraient dû nous boulotter. Ne l'ayant pas fait, ils n'y réussiront plus. Sur cette pensée consolante je te souhaite la bonne année et j'espère que nous nous verrons en 1916. Je t'embrasse.

(*A suivre.*)

Y.

# LETTRES D'HECTOR BERLIOZ

## LE MUSICIEN ERRANT

## (1842-1854)

### AVANT-PROPOS

« Ce sont les plus belles années de sa vie qu'il nous raconte ici », disions-nous, en publiant une première série de lettres de Berlioz [1]. En effet ; et, à l'époque où cette seconde série nous amène, ces beaux jours sont passés.

Certes, la vie de Berlioz n'a jamais cessé d'être une vie de labeur et d'effort. Mais du moins, au temps de sa jeunesse, l'artiste pouvait être soutenu par l'illusion de l'espérance. Dans la seconde partie, cette apparence même s'évanouit.

Il est assez dans l'ordre des choses que les créations de l'homme de génie, incomprises au moment où elles viennent d'être produites, s'imposent peu à peu à l'admiration des

1. Hector Berlioz, *Lettres des Années romantiques* (1819-1842). *Revue de Paris* du 15 décembre 1905 au 15 mars 1906.

foules, effarouchées d'abord par leur nouveauté et leur audace, et qu'une victoire définitive succède aux échecs de la première heure. Avec Berlioz, cet ordre fut pour ainsi dire renversé. Venu au monde de l'art dans l'effervescence de 1830, il avait connu presque aussitôt l'ivresse d'un succès, localisé, tout au moins, à une élite. Tout pouvait faire croire, après des débuts si favorables, qu'il parcourrait une carrière, non sans obstacles, mais dont les avenues s'ouvriraient de plus en plus largement devant lui. Il en fut tout autrement ; et le principal écueil contre lequel il faillit se briser, ce fut son chef-d'œuvre.

Ah ! de quel cœur nous qui, trop jeunes pour l'avoir connu, avons assisté au triomphe réparateur, mais tardif, de *la Damnation de Faust*, nous maudissions ces contemporains indifférents et incompréhensifs qui avaient laissé tomber une telle œuvre sans se soucier si elle n'entraînerait pas dans sa chute son génial auteur !

Or, c'est aux diverses péripéties de ce drame d'art que va nous faire assister en partie la série des lettres contenues dans ce deuxième recueil. En effet, pendant la période de dix ans qu'elles vont nous retracer presque jour par jour, *la Damnation de Faust* est, dans le bagage de Berlioz, la seule œuvre qui compte. Nous assisterons à son élaboration, aux préparatifs de son exécution, au désastre qui en fut la conséquence et dont l'auteur ne chercha pas à masquer l'étendue ; nous serons témoins de son effort immédiat vers le relèvement, de la détermination qu'il prit, sans tarder, d'aller chercher à l'étranger les satisfactions que lui refusait sa patrie ; nous entendrons enfin l'éclat de ses colères, trop légitimes, hélas ! et qui eurent pour résultat la funeste résolution qu'il prit de renoncer, pour un trop long temps, à écrire, alors que son génie était dans son plein épanouissement et avait acquis toute sa vigueur.

Quel changement le désastre a produit en lui ! Nous qui, il y a quelques années, l'avions vu si plein de confiance et d'enthousiasme, nous le trouvons désormais en proie au plus sombre désespoir. A quelques mois en deçà, il repoussait avec énergie la pensée de quitter la France : maintenant il cherche avec passion un poste qui lui permette de vivre et d'exercer son influence au loin : à Londres, à Dresde, à Pétersbourg.

Il va presque jusqu'au blasphème ! En 1830, on l'avait vu dans les rangs des combattants pour la cause de la liberté : en 1848, il se retire sous sa tente. « C'est un peuple sublime », écrivait-il lorsqu'il parlait des héros de Juillet; mais après Février : « On me dit que je boude la France? Non je ne la *boude* pas, le terme est trop léger ; je la fuis comme on fuit les pays barbares... La France est effacée de ma carte musicale. »

Pourtant ce serait gravement errer que d'attribuer à ces paroles une signification absolue et prendre au mot Berlioz lorsqu'il affecte de maudire son pays natal. Nul n'est plus Français que cet enfant du Dauphiné qui parla toujours de sa province avec tendresse, ce Parisien d'adoption qui, un jour où s'offrait l'espérance d'un poste digne de lui à remplir à l'étranger, écrivait : « Paris me tient tellement à cœur qu'à la seule pensée d'en être exclu j'ai senti le cœur me manquer et j'ai compris le supplice de la déportation », ce faux déraciné qui, après qu'il eût obtenu le prix de Rome, considérait le séjour obligatoire en Italie comme un exil, ce fils d'un vieux libéral, élevé à l'école du XVIIIe siècle, qui ressentait si fortement le contact des émotions populaires qu'on le vit, en 1830, se mêler aux foules révoltées et dédier au chantre national de 1792 sa paraphrase enflammée de *la Marseillaise*. Si, plus tard, il se répandit en paroles amères, c'est donc qu'il avait été profondément atteint par la défaite essuyée dans sa propre patrie ; et le fond même de son amertume était un regret qu'expriment, en toute simplicité, mais avec un accent ému, ces mots d'une de ses lettres à un ami : « Vous ne sauriez croire avec quel crève-cœur je me mets à l'ouvrage, persuadé que je suis de n'avoir à espérer que le suffrage des étrangers. »

Quant à ce suffrage même, Berlioz l'obtint-il aussi complètement que son illusion le lui fit croire? Sans doute il s'est senti compris dans les pays slaves, à Pétersbourg, à Prague, à Moscou, où il trouva un écho immédiat dans le cœur d'une race prête à vibrer à l'unisson du génie français. Mais Russie et Bohême sont loin de France, et Berlioz n'y put en sa vie passer que peu de semaines. Sans doute aussi il fut accueilli avec une haute courtoisie par les Anglais, qui surent distin-

guer ce qu'il y a de sérieux et de noble dans son art : mais des influences étrangères et des embarras divers, les mêmes qui lui faisaient obstacle à Paris, ne lui permirent pas de fixer son séjour à Londres comme il y songea un moment. Quant à l'Allemagne, pays de la symphonie, où il tenta en toute confiance ses premières incursions, il est bien vrai qu'elle lui offrait les avantages d'une organisation toute prête, grâce à laquelle il put trouver sans trop de peine des orchestres pour exécuter ses œuvres et un public pour les entendre. Mais y fut-il vraiment compris? Il suffit de lire attentivement ses propres récits pour apercevoir que l'annonce des succès qu'il disait y obtenir était plus souvent l'effet de ses désirs que de la réalité ; et si, dans quelques petits États de la Confédération, il trouva parfois des partisans de sa tendance (lesquels l'abandonnèrent quand surgit une autre influence, nullement française celle-là), il fut, par contre, si vivement discuté que l'on ne saurait croire qu'il ait vraiment remporté la victoire dans des villes restées les centres de l'art allemand — Berlin et Leipzig par exemple — sans parler de Munich, future capitale musicale de Richard Wagner, où, malgré ses démarches réitérées, il ne fut jamais admis à se produire.

C'est donc seulement en France que ce génie si français a, en fin de compte, été vraiment compris, et c'est là qu'il a été mis à la seule place qui lui appartienne dans le domaine de l'art : la première. Mais pourquoi a-t-il fallu que tant de temps s'écoulât, que la mort vînt si tôt, que Berlioz n'eût pas la joie de savoir qu'il avait atteint son but et réalisé son rêve : avoir écrit son œuvre pour son pays ! Pourra-t-on reprocher à celui qui a ainsi souffert — souffert de sa supériorité même — d'avoir exhalé sa plainte avec trop de vivacité? Et n'excusera-t-on pas son exaspération lorsqu'on aura mesuré la disproportion de son effort avec le résultat produit, et qu'on aura constaté que la composition d'une œuvre qui a fait la richesse de ceux qui l'ont exploitée plus tard n'eut pour son auteur d'autre conséquence que la ruine ?

On avouera d'ailleurs que le tableau général qu'il trace au jour le jour de la vie musicale à Paris n'avait rien qui dût le réjouir. Ce milieu du XIXe siècle, où Berlioz vécut égaré,

a été la pire époque de notre histoire musicale. Le témoignage direct apporté par lui confirmera sans réticences ce jugement définitivement acquis. Notre auteur y mêle maints détails piquants ou savoureux, sur lesquels point n'est besoin d'anticiper : on saura bien les découvrir dans ses lettres. Nous le verrons agir et s'agiter dans la foule des indifférents, aussi bien que parmi ses proches, ses amis, ses confrères, ses camarades.

Enfin, ici comme dans la précédente série, c'est dans les lettres écrites à la famille qu'on trouvera toujours le plus d'abandon, d'abondance, et l'intérêt le plus varié. Les joies ne seront pas nombreuses pendant cette période d'épreuves ; les deuils se succèderont sans relâche, et l'évanouissement de l'ancien rêve d'amour ne sera pas, pour le chercheur de chimères, la peine la moins cruelle. Par ses confidences les plus intimes, principalement par les lettres à ses sœurs, l'écrivain nous fera assister aux péripéties affligeantes par lesquelles se dénoua le drame d'amour dont il avait été naguère le romantique héros. La belle artiste shakespearienne, l'idéale Ophélie de 1827, Henriette Smithson, pour la conquête de laquelle il avait subi tant d'épreuves, usée, vieillie avant l'âge, ayant dès longtemps terminé sa carrière et perdu son prestige aux yeux mêmes de celui qui n'avait aimé en elle qu'une illusion, se séparera de lui et s'en ira finir sa triste vie dans le lieu même où s'étaient écoulés les premiers temps de leur bonheur passager, tandis qu'une autre femme, certes moins digne, sera venue prendre sa place.

Il nous expliquera tout cela à cœur ouvert, sans apprêt, avec l'accent de la vérité ; et cette nouvelle série de lettres apportera une preuve de plus que, pour connaître la vérité sur Berlioz, c'est à lui-même qu'il faut la demander. C'est dans ses propres écrits qu'elle est énoncée avec le plus de sincérité et d'exactitude. Vérité souvent douloureuse, nous ne le savons que trop, mais que lui, principal intéressé, n'a jamais cherché à dérober ni à obscurcir, et que personne ne nous a dévoilée plus fidèlement que lui.

JULIEN TIERSOT

## I

### *Au Roi des Belges* [1].

Bruxelles, 21 septembre [1842].

Sire,

Permettez-moi de mettre sous les yeux de Votre Majesté le programme d'un concert que je donne lundi prochain à 1 heure dans la salle de la Grande-Harmonie.

Ce serait pour moi un puissant encouragement si, la première fois que je fais entendre mes compositions en Belgique, la haute faveur de la présence du Roi m'était accordée.

Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur,

HECTOR BERLIOZ
*Hôtel du Domino*, place de la Monnaie.

## II

### *A sa sœur Nanci Pal* [2].

[Paris], 23 octobre 1842.

Ma chère sœur,

J'arrive de Francfort après avoir donné deux concerts à Bruxelles avec succès et argent. Mon arrivée en Allemagne devait être annoncée par deux lettres de Meyerbeer qui ont

1. Ayant résolu de mettre à exécution son projet, formé depuis longtemps, de sortir de France pour faire connaître à l'étranger ses œuvres symphoniques et en diriger lui-même l'exécution, Hector Berlioz se rendit d'abord à Bruxelles, puis, après deux concerts, continua son voyage jusqu'à Francfort-sur-le-Mein, d'où il repartit presque aussitôt pour revenir à Paris. Il s'éloigna de nouveau en décembre pour entreprendre sa première tournée en Allemagne, qui dura jusqu'en mai 1843.

2. L'aînée des deux sœurs de Berlioz, épouse de Camille Pal, juge à Grenoble.

été perdues, de sorte que je suis tombé des nues à Francfort et que rien n'était préparé pour mes concerts. Le directeur du théâtre a voulu en outre réparer dignement ce contretemps en organisant en grand deux splendides soirées où figureront les grands morceaux de mon *Requiem* avec mes deux premières symphonies. En conséquence, et pour lui donner un mois pour ses préparatifs, j'ai laissé là toute ma musique et je suis revenu en poste rassurer Henriette[1] qui décidément était malade et *désespérée* de mon absence et surtout de la manière dont je l'avais quittée. J'étais parti sans la prévenir et en laissant seulement une lettre pour l'avertir de mon départ, sans cela je n'aurais pas pu quitter Paris. Cette épreuve l'a rendue beaucoup plus forte pour mes prochains voyages et je n'aurai désormais plus de raison de les lui cacher.

Mon apparition en Belgique a été brillante; j'ai eu une audience du roi, les artistes m'ont fêté à qui mieux mieux.

A Francfort, dès qu'on a su mon nom, j'ai trouvé l'accueil le plus empressé, je dirai même le plus respectueux. Puis j'y ai retrouvé plusieurs anciens amis de Paris. Le voyage sur le Rhin est d'ailleurs une chose admirable, et tous ces vieux châteaux, ces ruines, ces montagnes sombres m'ont fait rêver tout éveillé, bercé par les souvenirs des poèmes de Cœthe et des contes d'Hoffmann. C'est une des plus belles *impressions de voyage* que j'ai reçues. J'avais en outre l'amusement d'entendre à table de longues dissertations *sur moi*, établies en langue anglaise entre des fils d'Albion qui venaient de Bruxelles où ils m'avaient entendu et qui ne me reconnaissaient pas. Je retournerai donc en Allemagne pour aller de là en Prusse dans quelques semaines. Je t'écrirai avant ce second départ.

1. Henriette Berlioz, née Smithson, l'Ophélie de 1827. Les *Mémoires* de Berlioz disent : « Ma femme s'était toujours montrée contraire à mes projets de voyage... Une jalousie folle, et à laquelle, pendant longtemps, je n'avais donné aucun sujet, était au fond le motif de son opposition. Je dus, pour réaliser mon projet, le tenir secret, faire adroitement sortir de la maison mes paquets de musique, une malle, et partir brusquement en laissant une lettre qui expliquait ma disparition. Mais je ne partis pas seul : j'avais une compagne de voyage qui, depuis lors, m'a suivi dans toutes mes excursions. » Cette compagne de voyage était mademoiselle Marie Recio, dont on verra maintes fois paraître le nom au cours de cette correspondance ; celle-ci, médiocre cantatrice, après avoir débuté à l'Opéra en 1841, avait quitté le théâtre pour unir son sort à celui de Berlioz, dont, après la mort de sa première femme, elle devint à son tour l'épouse légitime.

Mille amitiés à Camille qui *t'abandonne* sans remords et sans crainte. *J'ai reçu le billet.*

Donne-moi tout de suite des nouvelles de notre pauvre chère Adèle dont la santé semble devenir bien mauvaise depuis quelque temps. Mon oncle et mon père sont à vendanger ou tout au moins à presser à cette heure. Embrasse-les pour moi.

Cette lettre est très insignifiante... je suis encore étourdi de la rapidité de mon excursion.

H. B.

## III

*A sa sœur Adèle Suat* [1].

Paris, 24 novembre 1842.

Chère bonne petite sœur,

Voilà bien longtemps que je n'ai donné directement de nos nouvelles ; j'ai souvent des tiennes heureusement, mais elles ne m'ont pas paru trop bonnes depuis quelques mois... Comment vas-tu enfin? es-tu un peu remontée?... tes enfants te tuent en te ravissant... Heureusement ton mari a pour toi, j'en suis bien sûr, des soins et des attentions et des tendresses incomparables et je l'en remercie bien vivement pour mon compte. Henriette t'aime et t'envoie mille affectueux souvenirs.

Je viens de faire un petit voyage musical en Belgique et à Francfort, me voilà prêt à y retourner. Mais cette fois ce sera pour plus longtemps; il faut que je fasse la grande tournée, que je voie Vienne et Berlin. On m'organise deux concerts à Francfort pour les fêtes de Noël, je vais en donner un troisième à Bruxelles en passant, et, pour faire mes adieux à Paris, j'ai monté la semaine dernière à l'Opéra ma grande symphonie funèbre, celle des fêtes de Juillet, avec l'addition d'un chœur ; l'exécution a été merveilleuse et le succès éblouissant ; j'ai été rappelé deux fois et obligé de m'avancer sur l'avant-scène, après l'*Apothéose* que les applaudissements

1. Sœur cadette de Berlioz, épouse de Marc Suat, notaire à Saint-Chamond, puis à Vienne.

avaient interrompue longtemps avant la fin ; les loges même, qui n'applaudissent jamais à l'Opéra, étaient en émoi; enfin l'ovation a été complète.

J'étais tout seul comme à l'ordinaire. Henriette même n'avait pas voulu venir, elle était trop souffrante ce soir-là.

Adieu chère bonne sœur, mes amitiés à ton excellent mari, embrasse pour nous toutes tes jolies petites filles.

Ton affectionné frère,

HECTOR BERLIOZ

## IV

### *A Chélard* [1].

Stuttgart, janvier 1843.

Mon cher Chélard,

Il y a bien longtemps que vous n'avez eu directement de mes nouvelles, n'est-ce pas? Mais si je suis justifiable, c'est seulement par votre réserve à mon égard, puisque en plusieurs occasions j'aurais pu, à Paris, sinon vous être utile, au moins agréable, et que vous m'avez privé de ce plaisir. Vous allez voir que je n'ai pas de rancune : je viens vous demander vos conseils et votre appui pour une visite que je veux faire à Weimar avec l'intention d'y donner un concert. Je demanderais, avant de partir d'ici, au roi de Wurtemberg, des recommandations pour votre cour. Sa Majesté Wurtembergeoise a été fort gracieuse pour moi et j'espère obtenir ce dont j'ai besoin à cet égard; mais l'important est que vous me prépariez un peu le terrain en annonçant mon arrivée pour la dernière semaine de janvier (si je vais à Vienne auparavant), et pour le 15 ou le 16 janvier si je n'y vais pas ; je serai décidé là-

1. Chélard, maître de chapelle à Weimar au moment où Berlioz lui écrivit cette lettre, avait fait représenter à l'Opéra de Paris, en 1827, un *Macbeth*, sur un poème de Rouget de Lisle, qui eut du succès surtout en Allemagne. Berlioz s'est loué des bons offices qu'il lui rendit « en sa qualité d'artiste d'abord, de Français et d'ancien ami ensuite ».

dessus avant deux jours. Dites-moi ce qu'il faut faire pour obtenir le théâtre, et par suite l'orchestre, de manière à n'avoir que peu de frais, et soyez assez bon pour faire pressentir ma demande à qui de droit, en l'appuyant de toute la force de votre nom et de la chaleur de votre cœur d'artiste.

Répondez-moi le plus tôt possible quelques lignes à Stuttgart (poste restante) ; si je n'y suis plus la lettre me suivra.

Croyez, mon cher Chélard, à toute ma reconnaissance pour la peine que je vais vous donner, et aux sentiments d'amitié et de haute estime

De votre tout dévoué,

HECTOR BERLIOZ

*P.-S.* — Je viens de donner ici un *très bon* concert et un autre à Hechingen où le prince de Hohenzollern m'avait appelé. *Qu'on se le dise ! ! !* Adieu sans farce.

## V

### *A Meyerbeer* [1].

Stuttgart, 5 janvier [1843].

Cher maître,

Je ne vais pas à Munich, mais à Weimar ; en conséquence veuillez m'adresser votre lettre à Weimar poste restante. Je passe à Carlsruhe pour y donner un petit concert et je serai à Weimar avant le 18 de ce mois. Je serais bien heureux de pouvoir, avec votre aide, donner quelque grande composition grandement exécutée à Berlin et je vous remercie d'avance de ce que vous voulez bien tenter pour moi. Je ne doute pas que vous n'arrangiez les choses de la façon la plus simple et la plus avantageuse.

1. Meyerbeer venait d'être nommé directeur général de la musique à Berlin.

Écrivez-moi l'époque précise où je dois, à votre avis, arriver à Berlin avec certitude de pouvoir commencer des répétitions.

Mille et mille compliments affectueux.

Votre tout dévoué,

HECTOR BERLIOZ

*P.-S.* — Mon concert ici a été très brillant, le roi et la Cour y sont venus, mais le prix des places est si misérable que le bénéfice est presque nul. On paye au maximum 48 kreutzer par place, et la salle de la Redoute contient quatre cents personnes.

## VI

### *A Karl Lipinski* [1].

Weimar, 23 janvier 1843.

Monsieur,

Il y a bien longtemps que j'eus l'honneur de faire à Paris votre connaissance, et je ne sais si vous avez conservé de nos relations un bien vif souvenir. Je m'adresse à vous cependant, convaincu de vos dispositions bienveillantes et de votre généreuse fraternité d'artiste.

Je vais donner ici après-demain un concert, à la suite duquel je quitterai Weimar. Me serait-il possible, par votre entremise, d'en donner deux, ou au moins un, à Dresde, au théâtre? Meyerbeer a fait pour moi à Berlin avec l'Intendant du grand théâtre l'arrangement suivant : *Je donnerai deux concerts dans les premiers jours de mars, le directeur fait tous les frais et me donne la moitié de la recette brute.* Si un pareil arrangement pouvait avoir lieu à Dresde, j'aurais le temps d'y aller dans le courant du mois prochain et peut-être même au commencement, car je ne crois pas donner plus d'un concert à Leipzig. Serez-vous assez bon pour vous occuper de cette

1. Karl Lipinski, violoniste d'origine polonaise, exerça les fonctions de *Concertmeister* de l'orchestre de la Cour, à Dresde, de 1834 à 1861.

affaire et pour m'écrire à Weimar, hôtel du Prince (en allemand si cela vous est plus commode)? J'ai une lettre pour vous de M. Czymala, je vous la remettrai *à notre prochaine entrevue j'espère*. Pardonnez-moi d'abuser ainsi de votre obligeance, et croyez-moi votre tout dévoué,

HECTOR BERLIOZ

## VII

### *A Mendelssohn* [1].

Weimar, 26 janvier [1843].

Mon cher Mendelssohn,

Vous êtes admirablement aimable et bon, je n'attendais pas moins de vous. Un bonheur ne vient jamais seul : mon concert a bien marché et j'ai reçu votre lettre ce matin... Oui, sans doute, je tiens beaucoup à donner des concerts à Leipzig ; si cela ne dépend de personne en particulier et si je ne suis pas obligé d'en recevoir la permission comme une *faveur* spéciale, je tâcherai d'en donner deux, puisque les conditions n'en sont pas très onéreuses. Pour commencer, et afin de ne pas trop perdre de temps, je vous demanderai s'il est possible de donner le premier, samedi 4 février, et, dans le cas où cela se pourrait, d'avoir la bonté de demander pour ce jour-là la salle et l'orchestre. Je partirai après demain matin (28) et j'arriverai le même soir à Leipzig, à l'hôtel de Bavière, d'où, s'il n'est pas trop tard, je me ferai conduire chez vous.

Malgré la contrariété que cela me cause, je serai obligé de commencer par mes vieilleries, mes dernières partitions étant

1. Berlioz avait écrit une première fois, de Weimar, à Félix Mendelssohn, qu'il avait connu à Rome en 1831, afin de lui demander conseil pour l'organisation des concerts qu'il souhaitait donner à Leipzig, ville où l'auteur de *la Grotte de Fingal* était, dit-il, « investi de la dictature musicale ». Cette première lettre est perdue ; les *Mémoires* de Berlioz ont reproduit la réponse, très amicale, de Mendelssohn. Voici maintenant la lettre par laquelle l'artiste français annonce son arrivée à son confrère allemand, dans la famille duquel l'original est conservé.

encore à Francfort d'où je vais me les faire envoyer. Ainsi, veuillez remercier messieurs les directeurs de vos concerts d'abonnement et leur dire que je serai très heureux de pouvoir faire entendre, à leur séance du 22, le final à trois chœurs de ma symphonie de *Roméo et Juliette* qui sera alors arrivée. Prévenez-les seulement qu'il faut pour le personnage du *Père Laurence* un chanteur (basse) excellent. S'ils aiment mieux un fragment de mon *Requiem*, je ne sais si la disposition de la salle le permet. J'aurai eu le temps alors de me produire devant le public de Leipzig dans deux concerts. Voici le programme que je voudrais d'abord donner chez vous ; il est à peu près tel que je l'ai donné ici. Si vous jugez convenable de le faire connaître tout de suite dans quelque journal de Leipzig et si cela ne vous donne aucun embarras, faites-le ; ce sera toujours du temps de gagné.

Vous ne sauriez croire combien je me sens joyeux de vous revoir et désireux de renouer une amitié dont je suis si fier et que j'ai tant regretté de voir s'en aller à l'état crépusculaire.

Il ne dépendra pas de moi que ce soit pour elle le crépuscule du matin au lieu de celui du soir.

Adieu, adieu ! A bientôt.

Votre bien dévoué,

HECTOR BERLIOZ

## VIII

### *A Lipinski.*

[Weimar, fin janvier 1843].

Mon cher monsieur Lipinski,

Je vous remercie mille fois de votre réponse et de votre promptitude. Je pars demain pour Leipzig où Mendelssohn m'attend et je tâcherai d'aller vous voir lundi ou mardi pour arranger définitivement mon premier concert à Dresde. Celui que j'ai donné ici a été très brillant et très heureux ; les habi-

tants de Weimar ont accueilli ma musique, comme l'auteur, avec une rare bienveillance. Je serai bien heureux si mes compositions peuvent répondre à l'intérêt que messieurs les artistes de Dresde veulent bien témoigner pour elles.

Je désirerais, s'il est possible, faire entendre au premier concert ma grande *Symphonie funèbre et triomphale* pour deux orchestres et chœur. M. l'Intendant consentira-t-il à faire les frais du deuxième orchestre *d'instruments à vent*? Il faut à peu près soixante instruments à vent de plus que ceux de l'orchestre du théâtre, ils doivent être placés sur la scène avec six tambours et le chœur ; tous les instruments à cordes formant le second orchestre restent *en bas* à leur place ordinaire. M. Meyerbeer m'enverra demain des lettres pour M. le baron de Lüttichau et pour M. Reissiger [1] et quelques autres personnes encore ; j'ai le plaisir de vous devoir à vous seul les premières démarches qu'on ait faites en ma faveur dans votre ville et je m'applaudis de n'avoir pas un instant douté de votre cordialité d'artiste. Je ne l'oublierai jamais.

Je joins ici une lettre à M. le baron de Lüttichau que je vous prie de lui faire parvenir et dans laquelle je lui demande le théâtre, aux conditions qu'il veut bien accepter, pour le mercredi ou le jeudi *8 ou 9 février*, et pour le même jour de la semaine suivante.

Recevez, mon cher monsieur Lipinski, l'assurance de mon dévouement et de ma sincère reconnaissance.

HECTOR BERLIOZ

*P.-S.* — Veuillez mettre sous enveloppe la lettre ci-jointe pour M. le baron de Lüttichau et la lui faire parvenir après en avoir pris connaissance.

Si le baron de Lüttichau ne voulait pas absolument faire les frais du deuxième orchestre, il faudrait composer un autre programme, et ce serait bien dommage !...

1. Le baron de Lüttichau, intendant du théâtre de la Cour de Dresde, s'est surtout rendu célèbre par ses différends avec Wagner. Reissiger, l'un des deux *Capellmeister*, est connu principalement, comme compositeur, par la valse intitulée *Dernière pensée de Weber*. Le second *Capellmeister* n'était autre que Richard Wagner, dont Berlioz avait précédemment fait la connaissance à Paris, et qui entrait en fonctions au moment où lui-même arrivait à Dresde.

## IX

### *A Chélard.*

Leipzig, 2 février [1843].

Mon cher Chélard,

Voulez-vous être assez bon pour aller à l'hôtel du Prince Héréditaire [1] réclamer un gilet assez beau que j'y ai certainement laissé puisqu'il ne s'est pas trouvé dans ma malle en arrivant ici. C'est celui que j'avais le jour du concert, il est d'une couleur assez foncée rougeâtre ; enfin on doit l'avoir trouvé dans ma chambre ; puis vous me l'enverrez par la voie la plus prompte (Leipzig, hôtel de Bavière). Je viens de Dresde où tout est arrangé. Je donne concert ici samedi, j'ai déjà fait une répétition, l'orchestre est admirable, excellent, et Mendelssohn aussi.

Je suis horriblement fatigué d'avoir fait soixante-dix lieues aujourd'hui en chemin de fer.

Mille amitiés.

Je vous écrirai plus convenablement après le concert.

Rappelez-moi au souvenir de madame Chélard et de toute votre famille.

A vous,

HECTOR BERLIOZ

*P.-S.* — Les yeux noirs [2] vous disent bien des choses.

## X

### *A Desmarest* [3].

Brunswick, 6 mars 1843.

Mon cher Desmarest,

Vous avez bien raison, j'aurais déjà dû vous écrire au moins une fois. C'est très mal, c'est même mal, je dirai plus, ce n'est

1. A Weimar.
2. C'est évidemment des yeux de Marie Recio qu'il s'agit. La même expression se retrouvera dans une autre lettre au même correspondant, du 3 avril suivant.
3. Violoncelliste à l'Opéra de Paris, ami dévoué de Berlioz.

pas bien ; mais enfin si ce qui n'est pas fait n'est pas fait, il y a à y revenir et j'y reviens. Morel et d'Ortigue ont dû vous donner des détails sur mes concerts de Stuttgart, Hechingen, Weimar, Leipzig et Dresde ; me voilà à Brunswick, parce qu'un retard de dix jours est survenu pour mes concerts de Berlin. Ils ont ici un excellentissime orchestre, en tête duquel sont les quatre frères Müller, dont vous avez entendu le miraculeux quatuor à Paris. Je viens de faire la première répétition, et ils ont été d'une chaleur applaudissante et trépignante toute française. Ils ont bien enlevé l'ouverture de *Benvenuto* et toute la symphonie d'*Harold* y compris le final ; mais quant au scherzo de *la Reine Mab*, qui figure aussi dans le programme, nous n'avons pu aller que par petits morceaux jusqu'à la fin. Demain, cela ira mieux, après-demain, mieux, et à la quatrième répétition, il ne manquera rien.

On m'a demandé, à Leipzig, trois morceaux pour un concert au bénéfice des pauvres, quatre jours avant mon départ ; j'ai donné l'offertoire du *Requiem* qui a eu les honneurs de la soirée, plus la mélodie *l'Absence* que vous avez et que j'ai instrumentée et *qu'on* a réellement très bien chantée [1], et l'ouverture du *Roi Lear*. Je vous assure que ces trois morceaux ont eu un fameux succès. Les journaux de Leipzig, pendant trois jours, ont demandé et redemandé l'offertoire et le *Requiem* tout entier, mais il a fallu partir. La presse allemande m'est extrêmement favorable, et les gens qui ont dit à Morel qu'elle ne disait pas un mot de moi n'ont pas lu les journaux de Dresde, de Leipzig, de Stuttgart, etc. ; il y a eu déjà trois articles seulement dans la *Gazette de Brockhaus*, qu'on reçoit à Paris, sans compter celle de Schumann et d'autres dont je ne sais pas les noms.

Vous avez bien fait de dire que j'acceptais, et voici un mot pour le comité de ***; vous ne me dites pas le titre de la société [2].

Tout à vous de cœur,

HECTOR BERLIOZ

1. « *On* », c'est mademoiselle Recio, peu habituée aux compliments sur son talent de cantatrice.

2. L'Association des Artistes musiciens, fondée par le baron Taylor en 1843. Le nom de Berlioz figure, chaque année, à la première page de l'annuaire, parmi ceux des fondateurs.

Mille choses aux amis de l'orchestre de l'Opéra ; notre orchestre des concerts du Conservatoire a partout en Allemagne une réputation formidable et tous ces bons Germains s'inclinent devant lui.

Si j'ai fait *le sacrifice des journaux de Paris*, je ne veux pas faire celui du plaisir de me rappeler au souvenir de mes amis, aussi je vous dis mille choses aimables et vous serre la main en camarade.

## XI

*A son père.*

Brunswick, 14 mars 1843.

Cher père,

Il y a un temps infini que je veux vous écrire et je ne sais quel instinct m'a fait attendre un grand succès, plus grand que tous les autres, pour vous l'annoncer. Je ne crois pas qu'il m'en soit réservé de pareil à celui que je viens d'obtenir ici. L'exécution d'abord a été merveilleuse et l'enthousiasme du public et des artistes a surpassé tout ce que je pouvais rêver On a couronné mes partitions de *Roméo* et du *Requiem* sur le théâtre, on a fait recommencer la *Marche des Pèlerins*, on a demandé *bis* aussi pour un morceau de *Roméo*, mais trop long et trop dangereux pour que j'aie pu consentir à le recommencer ; après le concert, l'orchestre est venu m'inviter à un grand souper qu'il m'offrait en société avec les principaux amateurs de la ville. La réunion était brillante ; on m'a de nouveau couvert de hourrras en chœur (selon l'usage de l'harmonieuse Allemagne), de vers, de vivats, de toasts, et de couronnes.

Le théâtre était plein et la recette a dépassé de 48 thalers la plus forte qu'on y ait encore faite. Mais les prix sont si modiques, et on ne peut sous aucun prétexte les hausser, qu'il ne m'est resté pour ma part (je partageais avec le directeur) que 750 francs. Le transport de ma musique me ruine, cela

pèse 500 livres [1], sans quoi mon voyage serait assez fructueux. Je vais demain à Hambourg, où l'on m'attend, et de là à Berlin où j'ai deux concerts annoncés sans frais et avec la moitié de la recette brute assurée. Ce voyage sera très important, j'ai à y voir le roi de Prusse pour lui offrir la dédicace de mon traité d'instrumentation. M. de Humboldt sera mon introducteur. Mais il va s'agir de concerts immenses, dont je redoute la fatigue. J'ai été tout à fait éreinté par ceux de Dresde, où l'on m'a aussi fêté et sérénadé. Un jour, je suis allé le matin à Leipzig de Dresde préparer mes deux concerts, et, repartant à une heure de l'après-midi, je suis revenu à Leipzig assister à celui de Mendelssohn, après avoir fait ainsi soixante-cinq lieues en quelques heures. Puissance des chemins de fer !

Il n'y a pour ainsi dire pas eu d'hiver en Allemagne cette année ; je n'ai vu de la neige qu'une fois, dans la Forêt Noire, en revenant de chez le prince d'Hechingen. Je souhaite que cette étrange température vous convienne, mais il y a partout en Allemagne un nombre immense de malades. J'ai payé mon tribut : maux de gorge, coliques, douleurs de tête obstinées, rien n'y a manqué et je suis à peine remis ; j'ai passé par les mains des médecins de Dresde, de Leipzig et de Brunswick.

Celle de mes sœurs qui m'écrira devra adresser sa lettre à Berlin poste restante, parce que je ne resterai à Hambourg que six ou sept jours.

Adieu, cher père, j'espère que ce *bulletin de la grande armée* vous donnera quelque joie, c'est en cela surtout qu'il a du prix pour moi.

Je vous embrasse de toute mon âme.

HECTOR BERLIOZ

Mille amitiés à Camille, qui est peut-être auprès de vous. Je pense que mes sœurs ne me feront pas attendre une réponse.

1. Sur ce détail d'ordre pratique, voir dans les *Mémoires* la deuxième lettre du *Voyage en Allemagne* : « L'une des grandes difficultés était dans les dépenses énormes de transport de ma musique... J'étais obligé de m'en faire suivre à grands frais presque partout en la plaçant dans les fourgons de la poste. » Et en note : « Il n'y avait pas alors la multitude de chemins de fer dont l'Allemagne est sillonnée aujourd'hui. »

## XII

*A sa sœur Adèle.*

Paris, 8 juin 1843.

Chère petite sœur,

Me pardonneras-tu de répondre si tard à ta charmante lettre que j'ai reçue à Berlin? J'espère que oui. J'ai été si occupé, si absorbé, si distrait, si tiré à quatre chevaux, si fêté ! ! ! Me voilà de retour, tous mes amis se félicitent de ce qu'ils veulent bien appeler ma tournée brillante en Allemagne. Je sais aussi que beaucoup de gens en enragent. Mais j'ai donné à mon père l'autre jour quelques détails là-dessus, qu'il t'aura communiqués sans doute.

Ta lettre m'a fait un bien grand plaisir ; comme tu écris, chère petite sœur ! comme je trouve mes lettres stupides auprès des tiennes si naïves et si pleines de cœur !...

Henriette m'a beaucoup et souvent parlé de son chagrin de ne pouvoir t'écrire en français; elle a été on ne peut plus sensible à ton offre de la recevoir chez toi à Saint-Chamond[1] pendant mon absence, et je t'en remercie pour ma part. Il me faut maintenant recommencer mes habitudes parisiennes, mes ennuyeux feuilletons, mes demi-critiques, corriger les épreuves de ceux de mes ouvrages qu'on publie, etc., en attendant la saison des grands concerts.

Mon oncle[2] était encore ici à mon arrivée, je l'ai vu pendant quatre ou cinq jours ; il rajeunit.

Je crois que Dufeuillant[3] est à Paris ; il est fâché contre moi à cause d'une lettre de lui à laquelle je n'ai pas répondu ; je ne puis aller le voir ne sachant pas son adresse ; je compte sur ton mari pour lui faire acepter pour excuse de mon silence l'agitation continuelle de ce voyage pendant lequel j'ai pu avoir bien naturellement une pareille distraction.

1. Résidence de la famille Suat.
2. Félix Marmion, frère de la mère d'Hector Berlioz.
3. Compatriote et ami d'enfance de Berlioz.

Tes enfants vont bien j'espère ; Henriette me parle souvent de ton tranquille et heureux ménage ; elle t'envie. Louis a bien grandi [1], il se propose de te faire juger de ses progrès en t'écrivant une belle lettre. Henriette recommence à s'attrister parce que j'ai reçu de la Société Philharmonique de Londres deux invitations pour y aller diriger un concert ; ce voyage n'est pourtant pas encore décidé, on n'a pas répondu à la lettre dans laquelle je faisais mes conditions musicales et financières [2].

Nous faisons l'un et l'autre mille amitiés à ton excellent mari, et nous embrassons tes petites filles et toi *par-dessus le marché.*

Adieu, chère sœur, crois à toute l'affection de ton frère.

HECTOR BERLIOZ

## XIII

*A l'éditeur Ricordi, à Milan.*

[Paris], 15 juin 1843.

Monsieur,

Aussitôt que votre lettre m'est parvenue, je suis allé chez mon éditeur Schonenberger pour m'informer de la cause du retard de l'envoi des épreuves de mon traité [3] ; il m'a expliqué que le premier paquet, ayant été mis à la diligence qui met neuf jours pour aller à Milan, n'a pu vous parvenir que le 12, c'est-à-dire que le lendemain du jour où vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Vous l'avez donc reçu maintenant ; les autres parties de l'ouvrage vous seront envoyées successivement. Quant au temps dont vous avez besoin pour la traduction et la publication, soyez sans inquiétude ; comptant sur votre activité, nous vous attendrons pour mettre en vente l'édition française ; veuillez seulement, quand vous pourrez

1. Le fils de Berlioz et d'Henriette Smithson était, à la date de cette lettre, près d'atteindre sa septième année.

2. Ce projet n'eut pas de suite ; ce ne fut que quatre ans plus tard que Berlioz alla diriger des concerts à Londres.

3. Le *Traité d'instrumentation* : v. ci-après lettres du 23 décembre et suivantes.

la connaître avec certitude, me faire connaître l'époque où vous serez prêt.

Permettez-moi maintenant, monsieur, puisque cette circonstance nous a mis en relation, de vous demander un service.

Je désire depuis longtemps pouvoir faire entendre en Italie quelques-uns de mes ouvrages ; mais je ne voudrais tenter cette expérience qu'avec la probabilité d'obtenir un beau résultat.

Ce qui serait beau et digne d'un pareil voyage exige un grand déploiement de forces musicales ; il s'agirait de monter au moins *deux grands festivals* au théâtre de la Scala, à l'époque qui paraîtrait la plus convenable, avec quatre ou cinq cents exécutants. J'y ferais entendre surtout des fragments de mon *Requiem*, ma grande *Symphonie funèbre et triomphale* pour deux orchestres et chœurs, et ma symphonie à trois chœurs de *Roméo et Juliette*. Veuillez me rendre le service de soumettre cette idée au directeur du théâtre de la Scala et, d'après ce qu'il répondra, lui demander quels arrangements il croirait pouvoir me proposer. C'est une entreprise qui peut avoir du succès, en ayant soin, pour la première soirée surtout, de ne pas offrir au public milanais des compositions trop en dehors de ses habitudes et de choisir celles dont l'effet est à peu près sûr. Je crois que les ressources vocales et instrumentales ne manqueraient pas, grâce au Conservatoire et aux musiques militaires, qu'on réunirait aux moyens que possède le théâtre. Je vous serai très obligé de vouloir bien m'écrire le plus tôt possible à ce sujet, afin que je puisse prévoir et régler d'avance les voyages que j'ai l'intention d'entreprendre. Les six mois que je viens de passer en Allemagne, où j'ai donné dix-huit concerts, m'ont donné assez d'expérience de l'organisation de ces grandes réunions musicales pour que je puisse rassurer le directeur de Milan sur le temps que les études demanderaient : quatre ou cinq répétitions au plus seront nécessaires, *si je suis le maître de les diriger sans obstacles* [1].

En attendant votre réponse, recevez mes excuses pour la démarche que j'ose solliciter de vous et l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

HECTOR BERLIOZ

1. Berlioz n'a jamais donné de concerts en Italie.

## XIV

### *A Lipinski.*

Paris, 14 septembre [1843].

Mon cher Lipinski,

Vous voyez d'abord que je ne vous dis pas *monsieur*. Non ! Pas de ces termes entre nous ! Les amis s'écrivent-ils avec tant de cérémonie?... Je n'ai pas besoin de vous dire combien de fois j'ai cité votre nom ici, devant les artistes dignes de l'entendre prononcer. C'est un bonheur pour moi de raconter à chacun l'accueil que vous m'avez fait ! Je ne l'oublierai jamais. Pourquoi n'êtes-vous pas libre de venir en France? Ne fût-ce que pour quinze jours !... Vous avez eu connaissance, je suppose, de la suite de mon voyage en Allemagne et du résultat de mes concerts à Brunswick, Hambourg, Berlin, Hanovre, Darmstadt. Au reste, si vous aviez encore à apprendre là-dessus, mes *Lettres sur l'Allemagne*, dans le *Journal des Débats*, ne vous laisseraient rien ignorer. La cinquième (sur Dresde) a paru mardi dernier (12 septembre).

Je n'ai rien pu faire encore ici, musicalement parlant, depuis mon retour. Ce n'est pas la saison des concerts. On m'a pourtant chargé de diriger le festival qui aura lieu le mois prochain à l'Opéra, au bénéfice d'une société de musiciens. J'espère que tout marchera bien, malgré mes inquiétudes. Habeneck est allé faire un voyage dans le midi de la France pour organiser une fête de la même nature.

Vous verrez, en lisant ma lettre sur Dresde, que je n'ai pas voulu laisser subsister le soupçon que vous aviez fait naître au sujet de Wagner [1].

Votre fils est-il toujours auprès de vous? En tout cas, rappelez-moi, je vous prie, à son bon souvenir. Mille amitiés

1. Déjà des propos répandus sur la conduite de Wagner à l'égard de Berlioz?... Cependant la lettre sur Dresde, imprimée dans les *Débats*, contenait ces mots, qui semblaient vouloir écarter toute idée de désaccord : « Wagner m'a assisté dans mes répétitions avec zèle et de très bon cœur. »

à monsieur et à madame Schubert qui ont été si gracieusement obligeants pour moi. Si vous en trouvez l'occasion, n'oubliez pas non plus de présenter mes salutations à M. le baron de Lüttichau.

Je voudrais bien que vous eussiez le temps de m'écrire avec détails ce qu'on fait à Dresde, au théâtre et ailleurs, en m'informant franchement *de l'état des idées musicales*, si on a des idées... Ici, à Paris, nous n'en avons pas. Rossini boude dans son coin ; il va retourner manger et dormir à Bologne ; Spontini se tourmente, il croit que tout le monde conspire contre lui ; Meyer-Beer ne vient pas et annonce toujours son arrivée ; Donizetti écrit du matin au soir ; Auber se promène à cheval ; Halévy est fort triste ; et je ne suis pas gai.

Adieu, mon cher bon ami, excusez le décousu de cette lettre, je n'ai que le temps de la fermer sans la relire.

Votre tout dévoué,

HECTOR BERLIOZ

*P.-S.* — Voulez-vous présenter mes hommages à madame Lipinski et à mesdemoiselles vos filles? Mademoiselle Recio a débuté avec beaucoup de succès à l'Opéra-Comique ; elle vous dira cela elle-même [1].

## XV

*Au docteur Burke, à Dresde* [2].

Paris, 14 septembre [1843].

Mon cher monsieur Burke,

J'apprends que vous êtes à Dresde par un de mes compatriotes qui y retourne demain. Je ne puis résister au plaisir de

1. Ce début de Marie Recio à l'Opéra-Comique a passé presque inaperçu. Il eut lieu le 18 août 1843. Seul des journaux de musique, *la France musicale* annonce, le 20 : « Mademoiselle Recio a débuté vendredi dans le rôle d'Henriette de *l'Ambassadrice*. Réussite. » Elle rectifie dans le numéro suivant, disant que le rôle était celui de Charlotte, et conclut par ce mot laconique : « Nous n'y reviendrons pas. » Ni la *Gazette musicale*, ni *le Ménestrel*, non plus que les *Débats*, ne soufflent mot de ce début, resté sans lendemain.

2. Joseph Burke, Irlandais de naissance, étudia la musique au Conservatoire de Paris, le droit en Allemagne, et alla se fixer plus tard en Amérique.

vous dire, en quelques lignes, combien votre souvenir m'est demeuré cher, et le bonheur que j'éprouverais à continuer avec vous des relations qui, à Weimar, me furent si agréables. Il y a je ne sais quoi dans les qualités de votre esprit, je dirais même de votre âme, qui m'est extraordinairement sympathique, et, dès le premier jour où je vous ai vu, j'ai senti un vif désir d'être compté parmi vos amis.

Si j'étais libre, je retournerais en Allemagne et je ne tarderais pas à vous rencontrer. Malheureusement, je deviens de plus en plus comme Gulliver à Lilliput ; des milliers de liens imperceptibles s'unissent pour me retenir à la même place ; je souffre par défaut d'air et d'espace, et je ne puis pas même composer !... Non, quelque étrange que cela paraisse, il est trop vrai que je n'ai pas le temps d'être musicien ; il faut gaspiller toutes mes heures et travailler pour vivre, parce que la musique ne rapporte rien que longtemps après qu'elle est faite... Mais assez parler de moi.

On m'assure que votre santé s'est améliorée ; j'en suis enchanté ; vous me paraissiez si souffrant à Weimar.

Voulez-vous être assez bon pour m'excuser auprès de M. de Suzor, que vous connaissez, de l'insuccès de mes démarches auprès de M. Bertin [1] ; il m'a été impossible d'obtenir ce que M. de Suzor désirait et ce que je désirais moi-même.

Adieu ; si vous voulez me répondre quelques lignes vous me rendrez bien heureux ; en ce cas, apprenez-moi où je pourrais vous écrire quand vous aurez quitté Dresde, car notre correspondance ne devra pas s'arrêter là.

Votre bien dévoué,

HECTOR BERLIOZ

## XVI

### *A sa sœur Adèle.*

Paris, 30 septembre [1843].

Chère petite sœur,

Il y a bien longtemps que tu me tenais rigueur et ta lettre m'a presque surpris ; je commençais à croire que tu nous oubliais tout à fait.

1. Directeur du *Journal des Débats*.

Ne sois pas fâchée, va ! ce n'est pas un reproche sérieux que je t'adresse. Je sais bien que les mille soins de ton intérieur ne te laissent pas beaucoup de loisir pour écrire et que les nouvelles de Saint-Chamond ne sont pas assez intéressantes pour que tu puisses laisser courir ta plume à me les conter.

La seule et triste nouvelle que tu me donnes n'en était déjà plus une pour moi ; Nanci venait de m'informer de la mort de notre oncle [1].

Je m'y attendais, au reste, chaque jour ; l'état dans lequel il se trouvait à son départ de Paris justifiait assez mes prévisions. Je crains que mon père n'ait été très frappé de cette mort qu'il ignorait encore au moment où Nanci m'a écrit.

Je te remercie des gentillesses que tu me dis au sujet de mon *Voyage musical en Allemagne* [2].

Ces lettres ont en effet un grand succès en France et *six différentes* traductions allemandes les popularisent au delà du Rhin. Il y en aura une d'une tournure assez étrange demain [3]. J'ai reçu force compliments, et remerciements à leur sujet de Darmstadt, de Stuttgart, de Cologne, etc. J'espère maintenant trouver un libraire qui publiera *deux* volumes : *ces lettres*, le *Voyage musical en Italie* qui a déjà paru dans *l'Italie pittoresque*, et *deux nouvelles* imprimées il y a quatre ans dans la *Gazette musicale* [4].

Cela n'amuse pas beaucoup Janin, qui, malicieusement complimenteur, dit maintenant à qui veut l'entendre que j'étais né pour faire des feuilletons et non pour écrire de la musique.

Henriette est très sensible à ton bon souvenir, elle n'a garde de t'oublier.

Tu ne me dis rien de ton mari ; que fait-il? que compte-t-il faire? resterez-vous toujours à Saint-Chamond, ou réalisera-

1. Auguste Berlioz, médecin à Grenoble.

2. Le *Journal des Débats* avait commencé la publication de ces lettres de voyage en août 1843 ; il la continua jusqu'en novembre.

3. Vraisemblablement la sixième lettre (Brunswick, Hambourg), à Henri Heine, parue, non le lendemain du 30 septembre, mais une semaine après, le 8 octobre.

4. Cet ouvrage parut en effet en 1844, sous le titre de *Voyage musical en Allemagne et en Italie* ; 2 vol. in-8°. Labitte.

t-il son ancien projet d'acheter une autre étude? Je n'ai pas vu Dufeuillant depuis longtemps ; il est fâché contre moi, je le crains, parce que je ne lui ai pas rendu ses dernières visites. Mais franchement je n'ai pas trop le temps de songer à ces exigences de politesse et il devrait m'en exempter. Nous ne sommes pas en cérémonie. S'il en était ainsi avec mes autres amis, je n'en conserverais pas un.

Il y a plus d'un an et demi que je n'ai vu Robert[1]. Louis est en pension, il sort tous les dimanches ; il grandit, il se forme.

Adieu, chère bonne petite sœur, embrasse bien pour moi tes jolies filles et ton mari.

Tout à toi,

HECTOR BERLIOZ

## XVII

### *A Théophile Gautier.*

[Paris, novembre 1843.]

Mon cher Thé (les autres disent : Théo ; je supprime l'o et ne garde que le thé), première bêtise !

Je donne un concert, deuxième bêtise !

Faites maintenant la troisième de l'annoncer, pour engager le public à faire la quatrième, la plus grosse de toutes, celle d'y venir !

Vous pourrez, dans votre feuilleton, blaguer à mort sur mon voyage d'Allemagne, puis dire que dimanche 19, au Conservatoire, il y aura Duprez, Massol, madame Gras-Dorus, chantant un grand trio de ma façon[2]. Duprez chantera *l'Absence* de M. Théophile Gautier, un poète de grande espérance

1. Cousin de Berlioz et son camarade d'études lorsqu'il suivait les cours de la Faculté de Médecine.

2. Le trio du premier acte de *Benvenuto Cellini*.

(avec orchestre). J'ai instrumenté ce morceau à Dresde, on ne l'a pas encore entendu à Paris. Il y aura un solo de violon exécuté par Alard [1]. Puis l'ouverture du *Roi Lear*, la symphonie de *Harold*, le scherzo de *la Reine Mab*, et le final de la *Symphonie funèbre* (l'Apothéose), avec les deux orchestres.

Il faut aussi que je prie le jeune poète de grande espérance de venir à la répétition de samedi, s'il en a le temps, tellement je suis impatient de lui faire entendre le chant de *l'Absence*, ainsi rendu par l'orchestre et Duprez.

Adieu. Mille amitiés.

HECTOR BERLIOZ

## XVIII

### *A Meyerbeer.*

[Paris], 23 décembre 1843.

Cher maître,

Voici l'exemplaire destiné à l'Académie de Berlin avec une lettre de présentation de l'ouvrage [2]. J'en ajoute un autre que je vous prie de bien vouloir accepter. C'est une dette que j'acquitte, vos œuvres m'ayant fourni tant de beaux exemples dont j'ai profité de toutes manières [3].

L'exemplaire du Roi vous sera remis par M. Lard, qui s'en est chargé.

Mille amitiés, compliments et remerciements.

H. BERLIOZ

1. Delphin Alard, violoniste renommé.

2. Le *Traité d'instrumentation et d'orchestration modernes* de Berlioz, dédié au roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, parut au commencement de 1844.

3. Il ne faudrait pas tirer de conclusions excessives de ce compliment : les « beaux exemples » dont Berlioz a « profité » sont simplement des fragments de *Robert le Diable* et des *Huguenots* insérés dans le traité comme « exemples » d'écriture orchestrale.

## XIX

*A Spontini* [1].

Cher maître,

Voilà enfin le traité; je prends la liberté de vous offrir cet exemplaire sans être relié, parce que je serais obligé de vous le faire attendre au moins quinze jours encore.

Soyez assez bon pour le lire et lui prêter l'appui de votre nom par quelques lignes d'appréciation telles que vous savez les écrire. Vous obligerez infiniment votre bien dévoué,

H. BERLIOZ

*P.-S.* — Madame Spontini a beaucoup à se plaindre de moi, mais j'ai eu beau chercher le manuscrit qu'elle m'avait envoyé, impossible de le retrouver.

## XX

*A sa sœur Adèle.*

[Paris], 31 décembre 1843.

Chère sœur,

Il y a bien longtemps que je suis coupable d'un silence inaccoutumé à ton égard ; voilà ce que c'est que d'être bonne et indulgente, je sais que tu me pardonneras et cela me fait persévérer dans ma faute. Je veux faire amende honorable aujourd'hui pourtant, non pas à cause du jour de l'an, je te prie de le croire, mais parce que j'ai un peu plus de temps qu'à l'ordinaire et que je ne saurais mieux en profiter.

1. Cette lettre a été reliée dans l'exemplaire du traité dont elle annonce l'envoi, et qui porte sur la feuille de garde cette dédicace :

*A Monsieur G. Spontini.*
*Hommage de l'un de ses plus sincères admirateurs.*
H. BERLIOZ

Nanci m'a dernièrement donné des nouvelles de toi et de toute ton heureuse famille, et je sais que tu es plus contente et plus calme que jamais

Il faut en remercier ton mari.

Je ne vois pas depuis longtemps ton ami Dufeuillant, je crois qu'il est fâché contre moi pour une visite que je ne lui ai pas rendue et une lettre à laquelle je n'ai pas répondu pendant mon voyage d'Allemagne...

A propos de ce voyage j'ai enfin trouvé un libraire qui va m'imprimer mes deux volumes ; l'un contiendra les lettres dont une paraîtra encore ces jours-ci, et l'autre le voyage en Italie considérablement augmenté, et deux ou trois *nouvelles*. Je t'enverrai cela dans quelques mois.

Tu as pu voir le succès, *unanime* cette fois, de mon concert ; c'était vraiment très beau. Je vais essayer d'en organiser un autre dans la salle de Herz, puisqu'on ne peut plus avoir le Conservatoire [1].

Louis grandit et se développe d'une manière très satisfaisante ; le maître de sa pension compte qu'il lui fera honneur.

Henriette a été malade ; elle va bien maintenant, mais son moral est toujours pire, son agitation et ses jalousies passent toute croyance.

J'ai besoin je t'assure d'une immense dose de patience. Ne me parle pas de cela quand tu me répondras.

Il paraît que tes filles sont charmantes !...

Je croyais faire encore un voyage, mais il n'y a pas moyen, et je crois que je vais rester tranquille quelque temps.

Adieu, chère bonne petite sœur, mille amitiés à Suat et autant de caresses à tes petites idoles.

A toi,

H. BERLIOZ

1. Berlioz dit dans ses *Mémoires* : « La coterie du Conservatoire a trouvé le moyen de me faire interdire l'accès de la salle, et M. le Ministre de l'Intérieur est un jour venu, à une distribution des prix, déclarer que cette salle était la propriété exclusive de la Société du Conservatoire et qu'elle ne serait désormais plus prêtée à personne pour y donner des concerts. Or, *personne*, c'était moi. » Le concert du 19 novembre 1843 fut en effet le dernier qu'il ait été autorisé à donner dans la salle du Conservatoire.

## XXI

*A Théophile Gautier.*

[Paris, mai 1844.]

Mon cher Théophile,

Voulez-vous être assez bon pour dire, en parlant de Liszt dans votre feuilleton, qu'il se fera entendre *encore une fois* avant son départ, au concert que je donne samedi 4 au Théâtre Italien. Il jouera le *Concerto* de Weber avec orchestre, ses *Airs hongrois*, sa fantaisie sur *Don Juan*, et, *seul*, la scène *du Bal* de ma *Symphonie Fantastique*, immédiatement après que l'orchestre l'aura exécutée.

Pour le reste du programme, il se compose de ma symphonie *Harold* entière, du *Carnaval romain*, de l'ouverture de *Waverley*, et trois morceaux : italien et allemands, chantés par mademoiselle Anna Zerr, première cantatrice du théâtre de Carlsruhe, dont le talent est fort remarquable.

Arrangez-moi cela, chouettement, n'est-ce pas?

Mille amitiés,

H. BERLIOZ

## XXII

*A Auguste Barbier.*

[Paris], 14 juin [1844].

Mon cher poète,

J'ai enfin trouvé la musique de votre hymne magnifique à la France, et vous êtes depuis hier affiché sur tous les murs

de Paris [1]. Je crois que ce sera assez grand et assez simple de forme pour supporter tant bien que mal le poids écrasant du parallèle qu'on ne pourra manquer d'établir entre vos vers et ma musique. J'ai fait de mon mieux. Quant à l'exécution elle sera assez grandiose ; il y aura (pour l'*Hymne à la France*) cinq ou six cents voix et quatre cents instruments.

La dernière stophe surtout est orchestrée monumentalement.

Venez donc me voir un matin avant 10 heures, nous causerons.

Mille amitiés.

H. BERLIOZ

## XXIII

*A son père.*

[Paris], 19 août 1844.

Chère père,

Vous ne devez rien comprendre au silence que j'ai gardé depuis la grande affaire festivalesque... je n'ai écrit que six lignes à mon oncle, pendant que je prenais un bain au sortir de cette bataille. C'est un immense succès pour moi, dont vous n'avez probablement pas une idée, à cause des journaux que vous recevez, *le Siècle* et la *Revue des Deux Mondes* ; si vous voulez prendre la peine de lire les autres, non ennemis, je vous les enverrai. Je croyais avoir fait ainsi une magnifique affaire d'argent puisque mon concert du premier jour a produit *trente-sept mille francs* ! Nous comptions que le concert-bal à bas prix dirigé par Strauss, le second jour, attirerait la foule,

1. L'*Hymne à la France* de Berlioz, sur des vers d'Auguste Barbier, fut exécuté pour la première fois au Festival de l'Industrie, organisé par Berlioz, qui eut lieu au Palais de l'Industrie, le 1er août 1844. Sur ce festival, voir la lettre ci-après.

la classe moyenne, le peuple... il n'en a rien été... J'ai eu la satisfaction (assez désagréable cependant) de voir que la musique populacière n'a plus d'auditeurs; Strauss n'a fait que deux mille six cents francs de recette, et comme nous étions associés, il a fallu payer les frais du second jour sur la recette du premier. Puis, comme les artistes sont (*en France*) de véritables serfs taillables et corvéables, l'administration des Hospices est venue nous prendre un impôt de *cinq mille* francs, et M. Delessert, le préfet de Police, m'ayant envoyé une véritable armée de gardes municipaux, de sergents de ville, etc., pour maintenir l'ordre, m'a fait allouer à ces messieurs la modeste somme de *douze cent trente et un* francs. Tellement qu'après avoir payé tout ce peuple d'exécutants, d'imprimeurs, de copistes, de graveurs, de charpentiers, de marchands de bois, de zinc, de toiles, de meubles, etc., il me reste, de cette monstrueuse recette, le bénéfice net de *huit cent soixante* francs... MM. les ministres ont assité aux répétitions et au concert, ont écrit de belles lettres et payé leurs places comme de simples bourgeois : l'un 40 francs pour quatre places, l'autre 150 francs pour quinze. Mais les ministres n'ont pas plus d'argent que la ville de Paris, qui ne peut payer elle-même ses agents et nous les impose en nombre exorbitant.

Vous voyez si j'ai tort de dire que les artistes, en France, sont des serfs. Nous payons la dîme. J'ai été imposé pour mon compte, cette année, à l'occasion de mes cinq concerts, de près de neuf mille cinq cents francs. Telle est la liberté dont nous jouissons. Telle est la belle récompense que j'ai reçue du pouvoir, pour avoir joué ma vie et donné à Paris la plus grande fête musicale qui ait jamais eu lieu en Europe. Mais c'est déjà beaucoup qu'on m'ait laissé faire ; j'en ai douté jusqu'au dernier moment.

C'était, je vous jure, un curieux spectacle, à part l'intérêt musical ! Cet enthousiasme de huit mille auditeurs... ce silence profond pendant les morceaux ; ces cris, ces hourras après ; tous les hommes debout, le chapeau en l'air, redemandant la dernière strophe de mon *Hymne à la France*. Il y a eu un instant terrible (politico-musical), c'est celui où le refrain du chant d'Halévy : « Jamais en France, jamais l'Anglais ne

règnera » a été entonné ; on eût dit une émeute, c'était un cri de guerre, c'était le premier grondement d'une révolution européenne.

Le concert fini, j'étais à demi mort, on peut s'en douter ; on m'a apporté linge et flanelle, puis on m'a construit sur l'estrade, au milieu de l'orchestre, une petite chambre *avec des harpes recouvertes de leurs chemises* et j'ai changé de tout avant de sortir. J'avais été saigné largement quelques jours auparavant, et je sentais ma poitrine se reprendre !

Je vais un peu mieux depuis quelques jours, mais j'étais réellement exténué et je toussais d'une horrible manière. Amussat [1] m'assure qu'il ne s'agit que d'obtenir un repos complet... mais on ne vend pas plus au marché le repos que le *dormir*, le *loisir* et *l'oubli*.

Cependant je compte partir dans quelques jours pour Bade [2] où je tâcherai de ne rien faire de fatigant.

Adieu, cher père, mes sœurs me donneront de vos nouvelles ; je sais que vous éprouvez à écrire une fatigue trop grande et je n'ose vous demander quelques lignes.

Votre affectionné fils,

H. BERLIOZ

*P.-S.* — Louis vous embrasse tendrement ; il grandit ; il vient d'avoir deux prix à la pension.

Je vais vous envoyer les deux volumes qui vont paraître contenant mon voyage musical en Allemagne et en Italie, dont vous connaissez seulement des fragments publiés dans diverses revues et dans les journaux ; c'est à peu près complet maintenant.

1. Médecin dont Berlioz a suivi les cours lorsqu'il était étudiant en médecine et auquel il conserva toujours un grand attachement.

2. C'est pour Nice qu'il partit. Pour l'ensemble des renseignements contenus dans cette lettre, il est facile d'en constater l'identité avec ceux que rapporte le chapitre des *Mémoires* consacré au même sujet.

## XXIV

### *A Cuvillier-Fleury.*

[Paris], dimanche 23 mars [1845].

Je ne sais comment vous remercier [1]; je n'essaierai donc pas de le faire. Tout ce que je puis vous dire, c'est que si vous avez voulu me donner une joie excessive et me faire rire de moi-même à gorge déployée, en sentant par-ci par-là quelque larme honteuse poindre dans le coin de mes yeux, vous avez complètement réussi. Malheureusement, vous me traitez en homme de lettres. Votre magnifique article va donner à bien des gens l'envie de parcourir mon livre, et alors combien de désappointements !...

Mille amitiés sincères et dévouées.

HECTOR BERLIOZ

## XXV

### *A Liszt.*

[Paris], 17 mai [1845].

Mon cher Liszt,

Je n'ai pas voulu te répondre avant d'avoir fait ce que tu désirais ; cela paraîtra probablement demain, je l'ai envoyé à l'imprimeur hier [2].

Je serais ravi de pouvoir aller diriger mon *Requiem* à Bonn,

1. Allusion au compte rendu consacré par Cuvillier-Fleury, dans le *Journal des Débats*, au livre de Berlioz : *Voyage musical en Allemagne et en Italie.*

2. Une partie du feuilleton de Berlioz dans le *Journal des Débats* du 17 mai 1845 est consacrée à Liszt. Celui-ci faisait alors une tournée de concerts dans le midi de la France.

ainsi que tu me le proposes[1]; mais je ne sais rien de ce qu'on veut faire dans cette cérémonie, des moyens dont on disposera, de la liberté qui te sera laissée pour arranger le programme, de l'époque où commenceront les répétitions, etc., sur tout cela je suis ignorant comme un Bédouin. Es-tu le maître absolu? es-tu l'ordonnateur de la fête musicale? Je n'ai reçu aucun avis et pas la moindre invitation.

Les parties séparées de mon *Requiem* ne sont pas gravées et la copie coûterait une somme énorme ; elle a coûté au ministre de l'Intérieur près de six mille francs pour la cérémonie des Invalides.

Si tu es le maître, il vaudrait donc mieux essayer d'obtenir du comité une indemnité convenable pour mon voyage; alors on me prêterait encore une fois cette musique, je l'apporterais à Bonn et elle ne coûterait rien. Quant à monter une pareille partition, avec tous ses rouages compliqués, *sans moi*, cela m'effraie horriblement.

D'un autre côté, je ne puis faire la dépense d'un semblable voyage et du séjour qu'il nécessitera en Allemagne, dans ce moment-ci surtout où je cherche les moyens d'aller l'hiver prochain en Russie.

Cependant c'eût été beau ; il me semble que nous devrions être ensemble à cette cérémonie, et l'honneur de chanter le *Requiem* de Beethoven me paraît le plus haut auquel un com-

1. Liszt, qui avait eu une grande part d'initiative à la souscription pour le monument érigé à Beethoven dans sa ville natale, dont l'inauguration donna lieu à de grandes fêtes musicales, les 10, 11 et 12 août 1845, avait eu la généreuse pensée d'associer le grand symphoniste français à cet hommage par l'exécution de son *Requiem* ; mais ce projet ne put pas être réalisé. Le compte rendu que Berlioz écrivit de ces trois journées (reproduit dans ses *Soirées de l'orchestre*) indique clairement qu'il n'eût pas été possible d'obtenir une exécution satisfaisante de sa grande œuvre avec les médiocres ressources musicales dont avaient cru pouvoir se contenter les organisateurs de la solennité. D'autres relations de ces fêtes qui auraient dû être si belles montrent qu'en outre, d'assez graves maladresses furent commises par les comités d'initiative, et que même, à certains moments, de véritables manifestations d'hostilité furent provoquées, par les habitants de cette province de la Prusse rhénane et leurs invités, contre les Français qui étaient venus apporter leur hommage à Beethoven, et avaient applaudi la veille à son sublime chant fraternel : *Alle Menschen werden Brüder*. Berlioz le laisse entendre discrètement dans son compte rendu ; Léon Kreutzer le confirme en termes explicites dans ses deux articles de la *Revue et Gazette musicale* (17 août et 7 septembre 1845).

positeur puisse prétendre. Sans les *quatre expériences* que nous avons encore faites dernièrement, dans mes concerts du Cirque, de la puissance de cette œuvre, je tremblerais... mais j'ai confiance. C'est très difficile, il faut des choristes surtout bien exercés et un attirail instrumental qu'on ne trouve pas aisément. Pense à tout cela et fais ce que tu pourras. S'il y a le moindre doute à avoir il vaut mieux que je m'abstienne.

Ciabatta m'a parlé avec admiration de ta cantate et j'en ai glissé un mot sur la foi de son dire dans mon feuilleton. Tu aurais dû me donner là-dessus quelques détails.

Adieu, écris-moi dès que tu le pourras et que tu sauras quelque chose de positif.

Mille millions d'amitiés.

H. BERLIOZ

[Adresse] : *M. Belloni, secrétaire, pour faire parvenir à M. Liszt, 5, rue Neuve-Saint-Georges.*

*(A suivre.)*

# LES ZEMSTVOS

## A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Les graves nouvelles qui nous viennent de la Russie ont attiré de nouveau l'attention sur l'Union des Zemstvos et l'Union des Villes. Récemment, au plus fort de la crise (9/21 décembre 1916), voyant leurs assemblées dissoutes par la police et la force armée, elles ont eu l'impérissable honneur de donner, suivant l'heureuse expression de Paul Milioukow, « un avertissement politique d'une haute portée ». Chacun de nous se souvient d'avoir entendu, l'an dernier, nos hôtes russes, nous apportant le salut du Conseil de l'Empire et de la Douma, louer l'œuvre remarquable accomplie par elles pour reconstituer les forces du pays. Cette œuvre, qu'elles ont poursuivie avec une énergie indomptable, à travers les mille obstacles semés sous leurs pas par l'ancien régime, méritait d'être retracée dans ses grandes lignes.

Sans doute, leur organisation peut nous étonner. Imaginerions-nous chacun de nos conseils généraux nommant deux délégués [1], puis, ces délégués, réunis en congrès, élisant un comité principal de dix membres, qui étend sur tout le pays un réseau de comités locaux, choisis par les assemblées elles-mêmes, comités de départements et d'arrondissements,

1. L'un représente l'Assemblée, l'autre, l'*Ouprava*, c'est-à-dire l'administration autonome, issue de cette assemblée.

qui organise les services les plus variés et les plus complexes, porte secours aux soldats malades et blessés, indépendamment de la Croix-Rouge, bien qu'agissant sous son drapeau, mobilise la petite industrie et fonde des usines, pour pourvoir l'armée, finit même par intervenir dans la direction de la vie économique? Imaginerions-nous les conseils municipaux des villes se groupant suivant ce modèle, pour poursuivre à peu près les mêmes buts, et les deux Unions travaillant ensemble, le plus souvent même, créant des œuvres communes, qui touchent aux intérêts essentiels de la nation ?

Aurions-nous cru que le libre accord des volontés, en dehors des cadres administratifs, eût pu produire un organisme aussi puissant? Que la haute bourgeoisie, maîtresse des Municipalités, que la noblesse terrienne, maîtresse de la plupart des Zemstvos, grâce au vote par curie, se fussent si heureusement dégagées des barrières censitaires, pour faire appel à tous les dévouements, même aux plus modestes, aux intellectuels, aux fabricants, aux paysans, aux représentants des diverses organisations sociales, et qu'elles eussent pu créer ainsi une œuvre de solidarité si souple, si large et si vivante, que nos démocraties en pourront tirer de très précieuses leçons? Et n'est-ce pas un spectacle édifiant que de voir ces deux groupes de corps élus, souvent dirigés par les mêmes hommes politiques, nettement séparés pourtant par les collèges qui les nomment, par les intérêts qu'ils représentent, par les problèmes qu'ils discutent, par les agents qu'ils emploient, de les voir travailler solidairement, tout en restant indépendants, pour utiliser plus largement les ressources les plus diverses du pays, pour puiser plus de force en pénétrant dans les différentes couches sociales, pour remplir, chacun selon ses moyens, une mission commune, « celle d'attirer dans un service chargé d'aider l'armée tous les éléments que l'armée n'a pas appelés dans ses rangs ».

L'Union des Zemstvos dispose de plus de ressources, d'un personnel plus nombreux, pourvoit à plus de besoins. Nous examinerons tout particulièrement son œuvre, mais sans oublier les 464 cités qui, des régions les plus lointaines, de Finlande, de Sibérie, du Turkestan ou du Caucase, envoient

des hommes et des crédits pour entretenir près de 100 000 lits dans les hôpitaux, 25 détachements sanitaires sur le front, sans oublier les tâches spéciales que la guerre leur impose avec plus d'urgence et que l'Union leur facilite par ses informations, ses recherches méthodiques : assainir les villes, assurer les soins médicaux à la population, lutter contre la cherté de la vie.

***

Comment les Zemstvos ont-ils songé à s'unir? Chargés des intérêts les plus graves et les plus complexes, obligés d'organiser l'instruction et le service médical, de soutenir l'agriculture, le commerce et l'industrie, de construire et d'entretenir les chemins, ils éprouvaient déjà, avant la guerre, le besoin de s'entendre et de se grouper. N'avaient-ils pas avantage à acheter en commun les machines agricoles qu'ils vendent à crédit, les matières premières qu'ils fournissent à l'industrie locale, les approvisionnements qu'ils doivent tenir en réserve, à examiner ensemble le fonctionnement et la législation des assurances, à comparer les rapports de leurs agronomes ou de leurs statisticiens. Placés « aux racines de la vie », ne devaient-ils pas un jour faire la synthèse de leurs travaux, élaborer un plan économique? Ainsi, le caractère pratique de leurs fonctions les préparait à l'action collective. Ils devaient s'unir, comme feraient les conseils de grandes sociétés, appelés, dans des régions différentes, à prendre l'initiative des mêmes mesures, au nom des mêmes intérêts. Ne les nomme-t-on pas en effet « établissements de la Société », en les opposant aux établissements de l'État? Chacun d'eux ne passait-il pas, au moins jusqu'à ces derniers temps, pour le simple organe de la société locale, administrant ses propres affaires et pourvoyant à ses propres besoins, au même titre qu'une association privée, obligatoire et contrôlée par le Pouvoir? Ainsi qu'aux associations privées, ne leur fallait-il pas des congrès périodiques, un comité permanent? La guerre, en leur créant de nouveaux devoirs, leur a donné cette force.

Moscou prit l'initiative. Le 25 juillet/7 août, l'Administration autonome (Ouprava) propose à l'Assemblée de grou-

per les Zemstvos de toute la Russie pour secourir les soldats malades et blessés. Le 30 juillet/12 août, dix jours après la déclaration de guerre, les délégués, réunis, traçaient à grands traits le schéma de l'Union. Enfin, le 12/25 août, sur le rapport du ministre de l'Intérieur, l'empereur donnait son consentement.

L'entreprise n'était pas nouvelle. Déjà, en 1904, les armées de Mandchourie les avaient vus à l'œuvre. Ils ne dépassèrent point alors les limites de leurs fonctions sanitaires. Mais aujourd'hui qu'une guerre nationale a remué les couches les plus profondes de la terre russe et tendu tous les ressorts de la Société, appelé les assemblées élues à pourvoir l'armée, à soutenir l'arrière, l'Union devait coordonner leurs efforts, se faire le centre de cette action collective.

Dans l'enthousiasme de la première heure, on ne songea point à l'enfermer dans les cadres rigides d'un programme élaboré à loisir. On s'en remit à l'avenir, à l'expérience pour le détail de son organisation. Cette largeur de vue fit sa fortune, lui permit de s'adapter à tous les besoins, d'élargir indéfiniment son œuvre. Entraînée par un magnifique élan patriotique, conduite par l'activité inlassable, par la puissante intelligence et la haute autorité de l'homme d'État en qui la Russie nouvelle a reconnu son chef, par le prince G. E. Lvov, elle ne pouvait tarder à s'ouvrir la plus brillante carrière.

***

Ses débuts furent modestes, ceux d'un aide. Elle devait se borner à installer et à diriger un petit nombre d'établissements médicaux, à l'arrière, sans dépasser la ligne Moscou-Kharkov, à plus de mille kilomètres du front. Mais déjà, nous assure-t-on, pendant la première semaine de la guerre, il devint évident que ni les services sanitaires de l'armée, ni la Croix-Rouge, avec tout leur puissant outillage, ne suffiraient à l'immensité de la tâche. Mais les prévisions les plus larges, nous en avons tous fait la douloureuse expérience, ne pouvaient mesurer les proportions déconcertantes de cette guerre. « Peu à peu, nous dit un témoin autorisé, un député qui n'a point quitté

le front, peu à peu la vie fit reculer et supprimer la ligne d'interdiction Moscou-Kharkov. » Le cours naturel des événements poussait l'Union en avant. En effet, deux mois plus tard, les chefs de l'armée l'appelaient sur le front, confiaient à ses détachements la mission de soigner, de nourrir et d'évacuer les malades et les blessés, lui demandaient d'organiser des trains sanitaires.

Ces trois premiers services, lazarets à l'arrière, soins sur le front, évacuation, se développent puissamment. Après deux ans de guerre, on comptait 3 061 hôpitaux, 187 876 lits (on en prépare encore 40 000), 20 détachements, répartis entre 47 ambulances, enfin 50 trains ayant transporté plus d'un million de blessés. Et ce n'est pas tout. La guerre multiplie les souffrances, la charité multiplie les soins. Attentive à tous les besoins, prête à toutes les initiatives, l'Union finira par créer un ensemble des plus complexes, tout un réseau d'établissements variés (3 279, rien que sur le front), très complexes eux-mêmes, et que chaque jour améliore et perfectionne. Ne vient-elle point de lancer, sur les rivières du secteur occidental, des détachements d'un nouveau genre, avec des barges, des barques à vapeur, un hôpital flottant, qui portent doucement les blessés jusqu'au train? Quelques détails nous donneront une idée de cette croissance étonnante.

Du front à l'hôpital, on rencontre l'étape. L'Union l'organise avec ce personnel féminin dont le paysan, depuis des années, a éprouvé l'incomparable dévouement. Elle met une infirmière diplômée (*feldchéritsa*), une ou deux « sœurs de charité [1] », dans les plus modestes de ces établissements ; un médecin, deux infirmières diplômées, quatre ou cinq sœurs, dans les plus importants. Et ces femmes, ces jeunes filles, à la fois savantes et bonnes ménagères, préparent à tous ceux qui passent, qui vont au front ou qui en reviennent, un abri chaud, une table aussitôt servie, du thé, des bains, du linge blanc. Avec deux hôpitaux de douze à vingt lits, réservés aux maladies contagieuses, elles arrêtent le mauvais germe, comme

1. Les « sœurs de charité » ont suivi des cours organisés, dès le début de la guerre, à Pétrograd et en province, sur l'initiative du très regretté comte Jean Tolstoï, une des belles figures de la Russie contemporaine, homme d'État et homme de science, dont nous conservons, en France, religieusement, le souvenir.

dans un filtre. Si l'on veut juger des services rendus, que l'on consulte les statistiques. En un an seulement, sur le front Sud-Ouest, les étapes de l'Union ont reçu 180 000 malades, donné des bains à un demi-million d'hommes, fourni 70 000 complets de lingerie.

Celui qui soigne, sait qu'il faut prévenir la maladie, l'horrible fléau des anciennes guerres, plus meurtrières que le fer et le feu. L'Union aidera les services de l'armée à assurer l'hygiène, à y habituer le soldat. Ses « détachements de construction », dirigés par des ingénieurs, travaillent sous le feu, la nuit, à aménager, sur tous les fronts, un réseau de bains, de buanderies et de chambres de désinfection, où, chaque jour, par dizaines de mille, les soldats se lavent et se changent. Ses bouilloires, qui lui coûtent à peine un rouble par jour d'entretien, fournissent du thé, de l'eau chaude ou tout au moins de l'eau bouillie. Avec ses huttes d'isolement, elle guérit la gale en peu de temps, sans avoir à évacuer des hommes valides. La première, elle organise un service d'inoculations préventives, dont elle fait jusqu'à deux millions. Et, jusqu'à l'arrière, elle élabore un plan et prend des mesures pour arrêter les épidémies.

La Russie manque de médicaments, ne possédant point assez de matières premières ni de chimistes. La société commerciale qui lui en fait venir de l'étranger abuse de son monopole. Mais voici que l'Union, puissamment outillée, sûrement informée, peut pratiquer de vastes opérations, en Angleterre, en France, en Amérique, au Japon, acheter pour six à sept millions de roubles, vaincre les difficultés du transport, constituer des dépôts, installer des laboratoires où l'on vérifie les produits, où on les transforme, et ainsi réaliser des économies, qui, sur certains articles, dépassent ce que l'imagination pouvait concevoir : 2025 p. 100 sur le salol, 3150 p. 100 sur le salicylate de soude. Et quand le marché mondial s'appauvrit, ses laboratoires se mettent à fabriquer le salicylate de soude, l'aspirine, l'ourotropine, le chlore-éthyle, de la meilleure qualité, 100 p. 100 moins cher. Enfin, la Russie respire. De toutes parts, on fait appel à ce fournisseur habile et désintéressé. Dans près de 300 districts, les Zemstvos reçoivent les médicaments au prix coûtant et viennent en aide à la population. Et

l'on prépare l'avenir. Après la guerre, les assemblées provinciales resteront groupées pour centraliser les commandes, créer des fabriques chimiques. Elles pourvoiront ainsi, à bon compte, leurs établissements sanitaires. Elles affranchiront le pays, dans le domaine de la santé publique, de « l'humiliante sujétion aux Allemands ». Et déjà, le 13 juin 1916, un conseil des Zemstvos, décidait de donner à cette union la forme d'une société et chargeait une commission d'en élaborer le statut.

Bien des douleurs sollicitent encore le dévouement des Unions. Abandonneront-elles les malades que leurs ambulances et leurs hôpitaux ne peuvent plus secourir, ceux qui ont besoin du sanatorium, de la cure, ceux dont cette guerre effroyable a dérangé la raison? Abandonneront-elles les mutilés et les invalides? Non, certes. Elles s'en occupent actuellement et pour soulager les misères inguérissables, elles organisent déjà l'avenir.

***

Dès le 1/13 mars 1915, le second congrès de l'Union prenait la résolution d'aider l'armée, en proportion de ses ressources, sous toutes les formes. Puis, voici la retraite de Galicie, les munitions manquent, il faut que tous se mettent au travail, les Zemstvos au premier rang. Le 5/18 juin, leurs représentants se réunissent de nouveau. Les Villes agissaient de leur côté (5/18 juillet), et les deux Unions créaient un organe commun, indépendant, « le Comité principal des Unions des Zemstvos et des Villes de toute la Russie pour la fourniture de l'armée », ou plus simplement le « Zemgor[1] », qui entrait en fonction le 10/23 juillet. Le Zemgor s'entendait à son tour avec les grands industriels, groupés dans le Comité d'industrie de guerre, et les deux organisations, le 17/30 août, recevaient de la Douma le droit de se faire représenter au « Conseil spécial de la défense de l'Empire ».

1. *Zem* (*stvo*) *gor* (*od*). Le Zemgor ne doit aux Unions que le choix des huit membres qui composent, avec leurs deux présidents, son comité principal. Lorsque les Allemands ont menacé de pendre les membres de l'Union qui se dévouent aux blessés, en alléguant qu'ils fournissent des munitions sous le couvert de la Croix-Rouge, on se demande s'ils ignoraient vraiment que ces deux services n'ont aucun point de contact.

Le 22 août/4 septembre, dans une salle du Palais d'Hiver, le tsar traçait au Conseil son programme en ces termes :

L'œuvre confiée au Conseil spécial de la défense de l'Empire est une œuvre capitale, la plus importante aujourd'hui : renforcer la production des munitions, la seule chose qu'attendent nos vaillantes troupes pour arrêter l'invasion étrangère et ramener le succès à nos armes. Dans le Conseil, sont unis, pour un travail commun, amical, le Gouvernement, les élus du Parlement et des organes de la Société, nos notables industriels, en un mot, les représentants de toute la Russie qui travaille.

La Russie qui travaille a ainsi préparé la victoire[1]. Suivant le mot du président Rodzianko, « elle a créé de toutes pièces une industrie qui n'existait pas, sauf dans les ateliers de l'État... Les forces industrielles et sociales ont accompli un grand exploit devant le pays ».

A cet exploit, le Zemgor a pris une part honorable. Avec ses comités locaux, adroitement constitués, sans parti pris, suivant un plan très souple, il a su, dans la plupart des villes russes, obtenir l'appui de presque toutes les organisations sociales, coordonner et féconder leur activité. Pénétrant ainsi dans les profondeurs du pays, il ne se borna pas à son premier programme, qui était de fournir des renseignements techniques. Ainsi que le Comité d'industrie de guerre, il répartit les commandes de l'État, mais entre ces producteurs plus modestes que les Zemstvos et les Municipalités ont toujours guidés et soutenus. Il fait appel à la petite industrie, aux coopératives, aux artisans des villages, aux écoles professionnelles. Il groupe ces éléments, leur fournit la matière première, le charbon, les fonds de roulement. Il recherche, il fait travailler les firmes inutilisées, les établissements évacués. Du 10 juillet 1915 au 1er février 1916, il a passé des commandes pour 73 millions de roubles et réalisé 18 millions d'économie, soit 24 p. 100 sur les prix limitatifs fixés par l'administration. Il y a quelque temps, le Conseil de la défense, reconnaissant ses services, proposait d'élever de 50 à 75 p. 100 les avances du Trésor.

1. Sur la mobilisation industrielle, voyez la *Revue de Paris* du 1er septembre 1915.

Que demande-t-il à toutes ces bonnes volontés? Écoutons, sur ce point, la parole spirituelle du prince Lvov :

Aux premiers temps, tous ceux qui tissaient des nattes ou tordaient des cordes, tous se jetèrent sur les munitions, mais bientôt on découvrit que le succès dépendait de la juste répartition des forces, que l'armée attachait autant de prix aux munitions, aux bottes et aux nattes, et chacun se fit à l'idée de la pourvoir suivant ses moyens. L'Administration de la guerre put renforcer de beaucoup son travail dans les grandes usines de l'État, en les allégeant des petits travaux, et accepta le concours des forces sociales. Et les forces sociales admirent qu'elles n'étaient point en état de produire de la grosse artillerie et portèrent leur attention sur l'intendance et l'approvisionnement technique de l'armée... Elles virent que l'Administration de la guerre possédait d'immenses forces... et décidèrent seulement de l'aider, et, par leur concours, de la pousser à un travail intense. C'est ainsi qu'aujourd'hui elles prennent part décidément à tous les travaux de la guerre, même aux plus importants.

On nous parle, en effet, d'obus de trois et de six pouces, d'un demi-million de projectiles, fabriqués chaque mois (en avril 1916), rien que dans le district de Moscou. Mais il est clair que les nombreuses et diverses fabriques soutenues et dirigées par le Zemgor, les vingt qu'il avait déjà créées lui-même au début de l'année 1916, celles que les Unions ont outillées de leur côté, pour pourvoir à leur services sanitaires, les dépôts qu'elles ont constitués, intéressent plutôt la Direction de la technique militaire et surtout l'Intendance. Ce sont des centaines d'automobiles, des milliers de voitures à deux roues (*dvoulkolka*) pour les blessés, des téléphones, que l'Union des Zemstvos envoie à l'armée. Ce sont des équipes d'ouvriers, bien dirigés et bien outillés, — nourris, baignés et désinfectés, — (on les compte par centaines de mille), qu'elle fait travailler aux tranchées. Ce sont des ponts qu'elle construit, des chemins qu'elle fraie. C'est plus d'un million et demi de peaux qu'elle reçoit, en 1915, et renvoie sur le front, sous forme de harnais, de selles, de chaussures. C'est, à Kiev, une fabrique de tan, — l'unique en Russie, — qu'elle remonte en neuf jours, en élevant la production journalière de 300 à 800 poudes. En deux ans, elle a fabriqué, pour ses besoins et pour l'Intendance, cent vingt-huit millions de pièces de lingerie, en 1916 seulement, quatre millions de demi-fourrures, cinq de chaus-

sures de feutre, autant de gants, dix de paires de bas. Pour la campagne d'hiver, elle prépare aux troupes toute leur provision de vêtements chauds. Elle sait aussi qu'un peu de confort soutient les courages et les santés pendant la longue attente de la guerre de siège. Voici que, depuis l'hiver dernier, secondée par les coopératives de Moscou, elle amasse des marchandises dans tout un réseau de dépôts, les y fait assortir, empaqueter, puis, de là, transporter dans des boutiques voisines du front, enfin, des boutiques, dans les tranchées mêmes, où le troupier voit arriver des craquelins, cuits par des spécialistes, des vagons entiers de petits pains blancs. Le jour de Pâques, chacun reçoit de l'Union son cadeau utile, avec l'adresse d'un ami inconnu, qui a répondu à l'appel touchant du prince Lvov.

***

L'armée combattante, soignée et pourvue, n'absorbe pas tous les efforts des Unions. A l'arrière, d'autres œuvres les sollicitent. Leur regard finit par embrasser toute l'étendue de ce champ de bataille formidable, où la Nation entière jette ses forces. Elles ambitionnent l'honneur d'être désignées par la loi, de façon générale, pour « réaliser les mesures qu'appellent la guerre et ses conséquences ».

Aussi, les voyons-nous s'occuper des prisonniers de guerre et des prisonniers civils, pour leur envoyer des provisions et des livres, défendre leurs droits, faire interner les tuberculeux chez les neutres. Chacune d'elles organise une section juridique, chargée d'assister « toutes les personnes qui ont souffert de la guerre, à propos des questions liées à la guerre, ainsi que les officiers, le personnel médical, les fonctionnaires militaires, les sous-officiers et les soldats, à propos de toutes les questions de droit ».

Mais l'arrière veut surtout qu'on l'organise. Les événements se précipitent et posent sans cesse de nouveaux problèmes. Les congrès vont toujours droit aux plus urgents : en septembre 1915, les réfugiés ; en mars 1916, l'approvisionnement.

Au commencement de l'été dernier, l'invasion jetait tout

d'un coup au cœur de la Russie des millions de malheureux. Le 7/20 août, le prince Lvov annonçait au ministre de l'Intérieur que l'Union des Zemstvos, « en face de besoins criants, avait jugé nécessaire de prendre sur elle le soin d'installer, pour les réfugiés, des centres d'alimentation, des ambulances, de leur assurer des secours par le travail, d'ouvrir des écoles ». Ainsi, dans le désarroi des premiers jours, l'organisation créée pour les blessés se trouvait prête, et permettait de soulager d'autres souffrances, de sauver une situation périlleuse. Un tel concours donnait au Gouvernement le temps d'instituer de nouveaux services, qu'une loi du 30 août/12 septembre confiait directement aux Zemstvos et aux Municipalités, sous la haute direction d'un conseil spécial.

Les Unions ne crurent pas leur tâche terminée. Après les congrès de septembre, elles offrirent leur entremise officieuse, pour aider les administrations autonomes dans leur œuvre d'assistance et d'organisation. Il fallait procéder au recensement général des réfugiés, enregistrer chacun d'eux, reconstituer les familles dispersées. Il était bon ensuite, pour répartir les secours selon un plan méthodique, de coordonner et de contrôler les devis, de centraliser et de distribuer les crédits de l'État. Si, dans la suite, les Unions ont pu regretter de ne pas voir, sur ce point, leur dévouement utilisé comme elles l'espéraient, elles n'en ont pas moins contribué à évacuer, à nourrir les réfugiés, à leur trouver du travail. Elles assistent les Zemstvos et les Municipalités de leurs conseils, de leurs informations, leur prêtent le concours de leurs comités locaux, à qui le ministre de l'Intérieur demande des enquêtes, de leurs sections de secours, pourvues de toutes les installations utiles, buanderies, bains, boulangeries, fabriques de linge, asiles d'enfants, bureaux juridiques, bureaux du travail. Un des quatre grands comités des Zemstvos, celui du Sud-Ouest, à lui seul, a distribué aux plus pauvres, du 21 août 1915 au 1er janvier 1916, neuf millions et demi de repas. Ceux que les opérations militaires ont lésés dans leurs biens, trouveront dans les sections juridiques, un appui, une direction gratuite, s'ils doivent entreprendre un procès pour faire valoir leurs droits.

L'approvisionnement intéressait surtout l'Union des Villes.

En juillet 1915, elle réclamait l'intervention des autorités ; en mars 1916, celle de la Société. Il fallait un contrôle, il fallait surtout un plan d'ensemble, pour réparer le mécanisme de la production, faussé par la guerre. A telle fin, il convenait de mobiliser, d'unir tous les organes de la vie économique et d'offrir leur concours au Gouvernement, de constituer ainsi, à Moscou, avec les représentants des deux Unions, du commerce, de l'industrie, du Comité d'industrie de guerre, des coopératives et des groupements ouvriers, un comité chargé de réunir les informations, d'examiner les mesures nécessaires, d'exécuter certaines opérations d'ensemble. Ce comité comptait bientôt des filiales.

Les Zemstvos ne se bornaient pas à adhérer au projet des villes : ils chargeaient en outre leur comité principal d'organiser une section économique, appelée à coordonner, dans ce domaine aussi, leur activité selon un plan méthodique. Six mois plus tard, chacun d'eux, réuni en session ordinaire, recevait un rapport substantiel et pouvait apprécier l'œuvre accomplie. Cinq divisions, économie générale, statistique, culture, élevage, approvisionnement, avaient réuni, classé, élaboré les plus riches matériaux sur les questions essentielles, et préparé des études approfondies. Des conférences spéciales, fréquentes et nombreuses, où siègent les représentants de la province et des sociétés agricoles, et surtout les compétences scientifiques, examinent ces études, qui sont ensuite distribuées aux assemblées provinciales et que chacun de nous peut lire dans le remarquable bulletin (*Izviestia*) publié sur le Comité principal. Dans ces conférences, ces hommes, autrefois isolés, s'habituent à penser et à travailler ensemble, en attendant qu'un conseil permanent dirige leur action et qu'un congrès définisse leur programme.

Ainsi l'Union pénètre dans la vie économique du pays. Elle va prendre part à tous les congrès, collaborer avec le « Conseil de l'approvisionnement » créé par la Douma. Que l'on procède au recensement des ressources agricoles, que l'on veuille interpréter les données recueillies, son concours aide au succès. Elle pousse le cri d'alarme, en voyant une nouvelle mobilisation réduire encore le nombre des bras qui labourent et qui sèment et montre que la tâche urgente n'est plus de régler

les répartitions et la consommation, mais de préserver les sources mêmes de la richesse. Enfin, la crise alimentaire redouble ses menaces. Les représentants des Zemstvos comme ceux des villes, convoqués à Moscou le 9/22 décembre, pour traiter de leurs affaires communes, en firent l'objet essentiel de leurs débats. On sait comment ils virent leurs assemblées dissoutes et quel retentissement eut leur protestation.

***

« Leur activité est devenue presque universelle », disait des Unions, le 13/26 mars, un grand quotidien de Pétrograd. De cette œuvre multiple et complexe, par où ont passé, en deux ans, deux milliards et demi de roubles (nous ne parlons que des Zemstvos), essayons de dégager le trait dominant. Nous n'aurons qu'à citer le professeur Kotliarevski : « L'Union a élargi son activité en raison des nouvelles nécessités vitales et non des conceptions abstraites d'un programme. » Fait remarquable, dont nous voudrions comprendre la signification.

L'historien s'étonnera de voir se produire une telle croissance dans des conditions juridiques indécises et précaires.

Les statuts de 1890 et de 1892 ne prévoient pas ces accords entre les Zemstvos ou les Municipalités ; la Douma n'a pas encore voté le projet de réforme, élaboré par une de ses commissions, qui en ferait un droit. Il a fallu que le Gouvernement les tolère. A plus forte raison, une délégation permanente manque de base juridique. Les Unions ne doivent leur existence qu'aux ordonnances impériales du 12/25 et du 16/29 août 1914, permettant, l'une aux Zemstvos, l'autre aux Villes, de se grouper, uniquement, pour donner des secours aux soldats malades et blessés, pendant la durée de la guerre. Encore ces deux actes ne figurent-ils pas dans le *Recueil des lois*.

Voici que les événements se précipitent, les difficultés surgissent. Les Unions se trouvent sur les lieux, outillées et prêtes ; elles parent au danger. Le cours des choses les entraîne hors du domaine qui leur était dévolu, leur crée une situation de fait, non de droit.

Cette situation de fait, deux ordres de mesures viennent la consolider. 1° le Gouvernement assigne aux Unions, sur les fonds du Trésor, des crédits considérables, qui subviennent à la plus grande partie, parfois même, à la totalité de leurs dépenses ; 2° les Chambres législatives ont fait place à leurs représentants dans les conseils spéciaux, institués auprès des ministères : le 17 août 1915, Conseils économiques et Conseil de la défense, le 30, Conseil des réfugiés. L'un de ces actes et d'autres analogues désignent expressément, soit les comités principaux, soit leurs présidents, soit le Zemgor, qui en émane. Les Unions voient ainsi, au moins indirectement, leur organisation reconnue et leur compétence élargie par le Pouvoir et par le Parlement.

A quel titre? Des établissements de droit public, autorisés par le souverain, se groupent, pour exercer plus utilement certaines fonctions d'État, déterminées par la loi. A l'organe central, ainsi créé en vue d'un travail défini, chacun d'eux transmet ses propres obligations, avec leur caractère juridique, dans les limites tracées par l'ordonnance impériale, et même, au delà, si des circonstances extraordinaires l'exigent et si le Pouvoir y consent. Ainsi, les Unions ont pu recevoir, soit une nouvelle délégation des Zemstvos et des Villes, pour les secours aux réfugiés, soit une mission spéciale du Gouvernement, pour les fournitures militaires. Organisations sociales de droit public, elles pourront même, nous assure-t-on [1], en se fondant sur la pratique du Sénat, revendiquer la faculté d'acquérir des immeubles par elles-mêmes. Leur situation de droit n'en reste pas moins indéterminée et discutable, tant qu'un acte d'ordre législatif ou administratif, dûment publié, n'aura point défini leur structure, leur compétence, et leur capacité.

Aussi demandent-elles à la Douma un statut légal, qui leur conférerait la personnalité civile. La nécessité s'en fait si vivement sentir au Comité des fournitures, chargé justement de passer des commandes et de signer des contrats pour le compte du Trésor, que, dès janvier 1915, le Gouvernement mettait, en sa faveur, la question à l'étude, tout en laissant de côté

1. P. S. Tsypkin, *Nature juridique de l'Union des Villes de toute la Russie*, dans le *Pravo* du 9 février 1916, p. 300-308.

les Unions elles-mêmes. Toutefois, il indiquait en même temps la difficulté fondamentale du problème, car, si un lien organique rattache les Unions aux Zemstvos et aux Municipalités, lien très étroit, nous l'avons vu, elles doivent se conformer aux principes de droit public qui règlent l'organisation et l'activité des administrations autonomes, et surtout, leurs relations avec l'État. Question délicate, encore pendante, que le nouveau Gouvernement est appelé à résoudre, dans toute son étendue, avec le concours du Parlement.

Si la solution, comme on peut l'espérer maintenant, répond aux vœux des Unions, si l'on sait trouver une formule légale permettant de lier des établissements jusqu'ici isolés, de les organiser en vue d'un travail méthodique, si l'on sait concilier, dans une institution nouvelle, les leçons de l'expérience avec les principes, toute cette belle activité aura eu pour résultat d'élargir singulièrement l'horizon de la législation russe, en donnant un exemple utile à l'Occident.

Elle aura aussi élargi la vie politique du pays. Non qu'elle soit l'œuvre d'un parti. Le professeur Kotliarevski, dont nous acceptons encore ici l'autorité, nous assure, en effet, que les délégués des assemblées provinciales, réunis au sein du comité directeur, professent des opinions assez différentes, sans que l'unité de leurs vues sur l'œuvre à accomplir en soit atteinte. C'est cette œuvre même qui constitue un événement politique. Le prince Lvov l'expliquait avec force au Congrès de mars 1916 :

> Notre politique découle du fait même de notre travail, qui a pris l'importance d'un service d'État. En complète union avec l'armée et les représentants du peuple, nous devons nous souvenir que notre travail est un travail d'État, non parce que nous accomplissons la tâche du pouvoir gouvernemental et de ses organes, mais parce que nous forgeons, dans ce travail, l'unité des forces sociales et la puissance de l'État.

Profondes paroles, dont un journal autorisé, qui reflétait sans doute alors la pensée des hautes sphères dirigeantes, fait clairement ressortir la signification politique :

> Sous la pression des faits..., nous voyons se produire un événement d'une haute portée : le Gouvernement et la Société collaborent dans

ces domaines de l'administration publique, dont la bureaucratie, auparavant, par tous les moyens, écartait la Société, où maintenant celle-ci pénètre, non comme un habitant tenu en tutelle, mais comme un citoyen jouissant de tous ses droits.

Un homme d'État, tel que M. Goremykine, fidèle aux anciennes doctrines, pouvait redouter, comme une gêne, une menace et un danger, une activité qui n'émanait pas du Pouvoir souverain. Mais son successeur, M. Sturmer, pourtant aussi réactionnaire que lui, crut devoir déclarer que cette activité est féconde, non seulement dans la vie locale, mais aussi dans celle de l'État, que les organes de la Société, autant que ceux du Gouvernement, travaillent dans l'intérêt public. Ainsi, cette pensée nouvelle, si hautement exprimée un peu plus tard par le prince Lvov, revêtait désormais le caractère d'une doctrine officielle.

Pour en mieux pénétrer le sens, rappelons-nous ce qui a été dit plus haut sur les fonctions du Zemstvo, « établissement de la Société ». Autrefois, ses plus chauds partisans trouvaient, dans une telle conception, la garantie de son indépendance. Mais, sur ce point encore, les terribles leçons de la guerre ont changé le cours des idées. Elles ont montré que, dans chacun des domaines abandonnés par l'État aux administrations autonomes, le moindre désordre se répercute sur toute la vie du pays, que ces administrations exercent en réalité des fonctions publiques, que décentraliser, remplacer le contrôle d'en haut par le mandat électif, le fonctionnaire soumis à ses chefs par l'élu indépendant, responsable devant l'opinion, c'est procéder à un simple partage d'attributions, c'est instituer, sous le nom d'autonomie, une autre modalité de l'administration de l'État. Elles ont fourni ainsi une nouvelle base, plus large et plus ferme, au législateur qui prépare une réforme, pour relever la dignité des assemblées provinciales.

La guerre aussi, dans chaque localité, a créé à la population de nouveaux besoins et de nouveaux devoirs. Elle a troublé sa vie, mais elle a doublé son activité : elle a tendu toutes ses forces productives vers le travail qu'exige la défense de la patrie. Aux administrations autonomes, chargées naturellement de pourvoir à ces besoins, de guider cette activité, elle a

imposé ainsi des obligations extraordinaires. Elle a fait passer par leurs mains, rien que pendant la première année de guerre, plus de deux milliards et demi de roubles, assignés sur le Trésor[1]. En un mot, elle les a fait investir de nouvelles fonctions publiques. L'Union exerce, en leur nom, quelques-unes de ces fonctions, elle collabore avec les organes de l'État et finit même, si l'on veut, par constituer, à côté d'eux, suivant le mot pittoresque d'un journal de gauche, « une sorte de ministère improvisé, d'un type non bureaucratique », en réalité, une vaste administration autonome, placée sous le contrôle direct du ministre de l'Intérieur. Par elle, la Société entre visiblement dans le courant de la vie de l'État. Voilà un événement considérable.

Cet événement prendra à nos yeux toute son importance, si nous regardons à quelle source l'Union puise sa force. Ce puissant organe reste une simple délégation, tenue par un lien moral. C'est justement de ce lien moral, de ce consentement unanime, de cette « soudure indissoluble », qu'elle tire toute sa capacité créatrice et cette soudure indissoluble est faite d'une tradition commune, fortement établie dans les esprits et dans les cœurs.

Cette tradition est celle des idées libérales que le créateur des Zemstvos, Alexandre II, a introduite dans la vie politique de la Russie, qu'une noblesse instruite et désintéressée a mise en honneur dans les assemblées provinciales, qui attire dans leurs administrations tant d'hommes intelligents et indépendants, qui anime leurs agents exécutifs, maîtres d'école, médecins, chirurgiens, statisticiens, agronomes, véritable bourgeoisie d'intellectuels, actifs et influents, qui inspire leur œuvre multiple, à qui elles doivent l'honneur d'avoir été les premières à « apporter dans les villages la santé, l'hygiène, l'instruction et des principes solides d'économie privée[2] ». Lorsque les Unions ont porté cette tradition sur un plus

1. 51,9 p. 100, pour les malades et les blessés ; 39,6 p. 100 pour les allocations complémentaires aux familles des réservistes. Pendant cette même période, sur leurs propres fonds, les Zemstvos ont dépensé, pour la guerre, un peu plus de 32 millions de roubles.

2. Paul Milioukov, *la Crise russe*, Paris, 1907, p. 210-216. Sur l'œuvre des Zemstvos avant la guerre, voyez la *Revue de Paris* du 1er octobre 1916.

vaste théâtre, la Russie, ainsi que l'observait, en 1915, le prince Lvov, a recueilli le fruit de cette haute culture politique. Alors, « dans un moment d'une si grande importance historique, le peuple russe s'est trouvé assez organisé pour supporter les coups cruels de la destinée et leur opposer, non des forces disséminées et dispersées, mais des forces réunies en bon ordre, comme une armée combattante ».

Une telle tradition devait entraîner l'Union loin des chemins frayés par les bureaux de l'État, lui faire trouver des procédés de travail bien à elle, en faire une organisation que les chefs mêmes de l'armée nous montrent souple et hardie, capable de s'adapter rapidement aux conditions nouvelles, d'élaborer et de réaliser toutes les idées qu'on lui suggère, de faire large, d'exécuter vite et bien, sans papiers superflus, de stimuler l'activité indépendante, les initiatives fécondes, l'élan patriotique, de faire confiance à ses agents, en les contrôlant, en punissant promptement les fautes, d'ailleurs très rares, enfin, de manier les millions du Trésor, au milieu de difficultés sans nombre, d'un va-et-vient continuel, avec une comptabilité sûre, fondée sur la pratique des Zemstvos, sans règlements compliqués et minutieux.

On a parfois reproché aux Unions de ne point ménager assez les dépenses. On répond, en leur nom, qu'elles ont sacrifié l'argent pour sauver les vies humaines. Si l'évacuation leur coûte deux roubles trente, par homme et par jour, c'est parce qu'elle est rapide, parce qu'on n'attend point d'avoir rempli les trains, pour ne pas retenir les blessés en chemin. Dans leurs hôpitaux, elles veulent avoir toujours des lits disponibles, et, sur le front, des soins tout prêts. Dans une ville évacuée, elles ne craindront point d'exposer leur matériel, pour soigner les deux cents, les cinq cents blessés, que, pendant deux semaines encore, chaque jour amène, et elles tiendront jusqu'à la dernière minute. Au cours de la retraite, elles se risquent à ouvrir leurs paquets, à quelques verstes du combat.

Ce n'est point seulement du coton hydrophile et de la gaze que les Unions apportent, sans compter, aux combattants, ce sont des cœurs et ce sont des vies. Nous avons pu observer déjà la tendance qui les attire vers le front; d'autres nous parlent de « l'élan impétueux qui les porte à se fondre

de plus en plus avec l'armée ». L'armée aime justement cette liberté qui s'adapte à toutes les circonstances, cette confiance qui recherche le contact des troupes, le contact le plus étroit devant donner le meilleur travail. Presque chaque corps a son détachement, prêt à le suivre partout, « prêt aux plus durs combats, aux attaques, comme aux retraites, comme aux longues stations ». Une ambulance, le jour de son aniversaire, est citée à l'ordre du jour de la division, comme « une compagne de route assidue, présente à tous ses combats, à tous ses mouvements, une collaboratrice fidèle, donnant des soins rapides et efficaces à ses malades et à ses blessés ». Et tous ceux qui ont parcouru le front ne se lassent pas d'admirer ces milliers de médecins, d'étudiants, de femmes du monde, qui aident le soldat modestement, sans pose et sans bruit. Nous en avons connu de ces nobles jeunes filles, parure de nos conférences, et nous nous demandons où elles puisaient leur force, il y a deux ans, dans ces mois terribles, pour suivre depuis les Carpathes jusqu'aux marais de Pinsk, cette marche sans relâche, quand elles ne pouvaient guère rester en place plus de quatre ou cinq jours, tout juste le temps de panser les nombreux blessés, qu'il leur fallait par moments travailler deux ou trois jours sans prendre aucun repos, même la nuit, à quelques kilomètres des tranchées.

Où puisaient-elles leur force? Écoutons le commandant du régiment des tirailleurs finlandais, et nous n'aurons pas de peine à le comprendre :

Méprisant le danger, les « sœurs et les frères de charité », près de la première ligne de tranchées, sous le feu des fusils et de l'artillerie, ont pansé les blessés, en s'efforçant de le faire aussi rapidement et aussi doucement que possible. Ils ont soutenu les tirailleurs par l'affection dont avaient si grand besoin des hommes arrachés à leur famille, ayant vécu si longtemps dans la boue, l'humidité et le froid. Ils ne les ont pas seulement pansés et encouragés, mais aussi nourris, alors qu'au moment du combat, ils furent privés pendant quelques jours de nourriture... Ils vivent avec le régiment, et le régiment vit avec eux. Ils supportent ensemble les privations et les difficultés de la guerre. Pas un mot ne trahit la fatigue. C'est un être idéal que la sœur ou le frère de charité. Ils se donnent tout entiers pour aider non seulement les tirailleurs, mais aussi la population.

« C'est un être idéal. » Ce sont des cœurs pénétrés d'idéalisme et qui se savent compris. Dans une étape, une jeune feldchéritsa, seule, avec une seule sœur de charité, sans autre femme autour d'elles, s'occupe de tout. Pendant des mois, elle voit passer des soldats de toute espèce, qui échappent ainsi à la discipline : « Les soldats sont toujours polis avec moi. Je n'ai jamais entendu une grossièreté. Ils m'écoutent toujours. » Nous reconnaissons à ce trait notre héroïque compagnon d'armes, sain, bon et gai, sociable, aimant à s'instruire, prompt à l'enthousiasme, et nous admirons avec quelle dignité, dans quelle auréole de respect, ces femmes de grand cœur exercent leur passion du sacrifice. Une telle fraîcheur de sentiment nous révèle cette source de jeunesse qui coule au cœur d'un noble peuple.

Tel est le secret de l'Union. Voilà comment elle a su gagner la confiance des plus larges couches de la Société. Voilà d'où elle tire « l'inépuisable richesse de son énergie créatrice », qui étonne un homme aussi averti que M. Konovalov, le représentant des industries de guerre, aujourd'hui ministre. Voilà le ressort qui a mis en action, suivant l'expression du docteur Dournovo, « une organisation sociale si puissante et si précieuse, qu'en temps de paix, nous n'aurions pu rêver de la voir surgir ». L'extrême droite, les partisans de la monarchie pure, s'inquiètaient de cette force nouvelle; à gauche, des médecins réclamaient une plus large place dans la direction des hôpitaux et dans les conseils de l'Union, accusaient le régime censitaire et voulaient ouvrir la voie aux éléments démocratiques. Il nous suffit de recueillir les témoignages élogieux de ceux qui ont vu, du député de droite, V. M. Pourichkiévitch, de M. Rodzianko, du général Alexéïev, chef du grand état-major, du grand-duc Nicolas, de l'ancien tsar lui-même qui a déclaré estimer profondément ce travail « plein d'abnégation », mis au service de l'armée.

« Mieux vaut qu'il y ait des défauts dans le travail, écrit le professeur Kotliarevski, mais qu'il y ait du travail et non la crainte d'attirer sur soi des reproches par des défauts inévitables. La peur d'une responsabilité précise, au milieu de si grands événements, doit céder la place au sentiment d'une responsabilité plus haute, à la voix de la conscience nationale,

qui condamnera plutôt l'inaction que les fautes. » Et le savant économiste résume d'un mot toutes les impressions que nous-même avons si vivement ressenties en écrivant ces lignes. Les Unions, surtout celle des Zemstvos, ont concentré sur un travail pratique, libre de tout parti pris, l'élan d'idéalisme qui entraîne le pays. « Un profond et sincère patriotisme, nous dit encore le prince Lvov, un haut idéal d'évolution, voilà les véritables guides qui ont dirigé l'effort de la Nation. »

Le prince Lvov, qui connaît bien les difficultés à vaincre et les progrès à réaliser, ne mesure pas seulement par des chiffres le résultat du travail commun. Il le cherche dans les esprits et dans les consciences ; il embrasse du regard tout le terrain préparé pour les futures semailles.

Notre travail ne vise pas seulement la fourniture de l'armée ; il vise aussi des problèmes de haute culture nationale... Achevons la mobilisation. Nous avons encore des provisions disponibles. Serrons-nous contre l'armée, coude à coude, et nous rentrerons chez nous, sur un champ purifié, dans une vie transformée.

Cette haute espérance, le président de l'Union, au second anniversaire de la guerre, a su l'exprimer en des termes pénétrants, qui font tressaillir nos cœurs français :

Cette guerre terrible touche à sa fin. Nous avons devant nous une ère de vie nouvelle et tous nous devons tendre nos forces, notre énergie et déployer nos ailes. Après ce que nous avons traversé, rien ne peut nous abattre. En vérité, personne ne s'est laissé abattre. La Russie, la France, l'Angleterre, la Belgique, la Serbie et l'Italie n'ont pas montré seulement le plus grand héroïsme et la plus grande vaillance, mais aussi la plus grande dignité, de la hauteur d'âme. Il faut le dire en particulier de la France, qui a montré dans cette guerre une étonnante force morale. Je suis convaincu que la France, planant toujours très haut dans le domaine de l'âme, éternellement jeune, vaillante et ardente, est prête déjà à agiter ses ailes et à s'élever dans les hauteurs du ciel. Et tous les peuples, unis dans une même volonté de rénovation, trouveront avec elle le chemin commun vers une vie nouvelle. Nous avons longtemps levé la tête en regardant la culture allemande. Mais il est apparu que les yeux et les esprits des milans allemands étaient rivés à la terre. Éloignons-nous d'elle et espérons que les efforts communs de l'Humanité créeront une vie où il n'y aura plus de place pour les milans.

Écoutons encore ces fortes paroles : « Nous croyons trouver précisément dans l'action réelle, dans le travail réel, notre salut commun, le salut de notre patrie. » Elles expriment la pensée qui soutient tous ces hommes dont le général Alexéïev a dit : « Leur désir de travailler est si grand, qu'ils se mettent avec plaisir à n'importe quelle besogne, grande ou petite, pourvu qu'elle soit utile à l'armée. » Elles expriment la pensée qui soutient tous les cœurs russes. Elles résonnent comme l'écho de cette voix puissante dont parle le poète, la voix des aïeux, que la Russie sut entendre l'an dernier, aux jours d'épreuve : « Sois grande, tu le dois ! » Grande, très grande, elle le fut alors par l'héroïsme. Grande, très grande, elle a voulu l'être aussi par le travail.

GABRIEL MILLET

# THÉRÈSE

# OU LA BONNE ÉDUCATION[1]

## VII

### LES FLÈCHES DE CUPIDON

Dès qu'il en avait fini avec le placement des phosphates, superphosphates, tourteaux et poudre d'os, et qu'il pouvait, selon son expression, « lâcher le client », Gustave Fouquet, le frère aîné de Thérèse, accourait vers la vieille impasse des Haudriettes, oubliée dans le quartier bien pensant, des Cours sous les gargouilles de Saint-Crépin. Un traiteur, qui tient boutique vis-à-vis de l'église, dont les voussures s'ornent de démons femelles rôtissant les luxurieux, le recevait tout courant. Il n'aimait point arriver à l'improviste, les mains vides, chez son amie, Louise Mitron, qu'il nommait Lou familièrement. Elle se fût fort bien accommodée de sa personne sans plus, car elle l'aimait pour lui-même. Mais il avait bon appétit et il ne lui déplaisait pas de corser un dîner impromptu.

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er et du 15 mars 1917.

La concierge, bonne vieille bouffie, coquette de son bonnet, qu'on appelait joliment Marinette, plongeait plus à fond dans son journal, par discrétion et tout en souriant, quand il passait. Mademoiselle Mitron avait conservé au cinquième, dans les mansardes, le petit logement de sa mère que les amoureux avaient, avec piété, mise à l'asile. Cette bonne madame Mitron, ayant amassé quelques liards à vendre des poires cuites le long de Saint-Crépin par autorisation bienveillante du chapitre, subissait les atteintes de l'âge. Les pieds au chaud sur sa marmotte où couvait, au creux de la cendre, un charbon de Paris, elle s'abîmait tout le jour dans la contemplation innocente et récréative de sa pendule.

Gustave sonnait pour la joie de surprendre, car il avait sa clé en poche. Et c'était toujours la même fusée de rire :

— Gros bête ! Grand Gugusse !... Je pensais : voilà Marinette ! ou l'hospice ! T'as faim, pas vrai? et je n'ai qu'une côtelette ! Embrasse-moi !

Il garait d'abord ses comestibles, puis se livrait aux effusions. Elle lui tâtait la nuque pour savoir s'il avait chaud, tandis qu'il l'interrogeait sur sa journée.

— Ben quoi ! toujours la même chose ! On faisait des robes chez madame Loriquet, c'était pas des boîtes à conserve !

— Ne bouscule pas mon paquet ! Il y a des coquilles Saint-Jacques !

— Chouette ! moi qui les vois bâiller en rêve ! Mets le couvert, chéri !

Gustave déposait soigneusement son paletot sur une chaise et abordait, en bras de chemise, le buffet Henri II, décoré d'une Jeanne-d'Arc en plâtre et de deux groupes photographiques qui représentaient, au dire de Louise, « la noce à Juliette et la noce à François ». Les murs portaient des assiettes peintes et le sabre de M. Mitron, qui avait été gendarme, comme l'attestait son portrait en pied, enguirlandé d'un cadre vert et or.

Dans la cuisine, Louise menait grand tapage autour des casseroles et pestait contre le gaz. Déjà elle épluchait les pommes de terre et l'on entendait le gargouillis crépitant d'une poêlée de graisse, car Gustave adorait les frites. De temps à autre, elle paraissait à la porte, sanglée dans le tablier bleu,

mince, et légère dans son rire, son geste et ses cheveux blonds qu'elle troussait, en parlant, d'un revers de main :

— Le père Fouquet rouspète toujours?

— Plutôt !

— Faudra l'inviter à dîner un de ces soirs !

Là-dessus elle partait d'un rire frais qui ruisselait parmi sa denture éclatante et gagnait Gustave. Alors il y avait des baisers, volés à la nuque ou à l'oreille, par-dessus la grillade, et la voix baissait au ton du cœur pour plaisanter.

Elle était gaie du matin au soir et dans l'amour même. Elle le prenait, sans réfléchir, comme un avril qui fait chanter inconsciemment. Sa bonne humeur accommodait si bien la vie que celle-ci semblait toujours à sa mesure. Gustave partait : elle l'embrassait joyeusement ; l'adieu pour un voyage avait la même saveur douce ; et, à ses retours, il trouvait aux lèvres de Louise le baiser riant qu'il y avait laissé.

Trompé par ces apparences, qui choquaient sans qu'il l'avouât sa sentimentalité plus rituelle, et doutant du cœur de l'amie, Gustave lui avait annoncé la rupture certain soir. Si une ombre passa sur son regard, elle n'eut point de larmes et ne le reconduisit pas plus loin que la porte, comme à l'accoutumée, car il fallait « respecter la maison ». Mais la vieille Marinette accourut trois jours après chercher « monsieur, vu que la petite Mitron grelottait la fièvre dans son lit, à faire pitié »...

— Encore, elle voulait pas que je vienne, à cause qu'elle disait que ça vous fâcherait ! En voilà-t-il des manières !

Un bouquet, un sac, un chapeau, la comblait de plaisir. Le jour où Gustave acheta la salle à manger Henri II, elle invita tout le quartier à défiler, de la fruitière au garçon pharmacien. L'installation de la chambre à coucher, du Louis XV à quatre cent cinquante francs, l'enivra au point que pendant huit jours à l'atelier on la crut folle.

Sagement, par calcul et dans un esprit de régularité, Gustave lui laissait son travail. Il arrondissait seulement un peu les mois, mais avec mesure, considérant qu'il avait donné en mobilier un capital. Elle ne demandait jamais rien, rapetassait ses vieilles jupes et, à coups de pouce, modifiait la forme de ses chapeaux suivant l'évolution de la mode.

Quelquefois, après dîner, ils allaient au café où elle feuille-

tait *La Vie Heureuse* pour voir des dames du monde : « Tu comprends, chez la mère Loriquet, on les voit déshabillées, alors ça n'en n'est plus ! » Le music-hall lui plaisait à cause des chansons d'amour qu'elle enregistrait sans y prendre garde : « Mon cœur a pris ton cœur !... C'est l'étoile d'ivresse !... Tu m'as donné le grand frisson !... » Mais elle préférait encore les soirées sous la lampe, où Gustave déployait le journal, en attendant que Saint-Crépin sonnât dix heures et le coucher. Jamais elle ne lisait, et, chaque matin, elle jetait, avec les ordures, les journaux « qui attiraient les rats », disait-elle.

Les premières journées de soleil les entraînaient dehors, et les marronniers n'avaient point encore mis leurs panaches qu'ils couraient la banlieue le dimanche. Gustave remontait son attirail de pêche : cannes, crins, hameçons, avançons. On réparait le panier, l'épuisette, et, le samedi soir, on s'allait approvisionner quai aux Palmes, chez la mère Pluche, qui vendait le blé bouilli, le fromage en boules et les asticots qu'elle triait, en reniflant, à deux doigts de ses yeux myopes.

Le soleil brisé dans les chênes tombe goutte à goutte sur la rivière où il s'étale. L'eau grasse colle aux joncs, aux nénuphars et sourit lourdement par intervalles. Des batteries de lignes sortent ici et là des saules cornus et les bouchons écarlates vont en dérive comme des fleurs coupées. Louise porte un grand chapeau de paille où il y a des roses ; elle roucoule, à plat ventre dans l'herbe, le menton dans les paumes. Gustave pêche avec application.

Des barques remontent pleines de rires et de chansons. Des hommes, en bras de chemise, et le litre en mains, déambulent le long des berges, suivis de la femme, des gosses et du chien. Un poisson tournoie dans l'air comme une feuille d'argent. Louise brandit l'épuisette, court, s'amuse. Des canotiers plaisantent :

— Ohé ! le papillon d'eau douce !... Pique-le à ton chapeau !

Les prés sentent la menthe et la fleur de châtaignier. On galope, on se roule, le sang aux joues et tout le corps odorant comme une motte de terre. L'herbe s'accroche aux cheveux, les ronces à la jupe. Les aubépines en bottes penchent aux bras comme des vierges meurtries. On gagne la guinguette qui

chante au bord de la route, tandis que la rivière met son voile et que le ciel prend feu.

Louise, qui est gourmande, surveille la friture ; Gustave choisit une tonnelle. Des piles de galettes passent dans une bouffée de graillon et le cidre détone. Sous les noyers, l'escarpolette balance des rires nerveux ; un vieux piano chevrote par là, ainsi qu'un mendiant sous un porche : « C'est la valse brune, des chevaliers de la lune... » Le crépuscule a chaud comme une bête. — Et l'âme des cousettes chavire entre les bras musclés des jeunes hommes, le long de la table où refroidit la matelote, sous la ronde ailée des moustiques.

L'amour de la pêche décida Gustave à l'achat de l'automobile des Maugras. Rien à faire, dans cette banlieue bardée de lignes où les rivières étaient pillées ! Il rêvait de carpes de quinze livres et de barbillons qu'on enferre avec art, dans le remous des arches, sous les ponts du grand fleuve. Louise fut consultée ; elle battit des mains.

— Chic ! je vais m'acheter un masque !... Dis, tu me donneras la trompe !... Ah ! ce qu'on va en écraser !

M. Fouquet eut moins d'enthousiasme et une dernière scène consomma la rupture. Il tolérait encore son fils au bureau où Gustave venait chaque jour rendre ses comptes. Mais la maison lui était fermée, depuis qu'il délaissait la table de famille et sa chambre.

— Tu choisiras entre elle et nous, — avait dit le père, — je ne veux pas de scandale au foyer !

Et madame Fouquet s'était lancée à fond contre « cette créature avec qui il s'affichait et qui lui en ferait voir de toutes les couleurs ».

L'automobile fournit une reprise excellente aux hostilités. Exaspéré déjà par des menaces de grèves, M. Fouquet s'emporta. Il vit les dettes, la ruine, brandit le conseil judiciaire et flanqua tout de go Gustave à la porte, d'abord pour lui couper les vivres.

— Et on verra ensuite, monsieur, qui de nous est le maître et si je suis ou non ton père !

Gustave prit une ligne et s'en alla tranquillement pêcher au ponton de l'Ile, en attendant que Louise quittât l'atelier. Mais,

M. Fouquet, plus échauffé qu'il ne le voulait paraître, et s'enfonçant de dépit dans une colère qu'il regrettait, à la pensée de remplacer son fils par un voyageur, empoigna son chapeau et sortit. Le concierge, à la vue de son mufle rogue et congestionné, se terra dans sa loge.

Le *Café de la Marine*, désert, ne l'arrêta point et rapidement il gagna les hauts de Saint-Macaire. Dans ces quartiers excentriques, les rues portent des noms de fleurs ou de fruits et tournent, comme des flâneurs dans un parc, autour de villas chaperonnées d'une glycine, d'un lilas ou d'une vigne. Peu de passants, mais des arbres qui font la demi-tête par-dessus un mur, une couple de roquets en liesse et quelques jolies femmes qui se hâtent.

M. Fouquet n'eut pas plutôt sonné à une porte que la bonne l'introduisit avec un sourire, en l'assurant « qu'il avait de la chance, que madame n'était pas encore sortie ». Toutefois il dut attendre au salon, un boudoir bleu, orné de *Phryné* et des *Trois Grâces* en biscuit, parmi des portraits de femme. Snob, le fox gras, qui l'avait reconnu, lui sauta aux genoux en frétillant de son moignon caudal.

— Tiens, c'est toi, ami ! monte donc !

Il suivit la draperie mauve, sommée d'une touffe d'or, jusqu'en la chambre à coucher, — du Louis XV de Bésuchet toujours, décoré du flambeau, du carquois et des flèches, — où il ouvrit les bras en soupirant d'un ton dolent, car il avait besoin d'être plaint :

— Ma petite Alice !

— T'es pas malade?

— Mais non ! des ennuis toujours ! Ce sacré Gustave qui vit avec son amie...

— Il est bête ce petit !

— Alors je l'ai flanqué à la porte !

— Tu es sot !

Sur ces jugements brefs de la situation, elle se remit à son miroir, devant quoi elle s'appliquait au visage de l'eau de lis et des poudres. Snob ronflait sur l'édredon. Mais déjà replongée tout entière dans sa propre vie, dont tout humain est incapable de s'échapper, et ne pensant qu'à ses affaires, elle disait :

— Tu sais que Georgette est jalouse, à cause de mon tail-

leur blanc et qu'on ne lui paie rien pour les courses ! Avec un chapeau neuf, je serai un peu chic ! Mais ma plume est finie...

— Déjà !

— Comment, ami ! mais je l'avais au mariage de ta fille, tu ne te rappelles pas? à l'église?

Dans l'instant elle déballa des cartons et montra les preuves. Bientôt on ne sut plus où poser le pied. Il arriva, en fin de compte, qu'il y eut une aigrette, un marabout et plusieurs formes à remplacer, outre la plume.

— Et demande à Marie si je fais des folies ! demande-lui, voir ! Je ne peux pourtant pas aller en cheveux !

M. Fouquet ne contesta ni ne s'engagea, ayant l'âme encore prudente quoique en peine, mais, dans son for intérieur, il condamna sans merci son fils dont le départ l'allait mettre en frais. « Avec ça qu'on gagnait de l'argent dans l'industrie, maintenant que l'ouvrier ne voulait rien faire ! Heureusement que sa femme dépensait peu ! »

Redoutant les méditations conseillères, Alice jugea convenable de sauter au cou de M. Fouquet, en jouant d'un rire de fillette qui démasqua les pièces d'or de sa denture. Deux ou trois câlineries eurent raison de l'ami en détresse. Elle parlait à son oreille :

— Tu vas sortir Snob ! c'est son heure ! Et je t'attends en rangeant mes boîtes ! Hein ! je t'attends ici, vite, vite !... Snob ! Snob ! Qu'est-ce qui va sortir avec son papa? C'est monsieur Snob ! A bas les pattes donc !

Il faisait brun dans les rues sinueuses où M. Fouquet promenait le chien quotidiennement aux trois carrefours où Snob avait ses habitudes. Il accomplissait ce tour avec calme et docilité, comme un rite, marquant une station généralement à la villa des Iris, retraite d'une chienne pour laquelle Snob montrait de l'inclination. Des serments et des plaintes s'échangeaient par-dessous la grille à bout de museau, entre les amoureux. M. Fouquet ne dédaignait point les propos de la soubrette attirée par les abois.

Souvent il rencontrait des connaissances, car le soir ramenait ces messieurs de la finance et de l'industrie dans ces jardins de Cythère. Ils se saluaient avec dignité, mais à demi,

comme entre confrères, et ne s'arrêtaient point. A la ville ou au café ils se serraient la main.

D'ailleurs discrets et indulgents les uns pour les autres, ils ne se débridaient qu'aux soupers qui les réunissaient parfois dans l'une des villas. Mais cela même était rare. Ils avaient une liaison par vanité et par habitude, comme on entretient une écurie de course, ou comme on vit avec la goutte, qui reprend une jambe ou un bras après la ripaille. Ils ménageaient leurs biens, soignaient leur famille, confiaient leurs enfants au collège des Saints-Innocents, et de temps à autre, à l'aide d'un mensonge d'affaires, s'évadaient quelque soirée vers cet autre foyer où ils retrouvaient le coin de feu et les pantoufles.

Alice prodiguait surtout à M. Fouquet des soins familiers, à quoi elle avait très bien vu qu'il tenait beaucoup. Une friction à l'eau de Cologne l'été, un grog brûlant et des chaussons l'hiver, en tout temps, des cigares et du bourgogne constituaient des chaînes en quelque sorte. M. Fouquet n'eut pas su dire pourquoi il ne les rompait pas. Sa dernière crainte, qu'il exagérait pour pimenter l'habitude, était celle des parfums. Depuis longtemps, d'ailleurs, madame Fouquet avait flairé, sur les vestons, le relent des *Brise Embaumée* ou des *Charme Secret*. « C'était donc enfin le calme! Avec trois enfants et deux domestiques on n'a guère de temps à perdre, n'est-ce pas ! » Par délicatesse elle ne demanda plus le nom des clients que M. Fouquet allait voir hors la ville.

Et il eût été heureux, ayant marié sa fille et admirant l'entregent de son jeune fils à se pousser dans la noblesse, sans ce gredin de Gustave qui déshonorait son nom. « Parfaitement, qu'il allait lui flanquer un conseil judiciaire pour lui apprendre à rouler carrosse avec les filles ! Un gaillard qui marcherait sur les traces de l'oncle Valentin ! »

L'oncle Valentin était le point noir de la famille, qui feignait d'ignorer ses débordements et de prendre à la légère ses dilapidations. Madame Fouquet mettait son espoir dans l'alcoolisme dont elle notait les progrès. Toutefois, elle s'était jointe à une neuvaine que la pieuse madame Godard avait organisée sous le manteau, pour toucher à la fois

Valentin et sa propre fillette, qui s'obstinait à demeurer idiote.

Mais les voies providentielles étant impénétrables, on vit, dans le même temps et avec stupeur, Valentin s'enticher d'une demoiselle de magasin qu'il enleva comme un jeune premier, et cacha dans la banlieue. Après quoi, il lui monta un petit commerce, rue des Braaliers, au centre de la ville, où elle débita de la parfumerie et des cartes postales. On lut sur la porte de la boutique : *Mademoiselle Florence,* moulé à l'ocre jaune.

Fort amusé par l'aventure, Gaston Feugerolles, qui fréquentait au cabaret du *Petit Bacchus,* dans la rue voisine de l'Ile au Trou, ne manqua pas de visiter la parfumeuse. Il vit une brune, grande et osseuse, aux allures ambiguës. Elle portait un faux col et une cravate rouge qui tranchait sur sa vêture étroite et noire. Dans ces orbites cernées qui tachaient la face trop blême, les yeux remuaient comme des chats, câlins, dangereux, insaisissables.

Elle ne lâcha point Gaston qu'elle ne l'eût chargé de savons, de flacons, de poudres. En vain se défendait-il. Les yeux de mademoiselle Florence le reprenaient en jouant, ainsi qu'une souris, dès qu'il se dégageait. Elle lui portait des échantillons aux narines, parlait du « velouté de la peau », de « la fermeté des chairs » et choisissait, pour finir, une carte parfumée qu'elle lui insinuait aux doigts.

Gaston rentra chez lui fort tard, mais déjà Thérèse savait attendre le bon plaisir de monsieur et ne récriminait plus au sujet des plats brûlés. Il répandit ses paquets sur la table et s'esclaffa en contant l'affaire :

— Hein ! ton oncle ! S'il est en bonnes mains ! Vois ce qu'elle m'a flanqué, mademoiselle Florence !

Puis se furent des détails un peu crus et des hypothèses sans respect. Thérèse s'accommodait encore mal du langage sans fard et tout uniment naturel qui s'était spontanément réinstallé dans la bouche de son mari au lendemain des noces. Gênée par pudeur et par politesse à la fois, elle s'efforçait de sourire. Chez ses parents, naguère on s'emportait contre Valentin et il n'était qu'odieux. Elle souffrait de le voir en outre ridicule dans les plaisanteries de Gaston.

Cette impression pénible la conduisit, dans un esprit inconscient de défense familiale, à rapporter la chose à sa mère. Madame Fouquet avait déjà ses renseignements. Toutefois, elle pensa utiliser Gaston et prépara sa fille :

— Ton mari peut se permettre d'entrer chez une telle créature, un homme, n'est-ce pas! Il nous tiendra au courant...

De son côté, M. Fouquet s'était confié à Alice, de qui il espérait le concours. Valentin baissait ; il fallait éviter le scandale ou les folies. Il fut convenu qu'Alice se fournirait désormais rue des Braaliers, chez mademoiselle Florence.

On fut bien vite amies. La toilette rapproche si naturellement les femmes ! Après la coquetterie, les recettes intimes et la poignée de main ; puis les confidences, le tutoiement. Alice pressa des camarades. Des amies vinrent, par couple, papoter avant de monter à *L'Écu Royal*, prendre l'apéritif. La fin du mois apporta au « chéri » des notes imposantes de parfumerie.

M. Fouquet paya noblement. Mais en fin de compte, il n'apprit pas grand'chose, si ce n'est que mademoiselle Florence était une femme admirable, qui possédait la panacée contre les taches de son, les rides et les cors. La rumeur publique en disait davantage et des histoires couraient les cafés, du *Valet de Cœur* à *L'Alliance Franco-Russe*.

C'était un miracle : Valentin se rangeait ! La brasserie fut émue comme d'une catastrophe, quand il abandonna la banquette où il s'entretenait en vie à force de vermouth. Le gérant, Sidoine, s'enquit chaque jour de ses nouvelles et rassura les vieux clients. Le comte d'Avanton-Paché, qui perdait avec lui son crédit, regonfla de journaux son maroquin décoratif pour inspirer des confiances illusoires ; et Marolles, privé de quelques tournées quotidiennes, colporta plus activement ses olives.

Mais l'inquiétude surmonta l'étonnement quand la vieille bonne de Valentin, désespérée de ne plus le voir rentrer le samedi, comme il en avait l'habitude, pour changer de linge, accourut à l'Ile. Madame Fouquet connut toute la force de l'emprise en apprenant que « ce pauvre monsieur ne mettait plus les pieds chez lui, et que cinq cierges, brûlés à l'autel de saint Benoît, ne l'avaient pas ramené ».

Rue des Braaliers on se montrait discret. « Mademoiselle Florence? Oh ! mon Dieu ! elle ne s'affichait point ! C'était une personne fort comme il faut, honnête et sans façon, qui avait vraiment du mérite avec ce gros vilain ivrogne ! »

Au demeurant, son mérite n'allait pas au delà d'un petit moyen ingénieux dans sa simplicité, car il y fallait penser, et qui consistait à noyer d'alcool son compagnon. Le meilleur de ses charmes tenait dans les bouteilles d'absinthe et de vermouth dont elle avait soin d'être toujours pourvue. Elle préparait les mixtures et trinquait à l'occasion. Valentin s'attendrissait sur elle en disant :

— C'est la seule femme qui m'ait compris !

Gaston revint visiter la parfumeuse, jusqu'au jour où, ayant appris son alliance avec les Fouquet, elle le mit presque à la porte. On ne sut jamais très bien comment Gustave put gagner sa confiance et approcher son oncle. Quelqu'un certifia l'avoir aperçu dans l'arrière-boutique, et le fait se confirma publiquement le jour où Gustave et Louise vinrent en auto, rue des Braaliers, charger l'oncle et mademoiselle Florence dont on remarqua le manteau de fourrure.

Pour le coup, c'était trop fort ! M. Fouquet comprit qu'il était joué, que Gustave allait habilement circonvenir son oncle et en tirer des ressources à son bon plaisir. Il y eut des mots à table entre monsieur et madame. Elle dauba sur Valentin « ce boulet qu'ils avaient traîné toute la vie, cette tare qui marquait à jamais la famille », et ne changea de ton que pour soupirer, avec un espoir décemment attristé :

— Et le bon Dieu ne nous ferait pas la grâce de l'appeler à lui !

M. Fouquet accueillit le souhait les yeux baissés, mais il goûta, dans son cœur, l'à-propos de cette solution. Les reliefs de la fortune fraternelle lui donnaient de l'inquiétude. Manifestement, il apparaissait, à la façon dont Valentin jetait l'argent précieux, qu'il avait perdu le sens. Toutefois, pour sa femme et en manière d'excuse, M. Fouquet répondit :

— Il n'en a pas pour longtemps, le malheureux, s'il boit toujours !

Elle dit : « Hélas ! » et devint toute songeuse, si bien que la femme de chambre s'étonna de desservir sans essuyer les habituels reproches.

A la fin du mois, mademoiselle Florence reçut, des Charentes, un baril du plus ardent cognac, qu'elle n'avait pas demandé. Elle crut à une fantaisie de Valentin et retira simplement la commande à son fournisseur ordinaire. On installa le fût dans la salle à manger, sur le buffet, près d'un chalet suisse en bois découpé, et la mise en perce fut solennelle.

En qualité de débitant, Lochard, le patron du *Petit Bacchus*, enfonça la tarière. Le pharmacien de la place de la République l'assistait avec un plat. Marolles et d'Avanton-Paché, qui avaient retrouvé « leur vieil ami », attendaient au port d'armes. Valentin criait :

— Surtout n'en perdez pas, sacrebleu !

Trois gouttes à peine dorèrent la porcelaine. La clé chanta au bord du cristal. On passa les verres, parfumés, lumineux, et tous en chœur ils portèrent la santé du « tonton », ainsi que disait mademoiselle Florence, à l'exemple de Gustave.

## VIII

### QUAND LE JOYEUX CONVIVE QUITTA LE BANQUET

Sous prétexte de diriger sa fille dans les voies de la maîtrise ménagère, madame Fouquet, toute rengorgée d'expérience, gagnait, chaque jour après-midi, la maison Feugerolles.

Les premiers temps, elle trouva Thérèse affairée, courant les chambres et gourmandant Justine. Puis la salle à manger, où elle rangeait avec nonchalance un plateau, des fruits, suffit au zèle de la jeune femme qui, maintenant, se laissait surprendre à la fenêtre, au creux d'une bergère. Mais si tôt que vint madame Fouquet, elle ne put jamais voir Gaston.

— En vérité, ton mari ne s'attarde guère à la maison !

— Le bureau ! tu comprends !

Il partait à la première bouffée de cigare, comme un homme pressé, après avoir expédié le repas gâté par son retard quotidien. Il avait toujours sur le dos « une foule d'affaires ! » mais il ne rapportait à table que des nouvelles du cercle et des

gaudrioles d'auberge. Au début il s'attarda, grâce à quelques bouteilles de cherry, et Thérèse supporta les chaleurs de la digestion. La crainte d'un coup de sang l'assagit. Il prit de l'air sans déranger sa femme dont le rôle était à la maison. Certains jours il la rencontrait en visite, mais il avait le regret de ne pouvoir rentrer avec elle, car les amis l'attendaient à *L'Écu Royal* ou au *Valet de Cœur*.

Elle se confina d'abord chez elle avec une soumission souriante. Accompagnant toujours jusqu'à la porte son mari, à qui elle remettait le chapeau, les gants, elle tentait le bonheur avec toute la bonne volonté immense et naïve des jeunes épouses. Une reconnaissance, une douceur indulgente était en elle. La nouveauté de la situation et son trouble attachant l'enveloppaient de molles vapeurs sentimentales. Elle avait sans cesse les bras tendus vers quelque chose. Il lui arriva de regarder, à la fenêtre, Gaston s'éloigner par le quai.

En face, de l'autre côté du grand fleuve, l'Ile s'arrondissait. La maison paternelle, indistincte dans l'alignement sombre des constructions poudrées à gris par le trafic perpétuel des phosphates, se dissimulait en outre derrière les cargos de haut bord. Thérèse la reconnaissait à la cheminée de l'usine, mais il lui semblait que c'était là un autre monde, où elle avait vécu en des temps très anciens. Elle avait passé le fleuve, comme on meurt, sans savoir où l'on va. La rive où elle aborda était toujours la même. Pourtant elle ne la reconnut pas d'abord parce qu'elle avait changé en route.

Sous ses pieds, le balcon des vieux traitants s'élargisssait en terrasse. Elle dominait le port haletant et chaud où les hommes fouillaient les navires amarrés à quai comme des bêtes repues. Le flot gras glissait avec des reflets de moire que les mouettes pêcheuses brisaient dans leur chute. Spectacle familier où elle s'attardait sans curiosité, avec seulement le plaisir paisible et inconscient de hanter les choses liées à sa jeunesse.

Mais quand, retournée, elle se retrouvait seule dans la vaste pièce, face à face avec le désœuvrement, hôte ennuyeux, malgré la gaîté du soleil et des fleurs, elle perdait sa force dans la lassitude. « Que ferai-je? pensait-elle... Et j'ai tant à faire ! Les amies, la musique, la couturière... Mon Dieu, par quoi commencer!... » Si bien qu'elle se laissait aller dans un fauteuil,

tout en peine et l'esprit égaré sur des illusions pour ne point s'arrêter au vrai, à sa solitude.

Elle lisait. Madame Fouquet, qui la surprenait, invectivait contre la paresse. Elle avait fort mauvaise opinion des livres qu'elle jugeait en masse immoraux et propres à détourner toute femme de ses devoirs.

— Il ne t'en faut qu'un seul, — disait-elle, — et qu'il soit bien tenu : ton livre de comptes! Pour le reste, ce sont des balivernes qui faussent le jugement et l'esprit ; ce n'est pas à cela que nous t'avons élevée, ni à ne rien faire...

Thérèse pliait mollement, posait le volume. On parlait du prix du beurre et des exigences croissantes des domestiques. Sans transition, madame Fouquet dévidait le petit courant des histoires de l'Ile :

— Le vieux Godard est nommé juré ; vraiment ton père n'a pas de chance !... Et les Rouchette qui se mettent dans les filatures !...

Puis brusquement, elle venait à l'oncle Valentin en confidence.

Thérèse l'écoutait comme on écoute l'horloge qui sort à petits pas de la conscience. Elle n'éprouvait pas précisément de l'ennui à ce bavardage ; mais il lui devenait de jour en jour plus étranger. Si elle ne disait pas : « Que cela peut-il me faire? » ces propos n'en passaient pas moins à côté d'elle hors du trouble obscur dans lequel elle enfonçait, faute de lumière. Elle aurait désiré s'entretenir de son mari, mais c'était là le moindre souci de madame Fouquet qui en montrait, pour l'instant, beaucoup d'autres.

Or, les circonstances vinrent à point remuer la vie autour de la jeune femme. Gustave parut un après-midi qu'elle se disposait à sortir. Elle rit de surprise et de joie. Son frère qu'elle n'avait vu depuis des mois, lui demeurait secrètement cher en dépit de l'anathème paternel, et le mystère d'amour dont elle enveloppait son nom, lui donnait encore des attraits.

Mais, comme elle l'embrassait avec transport, en louant sa « gentille visite », il coupa brusquement les effusions.

— Ma pauvre petite, l'oncle Valentin est mort !

Elle ne fit rien qu'un « ah ! » d'étonnement. Puis, à la

réflexion, elle se gourmanda, se jugeant inconvenante et sans cœur.

— Comment? notre oncle ! notre oncle !

— Mort à l'instant, d'une congestion. Cours prévenir papa. Tu sais qu'on m'a mis à la porte ; alors je suis venu chez toi ! Es-tu prête? J'ai un fiacre en bas.

Sur le quai de l'Ile, Gustave attendit dans la voiture. M. Fouquet sortit tout d'un coup, en enfonçant son chapeau, et fit un pas vers la portière.

— Chez elle? — interrogea-t-il.

Comprenant qu'il craignait que Valentin fût chez mademoiselle Florence, Gustave expliqua :

— Il a passé rue des Braaliers, mais on l'a porté aussitôt chez lui où le médecin est venu.

M. Fouquet souffla et jeta l'adresse au cocher.

Dans la maison, madame Fouquet poussait des clameurs, au travers des ordres lancés à la femme de chambre :

— Mon chapeau ! mes bottines ! vite !... Le pauvre homme ! ça me bouleverse! Il était si gai, si vivant! La tête un peu faible ! mais quel cœur d'or !... Thérèse, ma voilette, et dépêchons !

Quand ils arrivèrent à la maison mortuaire, la vieille bonne fut reprise par les larmes. Elle tenait son chapelet dans la main et gémissait sur son « bon maître ».

Déjà, par ses soins, la chambre était ordonnée. Derrière les rideaux tirés, elle avait allumé des bougies, en attendant les cierges, et rangé deux prie-Dieu qu'elle devait à la complaisance du sacristain de Saint-Benoît, dont elle portait l'amitié avec orgueil. Dans la pénombre blafarde du linge, la face bouffie et vineuse de Valentin avait un relief violent de cadavre.

Madame Fouquet poussa Thérèse à la prière et se porta vers le bureau de Valentin. M. Fouquet feuilletait nerveusement des liasses et claquait les tiroirs.

— Eh bien?

— Rien parbleu ! Je l'avais toujours pensé qu'il mourrait intestat !

— Mais chez le notaire?

— Barbichet m'aurait prévenu, je crois, s'il avait eu un testament ; toutefois, j'ai envoyé Gustave.

— Ils l'ont assez pillé, n'est-ce pas, c'est le moins que nous sauvions les restes !

La face pleurarde de la vieille domestique s'insinua dans l'entrebâillement d'une porte : « On demandait monsieur pour les pompes funèbres. » Seule, madame Fouquet recueillit tout l'argent qu'elle put trouver, par manière de précaution. Elle empochait un médaillon quand les Feugerolles arrivèrent.

C'était le commencement des visites : madame Fouquet mit le mouchoir à la main. Thérèse demeurait à genoux, dolente et rêveuse, mais il lui plut de voir Gaston lui faire, du coin de l'œil, une petite grimace d'entente. Gustave reparut soudain, cherchant son père.

— Il y a un testament !

M. Fouquet s'enflamma dans une de ses brusques colère et grogna au nez de son fils :

— C'est toi qui le lui a fait faire !

Gustave haussa les épaules. Des gens sortaient, avec un reste de signe de croix au bout des doigts, en glissant sur le plancher. Madame Fouquet poussa son mari dans la cuisine et s'efforça de le calmer. Il criait :

— Les scellés ! les scellés ! Nous sommes volés !

— Adolphe ! pour le monde, je t'en prie !

Un grand coup d'eau fraîche parut l'apaiser, puis il vola chez le notaire.

Il fallait faire diligence : le cadavre, malsain, tournait en pourriture, et les chaleurs, précoces en mai, étaient à redouter. L'enterrement fut fixé au lendemain après-midi, et les journaux du soir l'annoncèrent avec un mot plein de regrets et d'éloges à l'adresse de feu « Valentin Fouquet qui comptait parmi les industriels les plus honorables et les plus distingués de notre ville ».

A la Bourse et sur les quais, on répétait que « c'était un malin, un maître homme », suivant la saine tradition qui accorde à l'ivrogne toutes les qualités, sauf un peu de tête. « Il buvait, bien sûr, mais c'était lui, tout de même, qui avait monté la maison ! » La brasserie manifesta un grand chagrin. Sidoine paya une tournée en manière d'hommage et confessa dans l'approbation générale :

— Le jour où il nous a quittés, voyez-vous, j'ai eu le pressentiment que ça finirait mal !

En sourdine on blâma l'impassibilité de mademoiselle Florence. La rue des Braaliers tout entière, du coin des portes, surveillait la boutique. On remarqua que la parfumeuse avait renouvelé les roses qui ornaient son comptoir blanc à filets mauves, et rangé, en montre, une série de petits flacons dorés. L'après-midi, au moment où le soleil, écornant la lucarne du boulanger, égaye d'un jet bref sa devanture, elle parut même à sa porte, avec son col blanc et sa cravate rouge. Du coup, l'opinion s'émut et la bonne du *Petit Bacchus* traita mademoiselle Florence comme elle le méritait.

Saint-Benoît se tendit de noir et mit en branle le gros bourdon pour recevoir l'âme fidèle dans la paix du Seigneur. Au dernier moment, un incident se produisit, un porteur, légèrement pris de boisson, ayant lâché la lourde bière sur le palier. M. Fouquet s'avança, sévère et digne, au moment où l'autre, rattrapant la poignée, grommelait entre haut et bas :

— Ben quoi, il était bien habitué à prendre des tapes !

Beaucoup de monde emplissait l'église. L'Ile, le quai aux Palmes donnaient en entier, et un fort contingent représentait la butte Saint-Macaire. Les Cours, qui ne se commettaient point avec les marchands, s'étaient abstenus.

Madame Fouquet sentait la considération à ses entours comme un parfum. Le défaut des Magnol de L'Epau, sur qui elle avait des vues pour Amédée, son benjamin, fut compensé par la présence des Badereau, des Bruchemotte, des Chazin-Barbeaux, qui représentaient les millions. L'hommage du chanoine Hilaire de la Barbette, qui portait, pour elle, le clergé et toute la tradition aristocratique dans son hermine, lui fut particulièrement agréable. M. Feugerolles avait entraîné le gros armement : Maugras et Pinet, Rodier-Vacherot. Par ailleurs, la filature, les engrais et le savon étaient au complet.

Pour l'effet, on avait prié une délégation des ouvriers de l'usine qui se tinrent debout, le chapeau sur le ventre, autour du catafalque. Une gravité décente régnait dans l'assemblée. Il manquait une veuve ou une orpheline pour l'émotion. Chacun, se rappelant la vie de Valentin, pensait : « Ah ! le bougre !... Ah ! le gaillard !... » On voyait très bien que cette

mort n'altérait point le visage rubicon de son frère ; plusieurs songèrent même qu'il n'en était sans doute pas fâché. Du moins avait-il bien fait les choses : tout le chapitre chantait au chœur. Des messieurs chauves et sanguins s'endormaient sur leurs chaises.

Au moment de l'absoute, madame Fouquet, dans un deuil trop pompeux et chargé de crêpe, prit, avec son mari, la tête de la famille et suivit l'officiant vers le corps. L'oncle Gilles, bonhomme et grognon, avait tiré de l'armoire une redingote un peu verte, dont les odeurs de naphtaline révélaient les soins de Jaquette Padiou. Ennemi des contraintes, il portait le col ouvert et la petite cravate, large d'un doigt, à l'ancienne mode. Thérèse et Gaston avaient du succès. Elle n'avait jamais été si jolie que dans ce noir sobre et souple ; et, de la foule, Louise Mitron, qui avait pu lâcher l'atelier Loriquet, l'admirait avec toute la sympathie que lui donnait son amour pour Gustave.

— *Requiescat in pace !*

On défila pour la bénédiction. Les Godard et maître Barbichet, le notaire, se distinguèrent par l'ampleur de leur aspersion cruciale. La plupart des gens passaient à la hâte en escamotant le goupillon. Les portes s'ouvrirent et la lumière roula sous la nef comme une marée, submergeant la lueur menue des cierges, en même temps que le glas, tombé du clocher et heurté aux maisons voisines, refluait vers les voûtes en ressac lourd.

Rangée sous les orgues, la famille recevait les poignées de mains, au milieu de chuchotements, de sourires et d'apostrophes de bienvenue. A l'abri d'un pilier, Gaston coulait des œillades vers madame Rodier-Vacherot qui caressait sa vanité aux hommages. On emporta la bière et tout le monde se rappela soudain qu'en effet il y avait là un mort. M. Fouquet coupa les condoléances et la suivit à la hâte. L'attention était sur le curé ruineux et podagre, qui descendait avec peine les degrés du parvis.

Dans le cortège on se groupa au gré des sympathies, afin de pouvoir causer à l'aise, et chacun mit son chapeau, « à cause du soleil ». Courdemanche, le gros filateur, l'inventeur du *Gilet Calorique* prit rang au passage, sans façon, entre Denis Badereau et le vieux Pinet. La fortune énorme, qu'il accrois-

sait tous les jours, lui donnait des droits à la désinvolture. On disait de lui : « C'est une intelligence. » Il bégayait un peu et portait toujours en poche des échantillons de laine : « Hein! du moelleux, de la souplesse, de la chaleur !... Hein ! la na-na-nature quoi ! »

Le cimetière, comme une cité minuscule dont les rosiers seraient les arbres, était en fleurs jusqu'en ses granits allumés et son sable à paillettes. Le silence, qu'à peine troublaient les couples de moineaux, donnait plus de valeur aux décorations florales. Ici ou là, une végétation implacable revivait sur les ruines d'un tombeau ; et la figure abstraite et sombre des cyprès, seule, entachait la joie printanière.

Madame Fouquet ne perdait pas de l'œil maître Barbichet qu'elle voulait retenir, l'heure n'étant point tardive, afin de procéder au plus tôt à l'ouverture du testament. Gaston venait d'être prévenu par son beau-père, au moment où il se rangeait près de lui, tandis qu'on descendait la bière au caveau :

— On va chez le notaire, tout de suite.

Le mot gagna Gustave, Amédée, Thérèse. Et quand maître Barbichet vint saluer M. Fouquet, celui-ci l'arrêta impérieusement d'un mot :

— On vous emmène, cher ami.

L'assistance se dispersait rapidement, avec la hâte encore sauvage qu'ont les civilisés de sortir du mystérieux champ des morts. Les messieurs reconduisirent les dames jusqu'aux voitures, puis, entre amis, on s'en fut boire une bonne bouteille aux auberges proches. Quelques jeunes gens tirèrent vers la rivière qui coulait au bas du coteau : le boulevard menait aux guinguettes. « On ne peut toujours s'affliger, n'est-ce pas ! »

Maître Barbichet, rose et poupin, tout en noir et blanc, avec de l'or aux doigts et sur le ventre, se répandait en civilités mélancoliques au milieu des Fouquet dont il semblait le prisonnier. A l'étude, l'expéditionnaire, annulé par trente ans de copie, mais qui savait son monde, se leva pour tenir la porte, l'échine déférente.

Ils entrèrent avec solennité et en file hiérarchique : M. Fouquet d'abord, puis madame, Gustave, Amédée, Thérèse et enfin Gaston. Le cabinet, noir et vert, — sévérité ! intégrité ! —

n'était orné que du chiffre d'Anatole Barbichet : A. B. entrelacés sur le drap des tentures et des sièges. La présence responsable de l'officier ministériel environnait le client avec une majesté confiante.

— Ah ! votre pauvre frère ! votre cher frère ! si brusquement enlevé ! Et Dieu sait la force, la belle humeur qu'il avait !... Je le répète : on ne sait ni qui vit ni qui meurt ; faites donc vos affaires quand vous êtes en bonne santé...

Maître Barbichet, qui redoutait un peu la lecture, gagnait du temps. Une âpre attention crispait les visages, en dépit des sourires dolents, et Thérèse éprouvait une gêne à l'expression crue de ces sentimnets en présence de Gaston. Croyant devoir donner la réplique, madame Fouquet poursuivit sur le même ton :

— Hé oui ! ce malheureux Valentin ! Nous disions toujours : il nous enterrera tous celui-là ! C'est de la vieille race, bâtie à chaux et à sable...

Mais M. Fouquet rompit le jeu et parla net avec froideur.

— Mon cher ami, faisons vite, nous avons ce soir un dîner de famille et ma femme est pressée.

L'enveloppe fut tranchée d'un coup sec. Maître Barbichet déplia le papier et battit deux fois des paupières.

— Voilà, voilà ! hum !... « Ceci est mon testament. J'institue pour ma légataire universelle de tous mes biens, meubles et immeubles, mademoiselle Florence Pitar qui m'a toujours manifesté un attachement sincère et prodigué des soins que je n'aurais pas trouvés près des miens... »

— Ah ! la canaille ! J'attaque ! j'attaque !

— ... « Fait en toute liberté, sain de corps et d'esprit... »

— Quoi ! quoi ! Mais il était gâteux ! alcoolique défoncé ! tout le monde le sait bien !

— Parfaitement, nous attaquons ! — reprit la famille d'un seul cri.

Et madame Fouquet aigrement :

— Ah ! je te l'avais dit, Adolphe, qu'il nous jouerait un vilain tour, ton frère...

— Ce papier n'a aucune valeur !

— Jusqu'à son enterrement, il a fallu supporter son inconduite ! Et maintenant il nous vole !

— Mais je te dis que c'est nul ! nul ! entends-tu !

— Évidemment, évidemment, — concilia maître Barbichet, — il faut attaquer ce testament d'abord...

— Croyez-vous que cette créature ne va pas se défendre?

— Hé ! hé ! le dol est si patent...

— Je lui flanque un procès, tout de suite, — hurla M. Fouquet en martelant le bureau où maître Barbichet surveillait l'encrier du coin de l'œil, et dussé-je tout manger, sa gueuse n'aura pas ça !

— Parfaitement, nous attaquons ! — appuyait Gaston qui se sentait solidaire des dupes.

M. Fouquet souffla, grogna de nouveau : « Ah ! la canaille ! » et tourna sur les talons en ajoutant :

— Je vais prendre l'air !

On le suivit. Mais dans l'antichambre, la vieille bonne de Valentin, confite et mielleuse, lui donna soudain dans les jambes en gémissant :

— C'te bon maître m'a laissé quèque chose, pour le sûr, il l'avait tant promis sur son âme de chrétien...

M. Fouquet se rebiffa et prit du champ :

— Ah ! bien ! en voici d'une autre ! Je ne suis pas déshérité pour vous faire des rentes, ma bonne femme ! Votre bon maître a tout donné à une gourgandine ! Mais on verra ! on verra !

Les clercs vinrent aux portes ; l'expéditionnaire s'abîma dans la honte en entendant ces cris qui souillaient la dignité notariale de l'étude. Maître Barbichet, pincé et légèrement rouge, poussait avec politesse son monde à la porte.

On se sépara sur le trottoir. Gaston s'amusait de la vieille qui n'avait pu retenir une imprécation :

— Ah ! le...!

Frustré de la part qu'il espérait, Gustave songeait qu'il n'avait plus que la ressource des décavés sans métier : les assurances. Amédée, qui était jeune et encore turbulent, méditait, par vengeance, le sac du magasin de la rue des Braaliers, où à cette même heure, mademoiselle Florence débitait, le cœur paisible, des onguents restaurateurs à une dame qui prenait de l'âge. Les mains s'étreignirent fortement, en signe de conjuration et madame Fouquet, seule, parla :

— On dîne à huit heures précises !

Le couchant rosissait les toits de la ville et dorait la coulée poussiéreuse des rues. M. Fouquet monta vers les villas de Saint-Macaire, promener Snob qui attendait « son papa » pour faire son tour.

## IX

### LE GOUT DES AVENTURES

La douce province, attiédie par l'océan proche et fécondée par son grand fleuve, ses rivières grasses, se renouvelle au cours des saisons pour combler, avec générosité, les hommes dans leurs appétits et les charmer dans leurs loisirs. Voici le printemps qui apporte ses primeurs, charge les tables des poissons passagers, découvre aux arbres la chair des boutons et, par la ville, la gorge des femmes, tandis que les jeunes hommes arment les barques pour les joutes sur l'eau perfide. L'été peuple les campagnes d'amours, de luttes sportives et de repos quiets loin des grand'routes que rasent les autos juvéniles. Les fruits s'offrent aux corbeilles ; déjà l'on suppute la vinée sur l'aspect des vignes d'or et les pommiers promettent le cidre roux qui pétille aux narines. Dans les éteules, l'automne ramène les chiens : le lièvre est inquiet, la perdrix fugace. On chasse en ripaillant au vin nouveau dans les fermes, autour de la platée de châtaignes ou de l'écuelle de mil. Et très avant dans l'hiver humide, la bécasse migratrice ou le lapin prolifique, alternant avec les sarcelles et les canards sauvages, tiennent éveillés les fusils dans les bois, les dunes ou les marais ternes fournis de rouche.

La ville fume, comme un paquebot en partance, de ses cent cheminées en batterie sur les remparts du fleuve. L'éjaculation pestilentielle des usines, où s'élaborent les chimies homicides, empoisonne l'atmosphère et les eaux dont le courant entraîne des masses corrompues et marbrées à la manière des charognes. L'industrie est prospère.

Mécaniquement, par la vitesse acquise et l'entraînement

discipliné, la fabrique marche. L'aïeul a conquis le premier hangar ; son fils doubla les équipes ; les petits-enfants sont gras, âpres et jouisseurs. De-ci, de-là, un coup d'œil de maître dans les bureaux. Le savon, les huiles, les cotons ou l'engrais, déménagent par wagon, mais ces marchands incriminent l'horreur des temps qui gâte l'ouvrier et menace les gains. De temps à autre on coule un concurrent, on joue sur les sucres, et l'armement encaisse les primes en invectivant contre les lois de la République.

Mais l'oisiveté pèse à leur sang chaud et à leur race pillarde. Les femmes retrouvent par éclair, dans les nuits d'ivresse, la prodigalité des corsaires et des capitaines marins qui razziaient le globe il y a un siècle. On se rattrape au jeu, — ou l'on se perd ! — affronté froidement, les mains armées de roublardise. Et pour mettre le comble aux joies de la vie, il y a les sports : le cheval et l'auto, la chasse et le yachting.

Les fils Badereau, Michel et Gontran, entretenaient à eux seuls une flottille pour la course et la promenade. Initiés dès l'enfance à la manœuvre des barques, ils avaient porté l'adresse et le sang-froid jusqu'à une renommée accrue chaque année par des victoires dans les eaux étrangères, où ils se risquaient, en l'absence de concurrents sérieux, à enlever des coupes pour l'honneur du pavillon tricolore. Gontran tenait registre des prix et faisait le bilan en fin de saison. La recette devait balancer les frais de campagne, et, lorsqu'elle donnait un profit, Michel disait, comme un pêcheur satisfait :

— Nous avons fait une bonne année !

Au surplus, ils menaient grand trafic, vendant, échangeant sans relâche leurs racers primés et décorés avec méthode des médailles les plus profitables. Ils possédaient l'art de s'esquiver adroitement d'une course douteuse sous le couvert d'une avarie et l'on avait vu annuler des régates où une erreur de parcours les aurait disgraciés. Les comités, bien stylés, savaient ce qu'ils devaient aux membres bienfaiteurs des cercles nautiques régionaux qui arboraient à leur grand mât, le guidon étoilé du Yacht-Club de France. Et puis, Michel avouait si joliment : « — Je cours pour être le premier, hein ! et vendre mes bateaux ! » — qu'il eût été peu convenable de heurter ces gentilshommes.

Parfois, d'ailleurs, leurs ventes ménageaient des surprises. Quelque omission dans les inventaires, des ancres, une voilure oubliées, procuraient à l'acquéreur le plaisir de racheter ces objets de nécessité au prix que voulait bien fixer le comptable Gontran ; après quoi il pouvait goûter sans mélange les joies vaniteuses de lire, dans les feuilles maritimes, l'écho de son achat : « A MM. Michel et Gontran Badereau, les sportsmen, bien connus, de *Mirliflor* ou *Turlurette*, vingt-cinq premiers prix, coupe de Gibraltar. » A la première rencontre, les Badereau, sur un yacht neuf, le battaient à plates coutures.

Les affaires sont les affaires, n'est-ce pas, et c'étaient là des malins. On se défie, on se mesure, parbleu ! pour passer le temps et secouer les muscles, mais il n'est tel qu'un peu de commerce pour revigorer le sport. Voyez-vous Courdemanche, le filateur, qui achète de-ci, de-là les fiefs démantelés de la noblesse, qui les défriche, les retourne, les plante, les peuple, les embellit, pour se faire, dirait-on, une délicieuse résidence, agréable et prospère? Il place, il attend. Dieu merci il ne manquait point encore de Parisien bien renté à la recherche « d'un parc avec maison confortable dans beau pays de chasse » ! Courdemanche avouait des bénéfices de dix à vingt mille francs.

L'inutilité des sports et des agréments, moins incurable sans doute que celle de l'art, trouvait ainsi son remède dans les pratiques commerciales dont chacun savait, avec élégance, la balancer. Un marchand de chiens doublait honorablement le chasseur, et ce fin fusil de Chazin-Barbeaux allait même jusqu'à offrir son arme entre deux doublés. Pour les chevaux on montrait une indulgence traditionnelle, l'amateur tenant toujours un peu du maquignon. Certains même accordaient, avec un sourire, le titre d'haricotier au vicomte Magnol de L'Epau qui faisait courir.

Il avait conservé de nobles façons féodales et culbutait volontiers une récolte sur les pas d'un chevreuil. Les pigeons des fermiers lui servaient à essayer ses cartouches, et il pipait leurs filles en manière de passe-temps, sous la feuillée. Son écurie avait de la réputation, non seulement parce qu'il donnait à ses chevaux le nom des ministres de la République, pour le plaisir de monter dessus et de les cravacher, mais en

raison de ses succès. Au reste, on se défiait justement du pedigree de ses bêtes.

A l'époque du concours hippique, il s'établissait à la ville et spécialement au *Valet de Cœur*, bien qu'il eût cinquante ans révolus, où nuit et jour, en compagnie des hobereaux et de la jeunesse des Cours, de la butte et du quai aux Palmes, il démolissait la vaisselle en sablant le cliquot. Gaston, solide et boute-en-train, lui était cher. Il fut charmé de le trouver le même cette année, en dépit du mariage, et le complimenta :

— Ah ! cher ami ! j'avais craint un accident ! Vous présenterez mes hommages à madame Feugerolles, je vous prie...

La magnificence du printemps donnait aux fêtes un lustre exceptionnel. Les marronniers des cours avaient un renouveau athlétique dans l'atmosphère subtile de la cité maritime et les bannières tricolores s'en donnaient gaîment au haut des mâts. A l'entrée du concours les équipages et les autos encombraient la place. Les tribunes étaient comme un jardin, mais ordonné dans la hiérarchie convenable : les millions au centre et au bas bout le cousinage provincial sanguin et basané.

Roide et portant beau, le profil busqué, des pattes aux joues, le vicomte Magnol de L'Epau hantait le paddock au milieu d'un parti où l'on reconnaissait de la Tuilière, le gros de Fongueuse, du Plantier et Bruchemotte, dit le Commandant, lequel réglait les assauts répétés du buffet.

Les d'Avrillé, père et fils, traînaient là, par convenance, chacun sa mensualité en poche et attendant l'heure du jeu. Des palefreniers aux bottes étiques faisaient entrer par derrière Marolles et d'Avanton-Paché, en camarades. Et les jolies femmes entretenues qui mènent par la ville le tonneau attelé de l'écossais doublé, riaient artificiellement, à l'ombre dorée des arbres, pour les jeunes hommes irrespectueux.

On affectait du sans-façon avec la tribune officielle où les généraux Corbichon et de Pucel, que l'on plaignait, devaient prendre place en compagnie du préfet Piéplu et de Bougniol, le maire radical, qui vendait de la chandelle au détail rue des Écachoirs. Groupées par clan, les dames savaient faire bande au départ et sortir sans inquiéter ces messieurs que le café réclamait. A peine ce vieux galantin de Feugerolles s'obstinait-il près de sa belle-fille dont les succès le réjouissaient.

Mais madame Fouquet, férue de scrupules et qui savait son monde, l'écartait avec indulgence :

— Monsieur Feugerolles, qu'on ne vous retienne point ! les hommes, n'est-ce pas...

Thérèse allait placer un mot au sujet de Gaston, qu'elle ne voyait presque plus, quand on choppait sur madame Denis Badereau, ou sur les demoiselles de la Hotte, qui trépignaient d'amitié.

Gaston était déjà loin. L'Epau avait lancé l'idée, et chaque soir sa bande dévalait en banlieue manger les cuisines de poisson arrosées des grands vins du pays. Trois, quatre automobiles ronflaient dans le couchant rose.

Une fois, la beuverie faillit finir mal par la faute de quelque imbécile qui traversa les simples jeux de ces messieurs.

Le dîner s'achevait au bord de l'eau, dans une nuit éclatante de lune. Au-dessus de la table, des éphémères gambadaient gauchement dans le parfum d'oranger qu'épandait l'acacia voisin. Jarillon, qui s'était levé, découvrit tout d'un coup le marais, comme une coulée de cristal, aux pieds de la terrasse.

— Nom de nom ! si j'avais un fusil ! — cria-t-il.

L'apostrophe ne toucha point les convives qui connaissaient les instincts guerriers du jeune Jarillon. Grand manieur d'épée, de sabre, de lebel, de winchester, ce jouvenceau primitif évaluait la campagne à ses qualités de champs de bataille et considérait, dans tout être vivant à ses entours, la chance que la distance ou le couvert lui donnaient de recevoir une balle.

Maugras qui, dans l'ivresse, avait la plaisanterie à répétition, reprenait une fois encore le *Credo* à la manière en fausset de M. le chanoine Hilaire de la Barbette, quand Jarillon reparut, brandissant un vieux Lefaucheux à broche, culotté de rouille.

— Les enfants, je vous offre une chasse aux canards !

Du coup tout le monde fut sur pied et poussa des clameurs.

— Silence, nom de nom ! Hein ! voyez-vous la bande ?

Sur les doux reflets de la lune, découpés comme de petites ombres chinoises et dérivant à peine, les canards rêvaient. La flûte grave des crapauds sonnait dans les roseaux. Des

chauves-souris dansaient la farandole entre deux saules et la nuit suspendait son haleine.

Un coup de feu éclata ; puis la détonation revint en roulement amorti sur l'eau sonore.

Et d'un :

— A qui le tour, les enfants !

Vainement la mère Clémence voulut s'interposer ; la fusillade commença. Ce fut une joie. Gaston, jouant le tir aux pigeons, criait : « Poule ! » ou bien sonnait l'hallali, chaque fois qu'un oiseau culbutait. Du Plantier, entraîné aux affûts de nuit, fit un doublé. On lui battit un ban. L'eau se ridait comme un rivage et les petites ombres serpentaient, affolées.

Pan ! Pan !

— Sacrés bandits ! je vas me payer sur votre peau !

Ils entendirent la voix et virent dans le même instant jaillir des rouches la silhouette mince d'une barque dominée par un homme qui maniait la perche. Il y eut un silence, des rires, puis Maugras donna le branle :

— A l'eau ! A l'eau !

— Je lui fiche une balle ! — hurlait Jarillon.

Des protestations s'élevèrent parmi les cris :

— Pas de bêtise, hein !... Blaguez pas ! Hé là !... Sacré tonnerre !

L'arme partit. L'on vit l'éclair rouge et tout de suite l'homme chavirer dans l'eau troublée. La vieille Clémence bousculait son monde en sacrant comme un adjudant :

— C'est-il des manières ! une maison convenable !... Les gendarmes ! Jules ! les gendarmes !

A distance, Jarillon, qui maniait encore le fusil, lança :

— En veux-tu autant, la mère !

On n'eut pas le temps de le menacer qu'il était par terre, sonnant de la tête et des flancs, sous la poigne d'un grand gaillard. Gaston et L'Epau accoururent, mais se redressant, un pied sur sa victime, l'homme fit face. Sa veste s'égouttait à petit bruit et son pantalon trempé s'écrasait sur ses talons. D'un coup d'œil il reconnut des « messieurs » et dit :

— C'est cinq cents balles pour régler l'affaire, ou le tribunal !

On voulut parlementer, mais des voisins s'assemblaient

déjà aux abords du jardin. L'Epau paya et commanda une tournée générale pour l'émotion.

Les rentrées au *Valet de Cœur*, dans la nuit, étaient triomphales. Chargées d'aubépine, de lilas ou de genêt, les automobiles se rangeaient, comme des chars, sous les feux de la brasserie et les applaudissements des buveurs. Sidoine envoyait le colosse Justin veiller aux glaces, quand les clients lui paraissaient trop chauds. Mais L'Epau entraînait sa horde au premier étage, et, jusqu'à ce que la police intervînt, on écrasait des verres sur le pavé en chantant au balcon.

Ces nuits de débauche, Gaston rentrait vers trois heures du matin, au signal que lui donnait son monocle en refusant obstinément de tenir. Alors il faisait figure de mari, en dépit des camarades et mettait un point d'honneur « à ne pas s'attarder », selon son expression.

Thérèse veillait, perdue dans son grand lit Louis XV, sous les attributs de l'amour sculptés au fronton. L'inquiétude, l'ennui et une tristesse inavouée la gardaient du sommeil, et son esprit errait aux alentours du livre, qu'elle tenait dans les doigts, entraînée par les moindres bruits, un craquement ou les cris d'un matelot sur les quais !

Elle en voulait à Gaston à la fois et l'excusait. Étant jeune et pleine de vie, elle ne pouvait se résigner, et l'attente lui pesait, bien qu'elle s'y exaltât et l'offrît mentalement à son mari comme une prière. Or le claquement sourd de la porte l'avertissait soudain de sa présence, et elle tressaillait. Elle l'entendait tâtonner lourdement dans la maison en grognant. Il paraissait, écarlate, le chapeau en arrière et le monocle brimballant sur le ventre. Et, comme elle allait sourire, il proférait :

— Tu ne dors pas...

C'était un reproche qu'elle ne savait comment prendre. D'ailleurs, sans attendre la réponse, il menait déjà grand sabbat dans le cabinet de toilette, bousculant les chaises, la cuvette et jetant des phrases avec de gros rires :

— Une rigolade, mon petit !... Une chasse aux canards, à la lune !... Et Jarillon qui a démoli un bonhomme !

Puis campé devant le lit, il semblait tout à coup voir la jeune femme, tendait ses prunelles, en même temps que le

sang lui cordait les veines du cou, et démasquait ses dents comme un fauve. Avec soumission elle devait l'accueillir.

Aussi en vint-elle à dissimuler pour épargner ses sentiments encore naïfs et susceptibles. Au premier pas de Gaston, elle éteignit désormais la lumière et s'enfonça sous les draps. Il ne s'aperçut pas de la feinte et croyant qu'elle dormait il recula doucement l'heure de ses retours. Elle vit le jour accompagner la rentrée hésitante de l'homme. Puis un matin qu'elle s'était assoupie, elle eut peur en se réveillant seule, lorsque Justine apporta le café.

Elle avait peur pour lui et, bien qu'elle se jugeât ridicule, elle ne put s'empêcher de le chercher. Elle prévint son beau-père qui se réjouit de l'occasion et monta pour la consoler.

M. Feugerolles fut grave et affectueux dans ses propos et dans ses manières. Gourmandant son « garnement de fils », assez léger pour délaisser « une enfant si délicieuse », il tenait les mains de Thérèse et lui caressait doucement le poignet. Il souhaitait une larme qui eût autorisé des secours plus intimes : l'embrassement et le baiser au front. Mais Thérèse avait de la hâte surtout de revoir Gaston, et M. Feugerolles dut partir en l'assurant qu'il le ramènerait au plus vite.

Il n'hésita point et monta droit au cercle Saint-Hubert où il trouva son fils, tassé dans un fauteuil, le masque plombé, qui avalait à petits coups une bavaroise. Il renforça son maintien sévère et dit :

— Gaston !

— Ah ! c'est toi !

— Ah ça ! que fais-tu ici quand ta femme se meurt d'inquiétude !

— T'as des dispositions pour le théâtre, tu sais, papa !...

— Je parle très sérieusement, mon ami.

— Alors, si tu es sérieux, prête-moi cinquante louis, je viens de prendre la culotte.

— Tu te rattraperas, mon garçon ; en attendant va voir ta femme, ça te portera bonheur.

— J'en ai besoin, et de sommeil aussi. Bonsoir, vieux.

On alla passer l'été à La Joliverie. Les vacances du tribunal ajournaient les effets de la procédure accumulée contre made-

moiselle Florence, qui bâtissait en campagne avec l'héritage de Valentin, et madame Fouquet avait accepté la trève, déclarant, au surplus, que, pour attendre, cette demoiselle ne perdrait rien. L'oncle Gilles céda sa place à sa sœur qui l'installa au bout d'une aile, près du fruitier. Gaston venait de temps en temps le soir, en compagnie de M. Fouquet. Le dimanche, Gustave faisait des visites.

Thérèse versait la vieille eau-de-vie de pays, sous le tilleul, après dîner, à ces messieurs qui digéraient pesamment dans la fumée des cigares. Le seringa du jardin chargeait l'air d'un parfum entêtant ; des chauves-souris dansaient à la musique des grillons et des reinettes. Au travers des noyers anguleux, l'horizon paraissait rouge.

Et, avant la nuit, méthodiquement, comme un rite, on accomplissait un tour jusqu'à l'étang. Sans col, en bras de chemise, M. Fouquet, qui marchait en tête, s'entretenait des récoltes avec l'oncle Gilles. Gaston rejoignait Thérèse et, le le long des haies tièdes et odorantes où vibre la phalène dans l'ombre accrue, il lui glissait volontiers le bras à la taille, la serrait, lui marquait la nuque d'un baiser. Les traîtres langueurs du crépuscule enlevaient à la jeune femme la force de se défendre.

Madame Fouquet se détournait ostensiblement et plaisantait très haut pour n'avoir l'air d'y prendre garde. On rentrait à petits pas, dans la nuit fraîchissante, en respirant à pleine peau, et M. Fouquet disait à sa femme :

— As-tu ton écharpe, bonne? Voici l'humidité qui vient !

Gilles, qui avait des habitudes campagnardes et se levait dès potron-minet, s'allait coucher. La vieille lampe à globe sommeillait, comme un gros chat, sur la table de la salle à manger. Il fallait bien s'en remettre aux cartes pour tuer le temps. Gaston préparait le jeu et l'on faisait un polignac. Le troisième jour, le colonel Chartesac, qui flairait la partie, arriva. On joua la manille en sifflant des fines roides et chaudes, qui remontaient à 80 :

— L'année des inondations !

Après avoir brodé, par contenance, en s'ennuyant, Thérèse gagnait sa chambre. Le doux silence des campagnes assoupies se glissait, comme un ami, par la fenêtre large ouverte.

La nuit était pleine de vie en suspens, de frissons contenus et du fourmillement stellaire.

Thérèse se sentait triste et sonore comme une maison abandonnée. Les impressions qui la touchaient s'amplifiaient de manière douloureuse et bonne à la fois. Elle n'allumait pas la lampe qui aurait rompu le charme. Les propos des joueurs montaient, par bouffées, jusqu'à elle, et par habitude elle y cherchait la voix de son mari ainsi qu'on cherche une main dans les ténèbres.

Courte solitude ! Madame Fouquet poussait la porte et s'installait dans un vieux voltaire qui faisait vis-à-vis à une haute armoire de noyer, massive et lamée de cuivre. Par précaution, elle parlait d'abord du prix des volailles et des lenteurs de Jaquette Padiou ; après quoi elle venait au fait, brusquement :

— Eh bien?

Thérèse finissait par en rire, tant sa mère apportait de régularité et de constance dans son inquisition. Mais madame Fouquet, toute en sérieux et en combinaisons, la reprenait sévèrement :

— Thérèse, voici bientôt un an que tu es mariée, je ne comprends pas ton obstination à ne pas avoir d'enfant...

— Mais, maman, ça n'est pas de ma faute...

— Ta, ta, ta, les enfants ça n'est plus de mode ! Nous ne raisonnions pas ainsi de mon temps et je n'ai point passé ma première année de mariage à ne rien faire !

Elle comptait sur le désœuvrement des jours et la longueur des nuits campagnardes. Gaston, qui n'en paraissait point soupçonner l'usage, dut parer des pointes. Sa belle-mère révéla soudain une passion immodérée pour les tout petits, et elle ne put, désormais, rencontrer la fillette du fermier ou le bébé de la boulangère sans tomber en transports :

— Gaston ! Gaston ! regardez-moi la gentillesse de ces chéris ! Risette, le poulet ! Risette à la madame !

Et M. Fouquet appuyait tout crûment en riant vers son gendre :

— Hein, mon gaillard, il faut vous mettre à l'œuvre !

Mais comme on commençait à le fatiguer avec ces histoires de mioches, — n'avait-il pas le temps de s'atteler à l'élevage ! —

Gaston prétexta un voyage d'affaires et s'absenta une grande semaine.

Il ne reparut que le jour de la fête organisée par les Badereau, à la Cornillière, pour l'inauguration d'un pressoir monumental que l'abbé Cauillard devait baptiser. Il vint seulement avec les invités de la dernière heure, dans la voiture de la belle madame Rodier-Vacherot, qui chantait à la grand'messe. Le docteur Marcotte et le jeune Loisel, chargé de son violon et de la musique, les accompagnaient.

Thérèse tint l'harmonium, dans la petite tribune de l'église rustique, pendant que la chanteuse donnait, de sa voix prenante, le *Panis Angelicus* de César Franck. Gaston était monté, sous prétexte de tourner les pages. Mais soudain Thérèse vit la face écarlate de son mari s'incliner sur l'épaule de madame Rodier-Vacherot. Ils étaient à sa gauche, derrière Loisel qui les masquait à demi de son violon. Elle vit — un éclair ! — les lèvres rases de Gaston tendues. Ses doigts lui manquèrent ; un tumulte de fausses notes éclata et Marcotte, qui flottait au rythme de la mesure, pensa tomber de son haut.

Dans la nef, des têtes virèrent et l'on chuchota. Déjà Thérèse se reprenait et poursuivait un peu plus pâle, un peu plus molle. Loisel qui, la crinière superbe et la bouche gourmande, ne la quittait pas des yeux, — deux grands yeux noirs et inquiétants comme des gouffres, — crut au coup de foudre.

Après le déjeuner, un repas magnifique et plantureux, l'angoisse saisit de nouveau Thérèse. Gaston et madame Rodier-Vacherot avaient soudain disparu de la foule ardente des invités qui se portaient en tumulte vers le pressoir. Vainement la jeune femme s'efforça de modérer l'emportement fébrile de ses sentiments. Un mauvais besoin de savoir la possédait depuis le matin et d'autant plus violemment qu'elle pressentait sa peine. Elle la pressentait sans y croire. A l'imagination qui l'aiguillonnait, s'opposait un cœur incrédule. Mais celle-là, qui gouvernait ses nerfs, l'entraînait.

Elle revint vers la maison pour chercher son mari. La grande salle à manger, empestée d'alcool et de tabac, était vide. Elle traversa le vestibule et reconnut le chapeau de Gaston au porte-manteau. La rumeur de la fête s'éloignait. Dans le

silence, un rire fila, au travers d'une porte, derrière elle, et le courage faillit lui manquer.

Elle vit son attitude d'écouteuse, son geste bas, et sa droiture plia. Au même instant, et en dépit de sa honte, elle poussait la porte, machinalement. Un cri ; un juron. Mon Dieu ! elle pensa s'écrouler et il lui vint, malgré elle, une excuse aux lèvres...

Elle voyait encore les dentelles de la belle déesse et le visage de Gaston, enflammé de sang jusqu'aux prunelles, tandis qu'elle se roidissait pour fuir. Les jambes lui manquaient ; elle dut s'appuyer au mur. La scène lui restait dans les yeux, comme un éblouissement. Elle n'aurait su dire si elle avait du courroux, du dépit, ou de la peine. C'était un grand choc dont elle tremblait encore ; et quand elle s'aperçut qu'elle était sur la pelouse, dans le jardin, elle eut brusquement honte de son égarement et s'efforça de se remettre.

« Y avait-il donc tant de quoi se frapper ! Eh bien voilà : Gaston la trompait ! Ne le savait-elle pas?... Ah ! oui ! oui ! mais on n'y croit pas à cela, tant qu'on n'a pas vu ! On se raconte des histoires pour se faire peur et se donner du ton, mais c'est le jeu de croquemitaine : on se dit bien au fond qu'il n'existe pas. Et puis tout d'un coup notre vie se retourne, et l'on voit l'envers !... Ah ! les pauvres illusions !... On a un mari, un piètre mari ! mais quoi, ses bras vous ont serrée un jour, son baiser vous a descellée ; et les souvenirs, c'est comme la mauvaise herbe, on n'en arrache jamais les racines... »

Elle faillit pleurer et chercha un banc pour s'asseoir. Un chant flûté, perçant soudain les lauriers, l'inquiéta. Elle mit la main à ses tempes qui battaient, et, retrouvant la mémoire, elle dit :

— C'est vrai, la fête !

Alors elle se vit sans chapeau, à l'écart. D'un effort elle se leva dans le dessein de s'habiller et de rejoindre la compagnie où son absence pourrait faire jaser. A ce moment le docteur Marcotte parut, courant et criant :

— Ma chanteuse ! ma chanteuse ! On réclame quelques couplets pour le baptême du pressoir, vous savez, et je ne puis trouver cette mâtine de Rodier-Vacherot ! L'avez-vous vue ?

— Non ! — dit Thérèse ; et elle fut satisfaite de s'être ressaisie.

Or Loisel, qui suivait le docteur, la rejoignit à son tour en jetant :

— Eh bien ! c'est ainsi que vous nous lâchez !

Elle fit tête et répondit gaillardement. Mais il vit son abattement, sa pâleur et il dit :

— Qu'avez-vous?

Elle voulut plaisanter. Il sut ne pas insister, tout en lui offrant son bras et l'environnant du ronron de sa voix câline. Ils gagnèrent ensemble, par le plus long, le pressoir nouvellement érigé où l'assemblée bourdonnait. Il y avait un pré à franchir : au bord des haies Loisel écartait les épines et il lui prit la main pour sauter les fossés.

*(La fin prochainement.)*

MARC ELDER

# LA MOBILISATION GÉNÉRALE

# EN L'AN II

Si nos pères de la Révolution ont vaincu l'Europe, s'ils ont reculé nos frontières jusqu'aux limites naturelles, jusqu'au Rhin et jusqu'aux Alpes, c'est qu'ils ont su mettre en œuvre dans un effort grandiose toutes les ressources du pays, les ressources morales comme les ressources matérielles. Ils ont su faire, les premiers dans l'histoire, la mobilisation civile à côté de la mobilisation militaire. Ils ont mis chaque homme et chaque chose à sa place. Ils ont tout subordonné à l'intérêt de la patrie, au salut public.

Si on songe qu'ils n'avaient pas un allié, qu'ils devaient lutter à l'intérieur même contre une partie de la population qui sympathisait avec l'ennemi et souhaitait son succès, si on réfléchit qu'ils furent longtemps obligés d'administrer au moyen de corps élus, très puissants et très indépendants, souvent déchirés par les factions, et qu'il leur fallut improviser dans le feu du combat une centralisation nouvelle, si on se rend compte enfin qu'ils eurent tout à créer ou à recréer, à la lettre, on ne pourra se défendre d'un sentiment d'admiration et de gratitude pour ces hommes dont le courage égala l'intelligence et qui sauvèrent la France des pires dangers tout en imposant au monde hostile les libertés modernes.

On ne dira jamais assez combien leur tâche était plus difficile que celle qui incombe aux gouvernements d'aujourd'hui. Ils n'avaient pas seulement à surmonter des obstacles matériels, ils avaient à se vaincre eux-mêmes, je veux dire qu'ils durent transformer, sous la pression de l'ennemi, leurs idées directrices en politique. Tous, ils aimaient passionnément la liberté. Les droits de l'homme, qu'ils avaient proclamés dans la ferveur de leur foi, étaient pour eux un évangile sacré. Les droits de l'homme garantissaient la propriété et la liberté individuelles. La mobilisation générale qu'ils durent finalement décréter subordonnait le droit de l'individu au droit de la société. La centralisation qu'ils se résignèrent à instituer, pour ne pas périr, était une suspension sinon une suppression de la souveraineté populaire s'exerçant par des corps administratifs directement élus par les administrés. Ils jetèrent un voile, pour parler leur langage, sur la statue de la liberté. Ils demandèrent de plus en plus au droit de réquisition, étendu des hommes aux choses, les moyens de sauver la patrie, mais ils procédèrent par étapes. Ils firent un pas en avant à chaque crise politique et sociale. Il leur fallut plus d'un an pour créer le gouvernement révolutionnaire. La réquisition fut dès le début l'instrument par excellence de la défense nationale.

***

Aujourd'hui le droit éminent de l'État est accepté par tous. Le service militaire obligatoire et universel est passé dans les mœurs. La réquisition des hommes ne soulève aucune résistance, aucune objection. La réquisition des choses s'opère, dès le premier jour de la mobilisation, par l'action directe des agents militaires. La taxation des denrées, loin de provoquer des émeutes, est réclamée par l'opinion.

Que de différences avec l'époque de la Révolution ! L'armée régulière, chargée de la défense du territoire, était en 1791 recrutée de mercenaires pour qui servir était un métier. La garde nationale, instituée par la Constituante, n'était qu'une force de police aux ordres des seules autorités civiles. Quand la guerre menaça, l'idée vint de l'utiliser comme une réserve

possible de l'armée régulière. Mais, même alors, on n'osa pas établir du premier coup le service universel et obligatoire qui semblait une restriction intolérable de la liberté individuelle. La Législative recruta dans la garde nationale une armée de volontaires. Ces gardes nationaux volontaires furent enrôlés, armés, habillés, équipés par les soins des autorités civiles. Citoyens-soldats, citoyens autant que soldats, ils eurent un statut particulier, bien différent de celui des troupes de ligne. Ils continuèrent de relever pour une grande part des autorités élues de leur département d'origine.

Comme les volontaires ne furent bientôt plus assez nombreux pour garnir les bataillons, la Législative recourut à la réquisition, d'abord timidement et d'une façon indirecte. Elle fixa le contingent des gardes nationaux volontaires que devait fournir chaque département proportionnellement à sa population. Le département à son tour fit la répartition entre les districts et les districts entre les communes. Quand les engagements volontaires ne suffisaient pas à remplir le contingent assigné à la commune, celle-ci le complétait soit par le tirage au sort, soit par le scrutin. Mais le sort et le scrutin ne pouvaient désigner que des célibataires et il y avait de nombreux cas d'exemption. Les célibataires désignés pour partir avaient toujours la ressource d'acheter un remplaçant. Ce sont ces remplaçants qui finirent par former le gros des bataillons qu'on continua d'appeler de volontaires.

Après les premières défaites de l'été de 1792 (échecs de Tournai et de Mons), la Législative proclama la patrie en danger. On assista en ce moment à un premier simulacre de mobilisation générale. L'article 3 de la loi du 5 juillet 1792 disait : « Tous les citoyens en état de porter les armes sont en activité permanente. » Mais l'article 5 limitait singulièrement la portée de cette « activité permanente » : « Le Corps législatif fixera le nombre de gardes nationales que chaque département devra fournir. » La mobilisation de la garde nationale ne fut que successive et partielle. Elle n'aboutit qu'à un renforcement des bataillons de volontaires.

Dès que la loi leur fut connue, les généraux qui commandaient l'armée du Rhin, Lamorlière, Biron, Victor Broglie, décidèrent de mettre en réquisition les gardes nationales

des départements de la frontière. La loi ne reconnaissait ce droit qu'au Corps législatif, mais les généraux invoquèrent la sûreté de l'État et l'avis favorable de l'administration départementale du Bas-Rhin qu'ils avaient appelée à délibérer avec eux en conseil de guerre. Le 19 juillet 1792, ils ordonnèrent aux départements des Haut et Bas-Rhin, Doubs, Haute-Saône, Vosges et Meurthe, de lever et d'équiper au plus vite le sixième de leurs gardes nationales. La Législative félicita les généraux de leur initiative et approuva leur réquisition le 23 juillet 1792. Par cette réquisition et par d'autres semblables, furent levés de nouveaux bataillons de volontaires qui allèrent remplacer les premiers levés dans les garnisons de l'Est et du Nord. C'est à ces proportions modestes que se réduisit la mobilisation de la garde nationale décrétée par la proclamation de la patrie en danger.

Déjà cependant la réquisition ne s'en prenait plus seulement aux hommes mais aux choses. La déclaration des droits de l'homme, dans son article 17, avait proclamé :

La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

Le principe posé dans cet article faisait de la réquisition des choses une mesure exceptionnelle, à laquelle on ne pouvait recourir qu'autant que la représentation nationale en aurait reconnu l'évidente nécessité. Aujourd'hui la réquisition des chevaux et voitures s'opère au début de la mobilisation, par les soins de l'autorité militaire. Dans ce temps-là, l'autorité civile conservait une action puissante, même dans l'administration de l'armée. La loi du 20 septembre 1791, votée par la Constituante, à la fin de sa carrière, avait soigneusement limité les droits des commissaires-ordonnateurs que nous appelons aujourd'hui les intendants :

Les commissaires-ordonnateurs n'ont individuellement aucune autorité ou juridiction sur les citoyens ni même sur les militaires qui ne sont pas en activité sur leur territoire... ; mais lorsque le bien du

service le demande, ils doivent s'adresser à l'autorité civile compétente pour la mettre en état d'intimer aux citoyens et aux militaires qui ne sont pas en activité, les ordres que les circonstances exigent. (Titre II, article 5.)

Une invitation aux autorités civiles, c'est tout ce que la loi accorde aux commissaires-ordonnateurs. Elle ne dit rien des réquisitions.

Quand la guerre fut déclarée, il fallut pourtant pourvoir au ravitaillement des armées en vivres et en fourrages. A cette époque où les chemins de fer n'existaient pas et où les routes étaient loin d'être aussi nombreuses et aussi bien entretenues que de nos jours, le transport des fournitures des armées n'était pas chose facile. Les convois exigeaient de longues files de chariots. Il fallut bien recourir à la réquisition..

La loi du 26 avril 1792 ordonna aux autorités départementales de procéder au recensement des bêtes de somme et de trait, des chariots et charrettes existant chez les particuliers. Les voitures devaient être fournies sur les réquisitions des commissaires-ordonnateurs, d'après les ordres des directoires de district. Le prix du loyer des chevaux et voitures était fixé par les directoires de département. Les charretiers étaient réquisitionnés en même temps que leurs attelages. Mais la réquisition n'était pas permanente. Elle ne durait que l'espace d'un convoi aller et retour. La même loi obligeait les particuliers à faire la déclaration de leurs pailles et fourrages [1]. Telle fut la première réquisition des choses que la Révolution ait ordonnée. Elle devait être suivie de beaucoup d'autres.

Les charrois des armées causèrent aux cultivateurs des régions frontières une lourde charge qui alla en s'aggravant quand, aux charrois militaires, succédèrent un an plus tard les charrois civils pour le ravitaillement forcé de la population des villes menacées de la famine.

La correspondance administrative prouve que, même dans les départements patriotes, la réquisition des charrois n'alla pas sans résistances, témoin ce curieux procès-verbal dressé le 2 prairial an II par les citoyens C.-T. Decurey, officier municipal et Lepinoy, maire de Braillans, petite commune des

1. La loi du 18 juin 1792 précisa celle du 26 avril, en augmentant les pouvoirs des autorités civiles.

environs de Besançon, dont nous respectons le style et l'orthographe :

Ayant requéri de nouveau le citoyen Claude Étien Baux de charger un voitur de pail dans la commune de Braillans, le 3 de ce moy, nous ayant toujours refusé, dont je suis obligé de le déclairez aux directoire du distrigue de Besançon, voyant un retar de 8 jour qu'il m'avet toujours promi de party, est à présent refusant avec beaucoup d'injure. Fait le 2 prairial l'an II de la République [1].

Au reçu de ce procès-verbal, l'agent national du district de Besançon requit, le 4 prairial, le citoyen Arbey, capitaine de gendarmerie : « de faire arrêter et conduire sur le champ dans la maison d'arrêt les nommés Étienne Baud et Nicolas Martin, de Braillans, à leurs frais, pour n'avoir pas satisfait aux réquisitions qui leur avaient été faites de la part de leur commune pour conduire les fourrages à l'armée du Rhin. »

C'est là un cas extrême, mais qui ne fut pas tout à fait isolé. Si on veut savoir comment les choses se passaient d'ordinaire, il faut lire cette intéressante supplique qui est datée de frimaire an III, c'est-à-dire d'octobre 1794 :

Aux citoyens administrateurs du district de Besançon.

Expose le citoyen Ignace Gros, agent national de la commune de Fontain, canton de Beurre, que, lors de la dernière réquisition que le district a faite pour le convoi de Landau, il a été obligé comme agent de la commune de se transporter à Besançon, d'y rester très longtemps, d'avoir soin que les particuliers de son arrondissement obéissent aux ordres des administrateurs et se mettent en état de partir, il a été forcé de quitter absolument tous ses ouvrages, de séjourner à la ville, d'y vivre à l'auberge, de faire plusieurs voïages dans son canton, etc., etc. ; pour cela, il a fait une dépense bien considérable eü égard à sa modique fortune, dans l'espérance cependant qu'il seroit remboursé, suivant la promesse d'un des citoïens administrateurs. Il a passé 22 jours dans cette ville pour laquelle il étoit commandé, il a requis, ainsi qu'on la autorisé à le faire, deux officiers municipaux qui ont vaqué ensemble avec lui, pour que les voituriers partent suivant la réquisition. Ceux-ci, obligés de tout quitter et de vivre à leurs frais à l'auberge, ont dépensé pendant cet espace de tems environ 100 livres chacun ; pour lui il en a dépensé plus d'une fois autant. La gendarmerie s'est transportée dans la commune

1. Archives du Doubs, L, 1041.

de Fontain et les environs. Il a fallu envoyer par réquisition d'autres recors pour l'aider à prendre et à ramener les voituriers qui devoient partir et qui fuyoient pour ne pas le faire.

Citoyens administrateurs, en se dévouant au bien de la République, le citoyen Ignace Gros ne pense pas que la nation exige de lui des sacrifices aussi dispendieux que celui-ci. Sans autre fortune que le produit journalier de son travail, on ne peut pas le forcer à venir faire à Besançon à l'auberge une dépense aussi considérable qu'il ne serait pas en état de payer. Il demande que vous ordonniés qu'il soit prélevé sur les dépenses que doit faire la commune une somme telle que vous le jugerés convenable pour l'indemniser de ce qu'il a dépensé pour la réquisition pour le convoi de Landau, ainsi que les deux municipaux Pierre Pauret et Nicolas Petit et, comme il a dépensé plus de 200 livres et les municipaux chacun 100, il espère que vous allouerés pas moins que leurs débours...

Cette vivante supplique, marquée au coin de la sincérité, n'a pas besoin de commentaires. On voit les cultivateurs s'ingénier à esquiver la dure corvée et les officiers municipaux suant sang et eau avec les gendarmes pour les y contraindre. Les fonctions électives en ce temps-là n'étaient pas des sinécures ! L'agent national de Fontain et ses deux collègues municipaux n'obtiennent pas d'ailleurs le remboursement total de leurs frais d'auberge. Le district leur alloua, le 24 frimaire an III, à chacun, 4 francs par jour pour les vingt-deux jours qu'ils avaient passés à Besançon à organiser le convoi de Landau.

Le Comité de Salut public, à qui rien n'échappait, finit par s'émouvoir des souffrances des cultivateurs. Pour les alléger, il prit, le 22 nivôse an II (11 janvier 1794), l'arrêté suivant :

Considérant que plusieurs cultivateurs du district de Grandvilliers (Oise), requis de transporter leur contingent de fourrages dans les magasins de Doullens pour l'armée du Nord, ont été contraints par les agents de la République de les transporter à Maubeuge, distant de 65 lieues de Grandvilliers, ce qui les a engagés dans une marche de 20 jours ; considérant que des marches si pénibles, des absences si longues sont également nuisibles à l'agriculture et au service, qu'elles occasionnent la perte ou le dépérissement des chevaux et des bestiaux... Arrête : dans tous les cas où les agents de la République, des compagnies, régies et administrations sont autorisés de mettre en réquisition les chevaux, voitures, harnais et hommes

**d'équipage ou conducteurs des citoyens, ils fixeront les routes, les lieux de passage et établiront des relais, de sorte que les citoyens requis ne soient pas tenus, autant qu'il sera possible, d'envoyer leurs chevaux, voitures et conducteurs à plus de 10 lieues de distance de leur domicile ou au lieu de leur chargement...**

L'intention était bonne, mais l'application était difficile. Les documents conservés aux archives du Doubs prouvent qu'en fait les voituriers de la région de Besançon étaient souvent obligés de se rendre avec leurs attelages jusqu'à l'armée du Rhin ou du moins jusqu'à Belfort. Ils auraient dû ne pas dépasser Baume-les-Dames, qui était le lieu d'étapes.

Le Comité de Salut public donna lui-même l'exemple de déroger à son arrêté dans une circonstance fameuse. C'était au lendemain de Fleurus. Il fallait réapprovisionner en vivres et en munitions notre armée victorieuse, pour lui permettre de tirer le profit de la victoire et d'entrer à Bruxelles. Les moyens ordinaires de transports n'étant pas suffisants, le Comité de Salut public mit en réquisition, le 29 juin 1794, toutes les voitures et charrettes existant à Paris et dans les environs avec leurs conducteurs pour faire un voyage de Paris à l'armée du Nord. Cet acte de décision, qui peint bien l'esprit des dirigeants de l'époque et qui fut loin d'être exceptionnel, détermina la retraite des Autrichiens et eut pour conséquence la reconquête totale de la Belgique.

***

La réquisition des charrois qui commença avec la guerre dura autant que la guerre elle-même. Les autres réquisitions d'hommes et de choses furent d'abord des mesures momentanées, toutes exceptionnelles, qui ne devinrent permanentes et ne constituèrent un système qu'avec la Terreur, au milieu de l'année 1793.

Il y eut cependant dans la crise de l'été de 1792, qui suivit la chute du roi au 10 août, un nouvel essai de mobilisation générale plus étendu que celui de la patrie en danger. L'armée prussienne s'était emparée de Longwy et de Verdun. Elle s'avançait sur Paris. L'armée autrichienne de Saxe-Teschen

faisait le siège de Lille. Le Conseil exécutif provisoire, par une simple proclamation datée du 4 septembre 1792, prescrivit des réquisitions extraordinaires. Il fallait nourrir l'armée de gardes nationaux qui se concentrait sous Luckner au camp de Châlons et qui était menacée de manquer de pain. Afin de contraindre les propriétaires à vendre leurs grains un prix raisonnable, le Conseil conseilla aux corps administratifs de requérir les grains et d'en fixer le prix. Le conseil fut suivi. Certaines administrations comme le district de Soissons, certains généraux comme ceux de l'armée du Nord, appliquèrent les principes de la proclamation et firent procéder à des recensements chez l'habitant et à des enlèvements de grains [1]. Un décret du 9 septembre 1792 légalisa après coup les mesures prescrites par le Conseil exécutif en y ajoutant l'autorisation donnée aux municipalités « de retenir » les ouvriers nécessaires au battage des grains ou à la culture des terres. Un décret du 16 septembre ordonna un recensement général des grains dans toute la France et autorisa les administrations départementales à obliger les cultivateurs de porter leurs grains aux marchés !

Cette réquisition des denrées alimentaires, la première en date que nous ayons à relever, fut cependant toute locale et toute exceptionnelle. Il ne semble pas que le décret ait été partout exécuté. Après Valmy, quand l'ennemi battit en retraite et évacua le territoire, le Conseil exécutif, où ne siégeait plus Danton et que conduisait maintenant le girondin Roland, s'empressa de faire annuler la proclamation du 4 septembre et les décrets subséquents. Roland prétendit même que cette proclamation, qu'il ne se souvenait plus avoir signée, était une pièce apocryphe et illégale, aussi fausse que dangereuse !

Les Girondins, qui gouvernent pendant les premiers mois de la Convention, sont profondément attachés comme Roland à la liberté du commerce, à la liberté individuelle, au droit de

1. Voir aux *Archives parlementaires*, t. LII, les séances des 6 et 9 octobre 1792 à la Convention (débat rétrospectif provoqué par une lettre de Roland). Le recueil de M. Caron sur le *Commerce des céréales pendant la Révolution* ignore les deux proclamations du Conseil exécutif en date du 4 septembre et du 6 octobre, de même que le décret du 16 septembre.

propriété. Ils répugnent à la taxation et à la réquisition. Ils ne conçoivent la défense nationale que dans un cadre normal. Tout ce qui est exceptionnel les effarouche. Par-dessus tout ils tiennent au dogme de la séparation des pouvoirs, car ils ne veulent pas amoindrir le Conseil exécutif, autrement dit le ministère, où siègent leurs amis. Ils firent rapporter, le 8 décembre 1792, les décrets du mois de septembre qui étaient une première ébauche, bien imparfaite, de la réquisition des subsistances.

Mais les Girondins se montrent incapables de dominer les événements. La bureaucratie, à laquelle ils ont laissé le champ libre, accumule fautes sur fautes. Les armées, quoique victorieuses, ne sont plus équipées ni approvisionnées. Les fournisseurs volent en grand avec la complicité des généraux et des commissaires-ordonnateurs. La presse, la Convention, les jacobins rententissent de dénonciations contre le célèbre abbé d'Espagnac, ami de Dumouriez et de Danton, chargé de la fourniture des charrois de l'armée du Nord, contre le juif Jacob Benjamin, chargé de la fourniture du lard à l'armée des Alpes, contre beaucoup d'autres. Les soldats, mal nourris, exposés en haillons aux rigueurs de l'hiver, désertent en grand nombre. A l'intérieur, la liberté commerciale, jointe au discrédit de l'assignat qui commence à baisser, favorise les menées des accapareurs. Des troubles économiques graves éclatent un peu partout, dans les campagnes comme dans les villes. Le mécontentement populaire est exploité par les royalistes qui veulent venger Louis XVI.

Au début de mars commencent les désastres. L'armée de Belgique est refoulée d'Aix-la-Chapelle sur Liége, obligée de lever le siège de Maestricht, de reculer sur Louvain. Dumouriez qui accourt de Hollande se fait battre lui-même à Neervinden le 18 mars. Il abandonne Bruxelles et ne s'arrête à la frontière que pour tenter d'entraîner contre la Convention son armée battue. Il échoue et passe à l'ennemi le 31 mars. Déjà, depuis trois semaines, les paysans vendéens fanatisés par leurs prêtres s'étaient révoltés sous la conduite de leurs hobereaux. On pouvait craindre que l'ennemi, par une marche rapide sur la capitale, ne fît sa jonction avec les Vendéens.

***

Dans cette crise tragique, qui va s'aggraver pendant tout l'été, la Convention cessa de suivre les conseils timides des Girondins pour adopter de plus en plus les mesures de vigueur proposées par les Montagnards.

Elle renonça d'abord au dogme de la séparation des pouvoirs. Quand elle connut la trahison de Dumouriez, elle institua, le 5 avril, le Comité de Salut public qu'elle arma de pouvoirs de plus en plus étendus. Les ministres ne furent plus que des agents d'exécution.

Le 6 avril, Marat s'était écrié que « le moment était venu d'organiser le despotisme de la liberté pour écraser le despotisme des rois ». L'expression, qui fit fortune, exprime bien la réalité.

Par ses comités, l'Assemblée s'empara de la dictature. Les autorités locales et les généraux étant peu sûrs, elle les fit surveiller par ses propres membres délégués aux armées et dans l'intérieur et pourvus du droit de suspendre, d'arrêter, de remplacer tous les fonctionnaires et magistrats suspects, de procéder à toutes enquêtes et réquisitions nécessaires, etc. Les représentants en mission rétablirent la centralisation et l'unité de direction et d'exécution. Comme l'avaient été les intendants de Richelieu, ils furent l'État ambulant, l'État partout présent et partout obéi.

Ils eurent d'abord à faire exécuter une nouvelle réquisition d'hommes, la grande levée de 300 000 hommes qui s'opéra au milieu d'une vive agitation qui alla parfois jusqu'à l'émeute. On sait que cette réquisition fut le prétexte de l'insurrection vendéenne. Si le soulèvement paysan ne gagna pas la Bretagne et le Massif Central où des troubles graves éclatèrent, c'est certainement par l'énergie des représentants en mission que ce résultat fut atteint. Billaud Varenne et Sevestre, Faure et Lacoste étouffèrent les insurrections du Morbihan et du Velay à leur naissance. Partout les autorités furent épurées et les comités de surveillance, nouvellement institués, se mirent à fonctionner. L'ordre put être maintenu pendant la crise du mois d'avril.

La Convention ne s'était pas bornée à rétablir la centralisation au détriment des autorités locales élues, elle abandonnait de jour en jour les principes de la liberté commerciale. Le 4 mai 1793, sous la pression des pétitions populaires, elle décrétait un tarif maximum des grains, elle autorisait les corps administratifs et municipaux à faire des rencensements et des visites domiciliaires, à requérir les cultivateurs de garnir les marchés, à requérir les ouvriers pour battre les grains en gerbes, etc. Dans toute la France le commerce des céréales cessa d'être libre. Le ministre de l'Intérieur reçut le droit d'approvisionner les départements menacés de famine par des réquisitions adressées aux départements mieux fournis. Mais, en fait, ce ne furent pas les bureaucrates qui parèrent à la pénurie des subsistances et qui prirent l'initiative des réquisitions, ce furent les représentants en mission dans les départements.

Les Girondins blâmaient cette politique montagnarde de centralisation et de réquisitions. Ils lui reprochaient de confondre les pouvoirs, d'attenter aux droits de l'homme et à la souveraineté populaire. Ils s'efforçèrent de l'entraver de leur mieux dans les régions où ils dominaient. Les luttes des factions, la rivalité des autorités départementales élues, en majorité girondines, et des commissaires délégués par la Convention faisaient le jeu de l'ennemi. Il fallait à tout prix faire cesser l'anarchie. Ce fut l'objet de l'insurrection du 31 mai qui écrasa la Gironde à Paris. Mais le remède fut pire que le mal. En province, les Girondins, alliés aux royalistes, insurgèrent de nombreux départements dans l'Ouest, le Centre et le Midi. La Corse, Toulon se donnèrent aux Anglais. Marseille faillit en faire autant. Il fallut soumettre Lyon après un long siège, envoyer une armée reconquérir la Normandie. Les ennemis remportaient des avantages répétés aux frontières. Mayence, Condé, Valenciennes capitulaient à la fin de juillet. Cambrai, Le Quesnoy, Landrecies, les dernières places qui barraient la trouée de l'Oise, étaient investies. Dunkerque avait bientôt le même sort. Les Espagnols s'avançaient jusqu'à Perpignan. Les Sardes prenaient l'offensive dans les Alpes. Wurmser et Brunswick forçaient les lignes de Wissembourg. Le péril était immense. Les Montagnards qui gouvernaient y

firent face avec promptitude et énergie. Ils décrétèrent enfin cette mobilisation générale, cette levée en masse de toute la population, cette réquisition de toutes les denrées qui n'avait été jusque-là qu'ébauchée partiellement et à de courts intervalles.

Les délégués des assemblées primaires venus à Paris, le 10 août 1793, pour célébrer dans une grande Fédération l'anniversaire de la chute du trône et pour donner leur adhésion solennelle à la Constitution républicaine, prirent eux-mêmes l'initiative de ce vaste mouvement. Dans deux pétitions, présentées le 12 et le 16 août, ils réclamèrent « la mesure sublime d'un appel général de la nation entière ».

Qu'il n'y ait, disaient-ils le 16 août, aucune dispense pour l'homme physiquement constitué pour les armes, quelque fonction publique qu'il exerce ; que l'agriculture seule conserve les bras indispensables pour tirer de la terre les productions alimentaires ; que le cours du commerce soit arrêté momentanément ; que toute affaire cesse ; que la grande, l'unique et universelle affaire des Français soit de sauver la République !

Le Comité de Salut public, où siégeaient maintenant Robespierre et Carnot, étudia, séance tenante, les moyens pratiques d'organiser cette levée en masse qui sauverait le pays. Dès le 23 août, Barère soumit à la Convention le résultat de ses délibérations : « La République, dit-il, n'est plus qu'une grande ville assiégée. Il faut que la France ne soit plus autre chose qu'un vaste camp. » Tout devait donc être mis en commun pour le salut public, les hommes et les choses.

Ici, nous sommes tous solidaires, le métallurgiste comme le législateur, le physicien comme le forgeron, le savant comme le manouvrier, l'armurier comme le colonel, le manufacturier d'armes comme le général, le patriote et le banquier, l'artisan peu fortuné et le riche propriétaire, l'homme des arts comme le fondeur de canons, l'ingénieur des fortifications et le fabricant de piques, l'habitant des campagnes et le citadin : tout est réuni. Ils sont tous frères ; ils sont tous utiles ; ils seront tous honorés.

Barère fit alors voter le fameux décret :

Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées.

1° Les jeunes gens iront au combat, les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances ; les femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux ; les enfants mettront le vieux linge en charpie ; les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République.

2° Les maisons nationales seront converties en casernes, les places publiques en ateliers d'armes, le sol des caves sera lessivé, pour en extraire le salpêtre.

3° Les armes de calibre seront exclusivement remises à ceux qui marcheront à l'ennemi ; le service de l'intérieur se fera avec des fusils de chasse et l'arme blanche.

4° Les chevaux de luxe sont requis pour compléter les corps de cavalerie, les chevaux de trait, autres que ceux employés à l'agriculture, conduiront l'artillerie et les vivres.

5° Le Comité de Salut public est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour établir sans délai une fabrication extraordinaire d'armes de tout genre qui réponde à l'élan et à l'énergie du peuple français. Il est autorisé, en conséquence, à former tous les établissements, manufactures, ateliers et fabriques, qui seront jugés nécessaires à l'exécution de ces travaux ainsi qu'à requérir pour cet objet, dans toute l'étendue de la République, les artistes et les ouvriers qui peuvent concourir à leurs succès. Il sera mis à cet effet une somme de trente millions à la disposition du ministre de la guerre... L'établissement central de cette fabrication extraordinaire sera faite à Paris.

6° Les représentants du peuple envoyés pour l'exécution de la présente loi auront la même faculté dans leurs arrondissements respectifs, en se concertant avec le Comité de Salut public. Ils sont investis des pouvoirs illimités attribués aux représentants du peuple près les armées...

Ce vaste et magnifique programme, élaboré par Carnot [1], fut réalisé avec ordre, méthode et célérité sous la haute direction du Comité de Salut public, par l'impulsion des représentants en mission.

Tous les célibataires valides de dix-huit à vingt-cinq ans, qui ne furent pas retenus comme indispensables dans les services et usines travaillant pour la défense nationale, furent formés en bataillons au chef-lieu de chaque district sous une bannière portant l'inscription : *Le Peuple français debout contre les tyrans !* Plus de 500 000 furent ainsi enrôlés sans

1. La minute du décret est de sa main. Barère y versa ensuite quelques fleurs de rhétorique.

difficulté. La suppression du remplacement, du tirage au sort et du scrutin, qui consacraient l'inégalité, avait fait cesser toute opposition. Tous les Français, pour la première fois, payèrent l'impôt du sang. Le payant également, ils le payèrent sans regret. On eut ainsi les effectifs nécessaires pour tenir tête aux ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. L'armée compta sous les armes plus d'un million d'hommes, chiffre inouï pour l'époque. L'amalgame qui suivit mêla intimement la ligne et l'armée nouvelle, et en fit la troupe magnifique qui étonna le monde.

Pour armer et équiper ces recrues innombrables, le Comité de Salut public mit en réquisition les matières premières, les usines, les savants et les manouvriers. Le bronze des cloches, dont on ne conserva plus qu'une par paroisse, servit à fondre les canons après que Fourcroy, Monge et Berthollet, par un procédé ingénieux, eurent appris à retirer l'étain de l'alliage (loi du 23 juillet 1793). Les vieux fers provenant des démolitions furent rassemblés et envoyés aux usines (arrêté du 4 août 1793). Les mines furent partout mises en activité. On inventa des procédés nouveaux pour extraire le salpêtre et fabriquer la poudre. Dans toute la France, les maréchaux et les serruriers forgèrent les armes blanches pendant que les fonderies et les martinets étaient réquisitionnés pour fabriquer des canons et des fusils.

Les souliers manquaient. On réquisitionna les cordonniers et on les força à livrer pour l'armée tant de chaussures par décade (25 octobre 1793). Les civils furent invités à porter des sabots pour économiser le cuir. On réquisitionna les cordes des cloches pour les besoins de la marine qui manquait de câbles (29 floréal, an II). On recensa et on réquisitionna de même tout le chanvre des particuliers (20 septembre 1793). On réquisitionna la charpie pour les hôpitaux (27 du premier mois). Le papier devenait de plus en plus rare. On ordonna à tout Français au-dessus de quatorze ans de remettre une livre de chiffons à sa municipalité (12 germinal an II). On recensa et on réquisitionna les laines pour la fabrication des couvertures et des bas destinés aux troupes (12 messidor an II). On réquisitionna tous les bateaux de commerce existant dans les ports de l'Océan (4 octobre 1793). Ils furent estimés à dire

d'experts et affrétés au service de la République à raison de 10 p. 100 du montant de l'estimation. On requit les commerçants comme les industriels. Ainsi le 23 ventôse an II, le Comité de Salut public requit en masse le commerce de Bordeaux de fournir 20 millions de traites sur l'étranger et d'exporter pour pareille somme de marchandises, 4 millions de sucre, 4 millions d'eaux-de-vie, 8 millions de café, etc.

On requit les ouvriers en fer, les ouvriers imprimeurs, les ouvriers papetiers, les ouvriers des mines, les ouvriers verriers, les ouvriers tanneurs et on les soumit à un régime industriel sévère. On requit jusqu'aux oisifs pour les occuper à la production du salpêtre, à la cueillette des bois destinés à la fabrication de la potasse, à la récolte des cendres dans les maisons particulières [1].

Il ne suffisait pas de se procurer des armes et des munitions par des méthodes expéditives, révolutionnaires, il fallait nourrir ces énormes armées qu'on poussait aux frontières, ces foules ouvrières qu'on réquisitionnait dans les usines, ces gens des villes qui étaient souvent à la veille de manquer de pain. La Convention et le Comité de Salut public mirent en commun non seulement toutes les subsistances, mais toutes les denrées nécessaires à la vie. Partout les grains furent recensés, leurs détenteurs tenus d'en faire la déclaration, de les conduire au marché ou dans les greniers d'abondance, sur la réquisition des autorités, de les vendre à un tarif maximum. Il n'y eut plus qu'une seule espèce de pain dans toute la République, le pain de l'Égalité. Toutes les marchandises, même les étoffes, durent être vendues au maximum (29 sep-

1. Ainsi à Montbéliard, Pierre David Couleru, agent de la fabrication révolutionnaire du salpêtre, écrivait à l'administration du district : « Voilà les citoyens oisifs de la commune de Montbéliard qui me semble (*sic*) pouvoir suppléer aux manœuvres, qui sont les citoyens dénommés cy-dessous : Parot, ci-devant conseillié, fils du chirissien (sans doute chirurgien) ; Meignien, ci-devant gréfié ; Goguel, ci-devant conseillié ; Kukuel, ci-devant gréfié ; Jeanmaire, ci-devant conseillié ; Parot, ci-devant avocat ; George-Frédéric Saler l'aîné. Voilà les personnes qui me semble avoir bon tempérament pour travaillier à l'atelié révolutionnaire du salpêtre. » (Archives du Doubs, L, 1094. Le document n'est pas daté.) Ces personnes à bon tempérament appartenaient toutes à l'aristocratie montbéliardaise. Plusieurs avaient rempli de hautes charges de magistrature dans l'administration du duc de Wurtemberg avant la réunion à la France.

tembre 1793). On maxima jusqu'aux tonneaux. Les journées d'ouvriers furent tarifées pour maintenir un juste équilibre entre les salaires et le prix de la vie. On réquisitionna le vingtième cheval, le huitième cochon. On ordonna le dessèchement des étangs, la culture des terres abandonnées. Pour effectuer la moisson de l'an II dont la récolte était attendue avec impatience, le Comité de Salut public enrôla dans une réquisition méthodique tous les journaliers agricoles (11 prairial an II). Sous la pression des nécessités, la France fit une première expérience du régime collectiviste. L'État se fit industriel et commerçant, ou plutôt il fut le seul industriel et le seul commerçant.

Une commission centrale des subsistances et approvisionnements, instituée le 1er brumaire (22 octobre 1793), eut la charge du ravitaillement général sous la surveillance du Comité de Salut public. Au début, ses attributions étaient immenses. Elle ne devait pas seulement approvisionner en denrées alimentaires les villes et les armées, mais les manufactures en matières premières, veiller à l'exploitation des mines, à la coupe des bois, diriger la confection du cadastre, faire appliquer la loi du maximum, etc. Mais peu à peu le Comité de Salut public spécialisa les services. Il créa une commission des armes, poudres et mines, une commission des transports, une commission de l'habillement et équipement, une commission de l'organisation et du mouvement des armées, etc. Le 12 germinal, les anciens ministres disparurent et furent remplacés par douze commissions exécutives dont la plupart existaient déjà auparavant.

Ainsi s'organisa peu à peu une nouvelle centralisation, une nouvelle bureaucratie, mais très différente de l'ancienne, une bureaucratie sans traditions, étroitement surveillée par les représentants et par les clubs, énergiquement stimulée par le Comité de Salut public qui ne laissait aucune faute sans sanction.

Les représentants en mission dirigeaient sur place toutes les réquisitions. Pour mettre de l'ordre dans leur action, pour empêcher que les réquisitions des uns pussent se croiser avec les réquisitions des autres, le Comité de Salut public partagea la France en zones d'approvisionnement. Chaque armée,

chaque grande ville se vit assigner un certain nombre de départements et de districts chargés de son ravitaillement. Quand la commission des subsistances fut instituée, les représentants furent tenus de lui faire part de leurs propres réquisitions qu'ils durent borner à un périmètre déterminé. Il leur fut défendu d'entraver les opérations de la commission. Bientôt, le 5 frimaire, on leur interdit de déléguer leurs pouvoirs, de lever des taxes forcées, de recruter des troupes soldées sous le nom d'armées révolutionnaires. Bref, on coordonna étroitement leur action avec celle du Comité de Salut public et de ses commissions.

Ces restrictions aux pouvoirs illimités dont ils étaient revêtus n'étaient d'ailleurs pas dictées par la défiance, mais par le seul souci de la bonne marche des services. Le Comité de Salut public continua de confier aux représentants les missions administratives les plus délicates, comme l'organisation et la surveillance des fabrications. Étienne Deydier est envoyé dans l'Isère, le 2 octobre 1793, pour mettre tous les aciers en réquisition et approvisionner la manufacture de Saint-Étienne. Il eut le droit de fixer le prix des matières et de la main d'œuvre. Quelques jours plus tard, le 17 octobre 1793, le mathématicien Romme était envoyé de même à Saint-Étienne pour prendre la direction de la manufacture d'armes. Le 25 avril 1794, Fayau et Guillemardet furent délégués à la surveillance de la grande manufacture de fusils à Paris. Le 8 mai 1794, Frécine fut mis à la tête de la raffinerie révolutionnaire de salpêtre.

Pour empêcher les autorités locales d'entraver, ne fût-ce que par leur inertie, la rude besogne des représentants et des agents du Comité de Salut public, comme cela s'était produit dans l'été de 1793, la Convention ne se borna pas à procéder à l'épuration des corps administratifs qui furent renouvelés, non plus par l'élection populaire, mais par le choix direct des représentants sur l'avis des clubs ; elle fit plus. Elle donna une constitution provisoire, une charte au régime exceptionnel qui s'était établi depuis le mois d'août sous le coup des nécessités, plus fortes que les théories. Le 10 octobre 1793, sur le rapport de Saint-Just, elle soumit tous les corps constitués à la surveillance du Comité de Salut public,

elle les hiérarchisa, elle précisa leurs attributions. Pour accélérer l'exécution des ordres, elle supprima pour les mesures révolutionnaires l'échelon du département. Le gouvernement correspondit désormais sans intermédiaire avec les districts qui furent la cheville ouvrière de la nouvelle organisation. Les administrations de département étaient suspectes depuis leur rôle dans l'agitation fédéraliste. Elles furent confinées dans le seul domaine de la comptabilité.

En brumaire et frimaire, on fit un pas de plus. Billaud Varenne s'était plaint de la nonchalance des administrations qui ne faisaient pas exécuter les taxations et les réquisitions. La loi du 14 frimaire, votée sur son rapport, ordonna à toutes les autorités sans exception, civiles, militaires, judiciaires, de rendre un compte exact de leurs opérations tous les dix jours. Elle les menaça de peines terribles et surtout elle institua, pour faire exécuter les lois, auprès de chaque district et de chaque municipalité, un *agent national* armé du droit de réquisition, nommé par le pouvoir central et spécialement chargé de dénoncer les fonctionnaires négligents ou prévaricateurs.

Cette loi du 14 frimaire, véritable constitution du temps de guerre, donna au gouvernement révolutionnaire cette unité d'impulsion et cette rapidité d'exécution qui sont les deux conditions essentielles du plein rendement des services publics.

Vous avez un compte ouvert sur la patrie, écrivait le Comité aux agents nationaux ; songez que ce registre sera le témoin et le juge, en quelque sorte, de votre zèle. Songez, surveillants, que d'autres yeux sont ouverts ; songez que si les vôtres se ferment un instant, la peine appelée par vous-mêmes sur les coupables vous atteint et vous frappe ; la hache de la loi se balance aujourd'hui sur la tête du juge ; tout courbe sous elle ; l'incorruptible vertu reste seule debout... Le dépôt de l'exécution des lois est enfin confié à des dépositaires responsables. Qu'ils tremblent, s'ils deviennent infidèles ; mais aussi qu'ils n'oublient pas sous quelle égide ils commencent leur importante mission. C'est le prix de l'épurement, de la vertu et du civisme. Leur sécurité ne peut être troublée qu'au moment où ils dévieraient. Qu'ils marchent d'un pas ferme, avec la certitude que la patrie sait toujours récompenser ceux qui se dévouent pour elle et qui la servent en vrais républicains [1].

1. Aulard, *Recueil des Actes du Comité de salut public*, t. IX, p. 176.

Ce n'étaient pas là de vaines paroles. La responsabilité des agents de l'autorité ne fut pas illusoire. La hache, que le Comité de Salut public balançait sur leurs têtes, n'était pas une hache verbale et métaphorique, mais une hache réelle qu'ils pouvaient voir dressée sur les places publiques.

La même obéissance, la même exactitude fut exigée des fournisseurs. Le Comité mit la main à l'exécution stricte de leurs marchés. Par un arrêté du 12 nivôse (1er janvier 1794) il en traduisit un certain nombre devant les comités révolutionnaires comme suspects pour n'avoir pas rempli à l'époque fixée les clauses de leurs marchés. Plusieurs, comme le célèbre abbé d'Espagnac, portèrent leurs têtes sur l'échafaud.

***

Que l'emploi de la contrainte, que la terreur eût été nécessaire pour instaurer un pareil régime qui disciplinait hommes et choses sous la loi du salut public, l'historien ne doit en concevoir aucune surprise. La société française reposait sur la propriété individuelle. Les réquisitions limitaient ou annulaient cette propriété, toutes les fois que la patrie l'exigeait. Le Comité de Salut public, même en temps normal et dans un pays uni, eût vu se dresser contre lui la coalition de tous les égoïsmes. Qu'était-ce en un temps où l'avarice pouvait prendre le masque à la fois politique ou religieux?

« Le despotisme de la liberté » était inséparable de la mobilisation générale ordonnée par les décrets qui se succédèrent depuis le mois d'août 1793. « Point de réquisition sans terreur, a dit justement Michelet [1], point de terreur sans tyrannie. » Mais prenons garde que ce qui a rendu possible la Terreur de l'an II, ce qui lui a permis de durer, c'est qu'elle ne fut pas seulement une entreprise gouvernementale. La Convention n'a pas légiféré à part de la nation. Elle a eu le mérite de rester au contraire en contact étroit avec la masse des patriotes organisés, d'écouter leurs doléances, de s'inspirer de leurs critiques, de s'aider de leurs conseils et de profiter de leurs

1. *Histoire de la Révolution*, édition définitive, t. VII, p. 7.

exemples. C'est une chose très remarquable que la levée en masse soit sortie de l'initiative des délégués des assemblées primaires. L'institution du pain de l'Égalité fut essayée dans plusieurs villes, par exemple, à Besançon, dès le printemps de 1793, plus de six mois avant d'être rendue obligatoire par une loi. Les représentants en mission n'ont pu remplir leur tâche que parce qu'ils ont associé les sociétés populaires à leurs travaux.

La peur ne fait jamais de grandes choses. En l'an II, la peur eut pour correctif la justice. Un puissant besoin d'égalité, un vif sentiment de patriotisme souleva les âmes que la crainte eût affaissées. S'il y eut infiniment moins de troubles et d'émeutes dans la période qui va de brumaire à thermidor an II que dans la précédente, la raison n'en doit pas être cherchée seulement dans la crainte de l'échafaud, mais depuis brumaire, il y eut en France un gouvernement qui se dévoua corps et âme à la chose publique, qui procura à tous le pain quotidien, qui répartit équitablement toutes les ressources du pays et qui sut centupler les fabrications de guerre, un gouvernement qui força généraux et bureaucrates à exécuter ses ordres aussitôt que donnés, un gouvernement qui n'eut qu'une pensée, la victoire, et qui, l'ayant arrachée au destin, justifia sa dictature.

D'abord subi avec impatience, ce gouvernement finit par connaître la popularité. L'immense succès de la fête de l'Être suprême dans toute la France était un hommage à la Providence terrestre autant qu'à la céleste.

Michelet a bien vu que la mobilisation générale des hommes et des choses agit comme un puissant cordial sur le moral des soldats. « Ils eurent le sentiment, dit-il, de cette prodigieuse arrière-garde d'une nation entière qui était debout pour les soutenir [1]. »

Mais Jaurès, plus attentif aux phénomènes économiques, a montré que le maximum empêcha la chute de l'assignat, permit à l'État d'acheter à bon compte, soutint notre crédit en même temps qu'il prévenait les conflits du capital et du travail et qu'il maintenait la paix sociale. La réquisition des

1. *Histoire de la Révolution*, t. VI, p. 352.

usines d'autre part donna à notre industrie l'élan, le coup de fouet qui allait la transformer : « La fièvre du patriotisme et du péril hâta le rythme du travail jusque-là un peu traînant... La grande industrie ardente et pressée de la guerre révolutionnaire entraîna les bras pour les fébriles besognes du capitalisme moderne [1]. »

Ce furent les conséquences lointaines. Le résultat proche fut le territoire délivré, les frontières naturelles conquises, la France devenue la Grande Nation.

ALBERT MATHIEZ

1. *La Convention*, p. 1785.

# APRÈS LUI[1]

## VII

Cet été-là, comme tous les autres étés, M. Davranche avait son modèle. Ce n'était plus Rita, mais une fillette gênoise qui n'avait pas tout à fait seize ans. Au demeurant, les choses se passaient toujours de la même manière. L'artiste rudoyait l'enfant mais la comblait de menus cadeaux. C'était une singulière petite bête, gourmande, mal élevée et assez insupportable. Madame Davranche la traitait avec une bonté supérieure et Arlette, par esprit d'imitation, lui accordait toute son indulgence. Simonetta — c'était le nom du modèle — prenait la vie avec une insouciance parfaite. C'était la grande amie de Foufou et rien n'était plus amusant que de les voir jouer tous deux, le matin, dans la paix vibrante du jardin. Une escarpolette était suspendue entre deux tilleuls. Simonetta s'y asseyait, prenait Foufou sur elle et donnait l'élan.

— Ne le tuez pas, — criait de loin madame Davranche.

— Pas de danger, madame, — répondait l'Italienne en montrant ses dents.

Couchée dans son transatlantique, la paresseuse Arlette les surveillait. Pour arrêter la balançoire, Simonetta, de temps à autre, allongeait la jambe. Elle n'avait pour tout vêtement

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mars 1917.

qu'un mince peignoir souvent mal agrafé, mais cette tenue sommaire ne choquait personne. Simonetta faisait partie de l'outillage de M. Davranche comme sa toile et ses pinceaux. Son maître, d'ailleurs, le lui montrait bien. A l'impérieux coup de sifflet, il fallait lâcher Foufou et l'escarpolette, suivre l'artiste et descendre avec lui la ruelle ensoleillée qui menait au lac. Nous les voyions revenir deux heures plus tard du même pas calme et indifférent, Simonetta balançant la taille, M. Davranche le corps très droit dans son veston et tirant de sa pipe des bouffées hargneuses.

Il s'était remis au travail avec fureur et, en dehors des repas et du bref moment qu'il donnait à la « crapette » on le voyait peu. Ce peintre amateur issu d'une austère lignée de bourgeois constituait une étrange physionomie. Apparemment son existence n'avait qu'un but : la réalisation de ses chères baigneuses plongeant leurs corps ambrés dans l'eau transparente. De rares tableaux exposés lui avaient valu l'estime de ses confrères, mais riche, indépendant, ne demandant à son métier que des satisfactions d'artiste, il méprisait le jugement de la foule et traitait de « cabotins » ceux qui s'évertuaient à la courtiser.

Parfois, madame Davranche louait une voiture et nous faisions une promenade dans les environs. L'un de ces jours, nous allâmes avec Arlette et Foufou jusqu'au bout du lac. C'était par un joli temps voilé, d'une extrême douceur. Foufou avait promis d'être sage et il tint parole. D'ailleurs, tout ce qui touchait à la locomotion l'emplissait d'une joie muette, proche de l'extase. Madame Davranche l'avait pris auprès d'elle. J'étais assis en face d'eux, à côté d'Arlette. Celle-ci portait un grand chapeau de paille noué d'un chiffon de tulle et la fraîcheur d'une robe de piqué moulait son corps souple. Elle me posa des questions au sujet de la vigne qu'on sulfatait à ce moment, et tandis que je l'entretenais des crimes du « mildiou » elle m'écoutait, très grave, très surprise aussi de ce que je lui révélais sur ce fléau qu'elle n'avait probablement jamais soupçonné...

Depuis l' « explication », nous étions devenus de bons camarades. J'avais pour Arlette le respect que j'eusse dû avoir pour la veuve de Georges. Elle, de son côté, me traitait

en ami dont la bienveillance lui était acquise. Dirai-je cependant que j'étais insensible au charme de cette jeune femme? Non, pas précisément, mais c'était là un de ces obscurs démêlés qui échappent au contrôle de la conscience. Arlette me plaisait assurément, mais elle me plaisait d'une telle façon que j'eusse pu l'avouer sans honte à madame Davranche.

Le but de notre promenade était la forêt de Doussard dont on voyait mousser, au bout du lac, les noires sapinières. Nous atteignîmes Doussard vers quatre heures et nous goûtâmes dans une auberge à peu près vide et ronflante de mouches. Tandis que la patronne m'interrogeait sur la guerre, Arlette avisa, dans un coin, un verre à pied empli de fleurs mauves.

— Qu'est-ce que cela? — dit-elle... — Oh! que c'est joli!

Je vis passer dans ses yeux le désir des cyclamens qui hante toujours les étrangers venus ici en cette saison.

— Oh! ce n'est pas ce qui manque, — dit l'hôtelière... — Vous en trouverez dans la forêt tant qu'il vous plaira.

Arlette s'était tournée vers madame Davranche. Elle supplia :

— Vous voulez bien, mère?

— Mais avec plaisir, ma chère enfant... — Nous irons en voiture le plus loin possible.

Nous suivîmes quelque temps un chemin pierreux, traversé de menus torrents que bordaient de robustes sapins étagés sur les deux pentes. Puis nous nous arrêtâmes devant un petit pont.

— Allez cueillir vos fleurs, mes amis, — nous dit madame Davranche... — Moi, je reste ici avec Foufou.

A droite s'ouvrait un sentier où les ornières gardaient l'eau des dernières pluies. Arlette voulut s'y engager ; elle marchait vite ; l'une de ses mèches avait glissé, mais elle ne s'en inquiétait guère. Ce fut moi qui aperçus le premier cyclamen. J'appelai Arlette, lui offris la fleur.

— Oh, merci, merci, — dit-elle.

Elle la prit, la respira longuement. Je vis battre ses narines ; un faible soupir monta de sa gorge :

— Que c'est bon, — dit-elle... — A présent, je me souviens. A Paris, on en vend quelquefois dans des charrettes.

Et brusquement :

— Cherchons... Il doit y en avoir d'autres.

Nous en trouvâmes bientôt tout un parterre. Le revers des deux talus était tapissé de ces fraîches corolles et l'on respirait, sous le taillis, une fumée de parfum. Arlette cueillait des fleurs inlassablement. Je ne lui connaissais pas encore cette activité. Parfois, nous nous rapprochions. Nos deux mains trottaient sur la mousse l'une à côté de l'autre. Et la jeune femme éclatait d'un rire puéril.

— Regardez... On dirait des bêtes qui voudraient se battre.

Nos bouquets achevés, nous nous dirigeâmes vers le petit pont. Soudain, Arlette pousse un cri ; ses jambes fléchissent ; ses traits crispés expriment une vive souffrance :

— Je viens de tourner ma cheville, — explique-t-elle... — Que je suis idiote !

— Pouvez-vous marcher?

— Je ne sais pas... Mais si... Cela ne sera rien, je crois, — dit-elle avec un sourire un peu forcé.

Je propose :

— Appuyez-vous sur mon bras. Là, comme ça... Êtes-vous bien?

— Oui, merci.

Ce n'était pas une entorse et j'eus plaisir à le constater. Bientôt Arlette m'avoua qu'elle allait mieux, presque bien, mais ne renonça pas à l'aide de mon bras. A la soutenir, j'éprouvais un plaisir singulier. Il me semblait — après tout, ce pouvait être une illusion, — qu'elle non plus n'était pas fâchée du tour nouveau qu'avait pris ce tête à tête. Mais quoi ! N'agissais-je pas là comme un galant homme. Jamais, si Arlette n'eût tourné sa cheville, je ne me serais embarrassé de ce poids charmant.

Pourtant, quand, de loin, nous aperçûmes la voiture qui nous attendait à l'entrée du pont, d'un mouvement instinctif nous nous détachâmes. Arlette conta son accident à madame Davranche, puis nous parlâmes des cylamens. Durant ce retour, la jeune femme me parut pensive ; elle ne se mêlait guère à la conversation et respirait passionnément son bouquet sauvage.

Comme nous approchions de Talloires, madame Davranche pria le cocher d'arrêter son cheval. A cet endroit la route

abandonne la rive du lac pour escalader l'épaule d'un coteau habillé de vignes. A mi-côte, un sentier dévale parmi les ceps, jusqu'aux têtes grises d'une ligne de saules.

— C'est ici que mon mari travaille, — dit madame Davranche. — Puisque nous passons là, nous le ramènerons.

Elle descendit et nous nous engageâmes à sa suite dans le sentier. Foufou poursuivait des papillons avec son chapeau.

Je marchais silencieusement à côté d'Arlette.

— Les voilà, — dit tout à coup madame Davranche.

Arlette s'arrêta net. Je la vis rougir. A quinze pas de nous, sous les saules, M. Davranche assis devant son chevalet, brossait une toile un peu rageusement. En face de lui se tenait la petite Gênoise absolument nue. L'eau bleue palpitait autour de ses hanches et elle courbait, dans une pose frileuse son corps de jeune fille. Dès qu'elle nous aperçut, un sourire brida ses yeux bruns, sa bouche s'ouvrit et elle cria :

— Bonjour, Foufou.

Madame Davranche, le face-à-main sur les yeux, s'approchait de la toile :

— Es-tu content, mon ami? — questionna-t-elle timidement.

— Fichue lumière — grommela l'artiste... — Pas le moindre soleil dans toute cette journée... Ah ! c'est du propre... Repose-toi, gamine,

Docilement, le modèle se redressa, joignit les mains au-dessus de sa tête, puis s'étirant fit craquer ses os. Simonetta regardait Arlette, Arlette à côté, de moi et je crus voir briller dans ses yeux une lueur maligne. Elle sortit de l'eau sans hâte, emmancha son peignoir et nous nous dirigeâmes tous vers la voiture.

Nous nous y tassâmes n'importe comment. La brise s'était élevée. La Gênoise grelottait dans son peignoir. Je lui jetai mon pardessus sur les épaules et elle appuya sur moi un long regard chargé de reconnaissance.

Le soir, après la crapette, Arlette vint s'accouder seule sur la rampe du petit perron. Le vent nocturne avait balayé les nuages. Juchée au-dessus des montagnes, la lune aux trois quarts pleine épandait sur le lac sa poussière de nacre. Au bout d'un moment, j'allais rejoindre la jeune femme. Nous

parlâmes d'abord de notre promenade. Puis — je ne sais trop pourquoi — en allumant une cigarette, je risquai sottement :

— Une jolie fille, hein, cette Simonetta !

Arlette lança le coude en arrière, et d'un ton nerveux que je ne lui connaissais pas encore :

— Vous trouvez?... Ah, non, par exemple... Prenez donc la peine de la détailler.

Elle la « détaillait », elle, et férocement, exagérant à dessein ce qu'on eût pu appeler à la rigueur des « imperfections ». Puis elle railla l'impudeur tranquille du petit modèle.

— Je sais bien que c'est son métier... Mais vous direz ce que vous voudrez... Une femme comme ça n'est plus une femme.

Je ne protestai pas. Elle reprit :

— Elle n'a pour elle que sa jeunesse... Ah ! dame, on ne peut pas lui refuser cela.

Et elle brusqua notre entretien d'un éclat de rire qui sonnait faux dans l'odeur des roses.

## VIII

J'avais fixé mon départ au début de la semaine suivante. Quand j'avertis madame Davranche, elle fit une petite moue de contrariété.

— Est-il possible, cher monsieur?... Moi qui voulais vous demander...

— Quoi donc, madame?

— D'assister au baptême de notre Foufou... D'y assister en qualité de parrain.

Elle ajouta discrètement, avec une nuance de coquetterie :

— Et j'aurais été votre commère.

Cet honneur me prenait au dépourvu. N'importe, il me flattait et d'ailleurs, le sourire de madame Davranche est un de ces arguments qu'on n'ose réfuter.

— Je vous remercie, — dis-je. — J'accepte avec reconnaissance... Mais il n'est donc pas encore baptisé, le pauvre Foufou.

Les yeux de madame Davranche brillèrent sous les bandeaux blancs :

— Non, — dit-elle... — Oh ! ce n'est guère la faute d'Arlette. La chère petite n'a pas une âme de révoltée. Au contraire, même, depuis qu'elle est avec nous elle fréquente l'église. Mais elle a toujours vécu dans un milieu bien peu propice à la religion. D'après ce qu'elle m'a dit, je crois que sa mère était une athée. Est-ce votre opinion?

— C'est possible, — dis-je.

Madame Davranche reprit :

— Je m'occupe, dès à présent, de former Foufou. Ce n'est pas qu'à trois ans on ait beaucoup de raison, mais le chéri comprend déjà bien des petites choses... Tenez, le voilà... Voulez-vous faire une expérience?

Du fond du jardin, Foufou accourait, un Foufou très ébouriffé, tenant dans l'une de ses mains une passe-rose arrachée aux plates-bandes qu'il brandissait comme une hallebarde.

— Foufou ! — appela madame Davranche.

Le gamin flairait un reproche. Il expliqua :

— C'est la fleur qu'a tombé dans ma main.

Mais, comme sa grand'mère ne le grondait point, il se frotta contre elle, à la façon d'une bête câline.

— Foufou, — dit gravement madame Davranche, — sais-tu qu'on va te baptiser? Tu seras l'enfant du petit Jésus.

Foufou prouva d'un battement de cils que cette parenté ne lui était pas désagréable. Mais, tout de suite, il posa ses conditions :

— Et puis l'on me donnera quelque « sose ».

— Si tu es sage... Que veux-tu, mon ange?

— Un mouton, — répondit Foufou sans hésitation.

Arlette nous avait rejoints. Elle révéla :

— A Bois-Colombes, dans la maison qui touchait la nôtre, il y avait un petit garçon qui jouait toute la journée avec un mouton. Il y a longtemps que Foufou désire un jouet pareil.

— Ah ! mon Dieu, — fit madame Davranche.

J'intervins :

— Madame, puisque c'est moi le parrain, je réclame le droit d'offrir le mouton.

La cérémonie eut lieu trois jours plus tard par un temps

superbe. Monsieur Davranche y assista, plus bourru que jamais et, pourtant, il me sembla qu'il y avait une lueur d'émotion dans ses yeux d'acier. Ma charmante vieille était épanouie. De temps à autre, elle me regardait et je crus comprendre : « Je vous en prie, ne prenez pas à la légère les belles paroles de monsieur le curé... Puisque, selon toutes probabilités, vous vivrez après mon mari et moi, promettez-moi que vous surveillerez notre cher Foufou. » Parfois, elle se penchait vers l'enfant, lui faisait une recommandation, mais, en somme, les choses se passèrent le mieux du monde. Hormis deux réflexions saugrenues que lui inspirèrent les tableaux du Chemin de Croix, Foufou se montra digne du sacrement qu'il recevait, ce qui attendrit madame Davranche.

— Il est très impressionné, — me confia-t-elle, en sortant de l'église.

Mais, déjà, le petit bondissait :

— Z'ai été saze..., z'ai été saze... J'aurai mon mouton.

Il se tourna vers moi, très courtisan, avec un malicieux plissement de paupières :

— C'est toi qui le donnes, monsieur?

— Oui, mon ami Foufou.

— Quand, dis? Tout de suite, alors.

Je dus m'engager à prendre le jour même le bateau d'Annecy pour aller quérir dans un magasin le mouton promis.

Nous disposions encore d'une demi-heure avant le déjeuner. Tandis que monsieur et madame Davranche rentraient chez eux, Arlette exprima le désir de descendre au lac. Elle avait pris la main de Foufou. J'accompagnai la mère et l'enfant. Nous gagnâmes les grands arbres de l'Abbaye. Des bancs sont plantés là sous l'épais feuillage, devant la crique où se balancent des yoles amarrées. Je m'assis à côté d'Arlette, Foufou, près de nous, édifiait, avec ses menottes, une muraille de sable.

— C'est délicieux, — murmura la jeune femme. — On ne pense plus à rien. On se laisse vivre.

Elle passa l'un de ses bras autour du dossier et se renversa dans une pose abandonnée. Nous restions muets, grisés par la chaleur odorante et l'éclat de l'eau dont la lumière bleue nous éblouissait. Derrière nous, des petites filles dansaient une ronde et leurs voix grêles traversaient notre rêverie.

Soudain, je vis Arlette rougir. A quelques pas de nous, un homme vêtu de flanelle blanche et coiffé d'un panama traitait la location d'une norvégienne. Tout en discutant, il faisait tourner entre ses doigts une canne à bec de jade. Son teint havane clair, ses nombreuses bagues, la rose rouge saignant au revers de son veston, tout, chez lui, annonçait l'exotique fourvoyé dans notre pays en ce temps de guerre. Comme il se retournait, après avoir conclu son affaire, il aperçut Arlette à côté de moi. Aussitôt, d'un geste large, il souleva son panama. Mais la jeune femme ne lui répondit que par une sèche inclinaison de tête.

— Vous le connaissez? — dis-je stupéfait.

Arlette haussa les épaules :

— Je l'ai rencontré deux ou trois fois dans ce village.

Elle s'efforçait de cacher son émotion. Je pressentis que, cette fois encore, elle dissimulait la vérité.

— Allons donc ! — fis-je brutalement. — Vous ne prétendrez pas que vous avez vu cet homme ici pour la première fois.

Une flamme passa dans les yeux d'Arlette. De quel droit osais-je la soumettre à cette enquête? Elle eut pu me rabrouer, certes ! Et, cependant, elle ne le fit pas.

— C'est vrai, — dit-elle ... — J'ai connu cet homme avant la guerre quand je travaillais dans le music-hall. C'est un Argentin. Il se nomme Carlos Mendoza. Il est follement riche.

— Ah ! — questionnai-je, la voix mauvaise, — un ancien béguin?

Elle eut un rire clair :

— Oh non, par exemple ! J'étais l'amie de Georges. Mendoza le savait... lui, comme les autres. Seulement, de temps en temps, il m'envoyait un bouquet avec sa carte. Et ce fut tout. Vous voyez bien que ce n'est pas grave.

Arlette avait un tel accent de sincérité que je ne pus mettre en doute son affirmation. Pourtant, j'éprouvais un malaise absurde. Pourquoi m'imaginais-je, comme madame Davranche, qu'elle n'avait jamais été que la femme de Georges? N'était-il pas plus raisonnable, au contraire, de croire qu'elle avait dû céder parfois aux tentations qui se présentaient? Après tout, si je me faisais des illusions, c'est que j'étais un pauvre naïf.

Elle, cependant, les paupières battantes, regardait l'homme qui s'éloignait et dont les larges épaules tanguaient sous les branches :

— Quel gaillard, hein ! — murmura-t-elle avec un sourire.

— Oui, — fis-je durement. — C'est le type accompli du rastaquouère.

— Oh ! — dit-elle d'une voix molle, — c'est bien mon avis.

Et nous parlâmes d'autre chose, distraits par l'arrivée du bateau qui doublait la pointe du roc de Chère. Mais cet incident m'avait mis dans un état nerveux dont je ne percevais pas très nettement la cause. Et je me remémorai les sages paroles de M. Davranche. Qui pouvait affirmer que l'intrusion d'Arlette dans sa famille n'y apporterait pas de nouvelles tristesses?

J'emportai cette nervosité sur le vapeur blanc. Je la promenai dans Annecy où, sous les arcades, j'explorai toutes les vitrines dans l'espoir d'y découvrir le mouton de Foufou. Les Savoyards sont pleins d'obligeance et de courtoisie. On remua pour moi tous les fonds de boutique. Les animaux, petits et grands furent passés en revue. On me proposa des ours, des ânes, voire des éléphants. De moutons, point. Je dus me rendre à l'évidence. Il n'y avait pas un seul mouton dans la ville d'Annecy. Quelle sombre journée ! Pourtant, jusqu'à la dernière minute, je ne renonçai pas. Je me souviens qu'épuisé de chaleur, j'échouai dans une petit magasin, rue Filaterie, où je posai pour la vingtième fois cette question idiote :

— Madame, pouvez-vous me vendre un mouton?

Celle qui me répondit, une belle jeune fille aux bandeaux bleutés, m'avoua doucement que les moutons étant « établis » en Allemagne, on n'en tenait plus. J'étais excédé. Je lui jetai avec colère :

— C'est révoltant... La France devrait fabriquer ses moutons elle-même.

Mais, comme l'heure s'avançait, je me rabattis sur une chèvre, une belle chèvre à longs poils dont la tête expressive m'avait séduit. Et je courus au bateau de six heures, assez peu rassuré, d'ailleurs, sur l'accueil que Foufou réserverait à ce quadrupède.

Hélas ! Mes pressentiments étaient justifiés. Dès qu'il eut

développé le paquet, Foufou devint rouge jusqu'aux oreilles, et rejeta loin de lui le pauvre animal.

— C'est pas un mouton, — hurlait-il, — c'est une sale « sèvre »... Z'en veux pas de la sale « sèvre ». Ze la déteste, Et puis Foufou ne sera plus saze... zamais... zamais...

Et, brusquement, il fondit en larmes.

Nous étions tous désespérés.

## IX

Si je ne quittai Talloires ni le lendemain, ni les jours suivants, la faute en fut à madame Davranche. Elle m'avait fait joliment avouer que ma cure d'altitude n'était qu'un caprice. Après quoi, je me trouvai bien embarrassé pour la sacrifier à ce caprice-là. Mille liens d'ailleurs m'attachaient à ce pays où j'éprouvais l'impérieux besoin du temps d'arrêt, de la halte délicieuse avant l'inconnu des étapes nouvelles.

Mais, comme tous ceux qui prétendent masquer leur faiblesse avec des scrupules, je décidai que je ne pouvais m'éloigner sans avoir éclairci « le problème d'Arlette ». Car il y avait un problème d'Arlette. Il existait, depuis le jour où, sous les arbres de l'Abbaye, la jeune femme avait récolté le coup de chapeau du riche Argentin. Je n'envisageais pas sans effroi la confiance de madame Davranche, ni l'indulgence de son mari dont je n'avais pas oublié la verte semonce. Sans doute, pensais-je, Foufou est là et c'est un axiome d'assurer qu'il suffit de la présence d'un enfant pour tout arranger, mais je me disais aussi que si j'avais laissé la gracieuse Arlette dans son pavillon, si les Davranche avaient ignoré Foufou, je leur aurais peut-être épargné bien des dégoûts et bien des angoisses.

Cela devint une idée fixe. J'épiais Arlette, je l'accablais de questions sournoises. Elle me répondait toujours franchement avec une obligeance déconcertante. Parfois, je me faisais l'effet d'un bourreau stupide. Trois semaines de vie commune, d'ailleurs, donnaient à nos rapports un tour plus fami-

lier et je goûtais avec un singulier plaisir cette sorte d'intimité qui nous rapprochait, jeunes gens, dans un vieux ménage. La présence d'Arlette — je puis bien l'avouer — m'était agréable. Elle, de son côté, ne semblait pas me trouver trop déplaisant. Mais tout ceci était bien vague... Et puis n'y avait-il pas toujours entre nous le souvenir de Georges?

Notre existence, au milieu du grand drame qui se poursuivait, avait cette monotonie qui n'a pas d'histoire. On se levait tard à la maison bleue. Je prenais mon café au lait devant les roses du balcon qui embaumaient l'heure du déjeuner. Au-dessous de moi, les jardins fleuris dégringolaient jusqu'au lac miroitant et strié de moires. Sur l'autre rive, j'apercevais le château de Duingt coiffant sa presqu'île et, à droite, les maisons blanches de Saint-Jorioz, derrière les roseaux. Chaque matin, mon regard s'emplissait du même ravissement. Je descendais et j'allais souhaiter le bonjour à madame Davranche. Je la retrouvais telle que je l'avais quittée la veille, avec ses bandeaux de neige, ses yeux très doux, son corsage garni de crêpe qu'illuminait le jais du sautoir. Quelquefois, elle ouvrait son piano, comme au temps de Georges. Mais elle ne chantait plus et se contentait de revoir les morceaux qu'elle devait exécuter sur l'harmonium à la prochaine messe.

Puis le jardin m'accueillait, le jardin où jouait Foufou, où fréquemment Arlette bâillait sur un livre. Nous échangions quelques mots. Je la regardais sourire. Elle montrait de petites dents brillantes, très saines, sur des gencives un peu fortes. Ensuite, je faisais un tour dans le village ou bien j'escaladais les pentes boisées du roc de Chère. A chaque tournant du sentier, je voyais le lac. Il variait constamment sa physionomie tantôt d'un gris d'argent, fêlé comme une glace, par le sillage du vapeur, d'autres fois, d'un bleu dur, dissolvant dans sa lumière le reflet des nuages qui s'accrochaient aux flancs de la Tournette. Sur la hauteur, l'air était plus vif, des oiseaux solfiaient dans la broussaille. Je m'asseyais, je respirais, je regardais longuement ma main mutilée. Je songeais aux camarades qui dormaient là-bas, que je ne reverrai plus et aussi à ceux qui luttaient encore. Puis je remuais le problème d'Arlette. Je l'examinais sur toutes ses faces. Parfois, j'inclinais à l'indulgence. Certes, liée aux

Davranche, Arlette serait désormais à l'abri des coups du hasard. Mais ne mériterait-elle pas tout de même un peu d'admiration si, jeune et ardente, elle renonçait à tout, pour n'être plus qu'une mère attentive, une veuve fidèle, rigoureusement assujettie aux devoirs nouveaux?

Le déjeuner nous réunissait, un peu rapide, car M. Davranche n'aimait pas rester longtemps à table. Après quoi, on servait le café dans le jardin, entre deux tilleuls que les Davranche avaient baptisés « Paul et Virginie ». Tout de suite, Arlette s'allongeait dans le transatlantique. C'était sa place, j'approchais d'elle une table, elle y déposait sa tasse et me remerciait. J'allumais une cigarette. Longtemps la jeune femme me regarda. Je voyais briller dans ses yeux une envie folle qu'elle n'osait avouer. Un jour, pris de pitié, j'avertis madame Davranche, assez peu rassuré d'ailleurs sur le sort de la requête que je présentais. Mais la vieille dame sursauta :

— Oh ! que ne le disiez-vous, mon enfant ! — reprocha-t-elle.

Arlette confuse dut révéler les cigarettes qu'elle préférait et, le jour-même, madame Davranche écrivit à Paris pour faire venir une demi-douzaine de paquets, des « petites russes » que la maman de Foufou dégustait, étendue, les paupières mi-closes avec une jolie grimace de plaisir. Ensuite, on apportait les journaux, on les lisait, on m'interrogeait, comme si, parce que j'avais été soldat, mon opinion eût quelque valeur... Vers quatre heures, on se mettait en mouvement pour le tour classique, soit du côté d'Angon sur la route qui longe le lac et que parfumaient à cette époque des tilleuls fleuris, soit vers Menthon dans les prés fauchés où stridulent tout l'été des milliers de sauterelles. Je marchais entre les deux femmes. Madame Davranche s'arrêtait souvent pour me faire admirer un détail du paysage. Elle avait l'orgueil naïf des propriétaires et affirmait que Talloires était le mieux situé des villages du lac. Durant ces promenades, Arlette avait tendance à s'absorber et je lisais parfois sur ses traits un peu de lassitude. Nous revenions vers sept heures dans l'apaisement qui suit les chaudes journées. Le plus souvent, on attendait M. Davranche dont on voyait poindre au bout de la ruelle le chapeau conique.

Mais le meilleur, après l'indispensable crapette, c'étaient les longs après-dîners que je passais au jardin avec ces dames. Elles s'enveloppaient de châles et nous restions là sans bouger, sans parler, chacun bercé par sa rêverie. Ici les nuits ne sont jamais tout à fait profondes. Même quand la lune ne brille pas, il y a souvent des clairs d'étoiles d'une exquise douceur. Je m'asseyais à côté d'Arlette ; nous mêlions les molles bouffées de nos cigarettes. C'était l'heure où m'obsédait le souvenir de Georges. « Pourquoi est-ce lui qui est mort, pensais-je, lui plutôt que moi? » Et je transposais les événements, je me disais que tout eût si bien pu s'arranger si, à ma place, c'était Georges Davranche qui avait vécu. Mais, dans le même temps, par une contradiction bizarre, j'étais furieusement possédé du désir de vivre. J'avais les yeux fixés sur cette pauvre chose qu'on nomme « le bonheur » et j'aspirais le vent du soir, le vent chargé de l'odeur des roses qui m'apportait dans son haleine toute la tristesse de l'infini...

Une fois — j'étais assis près d'Arlette, madame Davranche se tenait de l'autre côté — nous nous taisions, émus tous trois par le grand silence qui nous rapprochait. Il y avait eu, dans l'après-midi des menaces d'orage. Mais un coup de brise, vers le soir, avait dispersé les nuées et, maintenant, les montagnes, en face de nous, découpaient nettement leurs monstrueux profils dans le ciel bleuâtre. Plongée dans le transatlantique, Arlette laissait prendre une de ses mains. Cette main se balançait dans le vide à côté de la mienne. Soudain, nous entendîmes le cri de la chouette. A cette minute nos doigts se frôlèrent...

De nouveau, le silence nous enveloppa. Pourquoi, sans le vouloir — car j'affirme que je ne l'ai pas voulu — ma main étreignit-elle la petite main d'Arlette? Je la sentis molle, abandonnée. Je fermai les yeux... Elle dut aussi fermer les siens. Et nous restâmes ainsi — combien de temps, je l'ignore? — jusqu'au moment où la voix de madame Davranche nous avertit :

— La fraîcheur tombe, mes amis, c'est l'heure de rentrer.

Ce fut Arlette qui rompit l'attache, mais très doucement et comme à regret. Quand je lui dis bonsoir quelques minutes

plus tard, elle m'apparut très pâle, les traits tirés, sous la lumière de la petite lampe accrochée dans le vestibule.

J'étais bouleversé, mais en même temps, une joie singulière me possédait. J'ouvris ma fenêtre et je restai longtemps accoudé, les artères battantes, sur le silence odorant de cette nuit d'été. Comment n'avais-je pas compris jusqu'alors que j'aimais Arlette? Maintenant mon âme se soulevait, une force mystérieuse m'arrachait de ma route et je voguais très loin à travers l'espace.

## X

Le lendemain, quand je revis Arlette, je la trouvai souriante et les yeux tranquilles. Nous étions seuls au jardin car, à cette heure, madame Davranche était occupée à sa toilette et Foufou très absorbé par un arrosoir qu'il tentait de soulever ne pouvait être un témoin gênant. Je m'attendais, après l'incident de la veille, au petit mouvement de pudeur des femmes dont on vient de faire la conquête... Mais non. Arlette souriait et je crus déchiffrer dans ce sourire :

« Eh bien oui, je vous l'accorde, nous n'avons guère été raisonnables, mon pauvre ami... Mais, à tout prendre, est-ce bien notre faute? Nous sommes jeunes tous deux, nous vivons depuis trois semaines l'un à côté de l'autre, dans un admirable pays où l'on ne peut faire autrement que d'être amoureux. Vous avez été fou. J'ai été folle. Oublions-le et résignons-nous, puisque nous savons bien que « ça ne se peut pas. »

Devais-je maudire mon sort? Je me le suis demandé un quart d'heure plus tard en suivant mélancoliquement la route de Menthon. A la réflexion, j'estimai qu'Arlette avait montré beaucoup de bon sens. Elle ne se souvenait plus et c'était bien son droit, puisqu'en somme, il y avait sur notre « erreur » de la veille comme un air de songe. Que mon orgueil souffrît, que mon cœur fût blessé, tant mieux — c'était une leçon d'énergie, un juste rappel à ma conscience ! Cette épreuve, comme l'autre, achèverait de me tremper et de m'aguerrir.

Par mesure de discipline, je ressassais, en cheminant les

méfaits de l'amour. Je songeais aux enquêtes, à tout ce qui se disait sur la mentalité d' « après-guerre » et je souhaitais que, dans la société future, l'amour fût remis à sa place un peu brutalement. Quelle sottise d'en faire le pôle du monde, d'y consacrer presque exclusivement la littérature !...

Au retour, je tombai dans un drame. Arlette, les yeux rouges, discutait avec madame Davranche qui s'efforçait de la calmer. Que se passait-il? Madame Davranche me l'apprit un peu plus tard.

Depuis quelques temps, Arlette avait pris en grippe le petit modèle. Elle accusait Simonetta de s'introduire dans sa chambre et de lui voler sa poudre de riz. A vrai dire, le délit ne fut jamais tout à fait prouvé. Mais Arlette s'entêta dans ses soupçons.

— Que faire? — me confia madame Davranche. — La pauvre enfant est très montée. Évidemment, cette petite est une sauvage. Mais j'ai grand'peur en soutenant Arlette de me faire la complice d'une injustice.

C'était presque un conseil qu'elle sollicitait. Je n'osai le donner. Si vraiment la maman de Foufou, malgré son apparence d'équilibre, était en proie à ce délire qu'on nomme la « persécution », je savais d'avance qu'on sacrifierait tout à l'enfant gâtée.

Le lendemain, comme j'étais sur le balcon, je perçus au-dessous de moi, les bribes d'un dialogue. Madame Davranche contait à son mari l'histoire de la poudre. « Bah ! Bah ! » interrompit M. Davranche. Je devinais que lui, non plus, n'admettait pas les raisons d'Arlette et j'épiais une protestation qui eût débouté la plaideuse un peu rudement. Mais quand sa femme eut parlé :

— C'est bien, — dit-il. — Nous devons choisir, n'est-ce pas? Que Simonetta file le plus tôt possible.

— Mais, mon ami... ta baigneuse, comment feras-tu?

— Je m'arrangerai... Il n'y a pas qu'un modèle au monde... Simonetta partira demain par le premier train.

— Mais toi... toi, — répétait madame Davranche éperdue.

— J'ai du travail en attendant. D'ailleurs, je vais tout de suite écrire là-bas. On m'expédiera une remplaçante dès la semaine prochaine.

Le silence tomba. Puis madame Davranche balbutia quelques mots qui m'échappèrent. Et j'entendis, de nouveau, la voix sèche de son mari.

— Parbleu oui, elle était gentille, cette enfant... très docile, très attentive, avec un sacré petit corps joliment fichu.

— Tu la regrettes? — implora madame Davranche.

— Oh ! je t'en prie, ne parlons plus de ça.

Une porte s'ouvrit, puis se referma. Et ce fut tout. Le soir, pourtant, madame Davranche ne descendit pas au jardin, comme à l'ordinaire. Je l'aperçus sous la lampe de la salle à manger... Elle beurrait des sandwichs pour le voyage de Simonetta.

Un bruit de voix m'éveilla, le lendemain, à l'aube. J'allais à la fenêtre. Il pleuvait fin. Simonetta toute mince dans un cover-coat, s'entretenait avec madame Davranche au bord du perron. Je la voyais s'agiter, pérorer avec deux grains de colère dans ses yeux mobiles... Soudain, au-dessus de ma tête, le store grinça. Arlette s'était levée, elle aussi, et surveillait le départ du petit modèle.

Simonetta releva la tête et aperçut l' « ennemie », à travers la vitre. Ses yeux s'enflammèrent, elle redressa le buste et tout ce qu'elle avait amassé de rancune éclata d'un coup.

— Adieu, vous, — lança-t-elle d'une voix sonore... — Et bonne chance ! hé, pour les amours...

Puis négligeant madame Davranche, elle empoigna son pauvre bagage et s'enfuit comme une voleuse.

Je reculai, effaré. Ainsi le sentiment que j'avais cru garder au fond de moi-même, une fillette le proclamait avec insolence. Au-dessus de moi, le store, s'abattit, j'entendis une exclamation rageuse. Apparemment, là-haut, comme ici, le coup avait porté. Et si Arlette montrait de l'humeur, c'est qu'elle était sensible, elle aussi, à la vengeance de Simonetta...

Quelques jours après, comme je m'apprête à mettre une lettre à la poste, Arlette me dit sans façon :

— Je vous accompagne.

Nous sortons ensemble. Elle marche à côté de moi, la lèvre pincée. Ma lettre mise, elle propose :

— Descendons au lac. Je sais un banc de pierre où nous

serons seuls... Il faut que je vous montre « la chose »... à vous seulement.

Que signifiait ce mystère? Quand nous fûmes assis, Arlette tira de sa poche une petite enveloppe.

— C'est de « lui » — annonça-t-elle. — Croiriez-vous qu'il a eu le toupet de m'écrire? Il m'a fait remettre « ça » par un gamin, tandis que je menais jouer Foufou devant l'Abbaye.

— De qui voulez-vous parler?

Elle haussa les épaules :

— De lui, voyons... Du type.

— Mendoza !

— Évidemment.

— Comment « évidemment », — fis-je énervé. — Je ne savais pas que vous entreteniez des relations avec ce monsieur.

Arlette posa la main sur mon bras, et, d'un ton câlin :

— Oh ! des relations... D'abord, je n'y suis pour rien. Voulez-vous que nous lisions cette lettre ensemble?

J'acceptai la proposition. Joue contre joue, nous déchiffrâmes la lettre de l'Argentin. Il exprimait son amour en termes brutaux, d'une vulgarité presque révoltante. Même, il arguait de sa patience, faisait le compte des jours d'attente, comme si on lui devait un tour de faveur. Et il offrait tout : diamants, fourrures, auto... voire un yacht qui, la paix signée, les mènerait en Égypte et aux Baléares... C'était donc là, l'homme respectueux dont Arlette, naguère, m'avait entretenu. J'étais vibrant de colère, mais je n'osais le montrer, guettant un mot d'elle qui m'eut permis de l'associer à mes sentiments.

— Croyez-vous? — murmura-t-elle enfin.

Et très naturellement :

— Je vous l'ai dit, n'est-ce pas... Avec cet homme, j'ai été très rosse. Oh, celui-là, ne peut pas se vanter de m'avoir touché même le petit doigt.

Bon ! voici que maintenant, elle faisait parade de sa vertu. Quel besoin avait-elle donc de la défendre? Et « celui-là » ! Pourquoi ce mot bête? Il y en avait peut-être d'autres que celui-là.

Elle sourit :

— Enfin... Comment trouvez-vous ça?

— Le yacht, les diamants?

— Non... Les petites choses qu'il dit sur moi? C'est gentil, n'est-ce pas?

J'eus un haut-le-corps. Je répondis avec violence :

— C'est idiot... idiot et grotesque. Ah, ça ! Vous vous laissez donc prendre à cette littérature de bas étage !

Arlette leva sur moi des yeux candides comme si, vraiment, elle ne soupçonnait pas que la littérature eût plusieurs étages.

— Je vous demande pardon, — balbutia-t-elle, la voix soumise... — Je croyais... Cela vous fâche-t-il?

— Pourquoi voulez-vous que cela me fâche?

— Je ne sais pas... Vous êtes si drôle.

Elle détournait la tête. Je vis sa bouche marquée d'un pli douloureux. Mais elle se remit tout de suite et, comme nous rentrions, elle m'avoua :

— Vous pensez bien que ça ne m'impressionne pas la lettre du type. Seulement, ça me faisait plaisir d'avoir votre avis.

Et elle ajouta d'un ton pénétré :

— Vous qui êtes sérieux...

## XI

Quand, de nouveau, j'envisageai mon départ, madame Davranche ne protesta pas. Je lui promis, il est vrai, qu'à la descente, je passerais encore à Talloires une journée ou deux. Ce matin-là, comme Arlette souffrait d'une migraine, nous montâmes seuls, ma vieille amie et moi, jusqu'au noyer où, tant de fois, assis côte à côte sur le banc rustique, nous nous étions entretenus de l'avenir de Georges.

— Il y a des moments où je crois rêver, — me confia madame Davranche. — Pensez donc ! Une bru, un petit-fils, quand on n'espérait plus rien en ce monde, quand devant soi, c'était le désert... Dieu est bon ! Certes nous avons été frappés durement, mais, dans le désastre universel, avions-nous le droit d'être épargnés?... Je suis profondément reconnaissante à la Providence et à vous, cher monsieur, qui avez bien voulu seconder ses vues.

Je m'inclinai. Madame Davranche fit passer son ombrelle d'une main dans l'autre et soupira :

— Pourtant, il y a des heures où je suis inquiète. Mon mari et moi nous arrangeons la vie à notre convenance. Nous décidons qu'Arlette est veuve, qu'elle le restera, nous plions la pauvre enfant à nos habitudes sans la consulter, parce que nous sommes de vieilles gens et que la fonction des vieilles gens c'est d'être égoïstes. Quelquefois, Arlette me fait peine. Je m'imagine avoir mis en cage un oiseau des bois. Qu'en pensez-vous?

Je répondis avec émotion :

— Je pense que vous êtes infiniment bonne, madame. Vos scrupules sont ceux d'une âme délicate, mais laissez-moi vous dire qu'ils ne sont pas de mise. Ce que vous avez fait, c'est quelque chose de neuf, de hardi, de très beau, une manière d'insurrection contre ce qu'on nomme l'esprit bourgeois avec une ironie vraiment un peu trop facile. D'ailleurs, depuis que j'ai vu des bourgeois mourir, je ne crois plus à l'esprit bourgeois. Vous, madame, vous n'aviez pas votre vie à offrir sur le champ de bataille, mais vous pouviez sacrifier vos principes, braver le ridicule, vous évader du cercle des préjugés au nom du sentiment le plus respectable : l'amour d'un fils qui se prolonge dans la compagne qu'il a choisie, cette femme que vous aimiez déjà sans la connaître. Et cela, vous l'avez fait.

— Je n'ai pas réfléchi, — dit modestement madame Davranche. — Mais croyez-vous qu'Arlette nous comprenne?

— Je l'espère... Ah ! chère madame, si cette femme ne vous comprenait pas, ce serait horrible.

Nous nous tûmes, bouleversés tous deux par la même crainte. Madame Davranche fut la première à se ressaisir. Elle murmura :

— Ce n'est pas bien. Pourquoi la soupçonnerions-nous d'ingratitude, la pauvre petite? D'ailleurs, elle s'est toujours montrée à notre égard gentille et prévenante... De mon côté, je fais ce que je peux.

— Vous n'avez rien à vous reprocher.

Les yeux de madame Davranche s'envolèrent dans un monde brumeux et inaccessible. Elle rompit le silence pour me livrer sa pensée intime :

— Et puis, j'ai Foufou, — reprit-elle, — un petit-fils en qui je retrouve un peu de mon Georges. C'était un démon lui aussi. Nous l'avions élevé presque sévèrement. Cela me fait mal, quand je songe que j'ai pu lui refuser un peu de bonheur.

Elle se leva et nous regagnâmes la maison bleue. Arlette ne descendit qu'après le déjeuner. Elle était nerveuse et je crus m'apercevoir qu'elle avait pleuré. Dans le courant de l'après-midi, j'informai madame Davranche que je comptais visiter le lendemain la cascade d'Angon. Arlette nous écoutait en arrachant de courtes bouffées à sa cigarette.

— Mais, je ne la connais pas, moi, — déclara-t-elle. — Est-ce donc bien curieux ?

— Le décor est admirable, — dit madame Davranche.

— Ah bien ! Je ferai cette promenade un jour ou l'autre.

La jeune femme se tournait vers moi. Je ne bougeais pas. Madame Davranche nous vint en aide.

— Je suis sûre que monsieur Castaing ne demande pas mieux que de vous emmener. Seulement je vous préviens que la route est caillouteuse et qu'elle grimpe beaucoup.

Arlette éclata de rire :

— Oh ! — dit-elle, — je ne suis pas une empotée. Ça ne serait pas la peine d'avoir vingt ans.

Cette proposition me mécontentait. J'en voulus presque à madame Davranche. Puis, brusquement, je compris. Ma charmante vieille me donnait là une preuve de confiance. C'était à moi de m'en montrer digne.

Nous partîmes vers huit heures, par un de ces matins légers et frais qui ont la couleur de l'insouciance. Au-dessus du lac flottait une gaze de brouillard. Mais, plus haut, dans l'air diaphane, les cimes étincelaient, perçant de leurs têtes chauves la collerette des sapinières. Elles étaient toutes là, les amies de nos promenades : la Tournette avec ses escarpements et ses plaques de neige, les Dents de Lanfon découpant la silhouette d'un buffet d'orgue et le Charbon — et le Semnoz — et d'autres plus lointaines qui se bousculaient et se haussaient pour admirer le lac assoupi. Nous grimpions, Arlette et moi, le sentier de la cascade, un adorable chemin bordé de clématites dont les fleurs en houppes secouaient la rosée. Qu'elles sentaient bon, ces clématites ! Arlette, sanglée dans sa jupe

trotteuse, attaquait bravement le raidillon de sa canne ferrée. Comme je risquais :

— C'est dur, n'est-ce pas?

Elle me répondit :

— Pas le moins du monde !

Et je compris qu'elle avait l'orgueil de sa jeune force.

Au premier coude, nous nous arrêtâmes pour regarder Talloires qui groupait au-dessous de nous ses jardins et ses villas. Arlette reconnut la maison bleue. Elle battit des mains:

— Que c'est drôle, — dit-elle, — si nous avions un « aéro », ce serait joliment commode pour rentrer chez nous.

Ce fut la seule réflexion que le paysage lui inspira. Mais elle cueillit une branche de chèvrefeuille et me la donna :

— Prenez, — dit-elle, — en rentrant vous la mettrez dans un verre d'eau. Elle vous accompagnera dans votre voyage.

A mesure que nous montions, l'air devenait plus vif, malgré la chaleur du soleil et je retrouvai cette sensation d'ivresse légère que m'ont toujours procurée les courses alpestres. Nous perçûmes de loin le grondement de la cascade, puis les lacets du sentier nous en rapprochèrent et, tout à coup, nous vîmes la brèche où le torrent précipite ses eaux entre deux parois vêtues de broussailles.

— Des fraises, — dit Arlette.

L'herbe, à nos pieds, était constellée de petits points rouges. Arlette, joyeuse, fit la cueillette :

— C'est qu'elles sont bonnes, — disait-elle. — Et parfumées ! Vrai, ce n'est pas à Bois-Colombes qu'on en trouverait de pareilles sur le marché.

Elle les jetait dans sa bouche goulûment, avec une voracité de jeune animal. Puis, ayant empli le creux de sa main, elle me la tendit :

— Pour vous.

Je gobai ces fruits qui avaient la tiédeur de la paume d'Arlette. Celle-ci me regardait, toute heureuse de m'associer à sa gourmandise. Mais, comme elle se relevait, une branche accrocha son chapeau de paille.

— Ah bien ! Je suis propre, — dit-elle en riant. — Faudrait tout de même que je me recoiffe.

Elle tira de sa poche une petite glace, mais se ravisa :

— Non, pas maintenant... au retour... Même, comme cela ce sera plus drôle.

D'un geste brusque, elle arracha le peigne qui mordait ses cheveux et ceux-ci ruisselèrent sur ses épaules.

— Ça ne vous choque pas? — me demanda-t-elle. — C'est que ça leur fait tant de bien de prendre un peu l'air.

Elle partit de l'avant, en secouant son chapeau comme un panier. Nous parvînmes jusqu'au bord d'une plate-forme herbeuse qui surplombait la chute du torrent. Arlette se pencha, frissonnante, au-dessus du gouffre :

— Ça fait peur, — dit-elle, — mais j'aime bien cela... Est-ce que cela ne vous amuse pas, vous aussi, d'avoir un peu peur?

Elle fixait les yeux sur moi avec une insistance qui m'embarrassa. Une vapeur glacée montait de l'abîme ; d'invisibles oiseaux nous enveloppaient d'un caquet de volière. Arlette se laissa tomber dans l'herbe et ses deux mains, jointes au-dessous de la nuque, firent un oreiller à sa jolie tête.

— Comme on est bien ! — murmura-t-elle. — C'est bon d'être libre... Ça vous repose un peu.

— Que voulez-vous dire?

— Ma foi, — déclara la jeune femme, — je ne vous cacherai pas que je m'ennuie rudement avec ces deux vieux... Oh ! lui, je le supporterais encore — on le voit à peine. Mais elle ! Toujours sur mes talons. Il y a des moments que je me crois folle... Ça ne pourra pas durer éternellement.

Je tombai de haut. Quelque chose de brûlant me râclait la gorge. Puis je sentis monter la colère. Et des mots violents jaillirent de mes lèvres.

— C'est de madame Davranche que vous parlez, — dis-je, — de madame Davranche qui s'est montrée pour vous si bonne, si généreuse.

Arlette haussa les épaules :

— Je ne dis pas le contraire. Seulement elle a ses goûts, moi les miens. Nous ne sommes pas faites pour vivre ensemble.

Elle disait cela naturellement, d'une petite voix tranquille et indifférente. Et c'était cette tranquillité qui m'exaspérait.

— Mais c'est madame Davranche qui vous a tirée de la misère. C'est elle qui vous a fait une vie honnête, exempte de soucis. C'est elle qui assure votre avenir, celui de votre fils.

Auriez-vous le courage de fuir avec votre enfant, d'arracher à cette malheureuse femme la joie qui lui reste?

Arlette s'était redressée. Un flot de sang teignait ses pommettes et, sous l'étoffe du corsage, je perçus le rythme de sa poitrine. Enfin... elle comprenait. Peut-être, à défaut de raisons sentimentales, d'autres plus positives l'inciteraient-elles à remplir l'engagement moral qu'elle avait pris en acceptant l'hospitalité du ménage Davranche.

Mais elle resta muette. Je la vis baisser les yeux ; elle réfléchissait. Puis, tout à coup, de la même voix posée et douce, elle révéla :

— Foufou n'est pas le fils de Georges.

Je bondis :

— Ce n'est pas possible.

— Si... Si... — dit-elle, — je vous jure. Foufou n'est pas le fils de Georges. Ce n'est pas le mien non plus. La première fois, je vous avais dit la vérité. C'est bien l'enfant de ma sœur qui est morte en couches.

J'étais atterré. L'haleine du torrent glaçait à mes tempes une sueur d'angoisse. Je ne pus que répéter :

— Non... Non... Ce n'est pas possible... Vous n'auriez pas fait cela.

— Oh ! mais si, — dit Arlette avec une parfaite inconscience... Moi, d'abord, je n'aurais jamais voulu avoir un enfant. Je tiens à garder ma taille de jeune fille.

Elle souriait, l'affreuse petite, et dans ce sourire, je lisais clairement : « Regardez-moi donc. Je suis belle, faite pour l'amour et non pour la maternité, cette maternité qui déforme et flétrit le corps de la femme. »

La tête me tournait. Je refusais de m'incliner devant ce désastre.

— Après tout, — dis-je, les dents serrées, — peut-être que vous mentez encore... Est-ce qu'on peut les croire... des femmes comme vous?

Cette fois, Arlette fit « Oh ! » et je vis que je l'avais touchée au point sensible. Elle balbutia :

— Non, écoutez-moi. Ce n'est pas tout à fait ma faute. Vous allez comprendre. La première fois que vous m'avez posé la question, j'ai été sincère. Seulement, après la mort de

maman, je me suis dit : « Qu'est-ce que va devenir le pauvre Foufou? » Mes voisines savaient toutes l'histoire de madame Davranche. C'est elles qui m'ont conseillée : « Ah bien ! ma fille, tu serais joliment bête de laisser échapper cette occasion. Comment, voilà deux vieux, riches comme Crésus, sans héritiers, qui te gobent extraordinairement. Fais-leur donc avaler cette couleuvre. Ça fera ton affaire et celle du gamin. Et c'est encore eux qui te remercieront. »

Je hurlai :

— Et vous, vous avez osé...

Arlette laissa tomber ses bras avec lassitude :

— Oh ! c'était une bêtise, je l'ai bien vu presque tout de suite. Il faut vous dire que, lorsque j'ai perdu maman, j'avais un peu la tête à l'envers. Plus un sou chez moi. Il y avait bien un bonhomme du Havre qui me promettait un engagement, mais son théâtre ne marchait pas. Alors, ma foi, j'ai dit tant pis, je tente l'aventure. J'ai amené le petit rue Saint-Guillaume. Madame Davranche était pâle... pâle... Elle a embrassé Foufou très fort, puis elle a mis son mouchoir sur sa bouche et elle s'est sauvée. Le lendemain, elle était chez nous, et me priait, au nom de son mari, de venir habiter avec le mioche dans leur hôtel. J'ai accepté. Au début, lui me faisait peur. Jamais un mot. Puis un matin, au déjeuner, voilà que je trouve un bracelet-montre dans ma serviette. Madame Davranche me dit : « C'est mon mari qui vous prie de vouloir bien accepter ce petit cadeau. » Je deviens très rouge et — patatras — sans que je sache pourquoi, je fonds en larmes. Monsieur Davranche s'est levé et m'a embrassée. Ça m'a fait un effet ! Je croyais bien, à ce moment-là, qu'on s'arrangerait toujours ensemble.

Arlette réfléchit quelques secondes, puis brutalement :

— Mais non, — dit-elle. — Je suis trop jeune. Ce n'est pas possible.

Je questionnai :

— Pourquoi ne m'avez-vous pas dit tout de suite la vérité?

Arlette m'enveloppa d'un long sourire. Ses yeux s'embuaient légèrement. Elle murmura :

— Dans ce temps-là, je ne vous connaissais pas encore. Vous pouviez me trahir.

— Et maintenant?

— Maintenant... je crois que vous êtes un peu... mon ami.

— Détrompez-vous. J'eusse dû être votre ami, en effet, dans le sens le plus élevé qu'on attache à ce mot-là. Mais vous m'avez découvert votre âme avec une franchise dont je vous sais gré. L'amitié digne de ce nom suppose l'estime. Et toute l'estime que j'avais pour vous, je vous la retire.

Arlette souriait toujours. Le sens de mes paroles lui échappait-il ou bien, par bravade, feignait-elle d'opposer à mon mépris son indifférence?

Jamais, plus qu'à cette heure, je n'avais subi son charme physique. Elle me défiait avec ses bras nus, sa gorge battante, toute la grâce féminine de son corps bien à sa place ici en pleine nature, dans ce décor de branches et d'eaux bondissantes. Pourtant, ses lèvres tremblèrent. Elle balbutia :

— C'est vrai ce que vous dites là?

— C'est vrai.

A peine avais-je lâché cette réponse, qu'Arlette couvrit son visage avec ses deux mains, puis, la tête en avant, s'abattit dans l'herbe.

— Oh ! Oh ! — sanglotait-elle.

Maintenant, vaincue, elle s'abandonnait. Un immense désespoir soulevait sa poitrine. Ses mains griffaient le sol et s'y accrochaient, tandis que, sur ses épaules, les cheveux dénoués roulaient comme une vague. Je m'approchai d'elle :

— Arlette... Arlette...

D'abord, elle ne me répondit pas. Mais, comme je l'appelai de nouveau, elle bégaya :

— Je ne méritais pas cela... oh non !... que vous ai-je donc fait... à vous?

Et elle levait sur moi ses yeux brouillés de larmes. Je n'eus pas le courage d'ajouter à cette détresse.

— Remettez-vous, Arlette, — dis-je d'une voix molle. — Nous prendrons plus tard une décision.

— Merci, — murmura-t-elle, d'une voix étouffée. — Ce serait trop affreux que vous ayez pu penser de moi... des choses pareilles.

Et, dans un geste d'abandon, la jeune femme laissa tomber

sa tête sur mon épaule. Des larmes coulaient de ses yeux fermés.

Nous ne bougions plus. Au-dessous de nous, le torrent galopait avec fracas, en secouant sur les rochers sa crinière d'écume. Près de l'abîme, de petits sapins d'un vert intense frémissaient perpétuellement au vent de sa course. Très haut, sur les montagnes, flottait la sérénité chaude des matins d'été. Par l'ouverture de la brèche, j'apercevais la coupe du lac dégagée de brume et, au delà, les cimes aux tons de poterie que frôlaient des nuages ébouriffés et gonflés de soleil. Soudain, Arlette rouvrit les yeux — ses grands yeux pareils à des lunes grises :

— Je vous demande pardon, — dit-elle avec douceur.

Nos deux têtes étaient toutes proches l'une de l'autre et cette jolie bouche se tendait vers moi. Instinctivement, je cueillis le baiser offert. Ce fut une caresse unique, mais si profonde qu'elle suffit à nous briser.

Après quoi, avec un illogisme parfait, j'infligeai à la malheureuse ce que je croyais être une leçon de morale. Songeant au désespoir de madame Davranche, je lui dis que celle-ci devrait conserver à tout prix sa chère illusion. Je lui représentai aussi la douleur dans laquelle elle plongerait cette famille, en l'abandonnant. J'invoquai enfin les avantages d'une vie paisible, d'un retour à l'ordre, à la religion, toutes choses auxquelles avec un peu de courage, elle finirait bien par s'adapter. Arlette ne me contredisait pas. Elle s'efforçait de comprendre mes paroles et hochait la tête avec soumission. Quand j'eus achevé mon discours, elle pria timidement :

— Je voudrais voir votre main.

Je lui tendis celle qui était intacte. Mais elle saisit l'autre, la mutilée et, avant que j'eusse pu l'en empêcher, mit un baiser à la place des doigts.

## XII

J'aime Arlette... et je m'en vais. J'ai déjà entendu cet air-là dans *le Petit Duc*. C'est le refrain des âmes honnêtes ou, du

moins, de celles qui prétendent l'être. Le fait est que j'ai quitté la maison bleue sans espoir de retour. Tout ce que m'avait prédit M. Davranche s'est réalisé. Les braves gens ont été bernés par une petite gueuse. Et, malgré mes remords, cette petite gueuse m'occupe — que dis-je? — elle m'obsède, et le pire, c'est qu'entre le malheur des Davranche et ma déception, il y a place pour le plus veule des sentiments : le regret d'une femme qui m'a laissé le goût de ses lèvres.

Allons, pauvre homme, réagis. Tu fus un soldat, que diable ! Est-ce qu'un matin de givre, à Neuville, tu n'avais pas froidement sacrifié ta vie? A cette époque, tu étais un drôle de gaillard tourmenté par une idée fixe : débusquer les Boches d'un petit fortin blanc sale qui barrait la plaine et finissait par être agaçant. Aujourd'hui, l'idée fixe a les yeux d'Arlette et tu ne souffrirais pas de cette déchéance ! De quelle pâte l'homme est-il donc fait, puisqu'il peut se modifier aussi rapidement. Et je songe à Georges Davranche, ce grand diable heureux, qui, au lendemain d'une crise de tango, mena si crânement la danse héroïque...

Où vais-je? Peu importe. Le ciel bleu m'accable. C'est exactement la même matinée que notre dernière. Les petits nuages font toujours des rondes autour des cimes d'ocre. Je range dans ma mémoire ce rivage heureux. Adieu, maisons blanches, clochers bulbeux, vignes en escalier où bruissent des sauterelles. Jusqu'à Saint-Jorioz, je vis encore en pleine illusion, mais, le roc doublé, j'aperçois d'autres montagnes et d'autres villages. N'est-ce pas la libération définitive ?

J'ai décidé de courir d'une traite jusqu'à Saint-Gervais. Pourtant, je m'arrête à Thônes, dans une humble auberge à l'entrée de la ville. C'est que, de là, en grimpant un peu, on aperçoit encore la Tournette, non plus telle qu'elle se présente à Talloires, presque souriante et comme imprégnée de la joie du lac, mais déchiquetée et rébarbative. Je la reconnais, cependant, et je puis me dire : « Arlette est là, derrière cette ruine. »

Mon auberge était tenue par une veuve qui avait trois filles. L'aînée, une petite brune, avait perdu son fiancé tué d'un éclat de marmite à Berry-au-Bac.

— C'est une fille qui ne pleure pas, — me confia sa mère, — mais ça la tient dur.

Jamais je n'ai vu douleur plus discrète, ni mieux surveillée. Cela me rappelait l'admirable dignité de madame Davranche. Et songeant à la place ridicule que tenait en moi le souvenir d'Arlette, j'eus un tel dédain pour ma personne, que je quittai précipitamment la petite auberge.

Au chalet des Aravis où je passai deux jours, je tentai de guérir en soumettant à la critique la plus sévère mon état d'esprit. Je disséquai froidement l'âme d'Arlette Chanson. Je me remémorai la bonté des Davranche, les sacrifices consentis à ce petit être et elle acceptant tout, sans élan, fourbe, d'abord, puis ingrate, laissant éclater ses instincts vulgaires. Je la vis enfin telle qu'elle était : sensuelle, menteuse et jalouse. Dépouillée de son enveloppe, que restait-il d'elle? Rien, vraiment, et si je m'obstinais à souffrir, c'est que j'étais devenu, moi aussi, à son contact, un être mou, sans grandeur, tout à fait digne de son abjection.

Ce fut dans ces dispositions que j'échouai à Chamonix quelques jours plus tard. La plupart des hôtels étaient fermés, les tziganes ne jouaient plus dans les brasseries, mais l'Arve roulait son éternel tonnerre au fond de la vallée et la neige des aiguilles s'empourprait toujours au soleil couchant.

La maison que j'avais choisie était au bord des bois, hors du mouvement de la petite ville. Elle contenait huit ou dix pensionnaires, gens âgés pour la plupart, demandant à la montagne un repos d'esprit que démentait leur ardeur à dévorer le communiqué. Il y avait cependant un jeune ménage. Elle, rose et blonde, me rappelait Arlette. Le mari était amputé d'un bras. Mais il portait une régate nouée avec soin et son pantalon blanc avait « le pli », comme avant la guerre... Aux repas, la jeune femme coupait la viande du glorieux infirme. Souvent, ils partaient dès l'aube et rentraient fourbus, avec des brassées de rhododendrons... Oh ! comme ils riaient, comme ils riaient ! Je les enviais, surpris par ce bonheur charmant et incontestable. Quelquefois, elle se mettait au piano et lui, de sa main unique, tapotait une basse. Après le dîner, ils allaient regarder les étoiles sur la terrasse. Ils s'y prome-

naient longtemps, elle tout près de lui, et serrant la manche vide avec amour...

Ma solitude était pesante. Que de fois, je me suis demandé : « Que fait Arlette, à cette heure », et je l'imaginais, là-bas, allongée dans le transatlantique, fumant, rêvant, qui sait? peut-être à moi. Quelquefois, cela me faisait mal à crier, d'autres jours, au contraire, une grande douceur m'enveloppait, mes souvenirs me berçaient et devenaient chastes.

Et je marchais dans la montagne. J'y retrouvais des paysages vivants et jeunes, indifférents aux querelles des hommes. Un sang nouveau battait dans mes artères. Il me semblait que mes doigts coupés allaient revivre et palper l'air calme...

A mesure que je montais, je ne voyais plus Arlette avec les mêmes yeux. Je la plaignais. Après tout, qui donc lui avait enseigné le bien et le mal? Nul, jamais, ne brida ses instincts, ne lui apprit cette joie sublime du dévouement qui épure la femme. Elle courait droit à ses désirs sans égard pour ceux qu'elle brisait en route. Mais pouvais-je oublier que longtemps Arlette avait été l'amie de Georges ; pourquoi ne pas croire que mariée, heureuse, elle eût été pour lui une épouse fidèle?

A ces hauteurs, il n'y avait plus trace d'humanité. Des torrents parcouraient l'herbe rase d'où montaient des senteurs aromatiques. C'était la région où les gentianes ouvrent leurs yeux bleus, où les trolles balancent leurs grelots dorés. Par moments, j'entendais siffler des marmottes et au-dessus de ma tête, plus sourde et plus profonde que celle de là-bas, l'artillerie millénaire des avalanches...

Et je songeais qu'un homme généreux, plus généreux que moi, eût pu faire d'Arlette une honnête femme, l'arracher aux tristesses d'une vie de hasard — mon Dieu ! qui sait? — peut-être même avec l'approbation de madame Davranche.

## XIII

Il pleut. C'est l'heure du courrier. J'ouvre avec émotion une enveloppe sur laquelle j'ai reconnu l'écriture de madame Davranche. Et je lis :

« Mon cher ami,

» J'ai besoin de vous voir. Nous avons vécu, mon mari et moi, des heures bien pénibles. Je ne puis ici même tout vous raconter. Mais, avant de rentrer à Paris, passez à Talloires. Votre présence nous fera du bien. Tristement à vous.

» AMÉLIE DAVRANCHE »

Je reste étourdi, ma lettre à la main, dans le salon de l'hôtel où quelques pensionnaires bâillent sur des journaux. Dehors, des pins fantômes grelottent dans la brume et l'Arve grossie roule avec fracas au fond de la vallée. Mon cœur bat très fort. Que s'est-il passé?... Brusquement, une pensée m'empoigne. Foufou ! Je me représente le pauvre petit terrassé par l'une de ces maladies sournoises qui guettent l'enfance, et râlant, malgré l'air pur, dans une chambrette de la maison bleue. Peut-être même... Ah ! mon Dieu !...

En deux heures, j'ai bouclé ma valise et pris le train électrique qui descend lentement jusqu'à Saint-Gervais. J'atteignis Annecy, la nuit tombée, après le départ du dernier bateau. Peu à peu, mes pressentiments s'étaient mués en certitude. Je voyais Foufou à l'agonie. Ah ! c'était donc là, le dénouement du problème qui m'angoissait.

Je m'éveillais, après une mauvaise nuit, à la clarté joyeuse du soleil d'automne. L'air était bleu, presque vif. Il avait neigé sur la Tournette. De bonne heure, je me précipitai à l'embarcadère et le vapeur blanc, une fois encore, fit défiler devant mes yeux, les villages des rives.

Comme je tremblais en grimpant la ruelle ! Enfin, voici la grille... Je plonge mes yeux entre les barreaux et que vois-je? Monsieur Foufou très rose, très bien portant, joue le plus tranquillement du monde avec un trois-mâts... J'entre. Il m'interpelle :

— Et mon mouton?... Tu l'as apporté, dis, mon petit mouton?

Mais déjà, madame Davranche accourt vers moi, la main tendue :

— Nous sommes bien malheureux, — me dit-elle.

Elle m'annonce qu'Arlette s'est enfuie, il y a quinze jours.

C'est un soir, vers six heures, que prétextant la nécessité d'une course dans le village, elle a quitté la maison pour n'y plus revenir. Des gens du pays interrogés révélèrent qu'elle avait pris le bateau d'Annecy avec un pensionnaire de l'Abbaye, un étranger, qui distribuait, paraît-il, des pourboires royaux.

— Mendoza ! — m'exclamai-je.

— Vous le connaissez donc? — interrogea madame Davranche.

Je lui dis tout ce que je savais de Mendoza — bien peu de chose, en somme — et elle m'écoutait, très grave, en secouant la tête :

— Ceci n'était que le premier coup, — poursuivit-elle. — L'autre dimanche, nous achevions de déjeuner, lorsqu'on apporte une lettre à mon mari. Elle émanait d'une femme que je ne connais pas, une certaine Clémence Ponnier qui, disait-elle, habitait Bois-Colombes, à côté d'Arlette. Cette femme affirmait que Foufou n'était pas le fils d'Arlette mais d'une sœur aînée morte, il y a trois ans, en mettant au monde le pauvre petit... Je vous avouerai que, tout d'abord, je ne l'ai pas cru. On a tant besoin de s'accrocher à quelque chose que je ne pouvais pas renoncer, me dire : « Ce n'est pas vrai... » enfin, vous me comprenez. Cependant, nous avons été très raisonnables. Tout de suite, mon mari m'a dit : « Écoute, je pars. Je ferai là-bas une petite enquête et je t'aviserai du résultat le plus tôt possible. » Il est parti, en effet. J'ai reçu deux lettres de lui. Il a vu non seulement la femme Ponnier, mais aussi les voisins de Montmartre, des fournisseurs...

— Ah ! — fis-je.

— Il m'écrit que tout ce que raconte cette femme Ponnier est très exact. Foufou n'est pas le fils d'Arlette, de notre Georges, par conséquent. Mon mari envisage aussi la situation de l'enfant. Il n'a plus de famille, sans doute, mais... puisqu'il n'est rien pour nous... il faudra bien prendre un parti. J'ai répondu aussitôt : « Fais ce que tu voudras. »

— Mais vous ? madame, — questionnai-je, la gorge serrée.

— Oh! — fit simplement madame Davranche, — s'il ne tenait qu'à moi, je le garderais. A présent, je suis très attachée à ce petit être. C'est si bon, même quand on sait que ce n'est pas

vrai, de s'imaginer que ça pourrait l'être. Mais, franchement, puis-je imposer Foufou à mon cher mari?

Elle ajouta :

— Cela ne veut pas dire que nous nous désintéresserons du pauvre enfant. Nous le placerons quelque part, le mieux possible et nous le suivrons. Nous ferons de lui, s'il plaît à Dieu, un bon petit Français laborieux, honnête. Nous aurons tant besoin, après la guerre de petits Français...

A ce moment, Foufou, très ébouriffé, marchait, une latte sur l'épaule, au pas de parade. Il cria de loin :

— Bonjour, grand'mère.

Madame Davranche tressaillit, son fin visage se contracta, mais elle fit un effort et répondit, d'une voix fluette, par-dessus les roses :

— Bonjour, mon chéri.

Elle se tourna de nouveau vers moi :

— D'ailleurs, — reprit-elle, — monsieur Davranche revient ce soir ou demain... Il décidera tout. Je me fie à lui.

Nous déjeunâmes en tête à tête et nous prîmes le café, comme autrefois, entre Paul et Virginie, les deux tilleuls déjà chenus que l'automne avait touchés de son pinceau d'or.

— Pauvre malheureuse, — me dit tout à coup madame Davranche, — quelle vie, désormais, va être la sienne?

Je répondis :

— Elle était indigne de vos bienfaits.

— Indigne, — protesta madame Davranche, — c'est un trop grand mot. Peut-on dire d'une femme qu'elle est indigne des bienfaits d'une autre? Dans cette affaire, n'avons-nous pas agi nous-mêmes un peu comme des égoïstes? Car, enfin, cette fille était jeune, elle voulait vivre... Avions-nous le droit, en échange de la sécurité matérielle, de lui imposer tous les renoncements?

Je frémis. Les paroles que prononçait madame Davranche c'était, à peu de chose près, celles qu'Arlette m'avait dites auprès de la cascade.

— Oh ! je sais bien, — reprit-elle, — que beaucoup de femmes jeunes et jolies comme elle, achèveront leur existence avec des souvenirs. Mais Arlette était une enfant. Il y a, dans le sacrifice, une grandeur que ne saisissent pas les caractères

faibles. Et puis quels exemples a-t-elle eus sous les yeux, la pauvre petite? Je ne crois pas, d'ailleurs, qu'elle avait ce qu'on est convenu d'appeler une « mauvaise nature ». Avec le temps, nous l'eussions formée. Du moins, c'était mon espoir.

Madame Davranche rougit... Elle hésitait. Mais, brusquement, elle se décida :

— Tenez, j'aime mieux tout vous dire. Vous souvenez-vous de notre dernière conversation? Ce jour-là, mon ami, j'étais un peu folle. Est-ce que je ne me suis pas imaginée que, plus tard, dans deux ou trois ans, vous auriez pu...

Elle s'arrêta net. L'air parut lui manquer. Puis elle reprit :

— Oh ! ce ne fut pas sans lutte, croyez-le bien que je me familiarisai peu à peu avec cette idée. D'abord, je croyais insulter à la mémoire de mon cher Georges. Puis je me le suis rappelé tel qu'il était, lui, très précis, un peu brusque, ayant horreur de ce qu'il nommait avec dédain « les niaiseries sentimentales ». Et je fus sûre qu'il m'eût approuvée... Car, enfin, Arlette devenue la femme d'un honnête homme, c'était le bonheur assuré pour elle et pour l'enfant, pour nous, la tranquillité... Mais j'étais folle, je vous le répète... Après tout, vous aviez le droit d'avoir d'autres ambitions.

Je ne répondis rien à madame Davranche mais je lui pressai les mains et nous restâmes ainsi quelques secondes, très émus, sans pouvoir parler...

— Et le petit, — questionnai-je ensuite... — comment a-t-il pris la séparation?

Madame Davranche soupira :

— J'avais grand'peur. Cet enfant est si sensible. Pendant deux jours, il a beaucoup demandé sa « maman Arlette ». Mais nous l'avons un peu gâté pour le consoler... A présent, je crois bien qu'il n'y pense plus...

Le même soir, arriva M. Davranche. Nous étions au jardin, ma vieille amie et moi, quand nous reconnûmes son pas dans la ruelle. Il entra, fourbu, poudreux, les épaules voûtées, comme s'il portait une charge écrasante.

— Tu n'es pas trop fatigué? — interrogea madame Davranche.

— Non, — répondit le vieux, d'une voix farouche.

Il m'aperçut et m'offrit sa main :

— Ah ! vous êtes venu, monsieur... Je vous remercie.

Puis, tourné vers sa femme, il dit brutalement :

— J'ai vu des pensions, un tas d'endroits...

— Eh bien?

— Il n'y a rien de pratique. Et puis, on ne s'embarrasse pas volontiers d'un enfant si jeune.

Madame Davranche haletait :

— Alors?

— Alors, quoi... Nous le garderons ce petit bonhomme.

Madame Davranche tremblait. Ses jambes fléchirent et elle dut s'asseoir. A ce moment un porteur arrivait avec les bagages :

— Foufou... Foufou... — hurla M. Davranche... — Veux-tu venir ici, petit scélérat.

Nous vîmes l'enfant accourir du bout d'une allée. Ses mollets nus tricotaient avec allégresse, mais il s'arrêta comme pétrifié devant la subite apparition de M. Davranche.

Celui-ci lui tendait un paquet énorme :

— Tiens, — dit-il... — Développe-moi ça... C'est le plus beau du troupeau de Panurge.

A trois nous fîmes sauter les ficelles. Du papier d'emballage un mouton surgit — et quel mouton ! — un animal plus grand que Foufou lui-même, frisé, bêlant, avec d'admirables yeux de verre et des cornes d'or.

— A Paris on en trouve tant qu'on en veut, — dit modestement M. Davranche... — Et il n'est pas boche.

Foufou poussa un cri d'extase, embrassa le mouton, puis me toisant :

— Tu es vilain... vilain... — proclama-t-il.

Ensuite, ses yeux caressèrent M. Davranche :

— Et toi, tu es zantil... zantil...

C'était toute la logique de Foufou. Elle était bien simple. J'avais promis un mouton. Je ne le donnais pas. Et M. Davranche qui n'avait rien promis en rapportait un.

L'appréciation de l'enfant parut émouvoir le vieil artiste. Il hésita, puis, v'lan, souleva le gamin et le mangea de baisers voraces...

Alors, je vis ce que je n'avais jamais vu encore... Je vis pleurer madame Davranche.

. . . . . .

Par ces tranquilles débuts d'automne, les soirs, au bord du lac d'Annecy, ont un charme inexprimable. La brise a balayé les nuages du jour, l'herbe sent bon et, tandis que les montagnes se dédorent lentement, des flûtes d'oiseaux s'assoupissent dans une brume légère. Nous nous assîmes tous trois dans le jardin de la maison bleue. Madame Davranche avait pris sur ses genoux « son » petit garçon. Nous nous taisions... Près de moi, je voyais le transatlantique où jamais plus ne s'allongerait la jolie Arlette. Mais je m'efforçais d'oublier cette malheureuse. Ce qui me soulevait, c'était le geste des Davranche. Ils pardonnaient, ils aimaient, ils refaisaient une famille, sans un cri de protestation, comme on refond un régiment après la bataille... Et, avec eux, je croyais voir partir le vaisseau de la France qui s'élançait, toutes voiles gonflées, à travers les siècles...

— Allons dîner, — commanda M. Davranche.

PIERRE VILLETARD

# ENCERCLEMENT ET HÉGÉMONIE

Tout en continuant de répandre dans l'Austro-Allemagne les informations fausses — d'une fausseté matériellement prouvée — d'après lesquelles la France a pris l'initiative des hostilités dans les derniers jours de juillet ou les premiers jours d'août 1914, les agents de la propagande germanique écrivent à l'usage des pays étrangers des livres ou des brochures destinés à démontrer que, si l'Allemagne a envahi la Belgique et la France, c'était pour prévenir une attaque concertée de ses rivaux. En somme, ils soutiennent la thèse de la légitimité de la guerre préventive. L'un d'eux, M. Henri Finke [1], raisonne ainsi : « Une guerre, pour être juste, doit répondre à cette double condition : une intention loyale d'obtenir une vraie paix durable, et en même temps un juste motif... Une guerre offensive peut être légitime aussi jusqu'à devenir même une obligation morale, si les intérêts vitaux de l'État agresseur en font une inéluctable nécessité... Toute guerre a pour but un changement de possession politique, et le véritable agresseur est celui qui cherche ce changement. Que voulait la France? La revanche et l'Alsace-Lorraine... Et la Russie? Celle-là voulait et veut encore Constantinople-Byzance... C'est dans la connaissance des événements antérieurs à la guerre que le savant allemand et le peuple allemand ont puisé leur inébranlable foi en la justice de leur cause et

1. *Du droit et de la nécessité de la guerre mondiale*, dans *La Culture allemande, le catholicisme et la guerre*, librairie Van Langenhuysen, Amsterdam (en français).

leur conviction des torts de leurs ennemis ; ils y ont également gagné la claire notion de la guerre actuelle. » Dans une réponse à l'auteur de *J'accuse* [1], le Dr Th. Schiemann, professeur à l'Université de Berlin et chroniqueur diplomatique de la *Gazette de la Croix*, cherche à ruiner les arguments de l'auteur de ce livre courageux en établissant le fait de l'encerclement de l'Allemagne. M. Schiemann était et est probablement encore le confident de la Wilhelmstrasse ; il jouissait de la faveur de Guillaume II qui l'invitait à l'accompagner dans ses croisières. Il est, pour ainsi dire, l'historiographe du règne. On peut donc considérer son ouvrage comme un document officieux de premier ordre. Il n'a rien dû négliger de ce qui pouvait servir la cause allemande. Aussi convient-il, dans l'intérêt de l'histoire et de la vérité, d'examiner l'un après l'autre les éléments d'appréciation qu'il soumet au public.

Ce qui frappe tout d'abord dans les ouvrages de la propagande diplomatique allemande, c'est le désordre. On supposerait de prime abord que nos ennemis vont trouver là une occasion d'appliquer leurs méthodes scientifiques. On s'attend à ce qu'ils traitent le sujet objectivement, point par point, dans l'ordre chronologique ou par pays. Pas du tout. Tout est pêle-mêle. C'est un signe. Si la cause était bonne, on la présenterait simplement et clairement. Cela donne l'impression que l'auteur, sentant qu'aucun de ses arguments n'est péremptoire, soit isolément, soit dans la suite du raisonnement, les brouille tous pour jeter de la poudre aux yeux des lecteurs. En tout cas, cela rend malaisée la tâche du contradicteur et c'est vraisemblablement en vue de ce résultat que ce procédé chaotique est adopté. M. Schiemann invoque constamment des témoignages incontrôlables pour nous, émanant de compatriotes intéressés. Quand il cite des sources françaises, ce sont des documents d'auteurs dépourvus de toute autorité ou datant d'une époque où les situations étaient entièrement différentes. Par exemple, pour accabler l'Angleterre, il reproduit un article du *Journal des Débats* écrit après l'incident de Fachoda. En quoi les critiques d'un journaliste français

1. *Un Calomniateur*, notes sur les origines de la guerre universelle, Berlin, chez Georg Reiner (en français).

contre la politique britannique d'une époque où la France et l'Angleterre étaient en conflit, ont-elles de la valeur pour l'appréciation de la prétendue culpabilité de l'Angleterre en 1914? Plus loin, M. Schiemann exhume une brochure parue à Paris en 1911 sous le titre *la Guerre qui vient*. L'auteur, M. Fr. Delaisi, y dénonce les noirs desseins de l'Angleterre. M. Schiemann consacre cinq pages à des citations de cet inconnu, qu'il dit être un socialiste. Plus loin, il couvre près de deux pages du contenu « d'une lettre adressée par un Anglais à un Chilien et reproduite par la *Gazeta Militar* de Santiago du Chili ». Il ne sait ni quel est cet Anglais, ni quel est ce Chilien, ni comment la lettre est parvenue à la *Gazeta Militar*. Il lui suffit que ce document ait été publié par la *Gazette de Cologne* pour qu'il donne comme paroles d'Évangile les imputations de « l'Anglais » contre la Grande-Bretagne.

Ainsi, voilà dix pages environ consacrées à trois documents insignifiants, et l'ouvrage de M. Schiemann compte soixante-huit pages en tout. Par contre, le savant professeur déblaie toute la controverse issue des recueils officiels diplomatiques de 1914-1915 avec les lignes suivantes : « Nous n'engagerons pas de discussion avec lui (l'auteur de *J'accuse*) au sujet de sa façon d'interpréter les publications officielles des documents relatifs à l'époque qui s'étend de l'assassinat de l'archiduc à la déclaration de guerre. Le moins qu'on puisse lui reprocher, c'est d'avoir traité sans critique et sans méthode scientifique les dépêches diplomatiques que les puissances de l'Entente ont publiées en en retranchant, d'un commun accord, tout ce qui avait trait à la connexion des faits de la conspiration. Mais l'usage perfide que l'« accusateur » fait des documents allemands porte à croire qu'il est de mauvaise foi et qu'il n'exalte les publications de nos ennemis que pour rendre ces thèses plausibles. » Voilà ce que M. le professeur Schiemann appelle une réfutation méthodique. En terminant, il jette sa malédiction à l'auteur de *J'accuse* : « C'est un livre de misérable calomnie, dicté par la vanité exaspérée d'un déraciné, d'un homme qui a brisé lui-même son existence et qui est contraint de se cacher sous le voile de l'anonymat. C'est un homme dont tout Allemand se détourne avec horreur et dont

on dira, le jour où son nom sera livré au mépris public : que Dieu garde nos enfants et les enfants de nos enfants d'être comme cet homme qui, à l'heure de la lutte suprême pour l'existence de notre nation, s'abaisse jusqu'à se faire le héraut des ennemis de l'Allemagne. » Il est plus facile d'injurier que de prouver.

Cependant il faut essayer d'extraire du chaos les arguments saisissables qu'on nous oppose. En substance, voici les faits sur lesquels se fondent les auteurs allemands pour établir leur thèse de l'encerclement : l'alliance anglo-japonaise du 30 janvier 1902 ; le traité franco-italien de 1902 ; l'accord anglo-français du 8 août 1904 ; l'entente anglo-russe de 1907 ; les conversations d'Édouard VII à Reval le 9 juin 1908; le renouvellement anticipé, pour dix ans, le 13 juillet 1911, du traité anglo-japonais ; les lettres échangées le 22 et le 23 novembre 1912 entre Sir Edward Grey et M. Paul Cambon au sujet des mesures éventuelles à prendre de concert par l'Angleterre et la France dans le cas où la paix serait menacée ; la conclusion d'une convention navale franco-russe en 1912 ; enfin l'attitude de l'Angleterre et de la Russie pendant les deux guerres balkaniques.

Voilà une longue énumération. L'ensemble en paraît imposant. Mais il n'est pas un seul des actes diplomatiques mentionnés qui soit dirigé contre l'Allemagne ou dont elle ait le droit de se plaindre. Chacun d'eux se justifie par les raisons les plus naturelles.

***

La conclusion d'un accord entre l'Angleterre et le Japon était tout à fait normale. La première de ces deux puissances possédait d'immenses intérêts en Asie ; elle était, par les Indes, voisine de la Chine ; elle occupait même des enclaves dans le territoire chinois. Elle devait donc désirer s'entendre avec le Japon sur des questions d'intérêt commun, surtout après la guerre russo-japonaise et la série de cessions à bail de territoires chinois à d'autres États occidentaux. De son côté, le Japon, qui avait été arrêté dans sa campagne de 1895 contre la Chine par l'intervention européenne, tenait à ne pas rester isolé. L'accord du 30 novembre 1902, transformé en

traité détaillé à Londres le 12 août 1905, avait pour objet le raffermissement et le maintien de la paix générale dans les régions de l'Asie centrale et des Indes, l'indépendance et l'intégrité de l'empire chinois, l'observation du principe de l'égalité (*equal opportunities*) pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine, le maintien des droits territoriaux des deux États contractants dans les régions de l'Asie orientale et des Indes, et la défense de leurs intérêts spéciaux dans lesdites régions. Ces stipulations furent signées le 12 août 1905, c'est-à-dire au cours de la guerre russo-japonaise, quatre semaines avant le traité de Portsmouth, qui est du 5 septembre suivant. Si elles devaient inquiéter une tierce puissance, c'était la Russie. En effet l'article 6 obligeait la Grande-Bretagne à venir en aide au Japon et à conduire la guerre de concert avec lui dans le cas où une autre puissance quelconque — y compris, par conséquent, la France alliée de la Russie — prendrait part aux hostilités contre le Japon. Aussi Lord Lansdowne s'empressa-t-il d'adresser à l'ambassadeur britannique à Pétersbourg des instructions l'invitant à rassurer le gouvernement du tsar. Pas un seul mot du traité n'était propre à éveiller les susceptibilités de l'Allemagne, à moins qu'elle ne considérât comme un préjudice la garantie du maintien de la paix en Extrême-Orient. Il est bien possible que cela ait été le cas. Dans sa manie de croisade contre la race jaune, Guillaume II voyait volontiers dans les peuples « de race inférieure » de l'Extrême-Orient une masse partageable. Il devait donc considérer d'un mauvais œil tout accord entre l'un de ces peuples et une grande puissance européenne. D'autre part, le rétablissement de la paix en Extrême-Orient rendait à la Russie les mains libres en Occident — après une période de recueillement. C'était un autre sujet de mécontentement à Berlin. Mais les honnêtes gens ne peuvent en conscience en faire un grief à l'Angleterre.

L'arrangement franco-italien conclu en 1902 par M. Barrère, ambassadeur de France à Rome, avec M. Prinetti, ministre des Affaires étrangères dans le Cabinet Zanardelli, n'a jamais été publié. Mais M. Schiemann affirme, et il n'y a pas lieu de contester ses dires sur ce point, que l'Italie s'engageait,

moyennant des promesses relatives à la Tripolitaine, à rester neutre dans une guerre entre l'Allemagne et la France. Cette stipulation garantissait simplement à la France que l'adhésion de l'Italie à l'alliance austro-allemande n'était pas dirigée et ne serait pas appliquée contre elle. Puisque la Triple Alliance, au dire de ses membres, était seulement défensive, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne pouvaient refuser à l'Italie la faculté de rassurer formellement à cet égard une autre puissance qui manifestait des inquiétudes. Après avoir conclu l'alliance avec Andrassy, Bismarck prit une contre-assurance du côté de la Russie. Pourquoi l'Italie n'aurait-elle pas pris, elle aussi, une sorte de contre-assurance du côté de la France, sa sœur latine et son ancienne alliée? Elle se comporta en conséquence à la conférence d'Algésiras en 1905-1906 et dans les affaires balkaniques. M. Schiemann en déduit que la Triple Entente cherchait à gagner l'Italie pour une coopération avec les adversaires de l'Allemagne et de l'Autriche. C'est une confusion. De ce qu'un État ne suit pas l'Allemagne, les Allemands en concluent qu'il ourdit une machination contre elle. Il y eut certainement des conversations entre les hommes d'État italiens, français et russes, par exemple à Racconigi, en octobre 1909, entre M. Tittoni et M. Isvolsky. Mais elles n'avaient rien de commun avec des tentatives d'encerclement.

En 1911, lorsque l'Italie déclara la guerre à la Turquie pour mettre en poche la Tripolitaine, cette réalisation d'une hypothèse prévue par l'accord de 1902, au lieu de resserrer les liens avec la France, faillit devenir l'occasion d'une rupture à la suite du fameux incident dit des bateaux. M. Schiemann qualifie l'attitude de l'Italie de 1911 à 1913 de *non plus ultra* de la perfidie. Il oublie qu'à cette époque le chef d'état-major général de l'armée austro-hongroise, le général Conrad von Hœtzendorf, préparait un plan d'attaque contre l'Italie et en réclamait l'exécution immédiate. Cela prouve que l'Italie et l'Autriche-Hongrie, quoique alliées, s'inspiraient une défiance mutuelle invincible, résultant de haines ataviques, et non pas que la Triple Entente encerclait l'Allemagne pour lui prendre sa place au soleil. Le temps qu'a mis le Cabinet de Rome, après sa déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie

en mai 1915, à déclarer la guerre à l'Allemagne — dont pourtant les troupes se heurtaient aux siennes depuis près d'un an sur la frontière du Tyrol — montre bien que le gouvernement italien, toujours plein d'égards pour Berlin, n'était pas accessible à des machinations contre l'Allemagne. Les Cabinets de la Triple Entente connaissaient ces sentiments et ne cherchaient point à les vaincre. Ils se bornaient à prendre pour leur propre compte des sûretés qui n'étaient nullement incompatibles avec les clauses formelles de la Triple Alliance.

L'accord anglo-français du 8 avril 1904 est l'aboutissement logique des grands événements antérieurs. Il liquide de nombreux litiges hérités des générations précédentes ou créés par la concurrence coloniale dans des régions autrefois fermées aux Européens. Il met fin à une vieille rivalité fertile en conflits, qui avait autrefois bouleversé les deux hémisphères. Tout ami de la paix aurait dû s'en réjouir. Fallait-il, pour plaire à l'Allemagne, que deux nations d'une aussi haute civilisation et aussi sympathiques l'une à l'autre, au fond, que la France et l'Angleterre, continuassent de vivre en rivales? L'Allemagne est-elle fondée à soutenir que deux puissances lui causent du tort lorsqu'elles se réconcilient? Il est malheureusement probable qu'elle le croit effectivement. A entendre ses publicistes, on comprend qu'elle croyait avoir droit au maintien de l'ordre de choses général existant après 1871, et que les rivalités traditionnelles de ses voisins constituaient en sa faveur une sorte d'héritage inaliénable. Elle s'estimait autorisée à traiter avec n'importe qui et à trafiquer de n'importe quoi. Mais, dès qu'une autre puissance se permettait d'arranger ses propres affaires sans son approbation, elle s'estimait lésée.

Les clauses de l'accord de 1904 relatives à l'Égypte et au Maroc ont été particulièrement critiquées outre-Rhin. En somme, avec des restrictions, l'Angleterre déclarait se désintéresser du Maroc, et la France de l'Égypte. C'était le droit de toutes deux. Au lieu de continuer à se chamailler pour le plus grand profit d'autrui, l'une et l'autre renonçaient à se chercher noise sur les deux principaux terrains de conflit. Elles ne portaient atteinte aux droits de personne. Au contraire elles déclaraient que « également attachées au principe

de la liberté commerciale tant en Égypte qu'au Maroc, elles ne s'y prêteront à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douane ou autres taxes que dans l'établissement des tarifs de transport par chemins de fer ». Ainsi, en ce qui touche le Maroc, la France y assumait toutes les charges de la pénétration et de la mise en valeur, et laissait toutes les puissances étrangères libres d'y développer leurs affaires. Si l'Allemagne estimait que nous lui devions une compensation pour notre installation dans l'empire chérifien, sur lequel elle ne possédait d'ailleurs aucun droit, il lui était loisible de nous demander de nous désintéresser à son égard d'un pays au delà des mers comme nous le faisions pour l'Angleterre au Maroc, et pour l'Italie à Tripoli. Mais, en 1904, elle ne nous demanda rien de ce genre, ni une compensation directe. Le prince de Bulow déclara même au Reichstag, le 12 et le 14 avril, qu'il n'avait aucune raison de supposer que l'accord franco-anglais fût dirigé contre une puissance quelconque : « Nous n'avons, au point de vue des intérêts allemands, en général, rien à y objecter... En ce qui concerne le Maroc, nous avons là avant tout des intérêts commerciaux. Nous devons les protéger et nous les protégerons. Nous n'avons aucun sujet de redouter qu'ils puissent être méconnus ou lésés. » Les prétentions à des dédommagements territoriaux ont été formulées beaucoup plus tard, seulement après que le Cabinet de Berlin eut vainement essayé de disloquer l'alliance franco-russe et l'entente franco-anglaise.

L'accord anglo-russe du 31 août 1907 provoque des observations analogues. Que ce soit ou non sous l'influence personnelle d'Édouard VII, l'Angleterre et la Russie jugèrent en 1907 que le moment était venu de procéder à une liquidation de leurs litiges asiatiques, ou, suivant l'expression du traité, « de prévenir toute cause de malentendus par rapport aux questions touchant aux intérêts de leurs États sur le continent asiatique ». En conséquence, elles signèrent trois arrangements relatifs à la Perse, à l'Afghanistan et au Thibet. Ni l'un ni l'autre ne portait la plus légère atteinte aux intérêts allemands. Si l'on en a pris ombrage en Allemagne, c'est qu'ils symbolisaient le bon accord de deux puissances dont on regardait

la rivalité permanente comme une sorte de garantie acquise. Pour qu'ils s'en soient sentis froissés, de même que des deux accords précédents, il faut que les Allemands aient été dominés sciemment ou inconsciemment par l'idée préexistante d'hégémonie. Que cette idée d'hégémonie n'ait pas pris chez eux la forme d'une doctrine véritable, d'un dessein arrêté, cela est vraisemblable en ce qui concerne la plus grande partie de la population. Ces sortes de conceptions ne peuvent exister, à l'état de plans précis, que dans un nombre limité de cerveaux. Cependant, si ces cerveaux sont les moteurs des autres, ou bien si la simple idée se traduit dans les actes de la même façon que la doctrine, le résultat est le même. En gros, l'idée allemande, sous le règne de Guillaume II, était que l'Allemagne devait pouvoir faire ce qui lui convenait et empêcher les autres de faire ce qui ne lui convenait pas.

***

L'année 1908 semble être, aux yeux de M. Schiemann, le point culminant de l'encerclement. Pourtant, dit-il, cette année s'annonçait bien. L'arrangement franco-allemand sur le Cameroun et le Congo, le traité de la mer du Nord et celui de la Baltique, l'activité de comités privés en faveur du développement des relations amicales franco-allemandes et anglo-allemandes, faisaient bien augurer de l'avenir. Mais Édouard VII rendit visite à Nicolas II dans les eaux de Reval le 9 juin, et tout fut compromis. Tout en reconnaissant que « ce que le tsar et le roi discutèrent n'est pas connu », M. Schiemann ajoute : « Le résultat des négociations fut communiqué aux représentants de l'Angleterre et de la Russie à l'étranger, et, après bien des détours, il parvint jusqu'à nous. » Mais il ne produit aucun document. Il fait un récit que nous devons croire sur parole. Quel juge, quel historien s'en contenterait? A supposer que les rapports parvenus à la Wilhelmstrasse continssent effectivement ce qu'on leur fait dire aujourd'hui, quelle valeur ont-ils au regard des tiers? Les agents de l'Allemagne à l'étranger se sont si souvent trompés, les événements de 1914 ont démontré qu'ils avaient transmis à Berlin des informations et des appréciations si

erronées, que leurs rapports sur ce qui s'est passé à Reval en 1908 ne peuvent constituer des preuves, ni même des commencements de preuves. Que le Cabinet de Berlin ait conçu des inquiétudes au sujet de l'entrevue d'Édouard VII et de Nicolas II, et que ses agents aient émis à ce sujet des hypothèses, c'est compréhensible. Toutes les entrevues de ce genre donnent forcément lieu à des commentaires confidentiels. Seulement des suppositions d'ambassadeurs et de ministres ne font pas foi. Quand M. Schiemann dit : nous savions, il convient de lire : nous croyions savoir.

En cette matière, ce sont les actes postérieurs aux entrevues qui sont significatifs. Que se passa-t-il donc après Reval? Édouard VII rendit visite, à Ischl, à François-Joseph Ier, allié de Guillaume II ; puis il se rencontra le 25 août, à Marienbad, avec M. Isvolsky et M. Georges Clemenceau. M. Schiemann qualifie cette dernière rencontre de « conférence appartenant aux mailles de ces machinations ». Mais chacun sait que, durant ses cures annuelles à Marienbad, Édouard VII recevait à sa table les personnages qui faisaient en même temps que lui une cure dans cette ville d'eaux ou à Carlsbad, station voisine également fréquentée. Pourquoi voir des « machinations » dans ces déjeuners plutôt que dans les innombrables voyages de Guillaume II? La visite de M. Armand Fallières au tsar, à la fin de juillet, à Reval, peut-elle être taxée aussi de « machination »? Le président de la République française était accompagné de son président du Conseil, M. Clemenceau, et de son ministre des Affaires étrangères, M. Pichon. C'était conforme aux règles suivies en pareilles circonstances. Que les entretiens de Reval et de Marienbad aient porté sur les grandes affaires européennes, et que les interlocuteurs aient envisagé la conduite qu'auraient à tenir leur pays en telle ou telle éventualité, c'est bien naturel. Par sa conduite pendant la première crise marocaine, Guillaume II avait clairement laissé voir qu'il entendait profiter de l'affaiblissement de la Russie causé par la guerre de Mandchourie pour montrer à la France que l'alliance russe ne la mettait pas à l'abri des pressions allemandes et que l'Entente cordiale offait également une insuffisante protection. Il avait été profondément déçu par l'arrangement à l'amiable de l'incident de Hull sur-

venu entre l'Angleterre et la Russie pendant la guerre de Mandchourie, et par le dénouement de la conférence d'Algésiras. Il voulait à tout prix briser les liens d'amitié qu'il voyait se former entre les trois puissances dont l'isolement était pour lui la condition de l'hégémonie. Édouard VII le savait. Résolu à fonder la paix européenne sur le système opposé, c'est-à-dire sur l'équilibre, il agissait en ce sens. Il ne lui était pas défendu, ni à la Russie, ni à nous, de prévoir le cas où l'Allemagne recourrait de nouveau aux procédés d'intimidation, et d'aviser aux moyens de se prémunir contre ce danger. C'est l'A B C de toute diplomatie. Si l'on peut adresser un reproche aux personnages incriminés par M. Schiemann et consorts, c'est celui de n'avoir pas assez prévu, et de ne pas s'être assez prémunis.

En effet, que vit-on peu après? L'Autriche-Hongrie, soutenue par l'Allemagne, proclama l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. C'était une pure provocation. Les deux provinces ottomanes que l'Autriche-Hongrie avait obtenu le droit d'occuper en 1878 faisaient déjà corps avec la monarchie dualiste ; ses habitants étaient même astreints au service militaire sous le drapeau jaune et noir. Leur incorporation dans les États de l'empereur François-Joseph ne procurait aucun nouvel avantage réel à celui-ci tout en constituant une violation formelle du traité de Berlin et un affront intolérable au nouveau gouvernement turc issu de la révolution du 24 juillet. Il s'ensuivit pendant six mois une tension aiguë qui faillit aboutir au conflit armé. M. Schiemann en rend responsables la Russie, l'Angleterre et la France. Cela revient à dire que, d'après lui, l'Austro-Allemagne pouvait changer le statut européen, fondé sur des traités solennels, sans le consentement des puissances cosignataires de ces traités. C'est encore une des manifestations de l'idée d'hégémonie. Finalement sous la menace de l'ambassadeur de Guillaume II, la Russie reconnut l'annexion sous certaines conditions. Il ressort de ce dénouement que l'Austro-Allemagne était prête à la guerre pour faire triompher son point de vue, tandis que la Russie et ses amis sacrifièrent une thèse juste à leur amour de la paix. Si les Cabinets de Vienne et de Berlin avaient été de bonne foi, ils auraient préparé l'annexion désirée en négociant

préalablement avec les puissances signataires du traité de Berlin. Mais le baron d'Aehrenthal ne s'en entretint, en dehors du groupe de la Triplice, qu'avec M. Isvolsky, et notifia brusquement l'annexion, au moyen de lettres autographes de François-Joseph Ier aux chefs d'État, après avoir démenti officieusement toute intention de modifier le *statu quo* bosniaque. S'il y eut « machination », ce ne fut point du côté de la Triple Entente.

***

Le renouvellement anticipé de l'alliance anglo-japonaise, le 13 juillet 1911, est attribué par M. Schiemann à « l'intention de l'Angleterre de s'assurer son allié en Extrême-Orient pour le cas où *la guerre qu'on préparait contre l'Allemagne* éclaterait après le mois d'août 1915 ou ne serait pas encore terminée à cette époque ». En outre, le collaborateur hebdomadaire de la *Gazette de la Croix* qualifie en passant ledit traité d'offensif et défensif. Or, pas une ligne de cet accord ne fait allusion, directement ou indirectement, à une offensive contre qui que ce soit. Il prévoit uniquement les cas d'attaque ou d'agression de la part de tierces puissances. Seulement le mot d' « offensif » fait bien dans une argumentation contre la Russie et l'Angleterre, et M. Schiemann l'emploie en se doutant bien que la plupart de ses lecteurs n'iront pas consulter le texte authentique du traité. Par contre les lecteurs observeront aisément que le renouvellement incriminé fut signé dix jours après le coup d'Agadir. Ce dernier événement était autrement déterminant que la préparation d'une guerre contre l'Allemagne pour 1915 ou 1916. Au mois de juillet 1911, la guerre était près d'éclater à chaque heure. On conçoit que, devant la subite provocation de l'Allemagne à la France — et à ses alliés —, l'Angleterre ait désiré mettre au point ses arrangements avec le Japon. Invoquer un pareil acte, à une pareille date, comme une preuve de tentative d'encerclement de l'Allemagne est un défi au bon sens.

***

Les propagandistes allemands n'hésitent point à jeter ce défi. M. Finke dit : « Pendant ce temps, la France, avec

l'assentiment de l'Angleterre, allait à Fez et *poussait* l'Allemagne à la démonstration d'Agadir. » D'après M. Schiemann, avant l'envoi du *Panther* devant Agadir, Sir Edward Grey « n'avait que de l'approbation pour les mesures que la France adoptait au Maroc, contrairement au traité d'Algésiras », et « ce n'a pas été la faute d'Asquith, ni de Grey si, malgré tout, la paix a été finalement conservée ». A l'appui de ses affirmations, le professeur journaliste avance d'autres allégations également fantaisistes. La vérité est toute contraire. Les personnes qui ont suivi de près en France la crise d'alors et qui ont été tenues au courant des choses savent que l'influence anglaise s'est constamment exercée à Paris dans le sens de la modération, si bien que le gouvernement français put craindre pendant quelques jours de n'être pas soutenu par l'Angleterre. Le retentissant discours de M. Lloyd George au Mansion-House, le 21 juillet 1911, et les mouvements de la flotte anglaise de juillet à septembre 1911 ne contredisent nullement ce fait. Par son traité de 1904 avec la France, l'Angleterre était obligée de nous appuyer dans la question marocaine. Nous voyant provoqués par l'Allemagne, elle crut devoir donner à celle-ci un avertissement public par la bouche de M. Lloyd George. Comminatoire en apparence, cette manifestation était essentiellement pacifique en ce sens qu'elle avait pour objet d'empêcher l'Allemagne de pousser la chose au point qu'un conflit deviendrait inévitable. Du reste, elle atteignit son but, car le discours Lloyd George, tout en soulevant la colère des Allemands, calma instantanément leurs ardeurs belliqueuses. Les positions assignées à la flotte au cours des négociations furent une autre indication que la Grande-Bretagne ne s'en tiendrait pas aux paroles si la France était acculée à la guerre. Guillaume II n'osa point passer outre. Il ne s'était encore assuré, à cette époque-là, ni l'avance militaire, ni les concours diplomatiques nécessaires. Il éprouva donc un mécompte et du ressentiment. Mais il doit s'en prendre à lui-même, et non à la politique anglo-française d'encerclement. Au lieu d'envoyer le *Panther* devant Agadir, que n'a-t-il chargé M. de Kiderlen-Waechter de continuer les conversations amorcées à Kissingen, avec M. Jules Cambon, quelques semaines auparavant?

Les lettres échangées les 22 et 23 novembre 1912 entre Sir Edward Grey et M. Paul Cambon, et qui furent divulguées par Sir Edward Grey, le 3 août 1914, devant la Chambre des Communes, découlent de la crise d'Agadir. Les gouvernements français et anglais avaient alors constaté l'inconvénient pour tous deux d'être pris au dépourvu par des événements tels que celui qui venait de se produire. Ils s'entendirent donc sur quelques idées directrices qui furent consignées dans les deux lettres du 22 et du 23 novembre. Mais combien anodines encore étaient ces idées ! Les deux gouvernements convenaient que « si l'un ou l'autre a de graves raisons de craindre une attaque sans provocation de la part d'une tierce puissance, ou tout autre événement menaçant pour la paix générale, ce gouvernement devrait examiner immédiatement avec l'autre s'ils ne doivent pas agir tous deux ensemble pour empêcher l'agression et maintenir la paix et, dans ce cas, rechercher les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun. Si ces mesures comportaient une action militaire, les plans des états-majors généraux seraient aussitôt pris en considération et les deux gouvernements décideraient alors la suite qu'il conviendrait de leur donner. » C'était bien un minimum de précautions pour deux puissances désireuses de ne pas laisser à l'état platonique leur intention de se soutenir mutuellement dans la cause du maintien de la paix générale et de l'équilibre européen. Édouard VII était mort le 6 mai 1910. George V, son successeur, l'homme le plus paisible du monde, « entretenait les meilleures relations personnelles avec son cousin, l'empereur d'Allemagne [1] ». Il ne méditait aucun projet d'encerclement. S'il approuva les lettres des 22-23 novembre, c'est qu'il y vit surtout une garantie de la paix. Quant à la France, c'était pour elle une question de vie ou de mort de ne pas rester isolée sur mer en face de la grande flotte allemande. Or, aux termes mêmes des deux lettres, la répartition d'alors des flottes françaises et anglaises « ne reposait pas sur un engagement de collaborer en temps de guerre ». Sans cette collaboration pourtant, en cas de conflit avec nous, l'Allemagne se serait rendue promptement maîtresse des côtes françaises

1 Schiemann, p. 35.

de Calais à Bordeaux, puisque notre flotte, en vertu de l'accord de Londres, était concentrée dans la Méditerranée.

La convention navale franco-russe de 1912 formait un complément nécessaire de la convention militaire, base de l'alliance. Le 7 août, le comte Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg, demanda des éclaircissements à ce sujet à M. Kokovtzof, premier ministre du tsar. M. Kokovtzof fit, d'après M. Schiemann, une réponse évasive. Il aurait pu en faire une très nette. La France et la Russie étaient absolument dans leur droit en réglant l'action éventuelle de leurs flottes. Entre alliés, c'était un devoir.

***

L'attitude des grandes puissances pendant les guerres balkaniques est décrite par nos adversaires avec aussi peu d'objectivité que les autres phases de la vie européenne. Ils posent en principe, M. Schiemann, par exemple, que la Triple Entente, d'accord avec l'Italie, machinait une guerre contre l'Austro-Allemagne, que la Russie est responsable des guerres balkaniques, et que la Serbie, guidée par elle, a déchaîné le conflit universel en faisant assassiner l'archiduc François-Ferdinand à Serajévo. Le savant professeur n'aboutit pas à une conclusion logique dérivant d'arguments présentés dans un ordre normal. Il tient sa thèse pour admise et il explique ensuite par elle tous les événements successifs dont il ne cite qu'un petit nombre choisis arbitrairement. Avec une pareille méthode — prétendue scientifique ! — on peut échafauder les histoires les plus fantaisistes. Et M. Schiemann ne s'en prive pas. Voyons cependant ce qu'il en est.

Le traité serbo-bulgare du 13 mars 1912 fut bien conclu au su et sous les auspices du Cabinet de Pétersbourg. Mais l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne le connurent également bien avant la rupture des Balkaniques avec la Turquie. A la séance du Reichstag du 2 décembre 1912, M. de Bethmann-Hollweg a déclaré qu'il le connaissait depuis le commencement de l'été. Si je voulais recourir à la même méthode que M. Schiemann, je pourrais ajouter : « Nous savons que le traité serbo-bulgare fut communiqué à Vienne et Berlin dès le mois de mai 1912,

sinon plus tôt. » Mais cette affirmation personnelle, qui aurait autant de valeur que celle de mon confrère de la *Gazette de la Croix*, n'aurait pas de caractère scientifique. Nous nous en tiendrons donc à la déclaration publique du chancelier allemand. Elle suffit à prouver que le conflit balkanique éclata du consentement de l'Austro-Allemagne autant que de celui de la Russie puisque, dans l'intervalle, les Cabinets de Vienne et de Berlin ne firent pas le moindre effort pour le prévenir. C'est entre le mois de mai et le mois d'octobre 1912 qu'ils auraient pu s'interposer, avertir ou menacer. C'est au mois d'octobre 1912 qu'ils auraient pu sommer la Serbie ou la Bulgarie de se tenir en paix. Ils restèrent inertes. Le comte Berchtold se contenta de lancer un projet d'autonomie albanaise. Pour tout observateur impartial, il devint évident, au cours de l'automne 1912, que les deux grandes puissances passant pour les plus intéressées dans les affaires balkaniques ne voulaient pas empêcher les petites de courir leurs chances dans la péninsule. Chacune espérait que les événements tourneraient à son profit. Le projet Berchtold était une pierre d'attente pour l'édifice à construire sur les débris macédoniens après que les États balkaniques se seraient épuisés.

La conduite de la Bulgarie en ces circonstances fut caractéristique. C'est elle qui précipita les hostilités en devançant la date convenue avec la Serbie. Plus tard, elle s'acharna sur les lignes de Tchataldja afin de s'emparer de Constantinople, alors que la conquête de cette ville et de la Thrace n'était point visée dans le traité. A la conférence de Londres, elle agit constamment contre les intérêts de ses alliés, prit des initiatives sans les consulter et revendiqua des territoires qu'elle leur avait reconnus. Après le coup d'État d'Enver Bey à Constantinople en janvier 1913, elle rompit la trêve avec la Turquie et reprit les hostilités contre l'avis de la Serbie et de la Grèce. Militairement et diplomatiquement, elle manœuvra sans interruption contre les intérêts de la Russie et de ses clients présumés. Il fallait bien, pour qu'elle suivît une politique aussi audacieuse, qu'elle fût encouragée ou soutenue par quelqu'un, qui n'était assurément ni la Russie, ni l'Angleterre, ni la France. Ferdinand de Cobourg était en conversations suivies avec le comte Tarnovski, ministre d'Autriche-Hongrie. Cela

fut remarqué sur le moment. Cela se manifesta davantage plus tard. Aujourd'hui quel publiciste sérieux oserait mettre en doute que la seconde guerre balkanique fut engagée par la Bulgarie sur les conseils du Cabinet de Vienne? M. Schiemann (p. 53) s'indigne que la Russie ait pris des précautions durant la crise quand l'Autriche mobilisait. Cet état d'esprit est vraiment extraordinaire. Suivant les auteurs germaniques, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont toujours le droit de prendre des mesures militaires sous prétexte de défendre leur prestige ou leurs intérêts, tandis que des mesures analogues, même beaucoup moins étendues de la part de la Russie, sont régulièrement signalées comme une provocation.

D'après M. Schiemann (p. 51), la Triple Entente attendait comme résultat de l'alliance balkanique « l'entrée des puissances alliées dans la Triple Entente ». Cependant la France et l'Angleterre ne connurent les clauses de l'alliance que bien longtemps après les Cabinets de Vienne et de Berlin. M. Schiemann met aussi l'Italie du complot. « Lorsque tout fut prêt, dit-il, on termina enfin à Ouchy les négociations qu'à dessein on avait fait traîner en longueur. Le 18 octobre (1912), la Turquie et l'Italie signèrent l'instrument de paix, et la guerre des Balkans put commencer. » Quel raisonnement ! Les États balkaniques étaient précisément entrés en pourparlers après l'ouverture des hostilités entre l'Italie et la Turquie dans l'idée que l'empire ottoman allait recevoir le dernier coup et qu'il fallait agir avant la mort de l'homme malade afin que l'héritage n'échût pas aux grands larrons. La paix d'Ouchy fut une grande déception pour eux. Ce n'est pas l'Italie, complice prétendue de la Triple Entente, qui pressa le dénouement ; ce fut la Turquie, alliée de l'Allemagne et désireuse d'avoir les mains libres pour résister aux États balkaniques. En se prêtant à une transaction, l'Italie rendit un signalé service à ses deux partenaires de la Triple Alliance qui voulaient bien voir tomber les Balkans dans une anarchie profitable, mais tenaient absolument à ne pas laisser la Turquie à la discrétion des Balkaniques et de l'Italie.

Il est trop commode de se référer à des articles de journaux, à des toasts d'individualités sans mandat, à des

bavardages d'espions pour bâtir des romans historiques. Les faits que tout le monde a vus et les actes des hommes dirigeants sont autrement probants. Or, pendant toutes les négociations balkaniques entre les grandes puissances, on vit la Triple Entente céder finalement aux exigences de la Triple Alliance et s'exposer ainsi à des reproches véhéments d'interprètes influents de l'opinion publique irritée de ces mortifications successives. Ce fut le cas notamment pour les affaires de Durazzo, de Scutari, de l'autonomie albanaise et de la nomination du prince Guillaume de Wied comme *mbret* des Skipétars. Lors de chacun de ces différends, la Triple Entente se résigna à se rallier à la solution tripliciste afin d'éviter la guerre générale. Comment donc peut-on soutenir qu'elle avait machiné une conspiration contre l'Austro-Allemagne? Si elle avait comploté la guerre, elle aurait eu en 1912 et 1913 dix occasions de la rendre inévitable. Elle préféra la paix. M. Schiemann l'explique en disant que, dans un conseil des ministres tenu à Pétersbourg, au commencement de mars 1913, le gouvernement russe reconnut « qu'il lui faudrait encore cinq à six ans pour être prêt ». Mais, même sous cette forme malveillante, cette explication ruine la thèse du complot. M. Schiemann croit se rattraper en ajoutant en note « qu'au bout d'un an, quand le vieux Gorémykine eut remplacé Kokovtzof, prévalut l'opinion que le meilleur moyen de venir à bout des difficultés intérieures serait une guerre victorieuse ». Comme cela est logique! La Russie avait, au contraire, le plus grand intérêt à ce que la situation balkanique issue du traité de Bucarest en dépit de toutes les manigances germaniques se consolidât, et qu'il ne survînt pas de nouvelles complications avant que sa préparation militaire fût à peu près achevée et que la Serbie se fût remise de deux années de guerre très dure. C'est bien pour cela que l'Autriche-Hongrie saisit le prétexte du drame de Serajévo pour se jeter sur la Serbie épuisée.

Du reste, M. Schiemann s'embrouille à plaisir dans ses explications. Il voit un signe du complot contre la paix dans le fait que M. Poincaré, après son élection à la présidence de la République, reçut un télégramme de félicitations du tsar et que le gouvernement français n'admit pas le placement sur

le marché de Paris d'un emprunt austro-hongrois et d'un emprunt turc. Puis il prétend « qu'on essayait à Paris de séparer, malgré tout, l'Autriche de l'Allemagne » et que « d'autre part, on voulait empêcher l'entrée de la Turquie dans la Triple Entente (p. 59) ». Comme il ne parvient pas lui-même à se reconnaître dans ces affirmations contradictoires, il dit que la France et l'Angleterre jouaient un double jeu. En somme, les auteurs allemands n'ont rien compris à la politique française. Possédés de la phobie de l'encerclement, ils recueillaient toutes les coupures de journaux, toutes les bribes de conversations où ils croyaient apercevoir un indice de nos projets de revanche. Et comme notre politique officielle, correspondant aux sentiments de l'immense majorité du pays, était absolument pacifique, ils nous accusaient de noirs desseins dissimulés. C'est qu'au fond ils avaient mauvaise conscience. Ils sentaient que l'Allemagne avait férocement traité la France en 1871 et, jugeant nos sentiments d'après les leurs, ils croyaient que nous ne pouvions pas ne pas vouloir nous venger. Quoi que nous fissions ou dissions, ils interprétaient tout contre nous. Ils voulaient prévenir une échéance qu'ils estimaient fatale. Toutes les occasions, tous les moyens leur parurent bons.

Pour une autre raison, ils nourrissaient les mêmes préventions contre l'Angleterre. Ils savaient que Guillaume II, secondé par le grand amiral de Tirpitz, poursuivait obstinément la construction d'une flotte de guerre capable de tenir victorieusement tête à la flotte britannique. Ils pensaient que l'Angleterre, bien informée à ce sujet, devait chercher à prendre les devants et à détruire avant l'achèvement de cette grande œuvre la flotte concurrente. En conséquence, ils découvraient d'infernales machinations dans les faits et gestes de pacifistes aussi entêtés que Sir Edward Grey et M. Asquith. Seule, cette phobie a permis à M. Schiemann d'écrire des phrases comme celle-ci (p. 65) : « En 1905, 1908, 1911, on croyait en Angleterre être près du but, et ce n'a pas été la faute de l'Angleterre si des congrès et des conférences, et non l'épée, ont tranché les conflits de ces années. » 1905 est l'année du voyage de Guillaume II à Tanger, 1908 celle de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine,

1911 celle du coup d'Agadir. Nous ne craignons point le jugement des hommes impartiaux.

Tous les auteurs allemands ont recours à un dernier argument pour montrer à quel point « l'encerclement avait pris un caractère particulièrement dangereux » sous l'influence « des instincts belliqueux du panslavisme russe et du chauvinisme français », l'Angleterre officielle « se chargeant à l'arrière-plan d'attiser l'incendie [1] ». Ils se réfèrent aux rapports belges publiés par le gouvernement allemand d'après les archives du ministère des Affaires étrangères de Bruxelles pillées par ses agents après l'occupation de la Belgique. Ces rapports — tronqués — sont-ils authentiques? On ne le saura que plus tard. Mais le fussent-ils vraiment, que prouvent-ils? Ils donnent les impressions des ministres de Belgique à Berlin, Paris et Londres sur les événements du jour de 1905 à 1914. Ce sont des impressions personnelles. Il en résulterait que les diplomates en question avaient d'une façon générale plus de confiance dans l'Allemagne que dans la France. L'événement a prouvé qu'ils se trompaient du tout au tout, puisque l'Allemagne a violé la neutralité de la Belgique avec d'extraordinaires raffinements de mauvaise foi et de brutalité, tandis que la France l'a scrupuleusement respectée. Ils doivent amèrement regretter aujourd'hui leurs erreurs d'appréciation. En tout cas les historiens n'iront pas chercher dans les rapports mis au jour par la chancellerie allemande des exemples de clairvoyance et de sûreté de jugement.

***

La question de la légitimité de la guerre préventive se rattache étroitement à celle de l'hégémonie. En effet, d'après les Allemands, ce que nous appelons la politique d'hégémonie est simplement la politique de défense contre l'encerclement. Aussi les agents de la propagande germanique s'attachent-ils à défendre Guillaume II contre toute prétention à l'hégémonie. Leur tâche, à l'égard de leurs lecteurs ordinaires, est relativement facile, car les souverains ou les hommes d'État

1. Finke, p. 37 et s.

las plus ambitieux n'ont point coutume de proclamer leurs desseins de domination. Ils ont bien soin de justifier leurs entreprises les plus osées par des prétextes choisis suivant les circonstances. D'ailleurs cette sorte de desseins ne se conçoit pas d'une pièce. Dans le cerveau des grands ambitieux, elle naît et se développe au courant des événements. Généralement les conquérants sont poussés à de nouvelles acquisitions par le besoin de conserver les anciennes. Lorsqu'on a pris plus de territoires qu'on en peut garder sans susciter des haines irréconciliables, on devient un peu le prisonnier de ses conquêtes. C'est le cas de la Prusse avec la Pologne, le Slesvig danois et l'Alsace-Lorraine. Si elle avait traité la France en septembre 1870 comme l'Autriche après Sadowa, elle n'aurait pas ressenti les inquiétudes et les soupçons qui, dans la thèse teutonne, légitimaient en 1914 une guerre préventive.

Ni Guillaume Ier ni Bismarck ne furent hantés par les idées de domination universelle. Le premier pensa surtout à agrandir la Prusse, le second à fonder et maintenir sous le sceptre prussien l'unité allemande. Après les deux campagnes triomphales de Bohême et de France, tous deux se préoccupèrent exclusivement de garder ce qu'ils avaient pris. Dans les premières années de son règne, Guillaume II, *der ploetzliche Kaiser*, grand remueur d'idées, toujours agité, échappe à l'analyse. Vraisemblablement, pendant cette période, il ne savait pas très bien lui-même ce qu'il voulait. C'est surtout un velléitaire.

Toutefois, bien avant les accords franco-anglais et tout ce qu'on a décoré du nom de tentatives d'encerclement, on remarque en lui les germes d'un grand dessein qui ressemble fort à l'hégémonie. Il semble obsédé par la pensée d'accomplir sur mer ce que son grand-père a réalisé sur terre. « Notre avenir est sur l'eau », dit-il le 23 septembre 1898 à l'inauguration du nouveau port de Stettin. Le 18 octobre 1899, à la cérémonie du lancement du *Kaiser Karl der Grosse*, à Hambourg, il invite le peuple allemand à se pénétrer du sentiment de la nécessité d'augmenter « sa puissance de combat sur les mers ». Il gourmande le public d'avoir mis obstacle à cette grande œuvre : « J'ai demandé avec insistance pendant les

huit premières années de mon règne que notre flotte soit renforcée ; si ces demandes n'avaient pas été continuellement refusées, et refusées d'une manière qui jetait sur moi le mépris et le ridicule, nous aurions pu faire prospérer bien autrement notre commerce et nos intérêts maritimes. » Le 13 février 1900, à Berlin, à l'occasion du retour d'Extrême-Orient de son frère, le prince Henri, amiral de la flotte, il précise : « Cette réception prouve que le peuple est arrivé à comprendre le besoin de renforcer notre puissance maritime. Le peuple allemand croit avec ses princes et son empereur que, dans son puissant développement, il doit établir un nouveau poste frontière et créer une grande flotte qui corresponde à ses besoins. De même que l'empereur Guillaume le Grand a créé l'arme grâce à laquelle nous sommes redevenus noir-blanc-rouge, de même le peuple allemand emploie aujourd'hui ses efforts à forger l'arme par laquelle, avec l'aide de Dieu et pour toute l'éternité, à la fois ici et dans les pays étrangers, nous resterons noir-blanc-rouge. » Mais faire pour la flotte ce que Guillaume Ier avait fait pour l'armée, et reporter les postes frontières aux limites que la nouvelle arme permettrait d'atteindre, n'était-ce pas une entreprise d'hégémonie? L'Angleterre n'avait-elle pas le droit de s'en inquiéter?

Comme signe de la modération de Guillaume II, on cite beaucoup, depuis quelque temps, le toast prononcé par lui le 22 mars 1905, à Brême, avant son embarquement pour le fameux voyage de Tanger : « Je me suis juré, lorsque je suis monté sur le trône, après le puissant règne de mon grand-père, qu'autant que je pourrais, je laisserais reposer les baïonnettes et les canons, mais que les baïonnettes devaient être tenues affilées et les canons en bon état, afin que la jalousie et l'envie du dehors ne pussent nous empêcher de cultiver notre jardin et d'arranger notre maison à l'intérieur. Je me suis promis, selon mon expérience et la leçon de l'histoire, de ne jamais songer à un vain empire du monde. Aussi bien, que sont devenus ces prétendus empires universels? Alexandre le Grand, Napoléon Ier, tous les grands capitaines se sont baignés dans le sang et ont laissé des peuples asservis qui, aussitôt, se sont soulevés, entraînant la ruine de l'empire. L'empire que j'ai rêvé, le voici : l'empire allemand récemment né doit

jouir de la confiance de tous, être considéré partout comme un tranquille, honnête, paisible voisin. » Les Allemands arrêtent la citation là. Ils omettent précisément le passage le plus caractéristique, qui jette la lumière sur tout le reste : « Et, si l'on parle peut-être, dans l'avenir, d'un empire mondial de l'Allemagne ou d'une souveraineté mondiale des Hohenzollern, celle-ci ne doit pas être fondée sur des conquêtes par l'épée, mais sur la confiance réciproque des nations unies dans un même dessein. » Ainsi, même dans cette allocution invoquée comme un prototype de modération, Guillaume II laisse percer le rêve d'un empire mondial sous le sceptre des Hohenzollern.

Avec les années, sa personnalité s'accentua. Avec l'augmentation de la population de l'empire, le développement de la prospérité, l'accroissement constant de l'armée et de la marine, l'épanouissement de l'orgueil national et l'expansion de la sève germanique au dehors, les ambitions de l'empereur s'intensifièrent. D'une part, il médita de transformer l'alliance austro-allemande en une sorte de consortium où la partie la plus active, la plus entreprenante, absorberait bientôt l'autre. D'autre part, il résolut d'étendre ce consortium jusqu'au golfe Persique en englobant sur le chemin les États balkaniques intermédiaires et la Turquie. Après la mort du comte d'Aehrenthal, lorsque l'influence de l'archiduc François-Ferdinand n'eut plus de régulateur et de contrepoids, ce plan prit une forme précise. Tout fut combiné militairement et diplomatiquement, avec Vienne, pour le mettre en œuvre.

***

L'idée de guerre, dit-on de l'autre côté du Rhin, n'était pas inséparable de cette politique. En principe, il est vrai, on n'est pas fondé à reprocher à un souverain d'avoir prémédité la guerre parce qu'il désirait voir prendre à son peuple « sa place au soleil ». Seulement, lorsque ce souverain s'ingénie à prendre la place déjà occupée par d'autres, sous prétexte que celle qui lui reste ne lui convient pas ou ne correspond pas à son importance, l'idée de guerre n'est pas loin. De plus, lorsque cette idée est élevée à la hauteur d'un culte dans

l'éducation nationale et que les institutions militaires sont sans cesse renforcées, la tentation de passer de l'idée à l'acte est forte. Le choc avec l'Angleterre devenait inévitable. Le jour où l'Allemagne aurait regagné l'avance de la reine des mers dans les armements maritimes, celle-ci eût été acculée à un désastre : ruine ou capitulation. L'Angleterre, qui s'en rendait nettement compte, ne voulait absolument pas laisser rattraper l'avance de sa flotte de guerre ; elle construisait des navires de guerre sur le pied du *Two Power Standard*, c'est-à-dire dans une proportion lui permettant de conserver sur mer la puissance des deux États maritimes les plus forts. L'Allemagne ne pouvait pas suivre de la même allure. Elle était financièrement incapable de prolonger indéfiniment sur la même échelle sa préparation militaire sur terre et sur mer. Dès lors qu'elle tendait — et cette tendance n'est pas niable — à supprimer la suprématie maritime de l'Angleterre, il lui fallait choisir entre une limitation des armements maritimes qui aurait ajourné le choc à une époque indéterminée, ou un conflit continental à date rapprochée qui lui permettrait d'utiliser plus tard contre sa rivale les forces et les bases navales des puissances vaincues.

Cette dernière combinaison avait les préférences du Cabinet de Berlin. On en eut la preuve au commencement de 1912. Lord Haldane, ministre de la guerre dans le Cabinet Asquith, étant venu s'entretenir confidentiellement à Berlin de la possibilité de limiter les armements navals, M. de Bethmann-Hollweg lui soumit un projet d'arrangement aux termes duquel les deux gouvernements s'engageaient réciproquement à observer la neutralité en cas de conflit de l'un d'eux avec une ou plusieurs autres puissances. En cas d'acceptation par l'Angleterre, le projet de loi d'extension de la flotte de guerre alors soumis au Reichstag serait retiré. Mais la réciprocité proposée par le chancelier n'était qu'apparente. En effet, les articles 4 et 5 du projet d'arrangement étaient ainsi conçus :

4° *Le devoir de neutralité qui résulte de l'article précédent ne sera pas applicable s'il vient à l'encontre des accords existants déjà faits par les cocontractants ;*

5° *La conclusion de nouveaux accords qui rendraient impos-*

*sible à l'une des parties cocontractantes la neutralité en dehors de la limitation prévue ci-dessus, est écartée en conformité de l'article 2.*

Or, l'Allemagne était liée par la Triple Alliance à deux grandes puissances européennes, tandis que l'Angleterre n'avait de pacte d'alliance qu'avec le Portugal et le Japon. Comme le fit remarquer le *Foreign Office* dans un communiqué officiel du 31 août 1915, provoqué par le discours de M. de Bethmann-Hollweg au Reichstag le 19 août précédent, il y aurait eu en réalité garantie absolue d'un côté, mais pas de l'autre [1] :

De la position générale des puissances européennes, et aussi à cause des traités qui les liaient entre elles, il serait résulté des articles 4 et 5 que, tandis que l'Allemagne, en cas de guerre européenne, serait restée libre d'aider ses amies, il aurait été interdit à l'Angleterre de lever un doigt pour la défense des siennes. L'Allemagne pouvait, sans difficulté, s'arranger de façon que l'initiative formelle des hostilités restât le fait de l'Autriche. Si l'Autriche et la Russie étaient en guerre, l'Allemagne donnerait son appui à l'Autriche, comme il ressort de toute évidence des événements de la fin de juillet 1914 ; de même, aussitôt que la Russie était attaquée par deux puissances, la France était obligée de venir à son secours.

En d'autres termes, malgré la promesse de neutralité offerte par l'Allemagne, celle-ci aurait toujours pu arguer de la nécessité de remplir les obligations existant du fait de la Triple Alliance comme une excuse pour se départir de sa neutralité.

D'un autre côté, quelque grave qu'eût été la provocation, nulle dérogation semblable à la neutralité n'eût été possible pour l'Angleterre qui, sauf ses alliances avec le Japon et le Portugal, n'était liée par aucune alliance en même temps que l'article 5 lui interdisait la conclusion de toute alliance.

Très désireux d'aboutir, Sir Edward Grey, proposa la modification suivante :

*L'Angleterre ne se livrera à aucune attaque non provoquée contre l'Allemagne et ne poursuivra aucune politique d'agression à cet égard. Une agression contre l'Allemagne n'est pas l'objet et ne constitue aucune partie des traités, accords ou combinaisons quelconques dans lesquels l'Angleterre est actuellement partie,*

1. Voir le texte de ce communiqué dans le *Journal des Débats* du 2 septembre 1915.

*et l'Angleterre ne deviendra partie dans quoi que ce soit ayant un pareil objet.*

Mais le Cabinet de Berlin la repoussa. Il suggéra par contre l'une des deux rédactions que voici :

*L'Angleterre observera donc tout au moins une neutralité bienveillante si la guerre était imposée à l'Allemagne.*

*L'Angleterre restera donc neutre, cela va de soi, si la guerre était imposée à l'Allemagne.*

On devine ce que cette formule signifiait. MM. de Bethmann-Hollweg, de Jagow et Zimmermann l'ont tellement employée pour justifier leur violation de la neutralité belge et leur agression brusquée contre la France que personne ne peut plus douter de son sens ni des intentions réelles du gouvernement de Guillaume II. Sir Edward Grey le pressentit et proposa finalement cette formule :

*Les deux puissances étant l'une et l'autre désireuses d'assurer la paix et l'amitié entre elles, l'Angleterre déclare qu'elle ne se livrera à aucune attaque non provoquée contre l'Allemagne, ni ne coopérera à pareille attaque. L'agression contre l'Allemagne n'est pas objet, ni ne constitue aucune partie des traités, accords ou combinaisons quelconques auxquels l'Angleterre est actuellement partie et l'Angleterre ne deviendra partie à rien qui ait un pareil objet en vue.*

Il exprimait en même temps l'espoir que la conclusion de l'arrangement aurait une répercussion heureuse, quoique indirecte, sur les dépenses navales, ainsi qu'une influence directe et heureuse sur l'opinion publique des deux pays. M. de Bethmann-Hollweg refusa. Il exigea une garantie de neutralité absolue. Les négociations s'arrêtèrent, et le projet de loi allemand sur l'accroissement de la flotte fut maintenu. Donc, après 1912, il ne restait à l'Allemagne que la combinaison de guerre. Si Guillaume II n'avait pas eu d'arrière-pensée, il aurait accepté la formule anglaise. Au contraire il fit voter coup sur coup, outre la loi navale, plusieurs lois renforçant l'état militaire de l'empire et un subside exceptionnel de 1 250 millions destiné à couvrir en bloc des dépenses dont le gouvernement n'aurait pas à rendre compte. L'idée de guerre apparaissait clairement.

Qu'il y ait eu ou non plan concerté d'hégémonie, que la

succession des événements se soit présentée dans l'esprit de Guillaume II dans un brouillard ou bien avec des lignes nettement marquées, la politique d'hégémonie était décidée en 1912 dans l'esprit de Guillaume II.

Contrariée par les dénouements imprévus des deux guerres balkaniques de 1912-1913, elle n'en devint que plus agissante. Dès lors que la Serbie, victorieuse de la Bulgarie complice des pangermanistes, intercepta la grande route impériale Berlin-Vienne-Salonique-Constantinople-Bagdad, l'Austro-Allemagne résolut de se l'ouvrir par le fer et par le feu.

AUGUSTE GAUVAIN

# A PROPOS DE CARTES ALLEMANDES

Les lecteurs de mon étude sur *Une Version allemande de la Marne* [1] se souviennent peut-être que j'avais déduit de ce récit, émané manifestement de l'état-major du général de Moltke et rédigé dans l'entourage du général von Klück, une hypothèse, voisine de la certitude. C'est que, contrairement à l'opinion courante, le grand état-major allemand n'aurait pas hésité, au lendemain des batailles de Mons et de Charleroi, entre pousser droit sur Paris ou chercher notre armée sur la Marne ou sur la Seine. Mais, fidèle à la pure doctrine et aux prescriptions, vieilles de plus d'un demi-siècle, du maréchal de Moltke, il aurait décidé, du premier jour et *ne varietur*, de ne pas chercher à emporter Paris d'un seul coup brutal, et de mettre préalablement l'adversaire hors de combat.

Sans doute, l'armée allemande croyait bien marcher sur Paris et ce fut une déception pour elle quand elle s'aperçut, le 3 et le 4 septembre, qu'elle laissait la grande ville à sa droite pour obliquer vers le Sud-Est. Sans doute, l'Allemagne et, sauf quelques doctrinaires, le monde entier croyaient que Paris était l'objectif des généraux vainqueurs et mesuraient tous les jours de combien diminuait la distance entre les avant-gardes de la Ire armée et la capitale. Sans doute, encore, l'empereur allemand insista pour la marche directe contre Paris. Mais, selon le narrateur, « le passage à l'Est de Paris »

1. *Revue de Paris* du 1er décembre 1916.

était écrit d'avance au plan « génial » de Moltke, et non pas la marche sur Paris. Moltke imposa la volonté de son oncle, la sienne. Il joua la règle.

Comme le récit allemand est anonyme, et comme il est un plaidoyer pour Moltke disgracié et pour von Klück, l'assertion, si formelle qu'elle fût et si conforme aux traditions militaires du Commandement, pouvait sembler un argument d'avocat, inventé après coup. Je n'en étais pas d'avis, pour toutes les raisons que j'ai indiquées. Mais comme nous n'avons pas encore sous les yeux le plan même de l'état-major allemand, j'écrivais : « Il est à croire que le problème s'éclairera plus tard. »

***

La question vient de faire un pas.

A la vérité, le plan primitif de Moltke n'a pas encore été rendu public, mais nous en avons l'illustration ou la traduction graphique, qui ne laisse pas que d'être intéressante. Je veux dire les lots individuels de cartes destinés à être remis à chaque officier à la mobilisation. Ces lots, constitués par la *Landes-Aufnahme* ou Service géographique du grand état-major, comprennent les cartes qui avaient été dressées à Berlin pour l'exécution du plan. Ces cartes de notre Nord-Est, en plusieurs feuilles, furent distribuées aux officiers, à la veille de la mobilisation. Nous avons saisi sur des cadavres et sur des prisonniers des lots complets, qui ont été gardés comme trophées et, même, des feuilles de notre carte (au 80 000e) de la région du Nord et du Nord-Est. Le Service géographique du ministère de la Guerre en possède un assez grand nombre.

Chacune des feuilles porte au *verso* un croquis, dit tableau d'assemblage, qui reproduit l'ensemble des feuilles dont se compose le lot et les feuilles voisines, et qui donne pour chacune d'elles son titre et son numéro spécial : 12, Amiens ; 10, Lunéville, etc. [1] La carte est une reproduction de notre 80 000e, avec quelques variantes. Les routes importantes y sont marquées par un trait double ; le chiffre de la population

1. Voir, à la fin de l'article, la reproduction de ces tableaux d'assemblage.

est indiqué pour les moindres localités. Les coupures des feuilles, leurs titres et leurs numéros sont ceux de la carte au 80 000e. Le tableau d'assemblage porte sur 114 feuilles ; mais la composition du lot de mobilisation n'en comprend que 87, celles de la partie du territoire où, selon le plan de l'état-major, se doivent engager et développer les opérations. Cette partie du territoire est encadrée sur le tableau d'assemblage d'un gros trait noir : Paris n'y est pas compris.

Ni Paris, nº 48, ni Meaux, nº 49.

Le bord méridional de ce cadre indicatif va de Troyes, par Chaumont, à Mirecourt et descend sur Lure. Le bord oriental monte, suivant la frontière, de Lure à Lille. Dunkerque fait le bord septentrional. Le bord occidental est une ligne brisée en trois morceaux : du Nord au Sud, en partant de Dunkerque, par Saint-Omer, Arras, Amiens, Montdidier, à Beauvais ; de l'Ouest à l'Est, en « rentrant », Beauvais et Soissons ; de nouveau, à partir de Reims, du Nord au Sud, par Châlons et Arcis à Troyes.

Si Paris avait été compris dans le programme de la première partie de l'invasion, comment la feuille de Paris n'a-t-elle pas été distribuée aux officiers? Comment ne l'a-t-on trouvée sur aucun des officiers tués, blessés, prisonniers, sinon de toute l'armée, tout au moins de la Ire et de la IIe armée qui faisaient l'aile droite?

Ce lot de cartes vient donc à l'appui de l'opinion que le premier chapitre du plan allemand : l'attaque brusquée par la Belgique et par notre Nord-Est, n'avait point pour objectif Paris, mais l'armée à poursuivre jusqu'à l'Aube et à la Seine, où elle serait mise hors de combat.

Plan de Moltke l'ancien recueilli par Moltke le jeune, conforme à la doctrine, bon ou mauvais, je n'en discute pas, mais dont la condamnation ne résulte pas, je le répète, de notre victoire de la Marne, car la roue pouvait tourner dans l'autre sens, comme pour toutes les batailles de l'histoire les plus fameuses, et, si la bataille avait été à l'avantage des Allemands, Moltke aurait égalé son oncle, et il aurait plus de statues que Hindenburg, et d'un métal moins grossier.

Voici, en tous cas, la carte révélatrice de la pensée première du chef, avec l'opération limitée, si l'on peut dire, à la des-

truction de l'armée ennemie, l'objectif le plus haut. Tous ces lots ont été gravés de 1905 à 1908; la mention y est inscrite : *Druck 1905*, ou *1906*, *1907*, *1908*. On n'a trouvé aucun lot, avec le tableau d'assemblage qui a été décrit ci-dessus, portant une date d'impression postérieure à 1908.

***

J'ai écrit plus haut que le problème a fait un pas de plus ; je me suis gardé de dire, bien que ce soit l'opinion de bons juges, qu'il est complètement résolu.

En effet, il n'a pas été établi, à Berlin, sous la direction du grand état-major allemand, que ce seul jeu de cartes ; mais en voici un second qui complète le premier, ou, plus exactement, qui lui fait suite ; où Paris, cette fois, est compris ; mais qui est daté de 1914 : *Druck 1914*.

Ce jeu de cartes porte la marque : II K. A., deuxième lot de cartes, *zweite Karte Anstellung*. Chacune de ses 41 feuilles porte également au *verso* un tableau d'assemblage. Le territoire, qui correspond à ces 41 feuilles, est, lui aussi, encadré sur le tableau par un trait noir ; le cadre II est ainsi accolé au cadre I, ayant le bord occidental de celui-ci pour bord oriental et son bord Sud pour bord Nord. Le bord occidental du cadre II part du Pas-de-Calais pour descendre, au-dessous de la Loire, à la vallée du Cher. Son bord Sud va de Châteauroux à Pontarlier par Issoudun, Saint-Pierre, Autun, Chalon et Lons-le-Saulnier. Ce cadre comprend ainsi tout le bassin de la Seine, moins l'embouchure du fleuve, toute la grande boucle de la Loire, depuis Charolles jusqu'à Blois, la Saône jusqu'à Chalon et toute la vallée du Doubs.

La première idée qui vient à l'esprit, c'est que ces deux lots de cartes avaient été distribués aux officiers allemands entrant en campagne, celui qui comprend la feuille de Paris avec celle de Meaux comme celui qui ne les comprend pas. Il n'en resterait pas moins singulier que le cadre du tableau d'assemblage I s'arrête à Paris. D'autre part, c'est un fait que les lots marqués II K. A. n'ont été trouvés que postérieurement aux premiers, et non simultanément. Ils paraissent donc, soit avoir été destinés à d'autres armées que les premières

armées de choc, soit avoir été distribués à une date ultérieure.

Il serait difficile de donner le nombre exact des lots complets, les uns de la série 1905-1908, les autres de la série 1914, qui ont été pris sur des Allemands. Il y en a beaucoup, assez pour que le calcul des probabilités voisine avec la certitude. Or, il y a manifestement bien peu de chances pour que le seul hasard ait voulu qu'aucune carte, au millésime de 1914, comprenant donc Paris dans le cadre des opérations, n'ait été prise en août et septembre 1914, et que toutes les cartes, tombées alors entre nos mains, soient celles de la série 1905-1908 qui arrêtent devant Paris le cadre de l'offensive.

Connaissant le péril des hypothèses et sachant que le fait seul compte, je ne prétends pas que les armées de l'attaque brusquée n'aient été munies d'aucune carte de la région de Paris. Il se pourrait, bien que nous n'en ayons pas la preuve, que des cartes de la catégorie II K. A. aient été distribuées, au commencement de septembre, à des corps de l'aile droite allemande qui ont combattu sur l'Ourcq. Cela n'infirmerait en rien le fait, résultant des lots I, que le plan primordial, établi par Moltke, visait la destruction de notre armée tournée sur sa gauche et coupée de Paris, sans s'inquiéter tout d'abord d'une entrée dans la capitale. C'est du pur Clausewitz.

Je note donc pour l'histoire que le Service géographique au ministère de la Guerre ne possède aucune carte de la série II K. A. qui ait été prise aux mois d'août et de septembre 1914; que les feuilles qui ont été saisies pendant ces deux premiers mois de la guerre sont celles qui excluent Paris et Meaux des opérations prévues au cadre dessiné sur leur tableau d'assemblage ; que la feuille de Paris apparaît seulement dans les lots qui ont été pris après la Marne.

***

D'autres lots de cartes, qui sont conservés au Service géographique, sont également révélateurs des desseins allemands, s'ils ne le sont pas davantage.

D'abord, des lots de cartes de la Belgique, en 70 feuilles, qui datent de 1906, — à l'angle droit inférieur et, en si petits

caractères qu'ils échappent aisément à la vue, *G. 06.* — Ces cartes sont une reproduction de la carte d'état-major belge, au 60 000e. Ici, point de commentaires : la date crie d'elle-même la préméditation de la violation du territoire belge.

Les premiers incidents graves du Maroc viennent de se produire : Tanger, Algésiras. C'est le droit incontestable de l'Allemagne de prévoir une conflagration européenne, tout au moins une guerre avec nous. Mais, tout de suite, sa décision est prise : elle violera la neutralité de la Belgique.

Nous le savions. Nous avons vu se construire ses chemins de fer de l'Eifel, ses quais militaires, seules pages du livre secret de la concentration qui ne peuvent pas être dissimulées, et raccorder ces voies, qui ne peuvent avoir qu'un intérêt stratégique, aux chemins de fer de Westphalie et, même, aux chemins de fer belges (Stavelot-Malmédy). Nous avions d'autres indications encore, qui n'étaient ignorées ni des Belges ni des Anglais. Voici l'aveu qui ne se peut rattraper, la preuve matérielle.

Viennent ensuite, des cartes de la vallée du Rhin, au 100 000e, et datées de 1905 à 1912. C'est la carte, publiée par le Service géographique du grand état-major allemand, qui dans son ensemble couvre tout l'empire. Les lots comprennent, d'après le tableau d'assemblage, l'Alsace-Lorraine, toute la rive gauche du Rhin jusqu'à Wesel et Gueldres, et, de Waldshüte, Sud de Fribourg-en-Brisgau, à Limburg, sur la Lahn, Nord de Wiesbaden, la rive droite. Ainsi l'état-major allemand avait prudemment prévu le succès éventuel de nos offensives en direction du Rhin.

Enfin, et de toutes les cartes de prise que possède le Service de géographie ce ne sont pas les moins curieuses, des cartes de notre région du Nord-Est à l'usage des Italiens. Les feuilles, au 80 000e, sont les reproductions de nos propres cartes à la même échelle, avec les noms en français. Mais toutes les autres indications de la *Carta della Francia Nord-Orientale* sont en italien : *scala chilometrica ; strada di 1a à 2da classe, con e senza alberi ; strada campestre, carrareccia e mulattiere ; sentiero ; canale navigabile*, etc., millésime : 1910 ; *Edizione 1910.*

Ainsi l'Allemagne a compté sur le concours de l'Italie contre nous jusqu'en 1910 pour le moins, puisque son grand état-

major prenait, à cette date, la peine de lui imprimer lui-même des cartes. Le tableau d'assemblage, au *verso*, comprend 19 carrés, dont 9, entourés du gros trait noir, indiquent les cartes qui forment le lot et, par conséquent, la zone d'opérations réservée aux troupes à qui les lots étaient destinés. Ce sont, du Sud au Nord, Gray et Montbéliard, Langres et Lure, Mirecourt et Épinal, Nancy et Lunéville, Commercy et Sarrebourg.

Les Italiens n'ayant pas marché, une administration économe distribua aux officiers allemands les feuilles qui avaient été spécialement établies pour les alliés qui manquèrent au rendez-vous, refusant de s'associer à une guerre offensive et à une lutte fratricide. J'ai sous les yeux la feuille de Commercy, maculée du sang de l'officier, tué ou blessé, qui la portait sur lui.

***

En résumé, il résulte des prises, exactement enregistrées, que l'armée allemande partit en guerre avec trois lots de cartes topographiques [1] :

*N° 1*, Nord-Est de la France, sans Paris, au 80 000e, de 1905 à 1908, d'après les dates relevées sur les lots pris à la Marne ;

*N° 2*, Belgique au 60 000e, de 1906 ;

*N° 3*, Vallée du Rhin, au 100 000e, de 1905.

Le lot de cartes II K. A., avec Paris, la Loire et la Saône, ne paraît avoir été distribué qu'ultérieurement, après la Marne, ou avoir été destiné à des armées autres que les premières armées de choc.

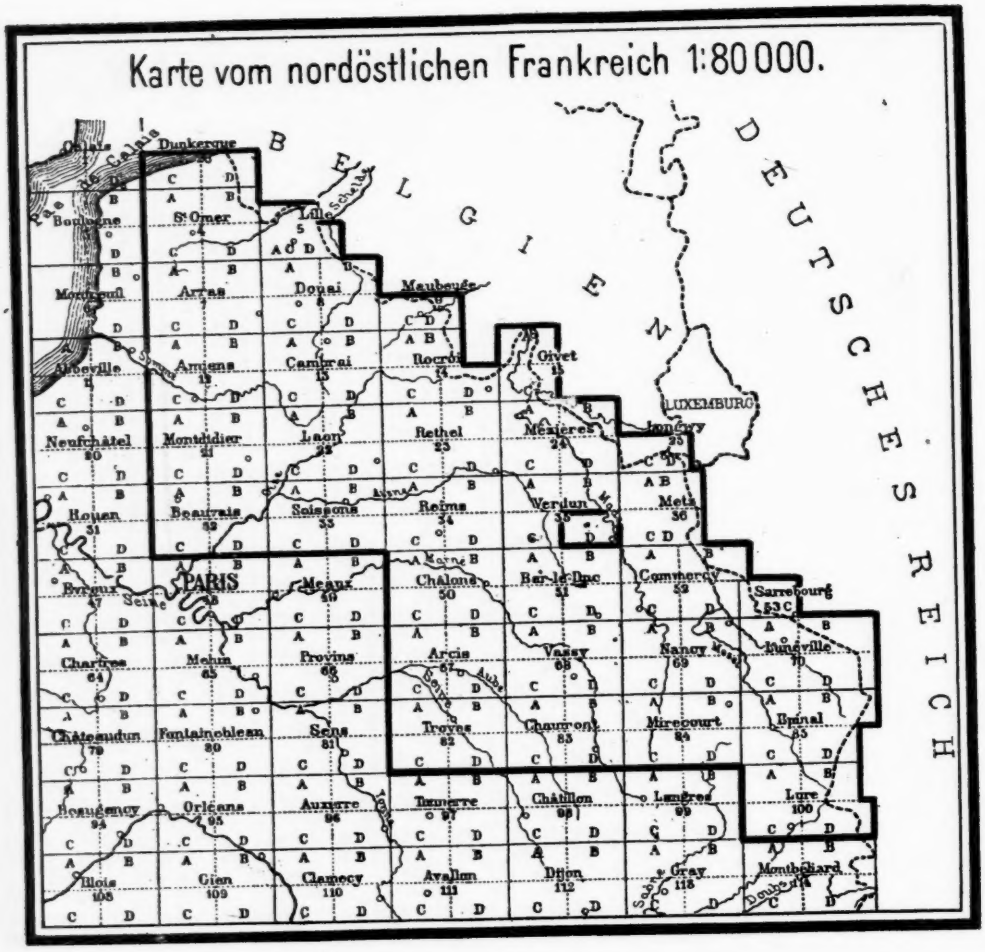
Les cartes belges, gravées en 1906, devront figurer sur la table du futur Congrès de la paix comme pièces à conviction.

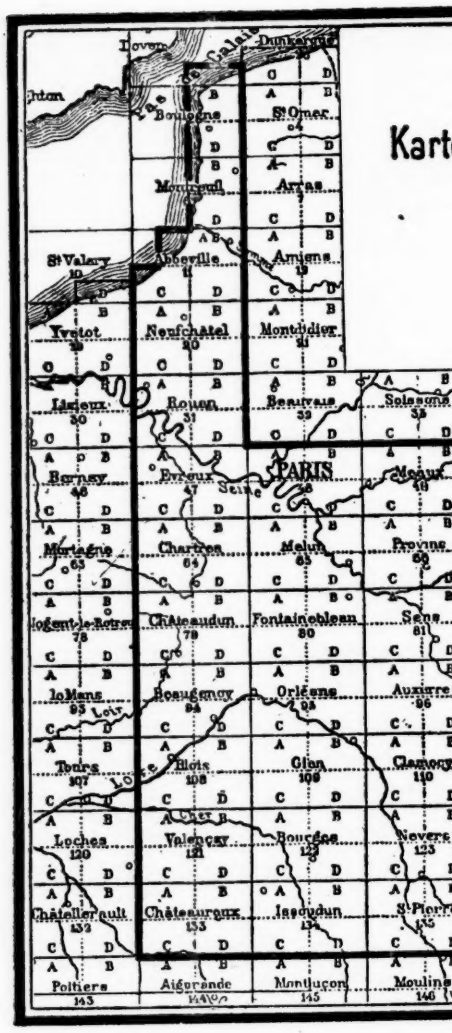
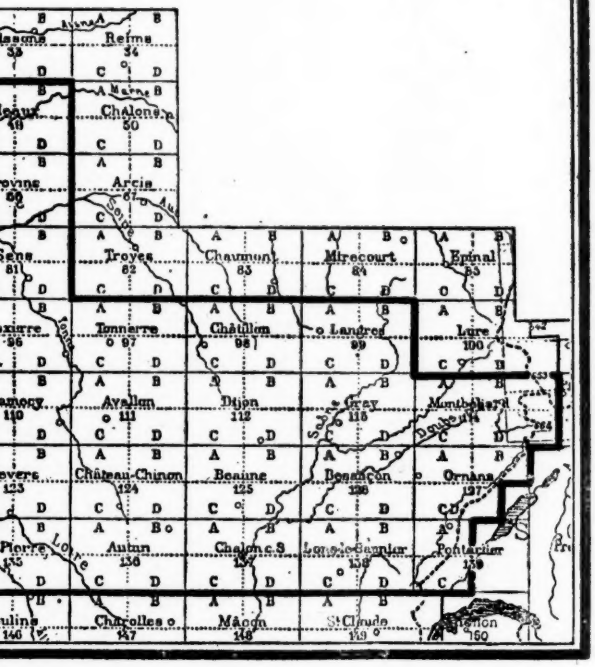
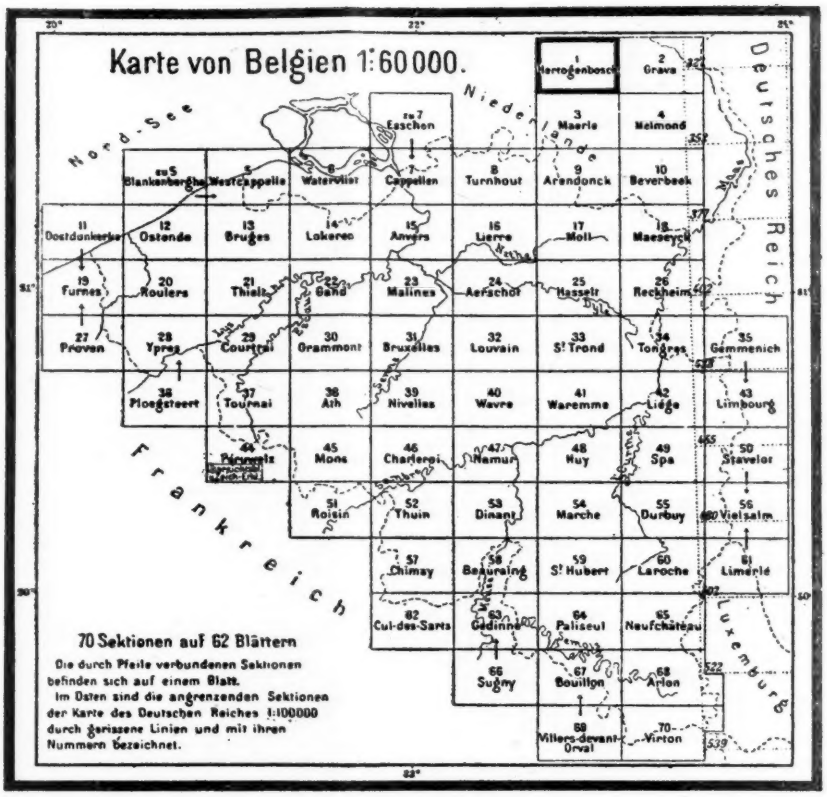
JOSEPH REINACH

1. Sans compter les lots de cartes d'ensemble aux petites échelles, 300 000e et au-dessous, ainsi que le lot de cartes routières pour le service automobile, etc.

*L'administrateur-gérant* : A. BACHELIER.

# Karte vom nordöstlichen Frankreich 1:80000.






# Karte vom nordöstlichen Frankreich
## 1:80000.
## II.K.A.